

Sommaire (le recueil est consultable à l'accueil de la préfecture)

1. Arrêtés et circulaires	5
1.1. Préfecture - Direction des Actions Interministérielles et du Développement Durable	5
08 DAIDD BCIDE 076-Arrêté préfectoral portant composition de la commission d'appel d'offres pour un groupement de commande au sein de la direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne	5
2008 DAIDD BCIDE 077-Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Seine-et-Marne par intérim	6
08 DAIDD M 025-Arrêté préfectoral autorisant la société Routière de l'Est parisien (REP) à exploiter une carrière de sables et gravier sur le territoire de la commune de VIGNELY	8
08 BCIA 41-ARRETE du 15 juillet 2008 chargeant Monsieur Philippe PORTAL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature du 25 juillet 2008 au 31 juillet 2008.....	21
08 BCIA 42-ARRETE du 15 juillet 2008 chargeant Monsieur Michel JEANJEAN, sous-préfet de Torcy, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature du 1er août 2008 au 24 août 2008.	23
08 BCIA 43-ARRÊTÉ du 15 juillet 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, sous-préfet de Meaux.....	24
08 BCIA 44-ARRÊTÉ du 15 juillet 2008 modifiant l'arrêté n°07 BCIA 46 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Michel JEANJEAN, sous-préfet de TORCY.....	29
2008 DAIDD BCIDE 078-Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Habid BELHOCINE, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne	30
08 BCIA 45-ARRETE du 16 juillet 2008 chargeant Monsieur Philippe PORTAL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature le 18 juillet 2008.	32
1.2. Préfecture - Direction des Relations avec les Collectivités Locales	33
DRCL-BCCCL-2008 n° 123-Modification des statut de la communauté de communes Seine/Ecole	33
DRCL-BCCCL-2008 n° 140-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC" sis à Chelles	38
DRCL-BCCCL-2008 n° 141-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC" sis à Lagny sur Marne.....	39
DRCL-BCCCL-2008 n° 147-Modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la S.A. "OGF/PFG" ayant pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Gamard-Lebaupain" sis à Meaux.....	41
DRCL-BCCCL-2008 n° 148-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres Aide Funéraire et Marbrerie Devauchelle, ayant pour enseigne "Permanence Funéraire Meldoise" sis à Meaux	42
DRCL-BCCCL-2008 n° 150-Renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA "OGF/PFG" aynat pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Forest" sis à Rozay-en-Brie.....	43
DRCL-BCCCL-2008 n° 151-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC" sis à Chelles	44
DRCL-BCCCL-2008 n° 154-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC", sis à Pontault Combault	46
DRCL-BCCCL-2008 n° 157-Renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA "OGF/PFG" ayant pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Blain" sis à Melun	47
DRCL-BCCCL-2008 n° 158-Renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA "OGF/PFG" aynat pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Blain" sis à Melun	48
1.3. Préfecture - Direction des Services du Cabinet et de la Sécurité	49
2008 DSCS PA 090-Arrêté portant refus d'autorisation de fonctionnement d'une entreprise privée de surveillance et de gardiennage dénommée "SARL A.P.S.C." sise à Ozoir-la-Ferrière et refus d'agrément de MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, en qualité de co-gérants.	49
1.4. DDASS (affaires sanitaires et sociales)	51
DDASS/PA 2007.150-Fixant le montant du forfait global annuel 2007 de la maison de retraite . Résidence La Petite Maison à CHEVRY COSSIGNY.....	51
DDASS/PA 2007.155 D.G.F-Fixant la dotation de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Résidence Quiétude de CHARTRETTES	52
DDASS/PA 2007.153 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Saint Joseph de LA CHAPELLE LA REINE	54
DDASS/PA 2007.142 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Les Jardins Médicis de PROVINS	55

DDASS/PA 2007.55 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Jardins de Médecis de MAISONCELLES EN BRIE	56
DDASS/PA 2007.154 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2006 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Château de Louche de ANNET SUR MARNE	58
DDASS/PA 2007.75 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD du C.H Léon Binet de PROVINS.....	59
DDASS/PA 2007.156 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Les Jardins d' Eleusis de AVON	60
DDASS/DGAS/EHPAD 2007/16-autorisation de création de 5 places d'hébergement temporaire pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentées à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de l'Hôpital Local de TOURNAN EN BRIE	62
DDASS/PA 2007.158 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Domaine de la Grange de SAVIGNY LE TEMPLE	63
DDASS/PA 2007.21 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Maison de retraite publique de Chaumes.....	64
DDASS/PA 2007.164 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Mélodi'hier de COUBERT.....	65
DDASS/DGAS/EHPAD 2007/30-Autorisant l'extension de 48 lits d'hébergement permanent à 78 lits d'hébergement permanent, 2 lits d'hébergement temporaire "Alzheimer" et 3 places d'accueil de jour "Alzheimer" à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de MAREUIL LES MEAUX EHPAD Résidence Ondine.	67
DDASS/DGAS/EHPAD n° 2007/-autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)de 84 lits dont 28 lits destinés à l'accueil des personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladie apparentée et 2 lits d'hébergement temporaire Alzheimer.....	68
DDASS/PA 2007.168 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Maison des Augustines de Meaux.....	70
DDASS/PA 2007.167 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) les Fontaines de ROISSY EN BRIE	71
DDASS/PA 2007.166 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Maison de Retraite Médicalisée de MORMANT	72
DDASS/CROSMS/EHPAD2008.01-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite L'Orchidée à GRISY SUISNES.	74
DDASS/CROSMS/EHPAD2008.06-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Le Château de la Grange à SAVIGNY LE TEMPLE.	75
DDASS/DGAS/EHPAD 2008.09-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Résidence Les Champs à COULOMMIERS.	77
DDASS/CROSMS/EHPAD2008/04-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite "Castel Nazareth" à BOISSISE LE ROI.	78
DDASS/CROSMS/EHPAD2008.05-autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite "la Résidence du Poisson Couronné" à ARMENTIERES EN BRIE.....	79
DDASS/DGAS/EHPAD 2008.03-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Abbaye Notre Dame à FARMOUTIERS.	81
DDASS/DGAS/EHPAD 2008/02-Autorisant la transformation en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Abbaye Notre-Dame à JOUARRE.....	82
DDASS/DGAS/EHPAD 2008/07-Autorisant la transformation en lits d'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 12 lits de maison de retraite à la résidence du Château à CLAYE SOUILLY.....	83
DDASS/PA 2008.001 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD de SAINT FARGEAU PONTIERRY	85
DDASS/PAS 2008.107-Fixant le montant du forfait global annuel 2008 de la maison de retraite résidence La Petite Maison à CHEVRY COSSIGNY.....	86
DDASS/PAS 2008.108-Fixant le montant du forfait global annuel 2008 de la maison de retraite Résidence des Iris à MARY SUR MARNE.....	87
DDASS/PA 2007.169 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Les Fontaines de ROISSY EN BRIE.....	88
DDASS/PA 2008.9 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) résidence Malka de BOISSISE LA BERTRAND.....	90
DDASS/PA 2008.10 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Abbaye Notre Dame" de FAREMOUTIERS.....	91
DDASS/PA 2008.45 D.G.F-Fixant la dotation global de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Abbaye Notre-Dame de JOUARRE.....	92
DDASS/PA 2008.78 D.G.F-Fixant dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Les Jardins Médecis de PROVINS.....	94

DDASS/PA 2008.51 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes "EHPAD La Garenne" de LA GRANDE PAROISSE.....	95
DDASS/PA 2008.30 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), EHPAD "Les Airelles" de COUILLY PONT AUX DAMES.....	97
DDASS/PA 2008.74 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Résidence Baccara" de PECY.....	98
77-043/2008/DDASS/PH-autorisant la création d'un SAMSAH à COULOMMIERS à compter du 1er juillet 2008	99
DDASS/PA 2008.110-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) maison de retraite Au Coin Du Feu de DAMMARTIN EN GOELE.....	101
DDASS/PA 2008.96 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "EHPAD Résidence Klarène" de TOURNAN EN BRIE.....	102
DDASS/PA 2008.111 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), EHPAD "Les Jardins de Bussy" de BUSSY SAINT GEORGES.....	103
DDASS/PA 2008.38 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Château de Challeau" de DORMELLES.....	105
DDASS/PA 2008.20 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD " Le Domaine de Jallemain" de CHÂTEAU LANDON.....	106
DDASS/PA 2008.7 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "L'Orée du Bois" de BOIS LE ROI.....	107
DDASS/PA 2008.5 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Les Jardins d'Eleusis" de AVON.....	109
DDASS/PA 2008.34 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Les Tamaris" de CROUY SOUS OURCQ.....	110
DDASS/PA 2008.03 D.G.F-Dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).....	112
DDASS/PA 2008.99 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Résidence Source Nadon" de VENEUX LES SABLONS.....	113
77-052/DDASS/FGAS/2008/PH-fixant le forfait global annuel de soins du FAM "Villebouvet" de SAVIGNY LE TEMPLE au titre de l'exercice 2008.....	114
DDASS/PA 2008.89 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "EHPAD Mathurin Fouquet" de SAMOIS.....	116
DDASS/DGAS/EHPAD 2008.15-Autorisation de création de 10 places d'accueil de jour et la transformation de 6 lits d'hébergement temporaire en 3 lits d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentée à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de BOIS LE ROI EHPAD l'Orée du Bois.....	117
085/2008/DDASS/PH-relatif au transfert de gestion d'un établissement géré par l'association Passerose au profit de la fondation Ellen Poidatz.....	119
DDASS/PA 2008.106-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD ISATIS "La Forestière" de ARBONNE LA FORET.....	120
DDASS/PA 2008.13 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section de soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Le Fil d'Argent" de BRAY SUR SEINE.....	121
77-089/DDASS/FGAS/2008/PH-fixant le forfait global annuel de soins du FAM "Domaine Emmanuel" à HAUTEFEUILLE au titre de l'exercice 2008.....	122
088/2008-tarifcation.....	124
77-094/DDASS/FGAS/2008/PH-fixant le forfait global annuel de soins du SAMSAH AEDE de COULOMMIERS au titre de l'exercice 2008.....	126
086/2008/DDASS/PH-portant création du SESSAD "Passerose" à SERRIS.....	127
DDASS/PA 2008.56 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Résidence Ondine de MAREUIL LES MEAUX.....	128
77-080/2008/DDASS/PH-autorisant la création d'un SESSAD de 80 places à TRILPORT avec une antenne à CHAMPS SUR MARNE par l'association APF. Cet arrêté annule et remplace les arrêtés n°77-17/2008/DDASS/PH du 31 mars 2008 et n°98-1191 du 8 juillet 1998 à compter du 1er août 2008.....	130
77-076/DDASS/DGF/2008/PH-fixant la dotation globale de financement du SESSAD "Clairefontaine" à MELUN au titre de l'exercice 2008.....	131
77-077/DDASS/PJ/2008/PH-fixant la tarification journalière du CRP à COUBERT au titre de l'exercice 2008.....	133

77-078/DDASS/DGF/2008/P'H-fixant la dotation globale de financement de l'UEROS à COUBERT au titre de l'exercice 2008.....	135
77-102/DDASS/PJ/2008/PH-fixant la tarification journalière de l'IME "La Tour" à REBAIS au titre de l'exercice 2008.....	136
77-098/PJ/2008/DDASS/PH-fixant la tarification journalière de la MAS "La Résidence des Oliviers" à COULOMMIERS au titre de l'exercice 2008.....	138
1.5. DDTEFP (travail emploi formation professionnelle).....	139
n° 2008-DDTEFP.RD-069-demande de dérogation, en date du 12 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS ROUSSEAU dont le siège social est situé 38 Rue des Jeûneurs à PARIS cedex -75081 - pour le personnel de son magasin HARRYLAND sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS.....	139
n° 2008-DDTEFP.RD-073-demande de dérogation, en date du 6 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS ZV France dont le siège social est situé 55-57 Rue Saint Roch à PARIS - 75001 - pour le personnel de son magasin ZADIG ET VOLTAIRE sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village 77700 - SERRIS.....	141
n° 2008-DDTEFP.RD-072-demande de dérogation, en date du 27 mars 2008, au repos dominical formulée par la Société OPAC DE MEAUX dont le siège social est situé Boulevard des Cosmonautes à MEAUX (77100) pour la démolition du Bâtiment Fougère - Quartier La Pierre Collinet MEAUX - 77100	143
n° 2008-DDTEFP.RD-074-demande de dérogation, en date du 20 mai 2008, au repos dominical formulée par la EURL PORSCHE DESIGN OF France dont le siège social est situé 3 cours de la Garonne à SERRIS 77700 - pour le personnel de son magasin PORSCHE DESIGN sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS.....	145
n° 2008-DDTEFP.RD-075-demande de dérogation, en date du 29 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS THIMEAU pour son établissement MAGIC RAMBO dont le siège social est situé 13 Rue Isaac Newton - Zi Nord Extension Ouest à MEAUX (77100) pour son personnel.....	147
n° 2008-DDTEFP.RD-067-la demande de dérogation, en date du 29 avril 2008, au repos dominical formulée par la SARL BILLAUD dont le siège social est situé 51 Avenue Leclerc à CHOLET - 49300 -pour le personnel de son magasin NEWMAN sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS.....	148
n° 2008-DDTEFP.RD-068-demande de dérogation, en date du 30 avril 2008, au repos dominical formulée par la SARL FERAUD dont le siège social est situé 2 Rue Bassano à PARIS - 75116 - pour le personnel de son magasin FERAUD sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS.....	150
n° 2008-DDTEFP.RD-070-demande de dérogation, en date du 10 avril 2008, au repos dominical formulée par la SA WARNER'S AIGLON dont le siège social est situé 66 Rue du Faubourg Saint Honoré à PARIS 75008 - pour le personnel de son magasin CALVIN KLEIN UNDERWEAR sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS	152
1.6. Voies navigables de France	154
95-DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DE MESURES COMMERCIALES EXCEPTIONNELLES EN FAVEUR DES TRANSPORTEURS FLUVIAUX DE MARCHANDISES.....	154
96-DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION DU DISPOSITIF D' INDEMNISATION DES TRANSPORTEURS DE MARCHANDISES EN CAS D'IMMOBILISATION - méthode de calcul et taux – (C.A. n°96)	155
2. Avis et communications.....	204
2.1. Préfecture - Direction des Actions Interministérielles et du Développement Durable.....	204
Mutation et prolongation pour une période de 5 ans du permis de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit "Permis de Nemours" au profit des sociétés Lundin International et Toréador Energy France	204
Décisions de la Commission départementale d'équipement commercial	204
décision accordant délégation de signature à M. Pierre Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative et délégué départemental adjoint du centre national pour le développement du sport	205
2.2. Cliniques et centres hospitaliers	206
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE INFIRMIER (Centre Hospitalier Interdépartemental « FONDATION VALLEE » 94 257 GENTILLY Cedex)	206
AVIS PORTANT ORGANISATION D'UN CONCOURS SUR TITRES D'INFIRMIERS (CENTRE HOSPITALIER MARC JACQUET 77011 MELUN CEDEX)	206

1. Arrêtés et circulaires

1.1. Préfecture - Direction des Actions Interministérielles et du Développement Durable

08 DAIDD BCIDE 076-Arrêté préfectoral portant composition de la commission d'appel d'offres pour un groupement de commande au sein de la direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne
PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE
ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

**Arrêté préfectoral n° 08 DAIDD BCIDE 076
portant composition de la Commission d'Appel d'Offres pour un groupement de commande
au sein de la Direction Départementale de l'Équipement
de Seine-et-Marne**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92.125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant Code des marchés publics et notamment l'article 21 de son annexe ;

VU le décret en date du 5 juillet 2007 du Président de la République portant nomination de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire en date du 11 juin 2008; nommant Madame LE COQ-BERCARU Eliane, directeur départemental de l'équipement de Seine-et-Marne par intérim à compter du 1^{er} juillet 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06 BCI 070 du 26 octobre 2006 modifié par l'arrêté préfectoral n° 08 BCI 001 du 10 janvier 2008 portant organisation de la direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRETE

ARTICLE 1er : Il est créé au sein de la direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne, une commission d'appel d'offres concernant un groupement de commande créé pour permettre la désignation d'un cabinet spécialisé chargé d'une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un partenariat public/privé énergétique relatif à la construction du Pôle Scientifique et Technique Paris-Est – Marne-la-Vallée.

ARTICLE 2 : La constitution de cette commission est la suivante :

membres à voix délibérative :

Le directeur départemental de l'équipement ou son représentant (le directeur adjoint ingénierie publique, environnement, sécurité routière ou la directrice adjointe urbanisme, aménagement, habitat, ville), président de la commission ;
le secrétaire général ou son représentant,
le chef du service concerné par le marché ou son représentant.
Le directeur de l'ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées) ou son représentant

membres à voix consultative :

- Le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- Le trésorier payeur général ou son représentant ;

ARTICLE 3 : les modalités de fonctionnement de cette commission sont les suivantes :

« I – Les convocations aux réunions de la commission mentionnée aux articles 8 et 21 du code des marchés publics sont adressées à ses membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

« Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

« Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

« La commission d'appel d'offres dresse procès verbal de ses réunions. Tous les membres de la commission peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal.

« II – La commission se réunit obligatoirement en la présence de son président qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix des membres à voix délibératives présents. En l'absence du président la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée.

« III – le secrétariat de la commission est assuré par le pôle gestion des moyens de la DDE. »

ARTICLE 4 : Le Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et le Directeur départemental de l'équipement p.i. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Melun, le 10 juillet 2008

signé : Michel GUILLOT

ampliation pour attribution :

- Mme le directeur départemental de l'Équipement p.i.
- M. le directeur de l'ENPC
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- M. le Trésorier payeur général

ampliation pour information :

- Mme la directrice des relations avec les collectivités locales

ampliation pour publicité :

- recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne

" "

2008 DAIDD BCIDE 077-Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Seine-et-Marne par intérim

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE
ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Arrêté préfectoral n° 2008 DAIDD BCIDE 077
donnant délégation de signature à Monsieur Pierre-Philippe CAMPOCASSO,
directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative
de Seine-et-Marne. par intérim

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 94-169 du 25 février 1994 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre chargé de la jeunesse et des sports ;

VU le décret n° 2004-323 du 8 avril 2004 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté du ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, secrétariat d'Etat chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative, en date du 07 juillet 2008 nommant M. Pierre-Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Seine-et-Marne, par intérim, à compter du 30 juin 2008 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er . Délégation de signature est donnée à M. Pierre-Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative, par intérim, à l'effet de signer dans la limite des attributions du service, à l'exception des circulaires aux maires et de la correspondance avec les ministres, les parlementaires, le président du conseil général, le président du conseil régional, les chefs des services régionaux, excepté au directeur régional de la jeunesse et des sports, les décisions suivantes :

- Centre de vacances et de loisirs :

Récépissé de déclaration des accueils de loisirs avec et sans hébergement aux organisateurs, groupements de gendarmerie et ambassades, et tous documents relatifs à la protection des mineurs accueillis dans ces structures.

- Vie associative :

Tous documents se rapportant à la vie associative (conseils, informations, agréments, etc).

- Equipement :

Certificats de paiement concernant les équipements sportifs, socio-éducatifs et centres de vacances et de loisirs.

- Réglementation :

Récépissés de déclarations d'exploitants d'activités physiques et sportives.

Délivrance des cartes professionnelles d'éducateur sportif et des attestations de stagiaires

Arrêtés autorisant le recrutement dérogatoire de BNSSA à titre temporaire

Courriers et mises en demeure adressés aux exploitants et aux éducateurs d'APS.

- Autres actes :

Autorisation de congés annuels et autorisations spéciales d'absence du personnel Etat de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Seine-et-Marne.

Copies conformes.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 2008 DAIDD BCIDE 045 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à M. Patrick LAVAURE, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative, est abrogé.

ARTICLE 3.- Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative, par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Melun, le 10 juillet 2008

signé : Michel GUILLOT

Ampliation pour attribution

- M. le directeur départemental de la jeunesse
des sports et de la vie associative par intérim

Ampliation pour publicité

- recueil des actes administratifs de la préfecture

"-----"

08 DAIDD M 025-Arrêté préfectoral autorisant la société Routière de l'Est parisien (REP) à exploiter une carrière de sables et gravier sur le territoire de la commune de VIGNELY

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DE DES POLITIQUES TERRITORIALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté préfectoral n° 08/DAIDD/M/025
autorisant la société **ROUTIERE DE L'EST PARISIEN (REP)** à exploiter une **carrière** de sables et gravier sur le territoire de la commune de VIGNELY.

Le Préfet de Seine et Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, ses parties législative et réglementaire,
Vu le code minier,
Vu le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V relatives à l'archéologie,
Vu le code de la voirie routière et le code rural,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le code forestier,
Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives,
Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,
Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,
Vu le schéma départemental des carrières de Seine et Marne approuvé le 12 décembre 2000,
Vu les arrêtés préfectoraux n° 89 DAE 2 M 088 du 04 décembre 1989, n° 90 DAE 2 M 052 du 29 juin 1990, n° 96 DAE 2 M 027 du 17 juin 1996 et n°00 DAI 2M 085 du 10 octobre 2000 à exploiter une carrière à ciel ouvert sur les territoires des communes de Vignely et Isles les Villenoy,
Vu le procès-verbal de récolement de fin de travaux partielle en date du 9 mai 2007,
Vu la demande en date du 28 juin 2007 par laquelle René CHAINAY, agissant en qualité de Directeur Général et Directeur technique, Hervé KOCH agissant en qualité de Directeur Général Adjoint et Directeur d'exploitation et Bernard LAFEVE agissant en qualité de Directeur du service foncier sollicitent l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vignely,
Vu le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 26 octobre 2007 analysant la recevabilité de cette demande,
Vu l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD M 043 du 05 décembre 2007 portant ouverture d'enquête publique sur la demande présentée par la société REP, à l'effet d'être autorisée, sur le territoire de la commune de Vignely à renouveler pour une durée de 5 ans l'autorisation d'exploiter une carrière alluvionnaire et en achever la remise en état,
Vu le registre d'enquête publique, laquelle s'est déroulée du 02 janvier au 02 février 2008 inclusivement,
Vu le rapport, les conclusions et l'avis favorable et motivé du commissaire enquêteur, en date du 11 mars 2008,
Vu les avis émis lors de la consultation par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, la direction régionale de l'environnement, la direction départementale de l'équipement, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, France Télécom, le service départemental d'incendie et de secours, le service départemental de l'architecture et du patrimoine la direction régionale des affaires culturelles et le service navigation de la Seine,
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Precy-sur-Marne, Esbly, Jablines et Charmentray,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le rapport, les conclusions et propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Ile-de-France en date du 6 juin 2008,
 Vu l'avis motivé de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie dans sa formation spécialisée des carrières, lors de la séance du 23 juin 2008,
 Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 26 juin 2008 qui n'a pas formulé d'observation,
 Considérant les mesures proposées par le demandeur en matière de protection des sols et des eaux en ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien des engins,
 Considérant les orientations de remise en état tant celles figurant dans les documents locaux d'urbanisme que dans le schéma départemental des carrières, ce qui justifie un apport de matériaux extérieurs pour le réaménagement final,
 Considérant par ailleurs la nécessité de préserver la qualité des eaux souterraines et des sols à usage agricole, ce qui justifie la limitation des catégories de matériau pouvant être apportés ainsi que les mesures de surveillance et contrôle à mettre en place,
 Considérant les attestations de maîtrise foncière fournies par le demandeur,
 Considérant les capacités techniques et financières du demandeur,
 Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impacts,
 Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
 Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,
A R R Ê T E

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation

La société anonyme Routière de l'Est Parisien (REP), dont le siège social est situé zone industrielle, rue Robert Moinon, 95190 Goussainville est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté à exploiter à ciel ouvert une carrière alluvionnaire de sables et graviers sise aux lieux dits Les Hayettes, La Corvée, Le Marais, La Noue Fenard, Le Pré Macard et Vignely sur une superficie d'environ 107 ha 76 a 63 ca du territoire de la communes de VIGNELY.

L'autorisation s'applique à l'ensemble du périmètre et des parcelles référencés à l'article I.3.1.

L'autorisation est accordée pour une durée de 5 ans, à compter de la notification du présent arrêté, en tout ce qui concerne les activités extractives et la remise en état des différentes excavations, durée qui inclut le démantèlement de toute infrastructure non nécessaire après la cessation d'activité et l'achèvement de ladite remise en état.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux n°89 DAE 2 M 088 du 4 décembre 1989, n°90 DAE 2 M 052 du 29 juin 1990, n°96DAE2M027 du 17 juin 1996 et n°00 DAI 2M 085 du 10 octobre 2000.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Ali néa	AS, A, D, NC	Libelle de la rubrique	Nature de l'installation	Volume de l'activité
2510	1	A	Exploitation de carrière	Exploitation à ciel ouvert de sables et graviers	superficie : 107 ha 76 a 63 ca 130 000 t/an en moyenne 250 000 t/an max
1434	1-b	D	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Ravitaillement des engins	Débit maximum équivalent : 9 m ³ /h
1432	2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés liquides inflammables	2 cuves enterrées à double enveloppe de 80 000l	Volume équivalent : 6,4 m ³

A = Autorisation D = Déclaration NC = non classable

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

En outre, les activités exercées relèvent également de la nomenclature des opérations soumises aux procédures prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Création de plan d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	3.2.3.0	D

A = Autorisation D = Déclaration

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

I.3.1 - Références cadastrales et territoriales

L'autorisation n'a d'effets que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

LIEU-DIT	PARCELLE		SUPERFICIE		
	Section	Numéro	ha	a	ca
Secteur A (Ouest)					
La Corvée	B	39	00	26	32
La Corvée	B	40	00	11	89
La Corvée	B	41	00	16	91
La Corvée	B	42	00	18	06
La Corvée	B	43	00	26	00
La Corvée	B	44	11	03	60
Vignely	B	120	00	95	75
Le Marais	B	126	00	05	75
Le Marais	B	127	00	12	70
Le Marais	B	128	00	18	41
Le Marais	B	129	00	11	76
Le Marais	B	132	00	27	88
Le Marais	B	133	00	26	41
Le Marais	B	149	00	12	27
Le Marais	B	150	00	12	27
Le Marais	B	151	00	12	10
Le Marais	B	152	00	43	65
Le Marais	B	156	00	07	76
Le Marais	B	157	01	15	93
Vignely	B	177	00	13	86
Le Marais	B	178	00	08	05
Le Marais	B	216	02	85	07
Le Marais	B	218	00	15	55
Le Marais	B	220	00	02	26
Le Marais	B	222	00	04	50
Le Marais	B	224	00	07	32
Le Marais	B	226	00	17	20
Le Marais	B	228	01	98	50
Vignely	B	230	01	36	73
Le Marais	B	254	01	30	00
Le Marais	B	255	00	50	40
Le Marais	B	256	06	50	20
Le Marais	B	257	02	62	00
La Noue Fenard	Z	17	00	24	41
La Noue Fenard	Z	18	00	77	77
La Noue Fenard	Z	69	22	91	96
Le Pré Macard	ZA	1	01	25	30
Le Pré Macard	ZA	2	12	29	30
Le Pré Macard	ZA	3	00	13	20
Chemin d'exploitation du Pré Macard	ZA	4	00	16	80
Chemin d'exploitation du Pât des Vignes	ZA	5	00	05	50
Le Pré Macard	ZA	6	00	01	70
Le Pré Macard	ZA	7	12	57	50
Voie communale n° 4 (partie)	B et Z		00	27	11
Chemin rural dit de « La Corvée » (partie)	B		00	07	56
Chemin rural dit de « Saint Hildevert » (partie)	B		00	05	69
SURFACE TOTALE SECTEUR A			71	98	31

LIEU-DIT	PARCELLE		SUPERFICIE		
	Section	Numéro	ha	a	ca
Secteur B (EST)					
Les Hayettes	B	1	0	24	18
Les Hayettes	B	2 p	4	24	80
Les Hayettes	B	3 p	3	43	09
Les Hayettes	B	7 p	26	10	00
Les Hayettes	B	8	00	00	47
Les Hayettes	B	9	00	45	22
Les Hayettes	B	10	00	28	86
Chemin rural dit « latéral » (partie)	B		00	57	70
Chemin rural dit de « Saint Hildevert » (partie)	B		00	24	00
Voie communale n° 3 (partie)	B		00	20	00
SURFACE TOTALE SECTEUR B			35	78	32

La superficie totale de la surface autorisée est de 107 ha 76 a 63 ca

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées a minima lors de la transmission des plans établis en application de l'article III.20 du présent arrêté.

I.3.2 - Périmètre de l'autorisation :

Un plan cadastré au 1/10000 précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté (plan cadastral de la page 16 de la demande d'autorisation).

I.3.3 - Volume et tonnage d'extraction

Le volume maximal annuel extrait de sables et graviers est de 130 000 m³, représentant un tonnage maximal annuel de 250 000 tonnes.

La quantité totale à extraire autorisée est de 400 000 tonnes soit 220 000 m³.

Article I-4 : Horaires d'activités

Les horaires d'activités sont, du lundi au samedi, sauf jour férié de 07 h à 22 h .

Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité aux dossiers

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état mentionné à l'article III-15 et annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en date du 28 juin 2007 en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

Article II-4 : Fin d'exploitation

L'extraction, le traitement des matériaux et la commercialisation de ceux-ci doivent cesser à une date dégageant le délai nécessaire à l'exécution des travaux de réaménagement final du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état final et l'arrêt définitif total de la carrière interviennent au plus tard six mois avant l'échéance du présent arrêté.

En ce qui concerne la carrière, l'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date de fin des travaux, la notification d'arrêt définitif.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent, notamment :

l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site;

des interdictions ou limitations d'accès au site ;

la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article III-15 du présent arrêté.

Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

En cas de pollution accidentelle des milieux aquatiques ou d'accidents menaçant la qualité des milieux aquatiques, l'exploitant devra informer le service police de l'eau (Service Navigation de la Seine pour le fleuve la Marne et la Direction Départementale de l'Agriculture de Seine et Marne pour les autres cours d'eau) en sus des services de la préfecture et de la DRIRE.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,

le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article III-3 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article III-4 : Accès de la carrière

Les accès à la voirie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils n'aggravent pas la situation de risque pour la sécurité publique. En outre, un dispositif laveur de roues est installé. La sortie de carrière est régulièrement entretenue de manière que les engins de chantier et les véhicules de transport n'entraînent pas de matériaux sur la voie publique. L'accès à la carrière ainsi que les pistes cernant les zones en cours d'exploitation sont revêtus.

Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières

Dès que les aménagements mentionnés aux articles III-1 à III-4 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du code de l'environnement.

Celle-ci est accompagnée du plan de bornage et du document attestant la constitution des garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre V du présent arrêté, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996 susvisé.

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

A - Déboisement et défrichage

Article III-6 : Déboisement et défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation

B - Décapage des terrains

Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Article III-8 : Patrimoine archéologique

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

C - Extraction

Article III-9 : Epaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 10 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont, pour le secteur A de 33 m, pour le secteur B de 46 mètres.

Article III-10 : Front d'exploitation

Les fronts d'exploitation ont une pente maximale de 45°, sauf ceux qui bordent les habitations du village de VIGNELY, pour lesquels la pente maximale sera de 34°.

La méthode d'exploitation est adaptée en conséquence.

Article III-11 : Extraction en nappe alluviale

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

La largeur entre la fouille et la crête de berge de la rivière ne peut en aucun être inférieure à 50 mètres entre crêtes de berges. Dans le cas de diminution de la largeur libre ci-dessus consécutive à une crue, à l'érosion ou à toute autre cause, elle est immédiatement rétablie et protégée contre un nouvel accident. La continuité du passage doit être assurée en permanence.

Des levés topographiques sont exécutés après exploitation, afin de permettre de juger des modifications intervenues du fait de l'exploitation, suite à l'achèvement de chaque tranche de travaux. Le réaménagement est conduit en concertation avec le Service de la Navigation de la Seine qui se réserve le droit d'imposer des prescriptions spécifiques pour ce qui concerne le boisement et la réalisation de clôtures ou l'implantation de tous éléments pouvant nuire à l'écoulement des eaux. Pour ce qui concerne les terres agricoles situées sur le champ d'inondation de la Marne, les agriculteurs susceptibles d'exploiter ces terres doivent être informés du risque de submersion de leur terrain en cas de crue.

Une servitude de marchepied de 3,25 mètres doit être respectée en bordure de rivière. Le pétitionnaire ne peut ni s'y clore, ni s'y planter d'arbres, en vue de laisser libre le passage des agents du Service de la Navigation de la Seine.

Une servitude de halage de 9,75 mètres doit être maintenue en bord de rivière.

Les stockages des matériaux avant leur reprise ne sont pas orientés transversalement au sens de l'écoulement des eaux.

Durant toute la durée de l'exploitation, les zones d'écoulement préférentielles (ruisseau, noue, fossé, etc...) ne peuvent être supprimées, même momentanément.

Toute construction nouvelle doit faire l'objet d'une demande de permis de construire et doit répondre aux prescriptions suivantes :

Les bâtiments (bureaux, vestiaires, ateliers...) doivent être construits soit sur pilotis, soit avec un vide sanitaire.

Les premiers planchers sont établis à une cote minimale augmentée de + 0,20m de la crue de référence (1955).

Les WC chimiques prévus sur le site doivent respecter cette prescription et cette altitude.

Durant l'exploitation, les merlons de protection acoustique ne sont pas étendus en surface et le chenal de compensation hydraulique n'est pas restreint.

Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique

Le pompage de la nappe est autorisé pour les seuls travaux de découverte du gisement ou de remise en état des sols, selon les conditions suivantes :

rabattement de la nappe limité à une hauteur de 1,50 mètres ,

niveau de la nappe maintenu à une hauteur minimale de 39,50 mètres,

ceinturage de la zone exondée par un fossé de réhydratation dans lequel sont envoyées les eaux d'exhaure,

obligation de circuit fermé et interdiction de rejet dans la Marne,

rejet des eaux dans un bassin situé au sud du secteur A.

Article III-13 : Abattage à l'explosif

(sans objet)

D - Remise en état

Article III-14 : Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-15 : Remise en état du site

La remise en état finale du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site comprend notamment :

- le réaménagement est conduit en concertation avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement et de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- le plan du modelé projeté final ainsi que le plan de remise en état figurent en annexe. Les détails figurent dans le dossier et dans l'étude ECOSPHERE de mars 2007 et sont composés notamment :
 - d'une restitution à vocation agricole sur le secteur A, y compris dans l'emprise du chenal hydraulique,
 - de la création d'une zone humide au lieu dit « le Pré Macard » sur 2 hectares,
 - de la remise à jour du ru des Marais et la reconstitution de sa ripisylve,
 - de la reconstitution d'un boisement de Chênaie Frênaie à l'Est du secteur B avec un taux de reprise de 80% des plans installés, régulièrement répartis. Un bon état de végétation est constaté après 3 années. Des protections doivent être prévues le cas échéant ainsi que la date de leur enlèvement,
 - de l'aplanissement de la berge nord du plan d'eau au niveau du lieu-dit « Le Pat des vignes »,
 - du maintien d'une zone sablo-calcaire au lieu-dit « La Hayette »,
- la mise en sécurité des fronts d'exploitation,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures (aires étanches, locaux, pistes...), infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site.
- à terme aucun remblaiement au dessus de la cote du terrain naturel avant exploitation n'est admis,
- tous les exhaussements liés à l'activité de la carrière sont arasés au niveau du sol.

Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée à l'exploitation suivant les phases définies dans l'étude d'impact.

Afin de faciliter la restructuration du sol il est procédé à l'automne suivant la remise en place des terres à un semis de graminées ou de légumineuses lequel est enfoui au printemps avant que ne soit exécuté le premier semis agricole productif.

Après enfouissement, une analyse agro-pédologique, effectuée par un laboratoire agréé est produite. Un prélèvement est réalisé par 10 hectares, pour chacun des horizons suivants :

0/30 cm,

30/60 cm,

60/90 cm.

La période du mois de mars à la fin de l'été est évitée pour le comblement du bassin situé au lieu-dit « Le Pré Macard » afin de ne pas coïncider avec la période de reproduction et de croissance des têtards.

L'exploitant adresse au préfet au moins 5 mois avant l'échéance de la présente autorisation un dossier comprenant :

le plan topographique à jour du périmètre autorisé,

le plan de remise en état définitif,

un mémoire sur l'état du site où sont notamment précisés :

les incidents intervenus au cours de l'exploitation,

les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,

l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,

l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines,

les mesures de maîtrise de risque liées au sol éventuellement nécessaires,

les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini par les documents de planification en vigueur,

en cas de besoins la surveillance à exercer,

Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage,

l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets.

la liste à jour des propriétaires fonciers et leurs adresses.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées.

Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le Préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Article III-16 : Remblayage de la carrière

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le remblayage du secteur A de l'exploitation se fait à l'aide de 150 000 m³ de matériaux extérieurs. Le secteur B n'est pas remblayé avec des matériaux extérieurs.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,

il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,

il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,

soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,

le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ces matériaux sont à considérer comme déchets et sont traités selon les dispositions de l'article IV-6 ci-après. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

La surveillance de l'impact du remblaiement sur le niveau piézométrique et la qualité des eaux souterraines est assurée par l'intermédiaire d'un réseau piézométrique.

Ce réseau comporte 8 piézomètres qui sont installés conformément au plan joint en annexe.

Un autocontrôle sera assuré par l'exploitant. A cet effet, les paramètres suivants sont contrôlés, sur chaque piézomètre :

- Cl⁻

- SO₄⁻

- DCO

- métaux totaux

- hydrocarbures

- niveau NGF de la nappe

L'exploitant fait procéder à un contrôle semestriel. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'Inspection des Installations Classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Section 3 : Sécurité du public

Article III-17 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, les accès à la carrière sont contrôlés. En dehors des heures ouvrées, ils sont matériellement interdits. Ces accès sont définis à l'article III-4.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace d'une hauteur de 2 mètres minimum est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Article III-18 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

En particulier, le bord des excavations des carrières à ciel ouvert est tenu à distance horizontale d'au moins :

50 mètres des limites du lit mineur de la rivière « la Marne »,

50 mètres des clôtures des propriétés bâties.

Article III-19 : Canalisations

Les canalisations d'eau potable et d'assainissement sont déplacées avant le démarrage des travaux de décapage des secteurs concernés.

La préservation de l'alimentation en eau potable doit être assurée par l'exploitant.

Section 4 : Plans

Article III-20 : Plans

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. sur lequel sont reportés :
les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
les zones en cours d'exploitation,
les zones déjà exploitées non remises en état,
les zones remises en état,
les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).

Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre expert mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies publiques de circulation. Un dispositif laveur de roues est installé à la sortie de la carrière.

Des panneaux rappelant l'obligation à tout véhicule ou engin de marquer un arrêt avant de traverser une voie publique ou de sortir de la carrière sont installés dans cette dernière aux abords des sorties et traversées.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Ces surfaces seront conformes au plan de phasage joint en annexe au présent arrêté.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, à l'exception du stock tampon prévu à l'article III-16.

II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

les habitations de VIGNELY situées au nord du chemin de la Marne sont séparées de la future zone d'extraction du lieu-dit « la Noue Fenard » par une bande de 50 m de large qui ne fait pas l'objet de travaux d'extraction. Dans cette bande il est mis en place un merlon de terre, d'environ 5 m de hauteur. Le long de la RD 27, entre le bois de « la Noue Fenard » et l'extrémité nord du bourg de VIGNELY , il est mis en place des merlons supprimant l'impact visuel. Les merlons font l'objet d'un entretien particulier.

le merlon de protection sonore, réalisé en bordure des zones habitées est engazonné et régulièrement entretenu, la hauteur des stocks de matériau n'est pas supérieure à 10 mètres,

la zone d'extraction de l'extrémité nord du périmètre ne dépasse pas les limites sud et est du bois de « la Noue Fenard ». Ce boisement est protégé des effets néfastes potentiels par la bande de 10 mètres inexploitable à l'intérieur du périmètre de la demande,

les habitations situées à proximité de l'écluse du canal de l'OURCQ, au Nord-Ouest du secteur B, sont protégées par un merlon de terre d'une hauteur de 5 mètres qui est régulièrement entretenu,

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement des engins de chantier et véhicules est réalisé sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins lents peut être réalisé sur place, sous réserve d'une procédure établie par l'exploitant définissant les conditions d'acheminement et transvasement du carburant afin d'en éviter les pertes et assurer sa récupération en cas d'accident ou débordement. En outre, l'exploitant a recours aux meilleures technologies disponibles en ce qui concerne la connexion entre le véhicule avitailleur et l'engin. Il s'assure de disposer à proximité immédiate des produits décrits au III ci-après et de moyens de lutte incendie.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,

- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

III – L'exploitant dispose de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont repérés, facilement accessibles et accompagnés de moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

IV - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

V – l'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

VI – Aucun entretien ou lavage d'engins de chantier, ni même leur stationnement prolongé hors des horaires normaux d'activité ne sont autorisés. Le parcage des véhicules lents à chenilles reste possible sous réserve de la mise en place par l'exploitant d'une procédure définissant les conditions de mise en sécurité de l'engin et de récupération de toute égoutture.

IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations

Sans objet

IV-3-2-2 Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

L'exploitant fait procéder à un contrôle semestriel, des rejets aqueux, portant sur les paramètres contenus dans le tableau ci-dessous. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MEST	< 35 mg/l
DCO sur effluent non décanté	< 125 mg/l
Débit	Instantanée : 400l/s Sur 2 h : 2880 m ³ Sur 24 h : 34560 m ³
Hydrocarbures	< 1 mg/l

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III – Le rejet direct en Marne est interdit. Les eaux d'exhaure sont envoyées dans un fossé de réhydratation ceinturant la zone exondée. Le rejet des eaux s'effectue dans un bassin situé au sud du secteur A.

Article IV-4 : Pollution de l'air

L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les pistes de circulation sont régulièrement arrosées, notamment en cas de temps sec.

Article IV-5 : Incendie et explosion

L'installation et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

La quantité des déchets stockés sur site ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Les déchets stockés susceptibles de contenir des produits polluants doivent être déposés conformément à l'article IV.3.1.

L'exploitant consigne dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées toutes les opérations effectuées relatives au traitement de ses déchets.

Ce registre mentionne :

la désignation des déchets et leur code suivant la nomenclature des déchets,

la date d'enlèvement et son transporteur,

la quantité,

le numéro du bordereau de suivi de déchet,
 le mode de traitement,
 le destinataire final,
 la date d'admission dans l'installation destinataire finale.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 5 ans.

Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 Bruits.

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des bruits émis par les activités sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf Dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22h à 7 h et les dimanches et jours fériés
> 35 dB (A) mais ≤ 45dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

Dans le cas où la différence LA_{éq} – L50 est supérieure à 5 dB(A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE EN dB(A)	
	Période diurne	Période nocturne
Secteur A : Limite des clôtures de la carrière	56	54
Secteur B : Limite des clôtures de la carrière	54	52

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Un contrôle des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant dès le début d'exploitation puis tous les ans. Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

IV-7-2 Vibrations

I - Vibrations dues aux tirs de mines

Sans objet.

II - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article IV-8 : Transport des matériaux

Dans le secteur A, les matériaux extraits sont, après égouttage, directement acheminés par voie routière jusqu'à l'usine de traitement.

Dans le secteur B, les matériaux extraits sont acheminés par un convoyeur à bande jusqu'à l'aire de stockage, située dans le secteur A, puis sont acheminés jusqu'à l'usine de traitement par voie routière.

Tous les matériaux, d'extraction ou de remblai, sont acheminés par voie routière. Le trafic ainsi engendré est au maximum de 90 camions par jour, à raison de 80 camions par jour maximum pour l'évacuation des matériaux extraits et de 10 camions par jour maximum pour l'acheminement des matériaux de remblai.

Les trajets retenus pour évacuer les matériaux évitent de traverser les secteurs habités.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montant des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place permettant la remise en état maximale au sein de cette période. La formule utilisée est celle relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Le montant de référence des garanties financières, exprimé en euro TTC ci-dessous, est calculé avec l'indice TP 01 de février 2007 = 569,1.

PÉRIODE	1
PHASE CONCERNEE	Jusqu'à échéance de l'autorisation
MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES	1 282 262 €
S1 MAXIMAL	27 ha 98 a
S2 MAXIMAL	27 ha 20 a
L MAXIMAL	819 m

avec :

S1 (en ha) = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

Article V-2 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_r}$$

avec

C_r : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus = 569,1 en février 2007.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,196.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Article V-3 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article V-4 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-3 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article V-5 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-6 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement.

Article V-7 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement ;

soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-8 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournira au 31 mars de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année N.

CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents	Périodicité/Échéance
III-16	Suivi piézométrique de la qualité des eaux souterraines	31 mars année N+1
III-19	Plan de la carrière et annexes	
IV-3-2-2	Contrôle des effluents aqueux	
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	
V-7	Suivi des garanties financières	

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article VII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article VII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-1, L.514-2, L.514-3, L.514-9, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-14, L.514-15, L.514-18, L.541-46, L.541-47 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de VIGNELY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché aux mairies de VIGNELY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article VII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment :

l'article L.141-9 du code de la voirie routière en ce qui concerne les voies communales,

l'article L.131-8 du code de la voirie routière en ce qui concerne les routes départementales,

l'article L.161-8 du code rural en ce qui concerne les chemins ruraux.

Article VII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article I-4. Ces ouvrages et édifices sont soumis aux dispositions du code de l'urbanisme.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation de défrichement.

Article VII-6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Melun :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VII-7 : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société REP,
- Monsieur le Sous-Préfet de Meaux,
- Les maires de Vignely, Villenoy, Charmentray, Chalifert, Chauconin-Neufmontiers, Coupvray, Condé-Saint-Libiaire, Esbly, Isles-Villenoy, Jablines, Lesches, Montry, Précý-sur-Marne et Trilbardou,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 11 juillet 2008

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général Adjoint

Signé : Abdel-Kader GUERZA

"" "

08 BCIA 41-ARRETE du 15 juillet 2008 chargeant Monsieur Philippe PORTAL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature du 25 juillet 2008 au 31 juillet 2008.

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau du courrier et de l'information administrative

ARRETE n° 08 BCIA 41 du 15 juillet 2008 chargeant Monsieur Philippe PORTAL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature du 25 juillet 2008 au 31 juillet 2008.

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code des communes et notamment son article 131-13 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles L1, L14, L18 et L18-1 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L 32 13-1 et L 32 13-2 ;

Vu la loi n°90-527 du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et notamment ses articles 5 et 22 ;

Vu le décret n°46-1574 du 30 juin 1946 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ;

Vu le décret n°2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} décembre 2005 portant nomination de **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 5 juillet 2007 portant nomination de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet du département de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 27 juin 2008 portant nomination de **Monsieur Francis VUIBERT**, préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense Sud-Est, préfet du Rhône ;

Considérant la date d'installation de **Monsieur Francis VUIBERT** au 21 juillet 2008 en qualité de préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense Sud-Est, préfet du Rhône,

Vu la circulaire n° 91-00057 du ministre de l'intérieur du 13 mars 1991, relative à l'établissement et à la délivrance des passeports ;

Considérant la nécessité de charger, **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne d'assurer la suppléance de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne, lors de son absence du département du 25 juillet 2008 au 31 juillet 2008, de lui accorder une délégation expresse de signature ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

ARRETE :

Article 1^{er} : **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, est chargé d'assurer la suppléance de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne, durant son absence du département du 25 juillet 2008 au 31 juillet 2008.

Article 2 : Durant cette période, délégation de signature est donnée à **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires et demandes de forces mobiles supplétives (compagnies républicaines de sécurité et escadrons de gendarmerie mobile) relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Seine-et-Marne, hormis les réquisitions du comptable et les arrêtés de conflit.

Article 3 : Le directeur de cabinet de la préfecture de Seine-et-Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 15 juillet 2008
Le préfet,
Signé : Michel GUILLOT

"" "

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

08 BCIA 42-ARRETE du 15 juillet 2008 chargeant Monsieur Michel JEANJEAN, sous-préfet de Torcy, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature du 1^{er} août 2008 au 24 août 2008.

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau du courrier et de l'information administrative

ARRETE

n° 08 BCIA 42 du 15 juillet 2008
chargeant Monsieur Michel JEANJEAN,
sous-préfet de Torcy,
d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT,
préfet de Seine-et-Marne,
et lui accordant une délégation expresse de signature
du 1^{er} août 2008 au 24 août 2008.

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code des communes et notamment son article 131-13 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles L1, L14, L18 et L18-1 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L 32 13-1 et L 32 13-2 ;

Vu la loi n°90-527 du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et notamment ses articles 5 et 22 ;

Vu le décret n°46-1574 du 30 juin 1946 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ;

Vu le décret n°2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret Président de la République en date du 15 septembre 2005 portant nomination de **Monsieur Michel JEANJEAN**, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet de Torcy ;

Vu le décret du Président de la République en date du 5 juillet 2007 portant nomination de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet du département de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 27 juin 2008 portant nomination de **Monsieur Francis VUIBERT**, préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense Sud-Est, préfet du Rhône ;

Considérant la date d'installation de **Monsieur Francis VUIBERT** au 21 juillet 2008 en qualité de préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense Sud-Est, préfet du Rhône,

Vu la circulaire n° 91-00057 du ministre de l'intérieur du 13 mars 1991, relative à l'établissement et à la délivrance des passeports ;

Considérant la nécessité de charger, **Monsieur Michel JEANJEAN**, sous-préfet de Torcy d'assurer la suppléance de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne, lors de son absence du département du 1^{er} août 2008 au 24 août 2008, de lui accorder une délégation expresse de signature ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

ARRETE :

Article 1^{er} : **Monsieur Michel JEANJEAN**, sous-préfet de Torcy, est chargé d'assurer la suppléance de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne, durant son absence du département du 1^{er} août 2008 au 24 août 2008.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Article 2 : Durant cette période, délégation de signature est donnée à **Monsieur Michel JEANJEAN**, sous-préfet de Torcy à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires et demandes de forces mobiles supplétives (compagnies républicaines de sécurité et escadrons de gendarmerie mobile) relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Seine-et-Marne, hormis les réquisitions du comptable et les arrêtés de conflit.

Article 3 : Le directeur de cabinet de la préfecture de Seine-et-Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 15 juillet 2008
Le préfet,
Signé : Michel GUILLOT

"-----"

08 BCIA 43-ARRÊTÉ du 15 juillet 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, sous-préfet de Meaux

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DU COURRIER ET DE L'INFORMATION ADMINISTRATIVE

ARRÊTÉ
n°08 BCIA 43 du 15 juillet 2008
donnant délégation de signature
à Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS,
sous-préfet de Meaux

LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret Président de la République du 15 septembre 2005 portant nomination de **Monsieur Michel JEANJEAN**, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet de Torcy ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2005 portant nomination de **Monsieur Francis VUIBERT**, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-marne ;

Vu le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 juin 2008 portant nomination de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, commissaire divisionnaire de la police nationale, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet de Meaux ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTA0400072C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales – absence et congés des préfets et sous-préfets ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRHM-BRHFAS 2007-2 du 19 décembre 2007 portant organisation des services de la préfecture de Seine-et-Marne et des sous-préfectures ;

Vu le procès-verbal d'installation de **Monsieur Michel GUILLOT** dans ses fonctions de préfet de Seine-et-Marne du 23 juillet 2007,

ARRÊTE :

Article 1er : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, sous-préfet de Meaux, pour assurer sous l'autorité du préfet, dans la limite de l'arrondissement de Meaux, l'administration des affaires de l'Etat, et à l'effet de signer toutes décisions, arrêtés, documents et correspondances relevant des matières suivantes :

I –SERVICES GENERAUX :

- engagements de dépenses sur les crédits alloués à la sous-préfecture de Meaux pour son fonctionnement, dans la limite des crédits ouverts,
- attestation du service fait pour ces mêmes crédits.,

II –COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE :

1 – police générale :

- octroi du concours de la force publique pour l'exécution à la demande du receveur principal des impôts,
- octroi du concours de la force publique pour l'exécution des décisions judiciaires,

- épreuves sportives :

- autorisations de courses cyclistes et VTT se déroulant sur le territoire de l'arrondissement,
- autorisations pour épreuves sportives (courses engins à moteur, randonnée pédestre, randonnée équestre) sur le territoire de l'arrondissement,
- autorisations de matches de boxe,
- autorisations des séances de ball-trap,

manifestations aériennes :

- autorisations de manifestations aériennes (baptêmes de l'air en avion, hélicoptère, ULM, montgolfière, meeting aérien, saut en parachute...),
- autorisations de démonstration de modèles réduits,

feux d'artifices :

- dérogations concernant l'utilisation de pétards et autres pièces d'artifice sur la voie publique, dans les lieux publics ou accessibles au public (prévues à l'arrêté préfectoral n°00 DDASS 18 SE du 13/11 00 relatif aux bruits de voisinage),
- feux d'artifices : autorisations de mise en oeuvre d'artifices de divertissement prévues à l'arrêté préfectoral n° 99 DRLP 3 P 13 du 28/09/99 pris en application du décret n° 90-897 du 1er octobre 1990 ; réception des déclarations,

autorisations diverses :

- autorisations d'utilisation des rayons laser en extérieur,
- autorisation de fêtes nautiques sur les plans d'eau non ouverts à la navigation,
- sorties scolaires utilisant la voie publique,
- lâchers de ballons :prescriptions,
- cortège de véhicule de collection ,
- substitution au maire dans les cas prévus par le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code de l'urbanisme, le code rural, et le code de la construction et de l'habitation,

police de certains établissements :

- débits de boissons et restaurants :

- fermeture administrative au titre de l'article L 3332-15 du code de la santé publique,
- autorisations dérogatoires d'exploitation tardive ou d'ouverture précoce,

- fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments assemblés et préparés sur place au titre de l'article L. 2215-6 du code général des collectivités territoriales,

- fermeture administrative des établissements diffusant de la musique au titre de l'article L. 2215-7 du code général des collectivités territoriales,

- fermeture administrative des établissements sur la base de l'art. L 218-3 du code de la consommation et mesures administratives sur la base des articles L. 218-4 et L. 218-5,

- fermeture administrative des établissements sur la base de l'article L. 233-1 du code rural,

2 - administration générale :

- délivrance des récépissés de déclaration des associations déclarées au titre de la loi 1901 et des modifications apportées à leur statut,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- vente au déballage : autorisation,
- vente en liquidation : récépissé de déclaration,
- dépôt des registres des brocantes et vide-greniers,

3 - commission de sécurité des établissements recevant du public :

- présidence de la commission de sécurité de l'arrondissement de Meaux et notification au maire de ses avis,

4 - rapports locatifs et affaires sociales :

- octroi du concours de la force publique pour l'exécution des décisions judiciaires d'expulsion ; prévention des expulsions locatives,

5 - aménagement du territoire et urbanisme :

5.1 – schémas de cohérence territoriale et schémas directeurs,

- tous actes, avis, informations, prises de position, émis au nom de l'Etat, et toutes correspondances à destination des autorités communales et intercommunales, dans le cadre de la procédure d'élaboration, de révision ou de modification des schémas de cohérence territoriale et des schémas directeurs,

5.2 - plans locaux d'urbanisme et plans d'occupation des sols,

- tous actes, avis, informations et prises de position, émis au nom de l'Etat, et toutes correspondances à destination des autorités communales et intercommunales, dans le cadre de la procédure d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols,

5.3- cartes communales

- arrêtés approuvant les projets de cartes communales,

5.4 –contrôle de légalité

- lettres d'observation valant recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité des actes d'urbanisme,

6 - cours d'eau

- autorisation de mise en eaux basses des rivières situées sur le territoire de l'arrondissement,

III –COLLECTIVITES LOCALES :

1 - élections politiques :

- désignation des représentants aux commissions de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20 000 habitants
- désignation des délégués de l'administration au sein des commissions communales de révision des listes électorales
- enregistrement des déclarations de candidatures des communes de 3 500 habitants et plus (élections municipales)
- enregistrement des demandes de concours des commissions de propagande pour les communes de 2 500 à 3 499 habitants (élections municipales)

2 - contrôle hiérarchique :

- suspension ou annulation des arrêtés municipaux pris par le maire, agissant en tant qu'agent de l'Etat

3 - institutions locales :

- modifications territoriales des communes, transferts de leurs chefs-lieux, créations de commissions syndicales,
- cotations et paraphe des registres de délibérations des conseils municipaux,
- délivrance des autorisations pour la tenue des registres des délibérations des conseils municipaux sous forme de feuillets mobiles
- acceptation de la démission des adjoints aux maires et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale, de communautés d'agglomération et de communautés de communes.

4 - contrôle administratif :

- contrôle de légalité et contrôle budgétaire des délibérations et actes des communes et de leurs établissements publics, à l'exclusion des saisines des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes
- contrôle de légalité et contrôle budgétaire des délibérations et actes des établissements publics de coopération intercommunale dont le siège est dans l'arrondissement (sauf les syndicats mixtes visés à l'article L-5721-2 du code général des collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale interdépartementaux), à l'exclusion :

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- des saisines des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes
- des arrêtés de règlement d'office des budgets des collectivités locales
- des arrêtés d'inscription d'office des dépenses obligatoires
- des arrêtés de mandatement d'office des dépenses obligatoires
- contrôle de légalité et contrôle budgétaire des caisses des écoles, à l'exclusion des saisines des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes

- délivrance de l'accusé de réception des actes pris par les collectivités citées aux alinéas précédents
- lettres d'observation valant recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire pour les collectivités citées dans les alinéas précédents
- lettres avisant les autorités des collectivités citées dans les alinéas précédents, de l'intention de l'Etat de ne pas déférer au tribunal administratif les actes administratifs émanant des dites collectivités
- contrôle spécifique des sociétés d'économie mixte locales
- contrôle spécifique des organismes HLM
- désignation du représentant du préfet au sein des comités des caisses des écoles

5 - intercommunalité :

- création et dissolution des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes visés à l'article L-5711-1 du code général des collectivités territoriales, modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement, détermination de la liquidation, à condition que les collectivités regroupées appartiennent au même arrondissement, sauf les créations, les modifications et les dissolutions des EPCI à fiscalité propre et des syndicats mixtes visés à l'article L-5721-2

6 - attributions diverses :

- constitution, fonctionnement, travaux, marchés, budgets, comptes et, en général, contrôle administratif des associations syndicales de propriétaires telles que définies par l'ordonnance n°2004-63 du 1^{er} juillet 2004 (libres, autorisées ou constituées d'office
- les associations foncières d'aménagement foncier, agricole et forestier telles que définies par la loi n°2005-157 du 23 février 2005
- fonction de commissaire du gouvernement auprès des offices publics d'aménagement et de construction ayant leur siège dans l'arrondissement, à l'exception de ceux couvrant la totalité du département
- dons et legs
- biens vacants et sans maître

IV – NATIONALITE, ETRANGERS et LIBERTES PUBLIQUES :

1 – Nationalité :

- délivrance des cartes nationales d'identité
- délivrance des passeports
- délivrance des laissez-passer (mineurs de moins de 15 ans)
- mesures d'opposition à sortie du territoire pour enfants mineurs
- délivrance d'autorisations de sortie collective du territoire pour enfants mineurs
- enquêtes complémentaires

2- Etrangers :

- accueil des demandes de titres de séjour des étrangers et remise des titres
- notification des décrets d'opposition à la nationalité française
- délivrance des titres de voyage
- délivrance des documents de circulation pour étrangers mineurs
- délivrance des titres d'identité républicains pour étrangers mineurs (TIREM)
- délivrance de visas sortie et retour
- délivrance des prorogations à titre exceptionnel des visas consulaires

3 – Naturalisations :

- avis sur les demandes de naturalisation
- remise des actes de naturalisation
- délivrance des récépissés lors des manifestations de volonté en vue d'acquérir la nationalité française
- procès verbaux d'assimilation dans le cadre des procédures de naturalisation par décret ou par mariage

4- Administration générale :

4-1- commerçants non-sédentaires

- délivrance de l'attestation provisoire et de la carte professionnelle
- revendeurs d'objets mobiliers : délivrance du récépissé de déclaration

4-2- personnes sans domicile fixe

- rattachement administratif des personnes sans domicile fixe
- délivrance des livrets (activités professionnelles) et carnets de circulation

4-3-autorisations diverses

- visa des cartes de quêteurs sur la voie publique
- autorisations de loteries
- agrément des gardes particuliers
- enquêtes de moralité sur les gardes particuliers
- délivrance des permis de chasser
- autorisation de transport de corps en dehors du territoire métropolitain
- inhumation dans les propriétés privées

V –CIRCULATION :

- délivrance de cartes grises, des cartes W, des carnets WW, des certificats de situation de gage et des certificats internationaux pour automobiles
- permis de conduire, à l'exclusion des premiers permis
- mesures administratives consécutives à un examen médical
- rétentioin, suspension et annulation du permis de conduire
- reconstitution de points
- injonction de restitution du permis de conduire

VI –CONTENTIEUX :

- Défense de l'Etat devant les juridictions administratives dans le cadre des recours pour excès de pouvoir ou en plein contentieux relatifs à des décisions du sous-préfet de Meaux, à l'exclusion du contentieux indemnitaire pour refus de concours de la force publique.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, délégation de signature est donnée à **Madame Marie France PERRET**, secrétaire général de la sous-préfecture de Meaux, à l'effet de signer toutes les décisions, correspondances et documents concernant l'exercice des attributions confiées aux services de la sous-préfecture de Meaux, à l'exclusion de l'exercice du pouvoir de substitution à l'égard des maires, des décisions d'octroi du concours de la force publique et des actes et décisions pris au nom de l'Etat en matière d'urbanisme.

En ce qui concerne les engagements budgétaires et la certification du service fait, la délégation consentie à **Madame Marie-France PERRET** est limitée aux actes d'un montant ne dépassant pas 500 euros (cinq cents euros).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Marie-France PERRET**, conseillère d'administration, la délégation de signature qui lui est consentie, sera exercée, chacun pour ce qui concerne son champ d'attribution, par :

- 1) **Monsieur Philippe MENGUY**, secrétaire administratif, chef du bureau des moyens et de la logistique, à l'effet de signer les correspondances courantes, ainsi que les engagements et les attestations de service fait dont le montant n'excède pas 500 €.
- 2) **Madame Liliane QUEINNEC**, secrétaire administrative, chef du bureau de la coordination interministérielle, et en son absence par **Madame Valérie GILMANT**, secrétaire administrative, son adjointe par intérim.
- 3) **Mademoiselle Joëlle LE JOUAN**, attachée du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau des collectivités locales et en son absence par **Madame Yvette CHAMPAGNAC**, attachée d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, son adjointe.
- 4) **Madame Martine TISSIER**, attachée du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau de la nationalité, des étrangers et des libertés publiques, et en son absence par **Madame Véronique DUMESNIL**, adjointe administrative, son adjointe.
- 5) **Monsieur Patrick PIVRY**, attaché du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau de la circulation, et en son absence par **Madame Sylviane DAIGNE**, secrétaire administrative, son adjointe.
- 6) En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Martine TISSIER**, attachée du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau de la nationalité, des étrangers et des libertés publiques, et/ou de **Madame Véronique DUMESNIL**, adjointe administrative, la délégation qui leur est consentie sera exercée pour ce qui est des autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain, inhumation dans les propriétés privées à **Monsieur Patrick PIVRY**, attaché du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du bureau de la circulation.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

La délégation consentie à **Madame Liliane QUEINNEC**, **Madame Valérie GILMANT**, **Mademoiselle Joëlle LE JOUAN**, **Madame Martine TISSIER**, **Madame Véronique DUMESNIL**, **Monsieur Patrick PIVRY**, **Madame Sylviane DAIGNE**, n'inclut pas les actes valant engagement de dépenses et certification du service fait.

La commission de sécurité de l'arrondissement de Meaux est présidée par **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, sous-préfet, ou à défaut par **Madame Marie-France PERRET**, secrétaire générale ou **Madame Liliane QUEINNEC**, chef du bureau de la coordination interministérielle. En cas d'absence ou d'empêchement cette commission peut être présidée par **Madame Martine TISSIER**, chef du bureau de la nationalité, des étrangers et des libertés publiques, ou **Monsieur Patrick PIVRY**, chef du bureau de la circulation.

Pour ce qui concerne les procès verbaux d'assimilation dans le cadre des procédures de naturalisation, délégation de signature est donnée à :

Madame Marie-Chantal BENICHO, adjointe administrative,
Monsieur Stéphane MARCHAND, adjoint administratif,
Madame Véronique RENAUT, adjointe administrative.

Pour ce qui concerne les avis demandés au fichier central de la gendarmerie, au commissariat de police territorialement compétent, ou à la compagnie de gendarmerie territorialement compétente, et les récépissés de dépôt de dossier de demande de naturalisation, dans le cadre des procédures de naturalisation, délégation de signature est donnée à :

Madame Marie-Chantal BENICHO, adjointe administrative,
Monsieur Stéphane MARCHAND, adjoint administratif.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, sous-préfet de Meaux, la suppléance sera assurée par **Monsieur Michel JEANJEAN**, sous-préfet de Torcy.

Article 5 : L'arrêté n°08 BCIA 27 du 2 juin 2008 donnant délégation de signature à **Monsieur Abdel Kader GUERZA**, sous-préfet chargé de la politique de la ville et de la cohésion sociale, secrétaire général adjoint est abrogé.

Article 6 : Cet arrêté prend effet le 21 juillet 2008, date d'installation de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, sous-préfet de Meaux.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Meaux et le sous-préfet de Torcy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux des sous-préfectures de Meaux et de Torcy et à la préfecture.

Fait à Melun, le 15 juillet 2008

LE PRÉFET

Signé : Michel GUILLOT

"-----"

08 BCIA 44-ARRÊTÉ du 15 juillet 2008 modifiant l'arrêté n°07 BCIA 46 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Michel JEANJEAN, sous-préfet de TORCY.

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DU COURRIER ET DE L'INFORMATION ADMINISTRATIVE

ARRÊTÉ

n°08 BCIA 44 du 15 juillet 2008

modifiant l'arrêté n°07 BCIA 46 du 23 juillet 2007

donnant délégation de signature à Monsieur Michel JEANJEAN,
sous-préfet de TORCY.

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret Président de la République en date du 15 septembre 2005 portant nomination de **Monsieur Michel JEANJEAN**, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet de TORCY ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2005 portant nomination de **Monsieur Francis VUIBERT**, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 5 juillet 2007 portant nomination de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 24 janvier 2008 portant nomination de **Monsieur Abdel Kader GUERZA**, directeur d'hôpital, détaché en qualité de sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 juin 2008 portant nomination de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, commissaire divisionnaire de la police nationale, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet de Meaux ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTA0400072C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales – absence et congés des préfets et sous-préfets ;

Vu l'arrêté n°07 BCIA 46 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Michel JEANJEAN, sous-préfet de Torcy ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRHM-BRHFAS 2007-2 du 19 décembre 2007 portant organisation des services de la préfecture de Seine-et-Marne et des sous-préfectures ;

Vu l'arrêté n°08 BCIA 15 du 31 mars 2008 modifiant l'arrêté n°07 BCIA 46 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Michel JEANJEAN, sous-préfet de Torcy ;

Vu le procès-verbal d'installation de **Monsieur Michel GUILLOT** dans ses fonctions de préfet de Seine-et-Marne en date du 23 juillet 2007,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'article 5 de l'arrêté n°07 BCIA 46 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à **Monsieur Michel JEANJEAN**, sous-préfet de Torcy est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Michel JEANJEAN**, sous-préfet de Torcy, la suppléance sera assurée par de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, sous-préfet de Meaux. ».

Article 2 : L'arrêté n°08 BCIA 28 du 2 juin 2008 susvisé est abrogé.

Article 3 : Cet arrêté prend effet le 21 juillet 2008, date d'installation de **Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS**, sous-préfet de Meaux.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le sous-préfet chargé de la politique de la ville et de la cohésion sociale, secrétaire général adjoint, et le sous-préfet de Torcy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux des sous-préfecture de Torcy, de Meaux et à la préfecture.

Fait à Melun, le 15 juillet 2008

LE PRÉFET

Signé : Michel GUILLOT

"" "

2008 DAIDD BCIDE 078-Arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Habid BELHOCINE, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLESET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLEET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Arrêté préfectoral n° 2008 DAIDD BCIDE 078
donnant délégation de signature à Monsieur Hafid BELHOCINE
directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants
et victimes de guerre de Seine-et-Marne

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'ordonnance n° 59-69 du 7 janvier 1959 instituant, dans chaque département, un service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU le décret n° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT préfet de Seine-et-Marne ;

VU le livre V, titre 1^{er}, chapitre II, section 5 et notamment les articles D 495 à D 501 du code des anciens combattants et victimes de guerre relatifs au fonctionnement des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ainsi qu'aux attributions du secrétaire général de l'office ;

VU la décision du préfet, directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre en date du 23 mai 2008 portant nomination de M. Hafid BELHOCINE en qualité de directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} – Délégation de signature est donnée à M. Hafid BELHOCINE, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne, à l'effet de signer dans la limite des attributions du service, à l'exception des circulaires aux maires et de la correspondance avec les ministres, les parlementaires, le président du conseil général, le président du conseil régional, les chefs des services régionaux, les décisions suivantes :

a) attestations officielles, décisions d'attribution ou de rejet de cartes :

- de combattant,
- de combattant volontaire de la Résistance,
- de réfractaire,
- de personne contrainte au travail en pays ennemi,
- d'invalidité,
- de titre de reconnaissance de la Nation aux anciens militaires ayant participé aux opérations d'Afrique du Nord ;

b) autorisations de congés annuels et autorisations spéciales d'absence du personnel du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne ;

c) correspondances relatives au fonctionnement de la commission départementale de l'information historique pour la paix et de son secrétariat ;

d) tous les documents relatifs à la manutention des deniers pupillaires, en application des articles D 361 à D 381 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

e) toutes correspondances courantes relevant de l'activité du service départemental.

ARTICLE 2 - L'arrêté préfectoral n° 2008 DAIDD BCIDE 044 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à M. Michel FIQUET, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne, est abrogé.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Melun, le 16 juillet 2008

Le Préfet,
signé : Michel GUILLOT

ampliation pour attribution à :

- M. Hafid BELHOCINE, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de Seine-et-Marne

ampliation pour publicité :

- recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne

"-----"

08 BCIA 45-ARRETE du 16 juillet 2008 chargeant Monsieur Philippe PORTAL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT, préfet de Seine-et-Marne, et lui accordant une délégation expresse de signature le 18 juillet 2008.

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau du courrier et de l'information administrative

ARRETE

n° 08 BCIA 45 du 16 juillet 2008
chargeant Monsieur Philippe PORTAL,
sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne,
d'assurer la suppléance de Monsieur Michel GUILLOT,
préfet de Seine-et-Marne,
et lui accordant une délégation expresse de signature
le 18 juillet 2008.

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code des communes et notamment son article 131-13 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles L1, L14, L18 et L18-1 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L 32 13-1 et L 32 13-2 ;

Vu la loi n°90-527 du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et notamment ses articles 5 et 22 ;

Vu le décret n°46-1574 du 30 juin 1946 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ;

Vu le décret n°2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} décembre 2005 portant nomination de **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 5 juillet 2007 portant nomination de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet du département de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 27 juin 2008 portant nomination de **Monsieur Francis VUIBERT**, préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense Sud-Est, préfet du Rhône ;

Considérant la date d'installation de **Monsieur Francis VUIBERT** au 21 juillet 2008 en qualité de préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense Sud-Est, préfet du Rhône,

Vu la circulaire n° 91-00057 du ministre de l'intérieur du 13 mars 1991, relative à l'établissement et à la délivrance des passeports ;

Considérant la nécessité de charger, **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne d'assurer la suppléance de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne, lors de son absence du département le 18 juillet 2008, de lui accorder une délégation expresse de signature ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

ARRETE :

Article 1^{er} : **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne, est chargé d'assurer la suppléance de **Monsieur Michel GUILLOT**, préfet de Seine-et-Marne, durant son absence du département le 18 juillet 2008.

Article 2 : Durant cette période, délégation de signature est donnée à **Monsieur Philippe PORTAL**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de Seine-et-Marne à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires et demandes de forces mobiles supplétives (compagnies républicaines de sécurité et escadrons de gendarmerie mobile) relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Seine-et-Marne, hormis les réquisitions du comptable et les arrêtés de conflit.

Article 3 : Le directeur de cabinet de la préfecture de Seine-et-Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 16 juillet 2008
Le préfet,
Signé : Michel GUILLOT

1.2. Préfecture - Direction des Relations avec les Collectivités Locales

DRCL-BCCCL-2008 n° 123-Modification des statut de la communauté de communes Seine/Ecole

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES**

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTRÔLE DE LEGALITE

**Arrêté DRCL-BCCCL-2008 N°123
portant modification des statuts de la
communauté de communes SEINE/ECOLE.**

**LE PREFET DE SEINE ET MARNE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR ,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-20;

Vu l'arrêté préfectoral N°12 en date du 26 avril 1974, portant création du « District SEINE-ECOLE », transformé par l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2001 N°184 en date du 4 décembre 2001 en « communauté de communes SEINE-ECOLE », modifié,

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes SEINE-ECOLE du 28 mars 2008, acceptant la modification des statuts;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes:

PRINGY, en date du 17 avril 2008,

SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY, en date du 14 avril 2008,

émettant un avis favorable à une augmentation de trois délégués par commune pour cette communauté de communes;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée des communes concernées prévues à l'article L.5211-20 sont atteintes;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les statuts de la communauté de communes sont modifiés comme suit:

Article 3: *Le Conseil de la Communauté de Communes :*

La Communauté de Communes est administrée par un conseil composé de huit (8) délégués par commune élus par les conseillers municipaux des communes membres.

Article 2 : Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté;

Article 3 : - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

- Monsieur le Président de la communauté de communes SEINE-ECOLE,

- Messieurs les maires des communes adhérentes,

- Monsieur le Trésorier-Payeur général de SEINE-ET-MARNE,

- Monsieur le Directeur Départemental des services fiscaux,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'agriculture et de la forêt de SEINE-ET-MARNE,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'équipement,

sont chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à MELUN , le 1^{er} juillet 2008

Le Préfet ,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général adjoint

de la Préfecture,

Signé: Abdelkader GUERZA

NB : Délais et voies de recours (application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté , les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux , adressé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne , 12 , rue des Saints-Pères-77010 MELUN Cedex ;

- soit un recours hiérarchique , adressé à Madame le Ministre de l'Intérieur , de l' outre-mer et des collectivités territoriales, place Beauvau-75800 PARIS .

- soit un recours contentieux , en saisissant le Tribunal Administratif , 43 , rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630-77008 MELUN Cedex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique , le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours . Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'Administration pendant deux mois .

STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES-SEINE-ECOLE MODIFIES

Créé par arrêté préfectoral n°12 en date du 26 Avril 1974

Modifiés par délibération du conseil communautaire

TITRE I : COMPOSITION ET SIEGE

Article 1 : Composition - Dénomination:

Il est constitué une Communauté de Communes, entre les communes de **PRINGY** et **SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY**, prenant la dénomination de

COMMUNAUTE DE COMMUNES SEINE ECOLE.

Article 2 : Siègè:

Le siègè de la Communauté de Communes est fixé à l'Hôtel de la Communauté de Communes, 70^{bis} avenue de Fontainebleau, 77310 SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

TITRE II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 3 : Le Conseil de la Communauté de Communes:

La Communauté de Communes est administrée par un conseil composé de huit (8) délégués par commune élus par les conseillers municipaux des communes membres.

Le mandat des membres du Conseil a la même durée que celui des conseils municipaux, sans préjudice des dispositions des articles L2121-33 et L2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas de vacance parmi les délégués d'un Conseil Municipal, et ce pour quelque cause que ce soit, ce conseil pourvoit à son remplacement dans le délai d'un mois.

En cas de suspension ou de dissolution d'un Conseil Municipal ou de démission de tous ses membres en exercice, le mandat des délégués du Conseil Municipal est prorogé jusqu'à désignation de délégués par le nouveau Conseil Municipal.

Article 4 : Le bureau:

4.1 : Composition :

Conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le bureau est composé de:

* un président

* deux vice-présidents

Le Président et les Vice-présidents sont élus par le Conseil de la Communauté de Communes parmi les délégués titulaires, conformément aux dispositions de l'article L2122-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

4.2 : Attributions :

Le Conseil de la Communauté de Communes peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau, dans les conditions fixées par l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 5 : Le Président :

Le Président est l'organe exécutif de la Communauté de Communes

- Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant
- Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes
- Il est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents, dans les conditions prévues par l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Il est le chef des services de la Communauté de Communes
- Il représente la Communauté de Communes en justice

Le Président pourra recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, dans les conditions fixées par l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 : Fonctionnement:

6.1 : Réunions :

Le Conseil de la Communauté de Communes se réunit, sur convocation du Président, au moins une fois par trimestre.

6.2 : Règles générales de fonctionnement :

Sous réserve des dispositions spécifiques applicables aux Etablissements de Coopération Intercommunale, et en vertu des articles L5211-1 et L5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les règles relatives au fonctionnement du Conseil de la Communauté de Communes sont celles applicables aux Conseils Municipaux.

TITRE III : COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Article 7 : Compétences de la Communauté de Communes:

A) DE PLEIN DROIT et aux lieu et place des communes membres, la Communauté de Communes exerce la gestion: en matière de lutte contre l'incendie et le secours

B) COMPETENCES OBLIGATOIRES:

En matière d'aménagement de l'espace :

* **liaisons douces** : ● chemin de liaison reliant la rue Emile Filée (collège François Villon) au chemin de Jonville à Pringy (environ 720 mètres)

* **création d'aires de pique-nique, de parcours de santé, de sentiers de randonnée :**

● **Aires de pique-nique** : sur espace de loisirs de plus de 20 hectares (Seine-Ecole Loisirs)

● **Parcours de santé** : sur espace de loisirs de plus de 20 hectares (Seine-Ecole Loisirs)

● **Sentiers de randonnée** : identification, réalisation, balisage, aménagement, mise en réseau des circuits de promenade, en utilisant une partie des chemins ruraux situés sur le territoire des communes membres, en intégrant les chemins déjà répertoriés :

■ balisage d'un circuit de 14km, intégré au circuit touristique inscrit au topoguide du Codérando, qui assure une boucle sur les communes de Saint-Fargeau-Ponthierry et Pringy (plan joint)

■ création d'un circuit de randonnée autour de la carrière des

Verdennes et de Seine-Ecole Loisirs

* **études d'urbanisme et d'aménagement** : études liées à des bases de loisirs intercommunales ou aux équipements à créer en complément de ces bases (aménagement du secteur des Verdennes)

* **création, maintenance d'aires de loisirs** : création, maintenance d'aires de loisirs sur site de plus de 20 hectares (Seine-Ecole Loisirs), y compris aménagement, maintenance et gestion d'étangs, de ports de plaisance et de voies d'eau sur sites existants ou à créer, avec appui financier, administratif et technique

* **création et gestion d'une aire d'accueil pour les gens du voyage d'une capacité maximale de 16 places**

* **agrément, aménagement et maintenance d'espaces indispensables au développement et à la pratique des sports nautiques** : sur bases de loisirs intercommunales de plus de 20 hectares (Seine-Ecole Loisirs)

En matière de développement économique :

* promotion de toutes les actions susceptibles de maintenir ou enrichir le commerce local

* études sur la mise en œuvre d'un programme de développement touristique (promotion du secteur à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté de Communes)

COMPETENCES OPTIONNELLES

En matière de construction, d'entretien et de fonctionnement d'équipements sportifs

* **construction, aménagement et gestion des équipements à vocation sportive,**

socioculturelle ou de loisirs :

● Equipements à vocation sportive ou socioculturelle sur base de loisirs de plus de 20 hectares (Seine-Ecole Loisirs)

● Aménagement, entretien et gestion d'un bâtiment destiné à la pratique des sports de glisse, sis 14-16 rue de Lourdeau à Pringy

● Réalisation d'une piste de « pocket bike » sise avenue Max Pierrou

En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement :

* station d'épuration

* élimination des boues

* élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés

En matière de création, d'aménagement, d'entretien et de conservation de voirie :

* création, aménagement et entretien de la voirie (communale et départementale limitrophes aux deux communes)

Parking utilisés pour le bon fonctionnement des équipements intercommunaux : parking Henkel, parking des Verdennes, parking de la Maison de la Petite Enfance

voiries à créer pour la desserte des bâtiments intercommunaux

voiries communales limitrophes aux deux communes :

- rue du lieutenant Boulay,

- rue de Boissise

- rue du Vieux Moulin »

* éclairage public : réalisation des travaux d'investissement et entretien de l'éclairage public sur les voies de compétence intercommunale

* enfouissement des réseaux aériens : réalisation des travaux d'enfouissement des réseaux aériens pour l'ensemble des voies de compétence intercommunale

En matière d'actions sociales :

* Dans le cadre du dispositif "Loi Borloo", participation aux actions de la Maison pour l'Emploi de la Région Melunaise

D) COMPETENCES FACULTATIVES:

Transport :

* **Organisation et gestion des services de transports :** la globalité des types de transports est concernée : lignes régulières, lignes scolaires et transport à la demande.

Equipements et/ou services aux personnes :

* **actions relatives à la petite enfance :**

● Maison de la Petite Enfance située sur un terrain communautaire regroupant les actions en faveur de la petite enfance, de la crèche au centre de loisirs. Ne sont concernées que les actions extrascolaires de la tranche d'âge des 0 à 6 ans.

* **actions relatives à l'enfance et à la jeunesse :**

- prévention de la délinquance (mise en place et pilotage d'un Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance)
- équipements et actions complémentaires aux actions communales en direction des préadolescents et des adolescents :
- gestion de la structure préadolescents sise à Saint-Fargeau-Ponthierry, 03 rue de la Fileuse
- animations sur les temps péri et extra scolaires en direction des 11-25 ans
- gestion d'équipements de services et d'activités liés au fonctionnement des établissements du secondaire du Collège François Villon situé sur SAINT-FARAGEAU PONTIERRY et d'autres établissements, en complément des compétences départementales et régionales.

Biens immobiliers :

* **biens acquis, construits, ou mis à disposition de la communauté de communes pour la réalisation d'activités ou services intercommunaux actuels ou futurs, à savoir :**

- Hôtel de la communauté de communes
- Bureau de police
- Base de Seine-Ecole Loisirs
- Structure d'accueil des préadolescents
- Maison de la petite enfance
- Restaurant scolaire des Mouillères
- Parking des Verdennes
- Piste de pocket bike
- Skate-park
- Bassin de rétention des Mouillères

Culture :

* réalisation d'études culturelles, dans le domaine de l'enseignement artistique

Soutien aux associations :

- Jeunes Sapeurs Pompiers
- Collège François Villon (Foyer socio-éducatif, Association sportive)
- Pringy Organisation Equestre
- Melun Val de Seine Initiatives
- Associations d'Anciens Combattants

Actions d'animations et de promotion du sport de haut niveau :

* **Actions de soutien réservées aux sportifs de haut niveau (au moins de niveau national) résidant sur le territoire intercommunal ou adhérent d'une association dont le siège social est situé sur l'une des deux communes**

Article 8 : Prestations de services:

Conformément aux dispositions de l'article L5211-56 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes pourra dans ce cadre réaliser, à la demande ou pour le compte de communes membres, d'autres collectivités locales ou établissements publics de coopération intercommunale, des prestations de services ; les dépenses afférentes seront retracées dans un budget annexe.

Article 9 : Adhésion à un syndicat mixte:

La Communauté de Communes pourra, sur simple délibération du Conseil Communautaire, dans la limite des compétences qui lui sont transférées par les communes membres et donc fixées par les présents statuts, adhérer à un syndicat mixte "ouvert" dont l'objet se rattache directement aux dites compétences communautaires.

TITRE IV : EVOLUTIONS STATUTAIRES ET DISSOLUTION

Article 10 : Modifications statutaires :

En cas d'extension du périmètre ou des compétences de la Communauté de Communes, de retrait d'une commune membre, ou de toute autre modification aux présents statuts, il sera fait application des dispositions des articles L5211-17 à L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 11 : Durée :

La Communauté de Communes est constituée pour une durée illimitée.

TITRE V : FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Article 12 : Ressources:

Les recettes du budget de la Communauté de Communes comprennent:

- Le produit de la fiscalité directe
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles de la Communauté de Communes
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu
- Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département, des communes et des E.P.C.I.
- Le produit des dons et legs
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés
- Le produit des emprunts

Article 13 : Dépenses :

Les dépenses de la Communauté de Communes sont constituées des dépenses de fonctionnement et d'investissement qui concourent à l'exercice des compétences transférées par ses communes membres.

Article 14 : Receveur de la Communauté de Communes :

Le receveur de la Communauté de Communes est le receveur de SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY.

Article 15 : Annexes :

Les présents statuts sont annexés à l'arrêté préfectoral de modification des statuts de la Communauté de Communes.

Pour le Président empêché,
Le Vice-Président,
Eric BONNOMET

" "

DRCL-BCCCL-2008 n° 140-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC" sis à Chelles

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE
[Section funéraire](#)

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL-140 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC » sis à Chelles

Le Préfet de Seine-et-Marne,
chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'arrêté n° 08-1878 du 20 juin 2008 établi par le préfet de Seine-Saint-Denis, portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement principal de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, sis 54 boulevard Robert Ballanger 93420 Villepinte, pour une durée de un an, sous le numéro d'habilitation 08-93-125;

VU le dossier déposé par Monsieur Christophe BARDOT, nouveau gérant de ladite Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, en vue d'obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire de son établissement secondaire, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis à Chelles, et les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales ;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis 31 bis avenue de la Résistance 77500 Chelles, dirigé par Monsieur Christophe BARDOT, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- Transports de corps avant et après mise en bière

pour une durée de un an jusqu'au 1^{er} juillet 2009

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-194**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-préfet de Torcy, au Maire de Chelles ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
L'attachée, chef de bureau,
Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

"-----"

DRCL-BCCCL-2008 n° 141-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC" sis à Lagny sur Marne

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE
Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL-141 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC » sis à Lagny sur Marne

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,**

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'arrêté n° 08-1878 du 20 juin 2008 établi par le préfet de Seine-Saint-Denis, portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement principal de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, sis 54 boulevard Robert Ballanger 93420 Villepinte, pour une durée de un an, sous le numéro d'habilitation 08-93-125;

VU le dossier déposé par Monsieur Christophe BARDOT, nouveau gérant de ladite Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, en vue d'obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire de son établissement secondaire, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis à Lagny sur Marne, et les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales ;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis 15-17 avenue Georges Clemenceau 77400 Lagny sur Marne, dirigé par Monsieur Christophe BARDOT, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques
 - Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
Transports de corps avant et après mise en bière

pour une durée de un an jusqu'au 1^{er} juillet 2009

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-195**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-préfet de Torcy, au Maire de Lagny sur Marne ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
L'attachée, chef de bureau,
Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)
Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :
- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;

- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

"-----"

DRCL-BCCCL-2008 n° 147-Modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la S.A. "OGF/PFG" ayant pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Gamard-Lebaupain" sis à Meaux

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE
Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008-DRCL-BCCCL-147 portant modification de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la S.A. « O.G.F./P.F.G » ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Gamard-Lebaupain » sis à Meaux

**Le préfet de Seine et Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,**

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'arrêté n° 2007 DRCL –BCCCL- 66 du 9 mai 2007 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la S.A. « O.G.F./P.F.G » ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Gamard-Lebaupain » sis à Meaux, sous le numéro d'habilitation 2007-77-162;

VU le courrier présenté le 1^{er} juillet 2008 par Monsieur Michel MINARD, directeur général adjoint de la S.A « OGF/PFG », faisant part du changement de responsable de l'établissement secondaire ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Gamard-Lebaupain » sis à Meaux et les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales;

A R R E T E

Article 1^{er}: L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2007 DRCL-BCCCL-66 du 9 mai 2007 est modifié de la manière suivante : « L'établissement secondaire de la S.A. « O.G.F./P.F.G. », ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Gamard-Lebaupain » sis 120 rue Jean Jaurès 77100 Meaux, dirigé par Monsieur Jean Yves VIALETTE, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire les activités suivantes :

Organisation des obsèques
Fourniture des housses, cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
Fourniture des personnels, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
Fourniture de corbillards
Transport de corps avant et après mise en bière
Gestion et utilisation de chambre funéraire

Soins de conservation

Pour une durée de six ans jusqu'au 8 mai 2013

Article 2 : le numéro d'habilitation demeure le **2007-77-162**

Article 3 : Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-Préfet de Meaux, au Maire de Meaux ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 4 juillet 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
L'attachée, chef de bureau,
Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)
Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

"-----"

DRCL-BCCCL-2008 n° 148-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres Aide Funéraire et Marbrerie Devauchelle, ayant pour enseigne "Permanence Funéraire Meldoise" sis à Meaux

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE
[Section funéraire](#)

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL-148 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres Aide Funéraire et Marbrerie Devauchelle, ayant pour enseigne « Permanence Funéraire Meldoise » sis à Meaux

Le Préfet de Seine-et-Marne,
chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'habilitation funéraire de l'établissement principal de la Sarl Pompes Funèbres-Aide Funéraire et Marbrerie Devauchelle sis 16 place Jean Bureau 77100 Meaux, délivrée pour une durée de six ans, sous le numéro 2006-77-177;

VU le dossier déposé par Madame Laurence DEVAUCHELLE, gérant de ladite Sarl Pompes Funèbres-Aide Funéraire et Marbrerie Devauchelle, en vue d'obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire de son établissement secondaire, ayant pour enseigne « Permanence Funéraire Meldoise », sis à Meaux, et les justificatifs accompagnant cette demande;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales ;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres-Aide Funéraire et Marbrerie Devauchelle, ayant pour enseigne « Permanence Funéraire Meldoise », sis 9 avenue du Maréchal Joffre 77100 Meaux, dirigé par Madame Laurence DEVAUCHELLE, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

-
- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- Fourniture de voitures de deuil

pour une durée de un an jusqu'au 7 juillet 2009

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-202**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-préfet de Meaux, au Maire de Meaux ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 7 juillet 2008

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

L'attachée, chef de bureau,

Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)
Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

" ----- "

DRCL-BCCCL-2008 n° 150-Renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA "OGF/PFG" ayant pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Forest" sis à Rozay-en-Brie

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE
Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL 150 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Forest » sis à Rozay en Brie

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'arrêté n° 2002 DRLP 3PA 266 du 15 juillet 2002 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie forest » sis à Rozay en Brie, pour une durée de six ans, sous le numéro d'habilitation 2002-77-60;

VU le dossier déposé par Monsieur Michel MINARD Directeur Général Adjoint de la SA « OGF/PFG » en vue d'obtenir le renouvellement de ladite habilitation ainsi que les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial «Pompes Funèbres et Marbrerie Forest » sis 11 rue des Quatre Vents 77540 Rozay en Brie, dirigé par Monsieur Bernard DENEST, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture des personnels, des objets et des prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Fourniture de corbillards
- Soins de conservation
- Gestion et utilisation de chambres funéraires

pour une durée de six ans jusqu'au 9 juillet 2014

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-60**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-préfet de Provins, au Maire de Rozay en Brie, ainsi qu'au Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 9 juillet 2008

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

L'attachée, chef de bureau,

Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

"" "

DRCL-BCCCL-2008 n° 151-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC" sis à Chelles

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES

ET DU CONTROLE DE LEGALITE

Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL-151 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC » sis à Chelles

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,**

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'habilitation funéraire de l'établissement principal de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte sis 51 boulevard Robert Ballanger 93420 Villepinte, délivrée par le préfet de Seine Saint Denis pour une durée de un an, sous le numéro 08-93-125;

VU le dossier déposé par Monsieur Christophe BARDOT, gérant de ladite Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, en vue d'obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire de son établissement secondaire, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis à Chelles, et les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales ;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis 41 avenue de claye 77500 Chelles, dirigé par Monsieur Cédric BOIS, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

-
- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire

pour une durée de un an jusqu'au 9 juillet 2009

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-200**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-préfet de Torcy, au Maire de chelles ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 9 juillet 2008

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

L'attachée, chef de bureau,

Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

"-----"

DRCL-BCCCL-2008 n° 154-Habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne "Pompes Funèbres Pascal LECLERC", sis à Pontault Combault

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE

Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL-154 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC » sis à Pontault Combault

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,**

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'habilitation funéraire de l'établissement principal de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte sis 51 boulevard Robert Ballanger 93420 Villepinte, délivrée par le préfet de Seine Saint Denis pour une durée de un an, sous le numéro 08-93-125;

VU le dossier déposé par Monsieur Christophe BARDOT, gérant de ladite Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, en vue d'obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire de son établissement secondaire, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis à Pontault Combault, et les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales ;

A R R E T E

Article 1er : L'établissement secondaire de la Sarl Pompes Funèbres de Villepinte, ayant pour enseigne « Pompes Funèbres Pascal LECLERC », sis Rue Monthéty 77330 Pontault Combault, dirigé par Monsieur Marc MAS, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- - Organisation des obsèques
 - Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
Transport de corps avant et après mise en bière

pour une durée de un an jusqu'au 9 juillet 2009

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-201**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Sous-préfet de Torcy, au Maire de Pontault Combault ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 9 juillet 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
L'attachée, chef de bureau,
Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983) Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé
--

avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

"-----"

DRCL-BCCCL-2008 n° 157-Renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA "OGF/PFG" ayant pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Blain" sis à Melun

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES

ET DU CONTROLE DE LEGALITE

Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL 157 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial «Pompes Funèbres et Marbrerie Blain » sis à Melun

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'arrêté n° 2002 DRLP 3PA 253 du 15 juillet 2002 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Blain » sis à Melun, pour une durée de six ans, sous le numéro d'habilitation 2002-77-55;

VU le dossier déposé par Monsieur Michel MINARD Directeur Général Adjoint de la SA « OGF/PFG » en vue d'obtenir le renouvellement de ladite habilitation ainsi que les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial «Pompes Funèbres et Marbrerie Blain » sis 21 bis rue de la Rochette 77000 Melun, dirigé par Monsieur Jean Michel POULAIN, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

-
- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture des personnels, des objets et des prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Fourniture de corbillards

pour une durée de six ans jusqu'au 10 juillet 2014

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-55**.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Maire de Melun, ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 10 juillet 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
L'attachée, chef de bureau,
Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)
Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

" ----- "

DRCL-BCCCL-2008 n° 158-Renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA "OGF/PFG" aynat pour nom commercial "Pompes Funèbres et Marbrerie Blain" sis à Melun

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES
ET DU CONTROLE DE LEGALITE
Section funéraire

Arrêté préfectoral n° 2008 DRCL-BCCCL 158 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial «Pompes Funèbres et Marbrerie Blain » sis à Melun

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le livre II, titre II, chapitre III du code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2223-23 relatif à la législation dans le domaine funéraire;

VU les articles R. 2223-56 à R. 2223-65 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

VU l'instruction Min-Int DGCL-Institutions-CIL3 du 17 février 2000 du ministre de l'intérieur, relative à la durée de l'habilitation et à l'extension des activités dans le domaine funéraire;

VU l'arrêté n° 2002 DRLP 3PA 254 du 15 juillet 2002 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial « Pompes Funèbres et Marbrerie Blain » sis à Melun, pour une durée de six ans, sous le numéro d'habilitation 2002-77-56;

VU le dossier déposé par Monsieur Michel MINARD Directeur Général Adjoint de la SA « OGF/PFG » en vue d'obtenir le renouvellement de ladite habilitation ainsi que les justificatifs accompagnant cette demande;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 54 du 23 juillet 2007 donnant délégation de signature à Madame Françoise FAGEOL, directrice des relations avec les collectivités locales;

A R R E T E

Article 1er : l'établissement secondaire de la SA « OGF/PFG » ayant pour nom commercial «Pompes Funèbres et Marbrerie Blain » sis 5 bis rue Gaillardon 77000 Melun, dirigé par Monsieur Jean Michel POULAIN, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

-
- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture des personnels, des objets et des prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Fourniture de corbillards

pour une durée de six ans jusqu'au 10 juillet 2014

Article 2 : le numéro d'habilitation est le **2008-77-56**.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont l'original sera adressé pour notification au requérant et copie pour information au Maire de Melun, ainsi qu'au Directeur départemental de la sécurité publique de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 10 juillet 2008

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

L'attachée, chef de bureau,

Catherine COLLETTE

NB : Délais et voies de recours (application du Décret 83-1025 du 28 novembre 1983)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne, 12, rue des Saint-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43, rue du Général DE GAULLE Case Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

1.3. Préfecture - Direction des Services du Cabinet et de la Sécurité

2008 DSCS PA 090-Arrêté portant refus d'autorisation de fonctionnement d'une entreprise privée de surveillance et de gardiennage dénommée "SARL A.P.S.C." sise à Ozoir-la-Ferrière et refus d'agrément de MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, en qualité de co-gérants.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET ET DE LA
SÉCURITÉ

BUREAU DU CABINET - POLICE ADMINISTRATIVE

Arrêté préfectoral n° 2008 DSCS PA 090 portant refus d'autorisation de fonctionnement d'une entreprise privée de surveillance et de gardiennage dénommée "SARL A.P.S.C." sise à Ozoir-la-Ferrière et refus d'agrément de MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, en qualité de co-gérants.

Le Préfet de Seine-et-Marne

Chevalier de la Légion d'honneur,

Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée, réglementant les activités privées de sécurité, notamment ses articles 5 et 7 ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection de personnes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07 BCIA 49 du 23 juillet 2007 modifié, donnant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, sous-préfet, directeur de cabinet, ainsi qu'aux chefs de bureau et de service de la direction des services du cabinet et de la sécurité ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU la demande présentée le 7 août 2007 par MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, en vertu de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1983 modifiée, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise privée de surveillance et de gardiennage, dont ils assureraient la direction, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 492 885 165, dénommée :

SARL A.P.S.C.
8 rue Lavoisier
77330 OZOIR-LA-FERRIERE

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi susvisée "Nul ne peut exercer à titre individuel une activité mentionnée à l'article 1^{er}, ni diriger ou gérer une personne morale exerçant cette activité, s'il n'est titulaire d'un agrément délivré selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat" ;

CONSIDÉRANT les courriers adressés en date des 10 septembre 2007, 4 octobre 2007, 16 novembre 2007, 11 janvier 2008, 11 février 2008 et 18 avril 2008, à MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, en vue d'obtenir des compléments d'information nécessaires à l'examen de leur dossier, indiquant que "conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, ces courriers ne les autorisaient pas à exercer une activité de surveillance et de gardiennage" ;

CONSIDÉRANT les résultats de l'enquête diligentée par le Groupe d'Intervention Régional de Seine-et-Marne du 17 juin 2008, de laquelle il ressort que la société A.P.S.C., co-gérée par MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, exerce des activités de surveillance et de gardiennage sans agrément et emploie six personnes sans autorisation de la préfecture, dont une est connue des services de police ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des dispositions de la loi du 12 juillet 1983 précitée, que l'autorisation de fonctionnement d'une société de sécurité ne peut être accordée à une personne morale ayant comme dirigeant ou gérant une personne qui ne remplit pas les conditions de l'article 5 de la même loi ;

CONSIDÉRANT que M. Emmanuel BOUBEKEUR a fait l'objet d'une condamnation par le tribunal correctionnel de Meaux, en date du 24 juin 2002, à la peine de 7 mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende délictuelle de 15 000 euros, pour exécution d'un travail dissimulé ;

CONSIDÉRANT également que le gérant d'une société de surveillance et de gardiennage qui emploie des personnes sans agrément, voire des personnes dépourvues de la capacité d'exercer la profession d'agent de sécurité privée, à un comportement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens, à la sécurité publique ou à la sûreté de l'Etat ;

CONSIDÉRANT que M. Emmanuel BOUBEKEUR, co-gérant de la société A.P.S.C. immatriculée sous le n° 492 885 165, ne remplit pas les conditions requises pour gérer une société de sécurité privée ;

CONSIDÉRANT également que M. Eddy BULAWINIEC, co-gérant de la société A.P.S.C. immatriculée sous le n° 492 885 165, ne peut avoir été étranger aux infractions constatées ;

CONSIDÉRANT que s'agissant d'une demande d'autorisation, il n'y a pas lieu de procéder à une procédure contradictoire en application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 ;

SUR PROPOSITION du sous-préfet, directeur de cabinet ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1er – L'autorisation de fonctionnement de l'entreprise privée de surveillance et de gardiennage SARL A.P.S.C., immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 492 885 165, sise 8 rue Lavoisier à Ozoir-la-Ferrière (77), est refusée.

ARTICLE 2 - L'agrément de MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC, en qualité de co-gérants de la société privée de surveillance et de gardiennage dénommée SARL A.P.S.C., immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 492 885 165, est refusé.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet des voies de recours suivantes :

recours gracieux formulé auprès de mes services et/ou recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales - direction des libertés publiques et des affaires juridiques - sous-direction des libertés publiques et de la police administrative - place Beauvau - 75800 PARIS ;

- recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun, 43, rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Torcy, le maire de Ozoir-la-Ferrière, la directrice départementale de la sécurité publique de Seine-et-Marne, le greffier du Tribunal de Commerce de Meaux, le directeur de l'URSSAF

de Seine-et-Marne - département contrôle, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

MM. Emmanuel BOUBEKEUR et Eddy BULAWINIEC

Melun, le 11 juillet 2008

Le préfet,

pour le préfet et par délégation,

le sous-préfet, directeur de cabinet,

Philippe PORTAL

1.4. DDASS (affaires sanitaires et sociales)

DDASS/PA 2007.150-Fixant le montant du forfait global annuel 2007 de la maison de retraite . Résidence La Petite Maison à CHEVRY COSSIGNY

ARRETE DDASS/PA n°2007.150

Fixant le montant du forfait global Annuel 2007

de la Maison de Retraite

Résidence « La Petite Maison » à CHEVRY COSSIGNY

N° FINESS : 770813749

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre national du mérite

VU le code de la santé publique,

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.311-1 et suivants, L.312-1 et suivantes, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.313-1 et suivants, D.313-16 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants ;

VU le décret n°2005-118 du 10 février 2005 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des prestations de soins remboursables aux assurés sociaux dans les établissements mentionnés au II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et modifiant ce code ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général N°88/DASSMA-CRISMS/21 du 19/12/1988 autorisant la création d'un logement foyer rural pour personnes âgées de 18 places ayant vocation à être médicalisé et géré par l'association « La Petite Maison » ;

VU l'arrêté du 5 juin 2007 fixant les montants plafonds du forfait journalier mentionné au 1° de l'article D. 313-17 du code de l'action sociale et des familles;

VU la demande présentée par la maison de retraite « La Petite Maison » datée du 24 janvier 2007 visant à bénéficier d'un forfait soins ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé, notamment les articles 65 et 66 ;

VU la loi n°90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé, notamment l'article 10 précisant les possibilités de recours devant la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale ;

VU le décret n°78-477 du 29 mars 1978 relatif à la prise en charge par les régimes d'assurance maladie des dépenses afférentes aux soins médicaux dispensés dans certains établissements ;

VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dispensés dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au Conseil supérieur de l'Aide Sociale ;

VU l'arrêté DDASS/MR n°2007/18 autorisant la maison de retraite « Résidence La Petite Maison » à Chevry Cossigny à dispenser des soins aux assurés sociaux ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le montant du forfait global Sécurité Sociale 2007 de la maison de retraite / petite unité de vie « La petite Maison » à CHEVRY COSSIGNY est fixé comme il suit, pour l'année 2007 :

Forfait de soins PUV (en année pleine)
Forfait soins PUV (du 01/10/2007 au 31/12/2007)
Forfait journalier

51 421.03 €

12 855. ARTICE 2 : Un recours contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales 58-62, rue de Mouzaïa 77936 PARIS CEDEX

Le recours doit être formé dans le délai d'un mois à compter de la publication de la décision attaquée ou , à l'égard des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de sa notification. Ce délai est un délai franc.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Seine et Marne et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MELUN, le
Pour le PREFET,
P/ La Directrice Départementale
M-C. ZASLAVSKY

" ----- "

DDASS/PA 2007.155 D.G.F-Fixant la dotation de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Résidence Quiétude de CHARTRETTES

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 155 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 18 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Résidence Quiétude" de CHARTRETTES

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **19 avril 2002** et prévoyant une option tarifaire partielle;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.18 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de

l'EHPAD "Résidence Quiétude"
77590 CHARTRETTES
N° FINESS : 770814952

est portée de : **501 108,00 € à 695 925,41 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent : **645 885,41 €**

Dotation globale de soins 2007 :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **31,10 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **24,07 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **17,03 €**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer : **50 040,00 €**

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **29,89 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **19,33 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **8,77 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 25 octobre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

DDASS/PA 2007.153 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Saint Joseph de LA CHAPELLE LA REINE

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 153 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 44 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Saint Joseph de LA CHAPELLE LA REINE

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **31 décembre 2003** et prévoyant une option tarifaire partielle;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.44 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPAD "Saint Joseph"
77760 LA CHAPELLE LA REINE
N° FINESS : 770802692

est portée de : **449 933,78 € à 406 631,78 €**

ARTICLE 2: Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **24,60 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **17,91 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **11,21 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 novembre 2007
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.142 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Les Jardins Médicis de PROVINS

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 157 D.G.F.
modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 142 D.G.F.
Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EHPAD Les jardins Médicis de PROVINS

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **30 mars 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.142 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPAD Les jardins Médicis
77160 PROVINS
N° FINESS : 770016459

est portée de : **735 560,40 € à 596 670,00 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2007 : **502 875,30 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **21,53 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **15,97 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **10,41 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 : **21 000,00 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **26,42 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **16,76 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **7,11€**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 : **72 795,00 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **30,49 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **24,00 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **8,20 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 novembre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"" "

DDASS/PA 2007.55 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Jardins de Médicis de MAISONCELLES EN BRIE
ARRETE DDASS/PA n° 2007. 55 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Jardins de Médicis de MAISONCELLES EN BRIE

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **29 décembre 2003** et prévoyant une option tarifaire partielle ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2007 ;
- Vu** les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **20/03/2007** et reçues par l'établissement le **22/03/2007** ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée

ARRETE

ARTICLE 1er : **Jardins de Médicis**
77580 MAISONCELLES EN BRIE
N° FINESS : 770814994

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2007 s'élève à 455 703,88 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **17,55 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **13,57 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **9,59 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 novembre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.154 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2006 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Château de Louche de ANNET SUR MARNE

ARRETE DDASS/PA n° 2007.154 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 144 D.G.F.

**Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2006 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
EHPAD Château de Louche de ANNET SUR MARNE**

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **1 avril 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.144 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l' EHPAD Château de Louche
77410 ANNET SUR MARNE
N° FINESS : 770802650

est portée de : **535 263,72 € à 384 702,20 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2007 : **372 820,50 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **24,13 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **18,63 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **13,12 €**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins hébergement temporaire 2007 : **11 881,70 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **15,23 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **9,66 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **4,10 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 novembre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale.
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.75 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD du C.H Léon Binet de PROVINS

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 75 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD du C.H. Léon Binet de PROVINS cedex

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **29 décembre 2003** et prévoyant une option tarifaire partielle;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2007 ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **03/04/2007** et reçues par l'établissement le **04/04/2007** ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée

ARRETE

ARTICLE 1er : **EHPAD du C.H. Léon Binet**
77488 PROVINS cedex
N° FINESS : 77090632

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2007 s'élève à 3 160 295,69 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **54,02 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **41,08 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **28,14 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 novembre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.156 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Les Jardins d' Eleusis de AVON

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 156 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 137 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD "Les Jardins d'Eleusis" de AVON

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **19 avril 2002** et prévoyant une option tarifaire globale;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.137 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPAD "Les Jardins d'Eleusis"
77210 AVON
N° FINESS : 770813939

est portée de : **1 764 243,00 € à 1 836 349,09 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent : 1 772 376,27 €

Dotation globale de soins 2007 :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **62,10 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **52,77 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **43,45 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer : 63 972,82 €

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **13,88 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **8,27 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **3,73 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 novembre 2007
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/DGAS/EHPAD 2007/16-autorisation de création de 5 places d'hébergement temporaire pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentées à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de l'Hôpital Local de TOURNAN EN BRIE

ARRETE DDASS/DGAS/EHPAD n° 2007/16

**Portant autorisation de création
5 places d'hébergement temporaire
pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentée
à l'Etablissement Hébergeant pour Personnes Agées Dépendantes
de TOURNAN EN BRIE Maison de retraite hospitalière**

Le Préfet de Seine-et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

Le Président du Conseil Général de Seine et Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la convention tripartite en date du 29-juin-05 pour la maison de retraite Maison de retraite hospitalière à TOURNAN EN BRIE;

VU le dossier visant à créer places 5 places d'hébergement temporaire pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

CONSIDERANT que ce projet ne constitue pas une extension importante telle que définie par l'article R313-1 du code de l'action sociale et des familles susvisé et ne nécessite pas, en conséquence, un examen par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie ;

CONSIDERANT que ce projet répond aux normes en vigueur en ce qui concerne l'accueil de personnes âgées physiquement ou psychiquement dépendantes, notamment atteintes de la maladie d'Alzheimer ou autres troubles apparentés ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation de création de 5 places d'hébergement temporaire pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées à l'Etablissement Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes géré par l'Hôpital Local de TOURNAN EN BRIE est accordé.

ARTICLE 2 : La structure dont la création est autorisée devra répondre aux caractéristiques explicitées dans le dossier déposé auprès des services du Département et de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Tout changement essentiel dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure susvisées par rapport aux caractéristiques prises en considération pour délivrer la présente autorisation devra être immédiatement porté à la connaissance du Président du Conseil Général et du Préfet de Seine-et-Marne.

ARTICLE 6 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

N° FINESS : 770811784
Code discipline : 924
Code fonctionnement : 11
Code clientèle : 700
Code catégorie : 200

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, à Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de TOURNAN EN BRIE, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 15 novembre 2007

Le Directeur Général Adjoint
chargé de la solidarité
Thierry Du BOUËTIEZ

Le Préfet de Seine-et-Marne
La Directrice Départementale
Hélène JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.158 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Domaine de la Grange de SAVIGNY LE TEMPLE

ARRETE DDASS/PA n° 2007.158 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 87 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Domaine de la Grange de SAVIGNY LE TEMPLE

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **29 décembre 2003** et prévoyant une option tarifaire globale;

Vu décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à
Madame Hélène JUNQUA Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.87 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPAD Domaine de la Grange
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
N° FINESS : 770002228

est portée de : **1 344 084,84 € à 1 400 587,25 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **52,82 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **41,84 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **30,87 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 22 novembre 2007
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.21 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Maison de retraite publique de Chaumes

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 21 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Maison de retraite publique de CHAUMES

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **27 décembre 2002** et prévoyant une option tarifaire partielle;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2007 ;
- Vu** les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **21/05/2007** et reçues par l'établissement le **22/05/2007** ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée

ARRETE

ARTICLE 1er : **EHPAD Maison de retraite publique**
77390 CHAUMES
N° FINESS : 770701035

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2007 s'élève à 183 905,81 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **20,14 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **15,92 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **05,42 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 20 décembre 2007
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.164 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Mélodi'hier de COUBERT

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 164 D.G.F. modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 28 D.G.F. Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Mélodi'hier de COUBERT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **7 décembre 2006** et prévoyant une option tarifaire partielle;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.28 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPADLa Mélodi'hier
77170 COUBERT
N° FINESS : 770811545

est portée de : **632 713.17 € à 658 066.06 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **34,79 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **29,78 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **24,77 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 20 décembre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/DGAS/EHPAD 2007/30-Autorisant l'extension de 48 lits d'hébergement permanent à 78 lits d'hébergement permanent, 2 lits d'hébergement temporaire "Alzheimer" et 3 places d'accueil de jour "Alzheimer" à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de MAREUIL LES MEAUX EHPAD Résidence Ondine.

ARRETE DDASS/DGAS/EHPAD n° 2007/30
modifiant l'arrêté DDASS/CROSMS/EHPAD N° 2006/40

autorisant l'extension de 48 lits d'hébergement permanent à 78 lits et d'hébergement permanent et 2 lits d'hébergement temporaire Alzheimer et 3 places d'accueil de jour Alzheimer à l'Etablissement Hébergeant pour Personnes Agées Dépendantes de MAREUIL LES MEAUX EHPAD Résidence Ondine

Le Préfet de Seine-et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

Le Président du Conseil Général de Seine et Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la convention tripartite en date du 22-décembre 2006 pour la maison de retraite EHPAD Résidence Ondine à MAREUIL LES MEAUX;

VU l'avis favorable du CROSMS en date du 19 juin 2003 sur la totalité du projet ;

VU l'arrêté/DDASS/DGA-SOLIDARITE Etablissements PA/PH N° 2006-52/TRGEST/N° du Préfet et du Président du Conseil Général en date du 29 décembre 2006 portant autorisation de transfert de gestion de L4EHPAD « Résidence Ondine » à Mareuil les Meaux au profit de la SARL « Résidence Ondine », dont le siège social est situé 12, rue des frères Vinot à 77220 Tournant en Brie.

CONSIDERANT que l'établissement a bénéficié d'une médicalisation partielle en 2007 faute de financements suffisants et que la médicalisation des 30 derniers lits sera prévue en 2008 dans le cadre du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC)

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie ;

CONSIDERANT que ce projet répond aux normes en vigueur en ce qui concerne l'accueil de personnes âgées physiquement ou psychiquement dépendantes, notamment atteintes de la maladie d'Alzheimer ou autres troubles apparentés ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1 : Les dispositions de l'arrêté DDASS/CROSMS/EHPAD N°2006/40 sont modifiées ainsi qu'il suit :
L'autorisation visée à l'article L313-2 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la Résidence Ondine située rue du Général de Gaulle à MAREUIL LES MEAUX en vue d'autoriser l'extension de 48 lits d'hébergement permanent à 78 lits portant ainsi sa capacité à 80 lits d'hébergement dont 2 lits d'hébergement temporaire Alzheimer et 3 places d'accueil de jour « Alzheimer ».

ARTICLE 2 : La structure dont la création est autorisée devra répondre aux caractéristiques explicitées dans le dossier déposé auprès des services du Département et de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Tout changement essentiel dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure susvisées par rapport aux caractéristiques prises en considération pour délivrer la présente autorisation devra être immédiatement porté à la connaissance du Président du Conseil Général et du Préfet de Seine-et-Marne.

ARTICLE 6 : L'autorisation de fonctionner est valable à compter du 1^{er} janvier 2008. La présente autorisation ne sera pas soumise à un contrôle de conformité, la conformité en date du 26 février 2007 ayant été donnée pour la totalité de la capacité de l'établissement.

ARTICLE 7 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	77 001 518 8
Code discipline	:	924
Code fonctionnement	:	11
Code clientèle	:	711
Code catégorie	:	200
Code statut	:	72

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, à Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de MAREUIL LES MEAUX, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et à celui du Département.

Melun, le 26 décembre 2007

P/ Préfet de Seine et Marne
La Directrice Départementale

H. JUNQUA

P/ Le Président du Conseil General
Le Directeur des Personnes Agées et
Adultes Handicapés

Pascal BOIRIN

"-----"

DDASS/DGAS/EHPAD n° 2007/-autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 84 lits dont 28 lits destinés à l'accueil des personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladie apparentée et 2 lits d'hébergement temporaire Alzheimer.

ARRETE DDASS/DGAS/EHPAD n° 2007/27

Portant autorisation de création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 84 lits dont 28 lits destinés à l'accueil des personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladie apparentée et 2 d'hébergement temporaire Alzheimer
Chemin de Melun aux 3 moulins à MELUN

Le Préfet de Seine-et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

Le Président du Conseil Général de Seine et Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par "La Vie Active" située au 4, rue Beffara 62000 ARRAS tendant à obtenir l'autorisation de créer un EHPAD à MELUN de 84 lits, chemin de Melun aux 3 moulins,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en date du 23-mars-07,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté Préfectoral 07BCI donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

CONSIDERANT que le projet correspond aux orientations du schéma départemental et se situe sur un canton dont le taux d'équipement est inférieur à la moyenne départementale,

CONSIDERANT que les locaux sont de nature à permettre un accueil satisfaisant des personnes âgées dépendantes,

CONSIDERANT que le GMP est évalué à 755 et que le taux d'encadrement en personnel qualifié est satisfaisant,

CONSIDERANT que le projet s'ouvre vers l'extérieur en s'inscrivant dans un réseau gérontologique,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et prévoir les démarches d'évaluation,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation de créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de 84 lits dont 28 lits destinés à l'accueil des personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladie apparentée et 2 places d'hébergement temporaire Alzheimer à MELUN chemin de Melun aux 3 moulins, est accordée à "La Vie Active" située 4, rue Beffara 62000 ARRAS.

ARTICLE 2 : La structure dont la création est autorisée devra répondre aux caractéristiques explicitées dans le dossier déposé auprès des services du Département et de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Tout changement essentiel dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure susvisées par rapport aux caractéristiques prises en considération pour délivrer la présente autorisation devra être immédiatement porté à la connaissance du Président du Conseil Général et du Préfet de Seine-et-Marne.

ARTICLE 6 : L'autorisation de fonctionner ne sera acquise qu'après contrôle de conformité effectué dans l'établissement par des représentants de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) pour l'Etat et des représentants de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité de Seine-et-Marne (DGA-Solidarité) pour le Département, dans les conditions prévues aux articles 1 à 5 du décret n°2003.1136 du 26 novembre 2003 susvisé.

ARTICLE 7 : Cette structure devra être répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, à Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de MELUN, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 31 décembre 2007
Le Directeur Général adjoint
chargé de la Solidarité

P/ Le Préfet de Seine-et-Marne
La Directrice Départementale

T. DU BOUËTIEZ

H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.168 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Maison des Augustines de Meaux

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 168 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 57 D.G.F.

**Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
EHPAD "La Maison des Augustines" de MEAUX Cedex**

Le Préfet de Seine et Marne

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **2 avril 2002 (prise d'effet 1^{er} mai 2002)** et prévoyant une option tarifaire;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.57 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPAD "La Maison des Augustines"
77335 MEAUX Cedex
N° FINESS : 770803575

est portée de : **1 019 879,02 € à 1 762 111,69 €**

ARTICLE 2: Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2007 : **1 733 335,15 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **24,81 €**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **18,54 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **12,28 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 : **28 776,54 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **15,02 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **9,53 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **4,04 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 31 décembre 2007

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2007.167 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) les Fontaines de ROISSY EN BRIE

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 167 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 79 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) EHPAD les Fontaines de ROISSY EN BRIE

Le Préfet de Seine et Marne

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2005** et prévoyant une option tarifaire partiel;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.79 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l'EHPAD es Fontaines
77680 ROISSY EN BRIE
N° FINESS : 770802072

est portée de : **1 722 478, 30 € à 1 724 558, 00 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **43,44 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **34,73 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **26,02 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 14 janvier 2007
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"" "

DDASS/PA 2007.166 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Maison de Retraite Médicalisée de MORMANT

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 166 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 66 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)

MAISON DE RETRAITE MEDICALISEE de MORMANT

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **20 décembre 2004** et prévoyant une option tarifaire partielle;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.66 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de la
MAISON DE RETRAITE MEDICALISEE
77722 MORMANT
N° FINESS : 770003382

est portée de **532 469, 55 € à 544 591, 55 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent : **532 469,55 €**

Dotation globale de soins 2007 :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **29,06 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **23,54 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **18,03 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 : **9342 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **30, 19 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **19,20 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **8,20 €**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 : **2780 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **15,99 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **10,14 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **4.30 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 14 janvier 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale

H. JUNQUA

"-----"

DDASS/CROSMS/EHPAD2008.01-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite L'Orchidée à GRISY SUISNES.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/01

autorisant la transformation en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite L'Orchidée à GRISY SUISNES

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par la Société DOLCEA, 7, avenue de l'Opéra 75002 Paris, représentant l'actuel gestionnaire, SARL "L'Orchidée", à obtenir l'autorisation de transformer en EHPAD la maison de retraite "L'Orchidée" chemin de la Fontaine à Chats Cordon 77166 GRISY SUISNES, de 14 lits,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que l'établissement a été autorisé par l'arrêté ,98/08 REGU n°02 du 7 juillet 1998 du Président du Conseil Général pour une capacité de 14 places,

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins sur le secteur géographique,

CONSIDERANT que l'établissement ne répond plus aux normes en vigueur,

CONSIDERANT que l'établissement du fait de sa faible capacité, ne peut perdurer dans le temps économiquement,

CONSIDERANT que le projet présenté allie la pérennité du nouvel EHPAD qui sera créé à Esbly, le maintien du nombre de lits à l'échelle départementale, l'implantation de lits sur un site sous-équipé, et permet une amélioration de la prise en charge des personnes âgées,

CONSIDERANT que le ratio d'encadrement global répond aux préoccupations du comité,

CONSIDERANT que le budget de fonctionnement prévisionnel annuel est satisfaisant,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et service sociaux et médico-sociaux et prévoir les démarches d'évaluation,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Président du Conseil Général,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL "L'Orchidée" en vue de transformer la maison de retraite "L'Orchidée" 77166 GRISY SUISNES en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) sur sa capacité de 14 lits.

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	770811503
Code catégorie	:	200
Code discipline	:	924
Code fonctionnement	:	11
Code clientèle	:	711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de GRISY SUISNES, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département.

Melun, le 28 janvier 2008
P/ Préfet de Seine et Marne
La Directrice Départementale

P/ Le Président du Conseil General
Le Directeur des Personnes Agées et
Adultes Handicapés

H. JUNQUA

Pascal BOIRIN

"" "

DDASS/CROSMS/EHPAD2008.06-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Le Château de la Grange à SAVIGNY LE TEMPLE.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/06

autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Château de la Grange à SAVIGNY LE TEMPLE

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de la Légion d'Honneur

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU l'arrêté DDASS/DASSMA/CROSS n°2002-08 du 18 juin 2002 portant autorisation de création d'en EHPAD à Savigny-le-Temple au profit de la Société par Actions Simplifiée (SAS) Solemnes, sise 3, chemin vicinal 2, 78320 Le mesnil Saint denis.

VU l'arrêté DGA-SOLIDARITE/Etablissements PA/AH n°2007-11/TRGEST/n°03 du Président du Conseil Général en date du 26 juillet 2007 portant autorisation de transfert de gestion de 50 lits non médicalisés de la maison de retraite "la maison" à Rebais au profit de la SAS "Solemnes" de Savigny-le-Temple et extension de la capacité autorisée de la maison de retraite de Solemnes de 91 lits à 141 lits.

VU la demande présentée par la SAS "SOLEMNES" située 3, chemin vicinal 2, 78320 Le Mesnil Saint Denis, tendant à obtenir la médicalisation des 50 lits d'EHPA de la maison de retraite "Château de la Grange" à Savigny le Temple 77176,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale (CROSMS) en date du 5 décembre 2007,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

CONSIDERANT que l'établissement a été autorisé par arrêté du Président du Conseil Général pour une capacité de 141 places,

CONSIDERANT que bien que le taux d'équipement du canton de Savigny-le-Temple soit assez élevé, ce projet est intéressant par la spécificité qu'il présente notamment la réhabilitation de locaux disponibles et la création de 4 nouvelles unités de vie, adaptées à la population accueillie,

CONSIDERANT que les projets de vie, de soins et d'animation sont individualisés afin de permettre une meilleure prise en charge optimale des personnes désorientées,

CONSIDERANT que le ratio d'encadrement global répond aux préoccupations du comité,

CONSIDERANT que le budget de fonctionnement prévisionnel annuel est satisfaisant,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-soiaux, et prévoir les démarches d'évaluation,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et Directeur général des services départementaux,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SAS SOLEMNES située 3, chemin VICINAL 2, 78320 LE MESNIL SAINT DENIS en vue de transformer les 50 lits d'EHPA de la maison de retraite " Château de la Grange" à 77176 SAVIGNY LE TEMPLE en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) portant ainsi sa capacité à 141 lits, dont 15 habilités à l'aide sociale.

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, à l'exception des 15 lits déjà autorisés.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	770002228
Code catégorie	:	200
Code discipline	:	924
Code clientèle	:	711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de SAVIGNY LE TEMPLE, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Fait à Melun, le 19 juin 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"" "

DDASS/DGAS/EHPAD 2008.09-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Résidence Les Champs à COULOMMIERS.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSM/EHPAD N° 2008/09

**autorisant la transformation
en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes
de la maison de retraite "Résidence des Champs" à COULOMMIERS**

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par la Fondation Caisses d'Epargne pour la Solidarité située 9, rue René Coty 75017 PARIS tendant à obtenir la médicalisation des 20 lits D'EHPA de la maison de retraite "Résidence des Champs" 77120 COULOMMIERS,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale (CROSM) en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que l'établissement a été autorisé par arrêté du Président du Conseil Général pour une capacité de 20 places,

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins sur le secteur géographique,

CONSIDERANT que l'établissement s'inscrit dans le dispositif gérontologique existant et développe des relations de travail et de partenariat avec les différents acteurs locaux,

CONSIDERANT que la configuration architecturale, est adaptée à l'accueil des personnes âgées dépendantes,

CONSIDERANT que le ratio d'encadrement soins répond aux préoccupations du comité,

CONSIDERANT que le budget de fonctionnement prévisionnel annuel est satisfaisant,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux et prévoir les démarches d'évaluation,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Président du Conseil Général,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la Fondation Caisses d'Epargne pour la Solidarité située 9, rue René Coty 75017 PARIS en vue de transformer les 20 lits d'EHPA de la maison de retraite "Résidence des Champs" 77120 COULOMMIERS en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

N° FINESS : en cours
Code catégorie : 200
Code discipline : 924
Code clientèle : 711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de COULOMMIERS, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Melun, le 30 janvier 2008
P/ Préfet de Seine et Marne
La Directrice Départementale

P/ Le Président du Conseil General
Le Directeur des Personnes Agées et
Adultes Handicapés

H. JUNQUA

Pascal BOIRIN

"-----"

DDASS/CROSMS/EHPAD2008/04-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite "Castel Nazareth" à BOISSISE LE ROI.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/04

DGA SOLIDARITE 2008-10 MEDn°3

autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Castel Nazareth à BOISSISE LE ROI

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par la Société DOLCEA située 7, avenue de l'Opéra 75002 PARIS, représentant l'actuel gestionnaire, l'association loi 1901 "Castel Nazareth" tendant à obtenir la médicalisation des 12 lits d'EHPA de la maison de retraite "Castel Nazareth " à 77310 BOISSISE LE ROI,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSM) en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins sur le secteur géographique,

CONSIDERANT que l'établissement ne répond plus aux normes en vigueur,

CONSIDERANT que l'établissement du fait de sa faible capacité, ne peut perdurer dans le temps économiquement,

CONSIDERANT que le projet présenté allie la pérennité du nouvel EHPAD qui sera créé à Esbly, le maintien du nombre de lits à l'échelle départementale, l'implantation de lits sur un site sous-équipé, et permet une amélioration de la prise en charge des personnes âgées

CONSIDERANT que le ratio d'encadrement global répond aux préoccupations du comité,

CONSIDERANT que le budget de fonctionnement prévisionnel annuel est satisfaisant,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et service sociaux et médico-sociaux et prévoir les démarches d'évaluation,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Directeur Général des services départementaux,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la maison de retraite "Castel Nazareth" 11bis, rue Chevalier de Beausse à 77310 BOISSISE LE ROI en vue de transformer les 12 lits d'EHPA en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	770803526
Code catégorie	:	200
Code discipline	:	924
Code fonctionnement	:	
Code clientèle	:	711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de BOISSISE LE ROI, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Melun, le 30 janvier 2008
Pour LE PREFET,

P/La Directrice Départementale
M-C. ZASLAVSKY

"-----"

DDASS/CROSMS/EHPAD2008.05-autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite "la Résidence du Poisson Couronné" à ARMENTIERES EN BRIE.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/05
DGA-SOLIDARITE/2008-08-MEDn°02

autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite "Résidence du poisson Couronné" à ARMENTIERES EN BRIE

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU l'arrêté DASSAMA/Equipement n°95/12/REG/n°3 du 6 juillet 1995 du président du Conseil Général autorisant la création de la maison de retraite "le Poisson Couronné" à Armentières-en-Brie pour une capacité de 24 lits dont 1 lit d'hébergement temporaire.

VU la cession d'actions entre la Société par Actions Simplifiée (SAS) "le poisson couronné", 7, rue de Meaux à 77440 Armentières-en-Briect la société DOLCEA GDP VENDOME, Société à Responsabilité Limitée, dont le siège social est situé 7, avenue de l'Opéra 75002 PARIS, représentée par Monsieur Thierry MOROSOLLI, en date du 31 août 2007.

VU la demande présentée par la Société DOLCEA GDP VENDOME, située 7, avenue de l'Opéra 75002 PARIS, actuel gestionnaire de la maison de retraite "le poisson Couronné", tendant à obtenir l'autorisation de transformer en EHPAD "la Résidence du poisson Couronné" à 77440 ARMENTIERES EN BRIE, d'une capacité de 24 lits dont 1 lit d'hébergement temporaire.

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale (CROSM) en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins sur le secteur géographique,

CONSIDERANT que le projet présenté allie la pérennité du nouvel EHPAD qui sera créé à Esbly, le maintien du nombre de lits à l'échelle départementale, l'implantation de lits sur un site sous-équipé, et permet une amélioration de la prise en charge des personnes âgées,

CONSIDERANT que le ratio d'encadrement global répond aux préoccupations du comité,

CONSIDERANT que le budget de fonctionnement prévisionnel annuel est satisfaisant,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-soicaux, et prévoir les démarches d'évaluation,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Président du Conseil Général,

A R R E T E N T

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la Société DOLCEA GDP VENDOME, située 7, avenue de l'Opéra 75002 PARIS en vue de transformer la maison de retraite "Résidence du poisson Couronné" 77440 ARMENTIERES EN BRIE en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) sur sa capacité de 24 lits.

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	770001436
Code catégorie	:	200
Code discipline	:	924
Code fonctionnement	:	11
Code clientèle	:	711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSM, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de ARMENTIERES EN BRIE, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Melun, le 30 janvier 2008

Pour LE PREFET,

P/La Directrice Départementale

M-C. ZASLAVSKY

"-----"

DDASS/DGAS/EHPAD 2008.03-Autorisant la transformation en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Abbaye Notre Dame à FARMOUTIERS.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/03

**autorisant la transformation
en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes
de la maison de retraite "Abbaye Notre Dame" à FAREMOUTIERS**

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par l'Association EBORIANC située 1, rue Fénelon Fourneaux 77515 FARMOUTIERS tendant à obtenir l'autorisation de transformer en EHPAD la maison de retraite "Abbaye Notre Dame", sise à la même adresse, d'une capacité de 18 lits,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médicosociale(CROSMS) en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que la médicalisation de cet établissement conditionne la qualité et la viabilité de l'établissement qui accueille des religieuses âgées qui souhaitent leur maintien dans leur communauté,

CONSIDERANT que toutefois, il s'avère nécessaire de prévoir une augmentation de l'effectif du personnel de soins,

CONSIDERANT que l'architecture de l'établissement devra s'adapter à l'évolution de la dépendance des personnes résidentes notamment au niveau de la surface des chambres,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Directeur Général des services du Département,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l' Association EBORIANC située rue Fénelon Fourneaux en vue de transformer la maison de retraite "Abbaye Notre Dame" 77515 FARMOUTIERS sise à la même adresse en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) sur sa capacité de 18 lits.

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	770802643
Code catégorie	:	200
Code discipline	:	924
Code clientèle	:	711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de FARMOUTIERS, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Melun, le 30 janvier 2008
P/ Préfet de Seine et Marne
P/ La Directrice Départementale

P/ Le Président du Conseil General
Le Directeur des Personnes Agées et
Adultes Handicapés

M-C ZASLAVSKI

Pascal BOIRIN

"-----"

DDASS/DGAS/EHPAD 2008/02-Autorisant la transformation en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Abbaye Notre-Dame à JOUARRE

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/02

**autorisant la transformation
en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes
de la maison de retraite "Abbaye Notre-Dame" à JOUARRE**

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de la Légion d'Honneur

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par la Service des Religieuses Agées située 6, rue de Montmorin 77640 JOUARRE tendant à obtenir l'autorisation de transformer en EHPAD la maison de retraite " Abbaye Notre-Dame" sise à la même adresse, de 19 lits,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médicosociale (CROSM) en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que l'établissement a été autorisé par arrêté du Président du Conseil Général pour une capacité de 19 places,

CONSIDERANT que l'établissement accueille des religieuses âgées qui souhaitent leur maintien dans leur communauté,

CONSIDERANT que la transformation de la structure en EHPAD permet d'anticiper les futurs besoins de prise en charge des personnes accueillies,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Président du Conseil Général,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée au Service des Religieuses Agées située 6, rue Montmorin 77640 JOUARRE en vue de transformer la maison de retraite "Abbaye Notre-Dame " 77640 JOUARRE sise à la même adresse en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) pour sa capacité de 19 lits.

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	: 770802684
Code catégorie	: 200
Code discipline	: 924
Code fonctionnement	: 11
Code clientèle	: 711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de JOUARRE, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Melun, le 30 janvier 2008

P/ Le Préfet de Seine et Marne
P/ La Directrice Départementale
M-C. ZASLAVSKY

P/ Le Président du Conseil General
Pascal BOIRIN

""

DDASS/DGAS/EHPAD 2008/07-Autorisant la transformation en lits d'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 12 lits de maison de retraite à la résidence du Château à CLAYE SOUILLY.

ARRETE DDASS/DGA SOLIDARITE/CROSMS/EHPAD N° 2008/07 autorisant la transformation en Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes de la maison de retraite Résidence du Château à CLAYE SOUILLY

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants,

VU la demande présentée par l'Association pour la Gestion des Œuvres Sociales AGOS située 56, avenue Charles Bras 77184 EMERAINVILLE tendant à obtenir la médicalisation des 12 lits d'EHPA de la maison de retraite "Résidence du Château" 77410 CLAYE SOUILLY,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale (CROSM) en date du 5 décembre 2007,

CONSIDERANT que l'établissement a été autorisé par arrêté du Président du Conseil Général pour une capacité de 92 places,

CONSIDERANT que le projet répond à une demande locale actuellement non satisfaite,

CONSIDERANT que la configuration architecturale, est adaptée à l'accueil des personnes âgées dépendantes,

CONSIDERANT que l'établissement est intégré dans un réseau de prise en charge de la personne âgée et a signé des conventions avec les différents acteurs locaux,

CONSIDERANT qu'il convient que le poste de psychologue soit porté à 1 ETP au lieu de 0,5 ETP,

CONSIDERANT que le budget de fonctionnement prévisionnel annuel est satisfaisant,

CONSIDERANT que le ratio-soins est faible et qu'une attention particulière devra être portée à son augmentation, notamment lors de la prise en compte des résultats de PATHOS,

CONSIDERANT que le projet devra satisfaire aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-soiaux, et prévoir les démarches d'évaluation,

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, et du Président du Conseil Général,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l' Association pour la Gestion des Œuvres Sociales AGOS située 56, avenue Charles Bras 77184 EMERAINVILLE en vue de transformer les 12 lits d'EHPA de la maison de retraite " Résidence du Château" 77410 CLAYE SOUILLY en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) portant ainsi sa capacité à 92 lits.

ARTICLE 2 : L'entrée en vigueur du présent arrêté est effective à la date de signature de la convention tripartite prévue à l'article L 313-12 du CASF.

ARTICLE 3 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 5 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	:	770814655
Code catégorie	:	200
Code discipline	:	924
Code clientèle	:	711

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs, à M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de quinze jours et pendant un mois à la mairie de CLAYE SOUILLY, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et du Département

Melun, le 30 janvier 2008
P/ Préfet de Seine et Marne
La Directrice Départementale

H. JUNQUA

P/ Le Président du Conseil General
Le Directeur des Personnes Agées et
Adultes Handicapés

Pascal BOIRIN

"-----"

DDASS/PA 2008.001 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD de SAINT FARGEAU PONTIERRY

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 001 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD de SAINT FARGEAU PONTIERRY

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relative au financement de la sécurité sociale pour 2008;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle (sans pharmacie à usage interne) ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD « Le Grand Pavois »
77310 SAINT FARGEAU PONTIERRY

N° FINESS : 770016632

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 269 995 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent : (36 lits)

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Dotation globale de soins 2008 : 269 995 €

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **12.32 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **9.64 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **6.99 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 12 mars 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PAS 2008.107-Fixant le montant du forfait global annuel 2008 de la maison de retraite résidence La Petite Maison à CHEVRY COSSIGNY

ARRETE DDASS/PAS n°2008.107

**Fixant le montant du forfait global Annuel 2008
de la Maison de Retraite
Résidence « La Petite Maison » à CHEVRY COSSIGNY
N° FINESS : 770813749**

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

VU le code de la santé publique,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé, notamment les articles 65 et 66 ;

VU la loi n°90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé, notamment l'article 10 précisant les possibilités de recours devant la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale ;

VU le décret n°2005-118 du 10 février 2005 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des prestations de soins remboursables aux assurés sociaux dans les établissements mentionnés au II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et modifiant ce code ;

VU le décret n°78-477 du 29 mars 1978 relatif à la prise en charge par les régimes d'assurance maladie des dépenses afférentes aux soins médicaux dispensés dans certains établissements ;

VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dispensés dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au Conseil supérieur de l'Aide Sociale ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU l'arrêté préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général N°88 /DASSMA-CRISMS/21 du 19/12/1988 autorisant la création d'un logement foyer rural pour personnes âgées de 18 places ayant vocation à être médicalisé et géré par l'association « La Petite Maison » ;

VU l'arrêté DDASS/MR n 2007/18 portant autorisation de la maison de retraite « La petite Maison» à dispenser des soins aux assurés sociaux;

VU le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le montant du forfait global Sécurité Sociale 2008 de la maison de retraite / petite unité de vie « La petite Maison » à CHEVRY COSSIGNY est fixé comme il suit, pour l'année 2008 :

Forfait de soins PUV 2008	52 527 €
Forfait journalier	7,99 €

52 527 €
7.99 €

ARTICLE 2 : Un recours contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales 58-62, rue de Mouzaïa 77936 PARIS CEDEX

Le recours doit être formé dans le délai d'un mois à compter de la publication de la décision attaquée ou , à l'égard des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de sa notification. Ce délai est un délai franc.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Seine et Marne et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MELUN, le 22 avril 2008
Pour le PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"" "

DDASS/PAS 2008.108-Fixant le montant du forfait global annuel 2008 de la maison de retraite Résidence des Iris à MARY SUR MARNE.

ARRETE DDASS/PAS n°2008.108

**Fixant le montant du forfait global Annuel 2008
de la Maison de Retraite
Résidence des Iris à MARY SUR MARNE
N° FINESS : 770803435**

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

VU le code de la santé publique,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé, notamment les articles 65 et 66 ;

VU la loi n°90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) précisant les possibilités de recours devant la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale ;

VU le décret n°2005-118 du 10 février 2005 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des prestations de soins remboursables aux assurés sociaux dans les établissements mentionnés au II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et modifiant ce code ;

VU le décret N°78-477 du 29 mars 1978 relatif à la prise en charge par les régimes d'assurance maladie des dépenses afférentes aux soins médicaux dispensés dans certains établissements ;

VU le décret N°78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dispensés dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret N° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au Conseil Supérieur de l'Aide Sociale ;

VU l'arrêté préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'arrêté du Président Conseil Général ARRETE/DASSMA/EQUIPEMENT N°99-22/TRGEST/N°4 en date du 21 décembre 1999 portant autorisation de transfert de gestion au profit de la SARL « Résidence Les Iris » sise à 77440 Mary sur Marne ;

VU la demande présentée par la maison de retraite « Les Iris » datée du 16 mai 2006 visant à bénéficier d'un forfait soins ;

VU le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le montant du forfait global Sécurité Sociale 2008 de la maison de retraite / petite unité de vie « La Résidence des Iris » à MARY SUR MARNE est fixé comme il suit, pour l'année 2008 :

Forfait de soins PUV 2007	38 613 €
Forfait journalier	4.41 €

38 613 €
4.41 €

ARTICLE 2 : Un recours contre la présente décision peut être formé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales 58-62, rue de Mouzaïa 77936 PARIS CEDEX

Le recours doit être formé dans le délai d'un mois à compter de la publication de la décision attaquée ou, à l'égard des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de sa notification. Ce délai est un délai franc.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Seine et Marne et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MELUN, le 22 avril 2008
Pour le PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"" "

DDASS/PA 2007.169 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Les Fontaines de ROISSY EN BRIE

ARRETE DDASS/PA n° 2007. 169 D.G.F.modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2007. 167 D.G.F.Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2007 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD les Fontaines de ROISSY EN BRIE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2005** et prévoyant une option tarifaire partiel;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er Les dispositions de l'arrêté DDASS/PA n° 2007.79 D.G.F. sont modifiées ainsi qu'il suit :

La dotation globale de soins 2007 de
l' EHPAD les Fontaines
77680 ROISSY EN BRIE
N° FINESS : 770802072

est portée de : **1 724 558,00 € à 1 823 702,10 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent : **1 724 558,00 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **43,44 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **34,73 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **26,02 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2007 : **70 026,10 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **22,64 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **16,88 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **11,12 €**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins hébergement temporaire 2007 : **29 118,00 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **26,59 €**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **26,59 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **26,59 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 7 mai 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.9 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) résidence Malka de BOISSISE LA BERTRAND.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 9 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "EHPAD "résidence Malka"" de BOISSISE LA BERTRAND

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008, lors de la négociation budgétaire ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "EHPAD "résidence Malka""
77350 BOISSISE LA BERTRAND
N° FINESS : 770802668

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 474808 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **28,44 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **21,06 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **13,69 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 7 mai
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"" "

DDASS/PA 2008.10 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Abbaye Notre Dame" de FAREMOUTIERS.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 40 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) EHPAD "Abbaye Notre Dame" de FAREMOUTIERS

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008, lors de la négociation budgétaire ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "EHPAD "Abbaye Notre Dame""

77515 FAREMOUTIERS

N° FINESS : 770802643

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 86343 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **16,60 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **10,56 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **4,50 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 7 mai 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H.JUNQUA

"" "

DDASS/PA 2008.45 D.G.F-Fixant la dotation global de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Abbaye Notre-Dame de JOUARRE.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 45 D.G.F.Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)"Abbaye Notre Dame" de JOUARRE

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008, lors de la négociation budgétaire ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Abbaye Notre Dame"

77640 JOUARRE

N° FINESS : 770802684

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 91470 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **22,72 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **16,25 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **9,78 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 7 mai 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.78 D.G.F-Fixant dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Les Jardins Médicis de PROVINS
ARRETE DDASS/PA n° 2008. 78 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Les jardins Médicis" de PROVINS

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **30 mars 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;
- Vu** les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **7 mai 2008** et reçues par l'établissement le **7 mai 2008** ;

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée.

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Les jardins Médicis"

77160 PROVINS

N° FINESS : 770016459

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à **900 798 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2008 : **760 800 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **24,43 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **18,12 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **11,82 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2008 : **40 854 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **32,36 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **23,60 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **8,71 €**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins hébergement temporaire 2008 : **99 144 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **28,28 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **22,70 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **7,61 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 15 mai 2008

Pour LE PREFET,

La Directrice Départementale

H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.51 D.G.F.-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes "EHPAD La Garenne" de LA GRANDE PAROISSE.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 51 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "EHPAD La garenne" de LA GRANDE PAROISSE

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **28 septembre 2006** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "EHPAD La garenne"
77130 LA GRANDE PAROISSE
N° FINESS : 770015360

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 124 056 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **23,81 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **17,88 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **11,96 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juin 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.30 D.G.F.-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), EHPAD "Les Airelles" de COUILLY PONT AUX DAMES.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 30 D.G.F.

**Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
"EHPAD "Les Airelles"" de COUILLY PONT AUX DAMES**

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **25 octobre 2006** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

**ARTICLE 1er : EHPAD "Les Airelles""
77860 COUILLY PONT AUX DAMES
N° FINESS : 770001469**

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 283 021 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **28,05 €**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **23,64 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **19,23 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juin 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.74 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Résidence Baccara" de PECY.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 74 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Résidence Baccara" de PECY

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Résidence Baccara"
77970 PECY
N° FINESS : 770001345

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 208 711 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **30,2884€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **22,9659€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **15,6434€**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juin 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

77-043/2008/DDASS/PH-autorisant la création d'un SAMSAH à COULOMMIERS à compter du 1er juillet 2008
ARRETE CONJOINT DGA-Solidarité/Etablissements/PA-AH/n° 2008-31/CPH n°9
et DDASS/PH N° 77- 043/2008
autorisant la création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (S.A.M.S.A.H.) de
COULOMMIERS - 77120 -
à compter du 1^{er} juillet 2008.

N° FINESS : 77 001 6921

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Le Président du Conseil Général,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU le code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 311-1 à L 351-7;

VU les articles R 313-1 à R 313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à l'autorisation de création, d'extension ou de transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux;

VU les articles D 312-155-5 à D 312-155-18 régissant les conditions d'organisation et de fonctionnement des Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH);

VU les articles R 312-156 à R 312-168 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

aux Comités Régionaux d'Organisation Sociaux et Médico-sociaux;

VU la demande présentée le 30 avril 2007, par l'Association des établissements du Domaine Emmanuel (A.E.D.E) sise: 5, route de Pézarches - 77515- HAUTEFEUILLE, tendant à obtenir la création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (S.A.M.S.A.H) de **25 places** situé à COULOMMIERS (77) par fusion et transformation de deux Services d'accompagnement médico-social (S.A.V.S) du domaine Emmanuel;

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional d'Organisation Sanitaire Section Médico-Sociale (CROSMS) lors de la séance du 20 septembre 2007;

VU les dispositions de l'article L 313-6 du Code sus visé, relatives aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité;

VU La décision N°2008-01 du 2 mai 2008 du Directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A) fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses pour l'année 2008, mentionné à l'article L 314-3-III du code de l'action sociale et des familles;

CONSIDERANT que le projet présente des règles d'organisation et de fonctionnement conformes aux textes en vigueur;

CONSIDERANT que cette création est inscrite au PRIAC 2007-2009;

CONSIDERANT que le projet ne présente pas de coûts de fonctionnement hors de proportion avec les services rendus conformément à l'article L 313-8 du Code précité;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation départementale limitative de dépenses médico-sociales mentionnée à l'article L 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles au titre de l'exercice en cours ;

Sur proposition conjointe de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture et de Monsieur le Directeur Général des Services du Département :

ARRETTENT

Article 1^{er}:

La création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) de **25 places** et prenant en charge des personnes présentant un handicap mental léger ou moyen et ou un handicap psychique stabilisé, est autorisée à compter du **1^{er} juillet 2008**.

Article 2:

Le SAMSAH sera implanté dans des locaux qui appartiennent déjà à l'association, de la Résidence Siméon à Coulommiers;

L'autorisation de fonctionner ne sera acquise qu'après le contrôle de conformité effectué par les Services de l'Etat et les Services du Département dans les conditions prévues à l'article L 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Faute de commencement d'exécution dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de réception par le demandeur de la notification du présent arrêté, cette autorisation sera réputée caduque.

Article 3:

Cette structure est habilitée à l'aide sociale. L'habilitation ne pourra prendre effet que lorsque le Département sera en mesure d'assurer le financement de cette activité et sous réserve, conformément aux dispositions de l'article L 313-8-1 du Code de l'action sociale et des familles, de la conclusion préalable d'une convention financière d'habilitation entre l'établissement et le Président du conseil Général.

Article 4:

Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de Monsieur le Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Dans le même délai, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Article 5:

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine et Marne et le Directeur Général des Services du Département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, au Directeur de la Caisse primaire d'Assurance Maladie, au Président du CROSMS d'Ile de France et affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la Mairie de COULOMMIERS (77120), à la Préfecture de Seine et Marne, à la

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Préfecture de Région Ile de France, au Département de Seine et Marne et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine et Marne et au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Melun, le 06 juin 2008

**P/Le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Hélène JUNQUA**

**P/Le président du Conseil Général,
Le Directeur Général Adjoint chargé
de la Solidarité;
Thierry du Bouëtiez**

"-----"

DDASS/PA 2008.110-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) maison de retraite Au Coin Du Feu de DAMMARTIN EN GOELE.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 110 D.G.F.

modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2008. 107 D.G.F.

**Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
MAISON DE RETRAITE AU COIN DU FEU de DAMMARTIN EN GOELE**

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre Nationale du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi N°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **12/22/2007** et prévoyant une option tarifaire partielle,
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD « MAISON DE RETRAITE AU COIN DU FEU »
77231 DAMMARTIN EN GOELE
N° FINESS : 770701076

la dotation globale soins pour l'exercice budgétaire s'élève à **592 715.50 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **32,38**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **25,6177**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **18,8553**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 19 juin 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.96 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "EHPAD Résidence Klarène" de TOURNAN EN BRIE.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 96 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
"EHPAD Résidence Klarène" de TOURNAN EN BRIE

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **29 décembre 2003** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "EHPAD Résidence Klarène"
77220 TOURNAN EN BRIE
N° FINESS : 770814044

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 655 545,47 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **26,8111€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **21,4423€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **16,0735€**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 19 juin 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.111 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), EHPAD "Les Jardins de Bussy" de BUSSY SAINT GEORGES.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 111 D.G.F. modifiant l'arrêté DDASS/PA n° 2008. 14 D.G.F. Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) EHPAD "Les Jardins de Bussy" de BUSSY SAINT GEORGES

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** la loi N°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'actio des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **28/10/2005** et prévoyant une option tarifaire partielle,
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;
- Vu** les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 7 mai 2008 et reçues par l'établissement le **13 mai 2008** ;

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée.

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD « EHPAD "Les Jardins de Bussy" "
77600 BUSSY SAINT GEORGES
N° FINESS : 770803492

La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à : **566 673 €**

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **24,93**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **19,25**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **13,57**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.
Fait à Melun, le 23 juin 2008

Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.38 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Château de Challeau" de DORMELLES.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 38 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Château de Challeau" de DORMELLES

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Héléne JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date **du 29 juin 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **04/06/2008** et reçues par l'établissement le **06/06/2008** ;

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : Château de Challeau
77130 DORMELLES
N° FINESS : 770701092

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à : 577 102,59 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **36,95 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **28,75 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **20,55 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 1 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.20 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD " Le Domaine de Jallemain" de CHÂTEAU LANDON.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 20 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Le Domaine de Jallemain" de CHÂTEAU LANDON

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **25 novembre 2004** et prévoyant une option tarifaire partielle ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **06/06/2008** et reçues par l'établissement le **06/06/2008** ;

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Le Domaine de Jallemain"
77570 CHÂTEAU LANDON
N° FINESS : 770802031

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à : 749 894 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **22,47 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **16,63 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **10,79 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 1 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.7 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "L'Orée du Bois" de BOIS LE ROI.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 7 D.G.F. Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "L'Orée du Bois" de BOIS LE ROI

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2005** et prévoyant une option tarifaire partielle ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;
- Vu** les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **04/06/2008** et reçues par l'établissement le **06/06/2008** ;

CONSIDERANT que la personne habilitée à représenter l'établissement n'a pas émis de désaccord;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "L'Orée du Bois"
77590 BOIS LE ROI
N° FINESS : 770814093

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à : 692 905,68 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2008 : 560 207,68 €

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **28,245 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **20,35 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **12,46 €**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins 2008 : 31 998 €

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **29,22 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **29,22 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **29,22 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins 2008 : 100 700 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **5,10 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **4,61 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **4,13 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 1 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.5 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD "Les Jardins d'Eleusis" de AVON.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 5 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date **du 22 avril 2007** et prévoyant une option tarifaire globale ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **04/06/2008** et reçues par l'établissement le **06/06/2008** ;

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Les Jardins d'Eleusis"
77210 AVON
N° FINESS : 770813939

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à : 1 908 135 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2008 : **1 806 146 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **59,59 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **50,61 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **41,63 €**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins 2008 : **101 989 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **32,53 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **26,79 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **08,75 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 1 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.34 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Les Tamaris" de CROUY SOUS OURCQ.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 34 D.G.F. Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Les Tamaris" de CROUY SUR OURCQ

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **20 décembre 2004** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Les Tamaris"
77840 CROUY SUR OURCQ
N° FINESS : 770701068

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 460 005,18 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **23,20€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **17,05€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **10,90€**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.03 D.G.F-Dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 3 D.G.F.

**Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
"EHPAD Château de Louche" de ANNET SUR MARNE**

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **4 avril 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD Château de Louche
77410 ANNET SUR MARNE
N° FINESS : 770802650

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 535 207 €
ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2008 : **535 207 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **23,78**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **18,49**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **13,19**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins hébergement temporaire 2008 : **17 039 €**

Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **23,34**

Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **14,81**

Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **06,28**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008

Pour LE PREFET,

La Directrice Départementale

H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.99 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Résidence Source Nadon" de VENEUX LES SABLONS.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 99 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Résidence Source Nadon" de VENEUX LES SABLONS

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **03 juillet 2006** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD "Résidence Source Nadon"
77250 VENEUX LES SABLONS
N° FINESS : 770002939

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 514 674 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **35,13€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **26,18€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **17,22€**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

77-052/DDASS/FGAS/2008/PH-fixant le forfait global annuel de soins du FAM "Villebouvet" de SAVIGNY LE TEMPLE au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77-052 / DDASS - FGAS/ 2008/PH FIXANT LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE "VILLEBOUVET" DE SAVIGNY LE TEMPLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2008
N° FINESS : 770 815 744

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8 et L 314-3 à L 314-7;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n°2007-1052 du 28 juin 2007 portant relèvement du salaire minimum de croissance ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU la circulaire CNSA du 28 avril 2008 fixant les enveloppes médico-sociales de dépenses autorisées pour 2008 et des enveloppes médico-sociales anticipées pour 2009 et 2010 ;

VU l'arrêté Ministériel du 4 juin 2007 pris en application de l'article R 314-141 du code de l'action sociale et des familles fixant le plafond du tarif journalier de soins applicable aux foyers d'accueil médicalisé et services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés;

VU l'arrêté préfectoral N° 2008 DAIDD BCIDE 056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'arrêté N° 77-0176 DDASS/PH FGAS/2007 du 28 SEPTEMBRE 2007 fixant le forfait global annuel de soins du Foyer d'accueil médicalisé

CONSIDERANT que la valeur du salaire minimum de croissance horaire retenue est celle valable au 1^{er} janvier de chaque année. Soit pour l'année 2008: 8,44 €.

CONSIDERANT le plafond du tarif journalier de soins fixé au produit de 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance.

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2008 le FORFAIT GLOBAL DE SOINS du FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE « VILLEBOUVET » de SAVIGNY LE TEMPLE est fixé à compter du **1^{er} JANVIER 2008** à:

Le FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS : 713 648 € POUR 9 322 JOURNEES

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global annuel de soins est fixée à : **59 470,66 €**.

Le FORFAIT GLOBAL DE SOINS : 9,06 fois le SMIC horaire soit 76,55 €

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} JANVIER 2008**.

ARTICLE 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaïa à Paris - 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

ARTICLE 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la CRAMIF, à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne et au Conseil Général de Seine et Marne.

ARTICLE 5 :

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Le Secrétaire général de la préfecture et la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008

POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION
LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE SEINE ET MARNE
Hélène JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.89 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "EHPAD Mathurin Fouquet" de SAMOIS.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 89 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
"EHPAD Mathurin FOUQUET" de SAMOIS

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;
- Vu** la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **28 avril 2005** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD " Mathurin FOUQUET"
77920 SAMOIS
N° FINESS : 770700979

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 767 930,79 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **38,72€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **29,23€**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **19,74€**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 2 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H.JUNQUA

"-----"

DDASS/DGAS/EHPAD 2008.15-Autorisation de création de 10 places d'accueil de jour et la transformation de 6 lits d'hébergement temporaire en 3 lits d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentée à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de BOIS LE ROI EHPAD l'Orée du Bois.

ARRETE DDASS/DGAS/EHPAD n° 2008/15
ARRETE DGA SOLIDARITE/Etablissements n°2008-30/EPA n°02

**Portant autorisation de création de
10 places d'accueil de jour et la transformation de 6 lits d'hébergement temporaire en 3 lits d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire
pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentée à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
de BOIS LE ROI EHPAD L'Orée du Bois**

Le Préfet de Seine-et Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil Général de Seine et Marne

VU le code de la Santé Publique,

VU le code des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles : articles L.311-1 et suivants, L.312.-1 et suivants, L.313-1 et suivants, L.314-1 et suivants, R.311.1 et suivants, D.311, R.312.156 et suivants, D.312-1 et suivants, R.313-1 et suivants, R.313-11 et suivants et R.314-1 et suivants ;

VU la convention tripartite en date du 22 décembre 2005 pour l'EHPAD "L'Orée du Bois" à BOIS LE ROI ;

VU l'arrêté DGA-SOLIDARITE/Service Etablissements PA/AH n°14-2005/EPA/n°03 du Président du Conseil Général du 30 juin 2005 portant sur l'autorisation de transformer 3 lits d'hébergement temporaire de la maison de retraite "l'Orée du Bois" à BOIS LE ROI en lits d'hébergements permanent, et d'augmenter la capacité de 66 lits à 67 lits, soit un lit supplémentaire, dont 3 lits

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

d'hébergement temporaire et 10 places d'accueil de jour, destinés à l'accueil des personnes atteintes de la maladie "d'Alzheimer" ou maladies apparentées.

VU le dossier visant à créer 10 places d'accueil de jour thérapeutique et à affecter les 3 lits d'hébergement temporaire à des personnes souffrant de la maladie "d'Alzheimer" ou de maladies apparentées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice
Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

CONSIDERANT que ce projet ne constitue pas une extension importante telle que définie par l'article 1 du décret n°2003-1136 du 26 novembre 2003 susvisé et ne nécessite pas, en conséquence, un examen par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'exercice en cours ;

CONSIDERANT que ce projet répond aux normes en vigueur en ce qui concerne l'accueil de personnes âgées physiquement ou psychiquement dépendantes, notamment atteintes de la maladie d'Alzheimer ou autres troubles apparentés ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation de création de 10 places d'accueil de jour thérapeutique et d'affectation des 3 lits d'hébergement temporaire à des personnes souffrant de la maladie "d'Alzheimer" ou maladies apparentées est accordée à l'établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes "l'Orée du Bois" à BOIS LE ROI.

ARTICLE 2 : La capacité totale de l'établissement s'établit ainsi à 67 lits dont 3 lits d'hébergement temporaire et 10 places d'accueil de jour pour personnes souffrant de la maladie "d'Alzheimer" ou maladies apparentées.

ARTICLE 3 : La structure dont la création est autorisée devra répondre aux caractéristiques explicitées dans le dossier déposé auprès des services du Département et de l'Etat.

ARTICLE 4 : Cette autorisation, qui devra avoir reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans, est délivrée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 5 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 6 : Tout changement essentiel dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure susvisées par rapport aux caractéristiques prises en considération pour délivrer la présente autorisation devra être immédiatement porté à la connaissance du Président du Conseil Général et du Préfet de Seine-et-Marne.

ARTICLE 7 : L'autorisation de fonctionner ne sera acquise qu'après contrôle de conformité effectué dans l'établissement par des représentants de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) pour l'Etat et des représentants de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité de Seine-et-Marne (DGA-Solidarité) pour le Département, dans les conditions prévues aux articles 1 à 5 du décret n°2003.1136 du 26 novembre 2003 susvisé.

ARTICLE 8 : Cette structure est répertoriée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS	: 770814093
Code discipline	: 924
Code fonctionnement	: 11
Code clientèle	: 700
Code catégorie	: 200

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux introduit devant le Tribunal Administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 10 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, à Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, à M. le Préfet de Seine-et-Marne, à M. le Président du CROSMS, affiché dans un délai de

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

quinze jours et pendant un mois à la mairie de BOIS LE ROI, à la Préfecture de Région, à la Préfecture de Seine-et-Marne, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 2 juillet
Le Préfet de Seine-et-Marne
La Directrice Départementale

Le Directeur Général Adjoint
charge de la Solidarité

H. JUNQUA

Thierry du BOUËTIEZ

"-----"

085/2008/DDASS/PH-relatif au transfert de gestion d'un établissement géré par l'association Passerose au profit de la fondation Ellen Poidatz.

ARRETE N° 085/2008/DDASS/PH

RELATIF AU TRANSFERT DE GESTION D'UN ETABLISSEMENT GERE PAR L'ASSOCIATION PASSEROSE AU PROFIT DE LA FONDATION ELLEN POIDATZ

Le Préfet de Seine-et-Marne,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 312-1 et L 313-1 à L 313-4, R 312-165,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté préfectoral 07BCI136 en date du 9 août 2007 portant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine-et-Marne,

Vu l'avis du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-sociale rendu en sa séance du 23 septembre 2005 émettant un avis favorable à la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile dénommé Passerose,

CONSIDERANT l'extrait du procès verbal de l'assemblée générale de l'association Passerose en date du 10 mars 2008 approuvant d'une part le transfert de gestion du SESSAD Passerose à la Fondation Ellen POIDATZ et d'autre part la dissolution de l'association Passerose,

CONSIDERANT le procès verbal de la Fondation Ellen POIDATZ en date du 11 mars 2008 approuvant la reprise de la gestion du SESSAD Passerose,

CONSIDERANT que le SESSAD Passerose n'a pas fait l'objet d'un arrêté d'ouverture,

CONSIDERANT que le transfert de gestion à la Fondation Ellen POIDATZ a vocation à permettre la création et l'ouverture du SESSAD Passerose,

Sur proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'autorisation de gestion du SESSAD Passerose, géré par l'association Passerose dissoute par assemblée générale en date du 10 mars 2008, est transférée au profit de la Fondation Ellen POIDATZ, sise 1 rue du Coudray à Saint Fargeau Ponthierry 77310.

Article 2 :

Le transfert de gestion prend effet à la date du présent arrêté et donnera lieu à l'édition d'un arrêté d'autorisation par Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne.

Article 3 :

La présente décision sera notifiée au demandeur, à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Monsieur le Directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales d'Ile de France.

Article 4 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle 77000, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification.

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le recours contentieux peut être présenté dans un délai de deux mois après la notification d'une décision expresse de rejet ou après une décision implicite de rejet.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine-et-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 4 juillet 2008

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

Hélène JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.106-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD ISATIS "La Forestière" de ARBONNE LA FORET.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 106 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD ISATIS "La Forestière" de ARBONNE LA FORET

Le Préfet de Seine et Marne

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 07 BCI 147 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2005** et prévoyant une option tarifaire partielle ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du **05/06/2008** et reçues par l'établissement le **06/06/2008** ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement **d'ARBONNE LA FORET** par courrier transmis le **10/06/2008** ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD ISATIS "La Forestière"
77630 ARBONNE LA FORET
N° FINESS : 770803377

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à : 546 427 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **28,29 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **21,36 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **14,42 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 9 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

DDASS/PA 2008.13 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section de soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Le Fil d'Argent" de BRAY SUR SEINE.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 13 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
""Le Fil d'Argent"" de BRAY SUR SEINE

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;

Vu l'arrêté Préfectoral 2008 DAIDD BCIDE 056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2008 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2008 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;

Vu la convention tripartite pluriannuelle en date du **22 décembre 2007** et prévoyant une option tarifaire partielle, sans pharmacie à usage intérieur (PUI) ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : EHPAD ""Le Fil d'Argent""
77480 BRAY SUR SEINE
N° FINESS : 770701019

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 911 976,03 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **32,77 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **24,40 €**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **16,04 €**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 10 juillet 2008
Pour LE PREFET,
P/La Directrice Départementale
M-C. ZASLAVSKY

""

77-089/DDASS/FGAS/2008/PH-fixant le forfait global annuel de soins du FAM "Domaine Emmanuel" à HAUTEFEUILLE au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77-089 / DDASS - FGAS/ 2008/PH fixant le forfait global annuel de soins du Foyer d'accueil médicalisé du domaine Emmanuel - A.E.D.E de HAUTEFEUILLE. au titre de l'exercice 2008

N° FINESS : 770 803 740

Code catégorie 437

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8 et L 314-3 à L 314-7;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique;

VU le décret N°2007-1052 du 28 juin 2007 portant relèvement du salaire minimum de croissance;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté Ministériel du 4 juin 2007 pris en application de l'article R 314-141 du code de l'action sociale et des familles fixant le plafond du tarif journalier de soins applicable aux foyers d'accueil médicalisé et services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés;

VU l'arrêté préfectoral N° 2008/DAIDD/BCIDE/056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

VU l'arrêté N° 009/2007/DDASS/PH du 11 juillet 2007 portant autorisation d'extension du foyer d'hébergement du domaine Emmanuel sis 77515 - HAUTEFEUILLE à compter du 10 juin 2008;

CONSIDERANT que la valeur du salaire minimum de croissance horaire retenue est celle valable au 1^{er} janvier de chaque année. Soit pour l'année 2008: 8,44 €;

CONSIDERANT le plafond du tarif journalier de soins fixé au produit de 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un budget d'ouverture **au 1^{er} juillet 2008;**

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2008, le forfait global journalier de soins du Foyer d'accueil médicalisé - A.E.D.E. - de HAUTEFEUILLE est fixé à compter du **1^{er} juillet 2008 à 57,84 € et le forfait global annuel de soins à 211 125 €** pour 6 mois de fonctionnement (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2008).

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au sixième du forfait global annuel de soins est fixée à **35 187,50 €**.

Article 2 :

Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} juillet 2008**.

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaïa à Paris - 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la CRAMIF, à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne et au Conseil Général de Seine et Marne.

Article 5 :

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Le Secrétaire général de la préfecture et la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 10 juillet 2008

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Hélène JUNQUA.

"-----"

088/2008-tarifcation

ARRETE N° 088/2008/DDASS/PH PJ FGAS

**FIXANT LA TARIFICATION JOURNALIERE ET LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS 2008
de la MAS de la Fondation ROTHSCHILD « Myriam Mendel Meppen »
à MEAUX**

N° FINESS : 770 015 543

**LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, R. 314-14 et suivants R. 314-106 et suivants ;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire CNSA du 28 avril 2008 fixant les enveloppes médico-sociales de dépenses autorisées 2008 et des enveloppes médico-sociales anticipées 2009 et 2010 (PA - PH) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 134/2007/DDASS/PH PJ en date du 19 juillet 2007 relatif à la tarification journalière et au forfait global annuel de soins de la MAISON D' ACCUEIL SPECIALISE "Myriam Mendel Meppen" à MEAUX pour 2007 ;

CONSIDERANT le courrier transmis le 30 octobre 2007, par lequel la personne ayant qualité pour représenter la MAS "Myriam Mendel Meppen" à MEAUX a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2008 ;

CONSIDERANT les contres propositions exprimées par la personne ayant qualité pour représenter la MAS "Myriam Mendel Meppen" à MEAUX par courrier en date du 27 juin 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS "Myriam Mendel Meppen" à MEAUX sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	407 744 €	3 430 880 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 499 816 € dont 1 000 € cnr	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	523 320 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 587 309 € (PJ) 437 902 € (AT)	3 430 880 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

	Groupe II :	150 688 € (FJ)	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	9 380 € (RA)	
	Groupe III :	245 601 €	
	Produits financiers et produits non encaissables	(reprise de déficit n-2)	

Article 2 :

Pour le calcul de la tarification journalière 2008 de la MAS "Myriam Mendel Meppen" à MEAUX le résultat déficitaire suivant est repris :

- 245 601 €

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2008, la tarification des prestations de la MAS "Myriam Mendel Meppen" à MEAUX est fixée comme suit **à compter du 1^{er} août 2008 :**

Internat : 136,70 €

Externat : 289,90 €

Article 4 :

Le forfait journalier d'un montant de 16 € est défalqué du prix de journée internat mentionné à l'article 3.

Article 5 :

En ce qui concerne les 4 places d'accueil temporaire, le forfait global annuel de soins s'établit à :

437 902 € pour l'exercice 2008 à compter du 1^{er} janvier 2008

prix de journée à titre indicatif : 374,92 €

Article 6 :

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième du forfait global annuel est fixée à :

36 491,83 €

Article 7 :

S'agissant d'internat, le forfait journalier d'un montant de 16 € est défalqué du montant du forfait global annuel de soins de l'accueil temporaire mentionné à l'article 5.

Article 8 :

Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} août 2008**.

Article 9 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaïa à Paris - 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 10 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Article 11 :

Le secrétaire général de la préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 11 juillet 2008

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale Adjointe des Affaires Sanitaires et Sociales

M.C ZASLAVSKY

"-----"

77-094/DDASS/FGAS/2008/PH-fixant le forfait global annuel de soins du SAMSAH AEDE de COULOMMIERS au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77- 094/DDASS/FGAS/2008/PH

**fixant le forfait global annuel de soins du SAMSAH -AEDE - de COULOMMIERS
au titre de l'exercice 2008.**

N° FINESS : 77 001 69 21

Le Préfet de Seine-et-Marne,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l' Action Sociale et des Familles, notamment les articles L 313-8 et L 314-3 à L 314-7;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique;

VU le décret N°2007-1052 du 28 juin 2007 portant relèvement du salaire minimum de croissance;

VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté Ministériel du 4 juin 2007 pris en application de l'article R 314-141 du code de l'action sociale et des familles fixant le plafond du tarif journalier de soins applicable aux foyers d'accueil médicalisé et services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés;

VU l'arrêté préfectoral N° 2008 DAIDD/BCIDE 056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Seine et Marne;

VU l'arrêté conjoint DGA-Solidarité/Etablissements/PA-AH/N° 2008-31/CPH/N°9 et DDASS/PH/N°77-043/2008 en date du 6 juin 2008;

CONSIDERANT que la valeur du salaire minimum de croissance horaire retenue est celle valable au 1^{er} janvier de chaque année, soit pour l'année 2008: **8,44 €**;

CONSIDERANT le plafond du tarif journalier de soins fixé au produit de 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un budget d'ouverture au 1^{er} juillet 2008;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, le forfait global journalier de soins du SAMSAH - AEDE - de COULOMMIERS est fixé à compter du **1^{er} juillet 2008** à **24,28 €**.

et le forfait global annuel de soins à 111 068 € pour 6 mois de fonctionnement (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2008).

Article 2 :

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R 314-107 du Code de l' Action Sociale et des Familles, au sixième de la dotation globale de financement, est fixée à

18 511,33 €.

Article 3 :

Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} juillet 2008.**

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à la DRASSIF sis, 58 à 62 rue Mouzaïa à PARIS - 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la CRAMIF, à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne et au Conseil Général de Seine et Marne.

Article 6 :

Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 11 juillet 2008

**POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES,**

Hélène JUNQUA.

"-----"

086/2008/DDASS/PH-portant création du SESSAD "Passerose" à SERRIS

ARRETE N° 086/2008/DDASS/PH
Portant création du Service d'Education et de Soins Spécialisés à Domicile dénommé Passerose,
à SERRIS

N° FINESS : 77 001 691 3
CODE CATEGORIE : 188

Le Préfet de Seine-et-Marne,

VU les articles L 311-1 à L 351-7, R- 313-1 à R- 313-14 du code de l'action sociale et des familles relatifs à l'autorisation de création, d'extension ou de transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU les articles R312-156 à R313-168 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs aux comités Régionaux de l'Organisation Sociale et médico-sociale,

VU les dispositions de l'article L 313-6 du code sus visé, relatives aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité,

VU l'arrêté n°085/2008/DDASS/PH en date du 4 juillet 2008 portant transfert de gestion du SESSAD Passerose à la Fondation Ellen POIDATZ,

VU l'avis favorable émis par le Comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale d'Ile de France (CROSMS) lors de la séance du 23 septembre 2005,

CONSIDERANT que le projet présente des règles d'organisation et de fonctionnement conformes aux textes en vigueur;

CONSIDERANT que le projet est retenu dans le cadre du PRIAC (programme interdépartemental d'accompagnement des handicapés et de la perte d'autonomie) 2008-2012,

CONSIDERANT que le financement de ce projet est inscrit dans l'enveloppe anticipée 2009,

Sur proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1^{er} :

Est autorisée la création du SESSAD Passerose géré par la Fondation Ellen POIDATZ présentant une capacité de 35 places, sis Cours du Danube, Val d'Europe, 77 700 SERRIS.

Cette structure est destinée à accueillir des enfants âgés de 3 à 14 ans déficients mentaux ou souffrant de troubles sévères du comportement.

Cette autorisation est accordée à compter du **1^{er} septembre 2008**.

Article 2:

L'autorisation de fonctionner ne sera acquise qu'après la **visite de conformité** effectuée par les autorités compétentes. Faute de commencement d'exécution dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de réception par le demandeur de la notification du présent arrêté, cette autorisation sera réputée caduque.

Article 3:

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun, sis 43 rue du Général de Gaulle 77000, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification.

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le recours contentieux peut être présenté dans un délai de deux mois après la notification d'une décision expresse de rejet ou après une décision implicite de rejet.

Article 4 :

Le secrétaire général de la Préfecture de Seine et Marne et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, au directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, et affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de SERRIS, à la Préfecture de Seine et Marne, à la Préfecture de la Région Ile de France, au Département de Seine et Marne et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine et Marne.

Melun le, 11 juillet 2008

**Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Hélène JUNQUA**

"-----"

DDASS/PA 2008.56 D.G.F-Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Résidence Ondine de MAREUIL LES MEAUX.

ARRETE DDASS/PA n° 2008. 59 D.G.F.

Fixant la dotation globale de financement de la section soins pour l'exercice 2008 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Résidence Ondine de MAREUIL LES MEAUX

Le Préfet de Seine et Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, notamment ses articles 4 et 93 et la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983, notamment la Section 4 du Titre II, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment les articles 65 et 66 ;

Vu la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la Sécurité Sociale et à la Santé (articles 10 à 13) ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

- Vu** la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 relatif au financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- Vu** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n°99-316 du 26 avril 1999 ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral 2008 DAIDD BCIDE 056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu** le document de notification des enveloppes départementales limitatives 2007 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2006 pour le financement des établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées;
- Vu** la convention tripartite pluriannuelle en date du **22/12/2006** et prévoyant une option tarifaire partielle ;
- Vu** les propositions budgétaires présentées par l'établissement pour l'exercice 2008 ;
- Vu** les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 17/06/2008 et reçues par l'établissement le **25/06/2008** ;

CONSIDERANT que l'établissement n'a pas fait d'observation dans les délais prévus par la réglementation précitée.

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE

ARTICLE 1er : Résidence Ondine
77100 MAREUIL LES MEAUX
N° FINESS : 77001788

La dotation globale soins pour l'exercice budgétaire 2008 s'élève à 586 167 €

ARTICLE 2 : Les forfaits soins applicables sont fixés comme suit :

Pour l'hébergement permanent :

Dotation globale de soins 2008 : **516 980 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **21,14**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **16,29**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **11,44**

Pour l'accueil de jour alzheimer :

Dotation globale de soins accueil de jour 2008 : **57 260 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **19.61**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **12.44**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **5.27**

Pour l'hébergement temporaire alzheimer :

Dotation globale de soins hébergement temporaire 2008 : **11 927 €**

- Forfait journalier « soins » pour les GIR 1 et 2 : **16.34**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 3 et 4 : **10.36**
- Forfait journalier « soins » pour les GIR 5 et 6 : **4.39**

ARTICLE 3 : Les recours contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Paris 58-62 rue de Mouzaïa 75935 PARIS CEDEX 19 dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Seine et Marne.

Fait à Melun, le 11 juillet 2008
Pour LE PREFET,
La Directrice Départementale
H. JUNQUA

"-----"

77-080/2008/DDASS/PH-autorisant la création d'un SESSAD de 80 places à TRILPORT avec une antenne à CHAMPS SUR MARNE par l'association APF. Cet arrêté annule et remplace les arrêtés n°77-17/2008/DDASS/PH du 31 mars 2008 et n°98-1191 du 8 juillet 1998 à compter du 1er août 2008.

ARRETE N°77 - 080/2008 - DDASS/PH
autorisant la création d'un SESSAD de 80 places à TRILPORT
avec une antenne à CHAMPS SUR MARNE par l'association APF.
Cet arrêté annule et remplace les arrêtés N°77-17/2008/DDASS/PH du 31-03-2008
et N° 98-1191 du 8 juillet 1998.

à compter du 1^{er} août 2008

N° FINESS : 770 800 043

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L. 312-1 et L313-1 à L 313-4 et D 312-75 à D 312-82;

VU l'article R 312-165 du code précité relatif aux modalités d'autorisation, de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services médico sociaux;

VU l'article D 313-11 à 14 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité;

VU le décret n° 78-1211 du 26 décembre 1978 portant application des dispositions de l'article 46 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services médico-sociaux;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles;

VU la circulaire n° 62 du 28 décembre 1978 relative aux modalités d'application de l'article 46 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées;

VU le dossier reconnu complet le 12 octobre 2005, présenté par l'Association APF (association des paralysés de France), tendant à la création d'un SESSAD de 35 places à Champs sur Marne prenant en charge des jeunes des deux sexes âgés de 0 à 20 ans, déficients moteurs;

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional d'Organisation Sanitaire section Médico-sociale (CROSMS) lors de la séance du 26 janvier 2006;

VU l'arrêté Préfectoral N° 98-1191 du 8 juillet 1998 autorisant une extension de capacité de 40 à 45 places du SESSAD -APF - à TRILPORT;

VU l'arrêté Préfectoral N° 77-17/2008/DDASS/PH du 31 mars 2008 autorisant la

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

création d'un SESSAD -APF - d'une capacité de 35 places à CHAMPS SUR MARNE;

CONSIDERANT que le projet présente des règles d'organisation et de fonctionnement conformes aux textes en vigueur ;

CONSIDERANT que le projet ne présente pas de coûts de fonctionnement hors de proportion avec les services rendus, conformément à l'article L 313-8 ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine qui est compatible avec le montant de la dotation départementale limitative de dépenses médico-sociales mentionnée à l'article L 314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice en cours;

CONSIDERANT que le Conseil d'administration de l' A.P.F lors de sa séance en date du 26 avril 2008 a donné un avis favorable au rapprochement des SESSAD de TRILPORT et de CHAMPS SUR MARNE sous une seule entité juridique située sur deux sites distincts. Le site de Champs sur Marne constituant une antenne de la structure principale située à Trilport.

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture;

ARRETE

Article 1^{er}: L'autorisation demandée par l'association "A.P.F", pour la création d'un SESSAD de **80 places** prenant en charge des jeunes des deux sexes âgés de 0 à 20 ans présentant une déficience motrice avec ou sans troubles associés est accordée **à compter du 1^{er} août 2008**. Ces 80 places sont réparties comme ci-dessous:

* **45 places** à TRILPORT dont le siège social est situé: 1, rue Mozart 77470 - TRILPORT

* **35 places** à l'antenne située 10, Allée Lorentz - 77420 - CHAMPS SUR MARNE.

Article 2 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de M. le Ministre de la Santé et des Solidarités, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Dans le même délai, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Article 3: L'autorisation de fonctionner ne sera acquise qu'après la **visite de conformité qui sera effectuée dans les nouveaux locaux de l'antenne de Champs sur Marne** par les autorités compétentes. Faute de commencement d'exécution dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de réception par le demandeur de la notification du présent arrêté, cette autorisation sera réputée caduque.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de Seine et Marne et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, au directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, au Président du CROSMS d'Ile de France, affiché dans un délai de quinze jours et durant un mois à la mairie de TRILPORT et de CHAMPS SUR MARNE, à la Préfecture de Seine et Marne, à la Préfecture de la Région Ile de France, au Département de Seine et Marne et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine et Marne.

Melun, le 11 juillet 2008

**Pour le Préfet de Seine et Marne,
La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociale,**

Hélène JUNQUA.

"-----"

77-076/DDASS/DGF/2008/PH-fixant la dotation globale de financement du SESSAD "Clairefontaine" à MELUN au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77-076 /DASS / DGF/ 2008 / PH
fixant la Dotation Globale de Financement du SESSAD "Clairefontaine"
à MELUN
au titre de l'exercice 2008

N° FINESS : 770 016 277

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, R. 314-14 et suivants R. 314-106 et suivants ;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 2 mai 2008 de la CNSA fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L 314-3-III du Code de l'Action Sociale et des Familles;

VU l'arrêté n° 77-090/DDASS/DGF/2007/PH en date du 29 juin 2007 fixant la Dotation Globale de Financement du SESSAD "Clairefontaine" à MELUN.

VU l'arrêté préfectoral n°2008 DAIDD BCIDE 056 en date du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

CONSIDERANT le courrier transmis le 30 octobre 2007 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD "Clairefontaine" à MELUN a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2008 ;

CONSIDERANT mes propositions de modifications budgétaires transmises par courrier le 23 mai 2008 ;

CONSIDERANT les contres propositions exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD "Clairefontaine" à MELUN par courrier transmis le 29 mai 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD "Clairefontaine" à MELUN sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 644 €	363 647 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	294 138 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	45 865 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	363 647 €	363 647 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Article 2 :

Pour le calcul de la Dotation Globale de Financement 2008 du SESSAD "Clairefontaine" à MELUN, il est pris en compte l'excédent 2006 d'un montant de 40 000 €.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2008, la Dotation Globale de Financement du SESSAD "Clairefontaine" à MELUN est fixée à compter du 1^{er} janvier 2008 à **323 647 €**

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles au douzième de la Dotation Globale de Financement est fixée à **26 970,58 €**

Article 4 :

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du **1^{er} juillet 2008**.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaia à PARIS- 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la Caisse régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Article 7 :

Le secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 15 juillet 2008

**Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Hélène JUNQUA**

"-----"

77-077/DDASS/PJ/2008/PH-fixant la tarification journalière du CRP à COUBERT au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77-077 DDASS / PJ/ 2008 / PH
fixant la Tarification journalière du Centre de Réadaptation Professionnelle
à COUBERT
au titre de l'exercice 2008

N° FINESS : 770 510 022

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l' Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, R. 314-14 et suivants R. 314-106 et suivants ;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 2 mai 2008 de la CNSA fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L 314-3-III du Code de l'Action Sociale et des Familles;

VU l'arrêté n° 77-192/DDASS/PJ/2007/PH en date du 22 octobre 2007 modifiant l'arrêté n°77-066/DDASS/PJ/2007/PH du 13 juin 2007 fixant la tarification journalière du Centre de Réadaptation Professionnelle à COUBERT au titre de l'exercice 2007.

VU l'arrêté préfectoral n°2008 DAIDD BCIDE 056 en date du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

CONSIDERANT le courrier transmis le 30 octobre 2007 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Réadaptation Professionnelle à COUBERT a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2008 ;

CONSIDERANT mes propositions de modifications budgétaires transmises par courrier le 19 mai 2008 ;

CONSIDERANT les contres propositions exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Réadaptation Professionnelle à COUBERT par courrier transmis le 6 juin 2008 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Réadaptation Professionnelle à COUBERT sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	676 000 €	4 882 899 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 371 208 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	835 691 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 807 696 €	4 882 899 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	72 000 € (RA)	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3 203 € (RA)	

Article 2 :

Pour le calcul du prix de journée 2008 du Centre de Réadaptation Professionnelle à COUBERT, il est tenu compte de l'excédent 2006 d'un montant de 86 363 €

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2008, la Tarification des prestations du Centre de Réadaptation Professionnelle à COUBERT est fixée à compter du **1^{er} juillet 2008 à 142,82 €**

Article 4 :

En application du 2^{ème} alinéa de l'article R314-35 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, la CPAM verse la différence entre les prix de journées fixés par l'article 3 du présent arrêté et celui résultant de l'arrêté n°77-192/DDASS/PJ/2007/PH du 22 octobre 2007 susvisé, pour les journées réalisées entre le 1^{er} janvier 2008 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du **1^{er} juillet 2008**.

Article 6 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaia à PARIS- 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la Caisse régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Article 8 :

Le secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 15 juillet 2008

Pour le Préfet et par délégation,

**La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Hélène JUNQUA**

"-----"

77-078/DDASS/DGF/2008/P" H-fixant la dotation globale de financement de l'UEROS à COUBERT au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77-078 /DASS / DGF/ 2008 / PH
fixant la Dotation Globale de Financement de l'Unité d'Evaluation de
Réentraînement et d'Orientation Sociale et Professionnelle
à COUBERT

au titre de l'exercice 2008

N° FINESS : 770 005 478

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, R. 314-14 et suivants R. 314-106 et suivants ;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 2 mai 2008 de la CNSA fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L 314-3-III du Code de l'Action Sociale et des Familles;

VU l'arrêté n° 77-077/DDASS/DGF/2007/PH en date 15 juin 2007 fixant la Dotation Globale de Financement de l'Unité d'Evaluation et de Réentraînement d'Orientation Sociale et Professionnelle à COUBERT.

VU l'arrêté préfectoral n°2008 DAIDD BCIDE 056 en date du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

CONSIDERANT le courrier transmis le 30 octobre 2007 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Unité d'Evaluation et de Réentraînement d'Orientation Sociale et Professionnelle à COUBERT a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2008 ;

CONSIDERANT mes propositions de modifications budgétaires transmises par courrier le 23 mai 2008 ;

CONSIDERANT les contres propositions exprimées par la personne ayant qualité pour représenter l'Unité d'Evaluation et de Réentraînement d'Orientation Sociale et Professionnelle à COUBERT par courrier transmis le 6 juin 2008;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Unité d'Evaluation et de Réentraînement d'Orientation sociale et Professionnelle à COUBERT sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	172 986 €	1 385 026 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 128 475 €	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	83 565 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 353 751 €	1 385 026 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	12 300 € (RA)	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	18 975 € (RA)	

Article 2 :

Pour le calcul de la Dotation Globale de Financement 2008 de l'Unité d'Evaluation et de Réentraînement d'Orientation Sociale et Professionnelle à COUBERT, il est tenu compte de l'excédent 2006 d'un montant de 40 000 €.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2008, la Dotation Globale de Financement de l'Unité d'Evaluation et de Réentraînement d'Orientation Sociale et Professionnelle à COUBERT est fixée à compter du 1^{er} juillet 2008 à **1 313 751 €**

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R.314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles au douzième de la Dotation Globale de Financement est fixée à **109 479,25 €**

le prix de journée à **312,80 €**

Article 4 :

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du **1^{er} juillet 2008**.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaia à PARIS- 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la Caisse régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Article 7 :

Le secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 15 juillet 2008

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,

Hélène JUNQUA

"" "

77-102/DDASS/PJ/2008/PH-fixant la tarification journalière de l'IME "La Tour" à REBAIS au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77- 104/ DDASS - DGF/ 2008/PH

fixant la dotation globale de financement du SESSAD "La Tour" - APAJH - sis à La Ferté sous Jouarre et La Ferté Gaucher.

au titre de l'exercice 2008

N° FINISS : 770 010 049

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU le Code de l' Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1 à L 314-7, R 314-106 et suivants;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique;

VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements modifié par le décret N°2005-1621 du 22 décembre 2005;

VU l'arrêté préfectoral N° 2008/DAIDD/BCIDE 056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine et Marne;

VU l'arrêté N° 77- 133/DDASS//DGF/PH fixant la dotation globale de financement pour 2007 du SESSAD - APAJH - La Tour à La Ferté sous Jouarre et La Ferté Gaucher du 17 juillet 2007;

CONSIDERANT le courrier transmis le 26 octobre 2007, par lequel la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD - APAJH - La Tour a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2008;

CONSIDERANT ma proposition budgétaire en date du 3 juin 2008 et vos contre-propositions du 15 juin 2008, celles-ci étant justifiées;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD APAJH "La Tour" à La Ferté sous Jouarre et La Ferté Gaucher sont autorisées comme ci-dessous:

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	98 006 € (dont 19 200 € en CNR)	796 438 € (dont 24 700 € en CNR)
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	620 210 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	78 222 € (dont 5 500 € en CNR)	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	794 638 €	796 438 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 800 €	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du SESSAD - APAJH - "La Tour" à La Ferté sous Jouarre et La Ferté Gaucher est fixée à **compter du 1^{er} janvier 2008 à 794 638 €** et le prix de journée à **128,58 €**

La fraction forfaitaire égale, en application de l' article R 314-107 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est fixée à **66 219,83 €**.

Article 3 :

Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} août 2008**.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaïa à Paris - 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service ainsi qu'à la CRAMIF et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Article 6 :

Le Secrétaire général de la préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Melun, le 16 juillet 2008
Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Marie-Claude ZASLAVSKY

"-----"

77-098/PJ/2008/DDASS/PH-fixant la tarification journalière de la MAS "La Résidence des Oliviers" à COULOMMIERS au titre de l'exercice 2008.

ARRETE N° 77-098/PJ/2008/DDASS/PH
fixant la tarification journalière
de la Maison d'Accueil Spécialisé "Résidence des oliviers"
53, rue du Général Leclerc 77120- COULOMMIERS

au titre de l'exercice 2008

N° FINESS : 77 000 63 69

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L. 312-1 et L. 313-1 à L. 313-4 ;

VU les articles R.314-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 2 mai 2008 de la CNSA fixant le montant des dotations départementales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L 314-3-III du code de l'action sociale et des familles;

VU l'arrêté Préfectoral n° 016/2005 /DDASS du 17 mai 2005 relatif à la création de la Maison d'Accueil Spécialisé à Coulommiers par l'Association des établissements du domaine Emmanuel (AEDE) 77515 Hautefeuille;

VU l'arrêté préfectoral N° 2008 DAIDD BCIDE 056 du 7 avril 2008 donnant délégation de signature à Madame Hélène JUNQUA, Directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine et Marne;

VU les propositions budgétaires transmises le 28 octobre 2007 et le courrier du 30 juin 2008 par la personne responsable de l'établissement de Coulommiers pour l'exercice 2008;

CONSIDERANT que les contre-propositions budgétaires adressées par la personne responsable de la Maison d'accueil spécialisée de COULOMMIERS sont justifiées;

Sur rapport de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisé "Résidence des oliviers" à Coulommiers sont autorisées comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante:	478 093 €	4 652 639 € (dont 114 398 € en CNR)
	Groupe II Dépenses afférentes du personnel:	3 138 866 € (dont 74 398 € en CNR)	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure:	1 035 680 € (dont 40 000 € en CNR)	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification:	4 428 641 €	4 652 639 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 990 € (RA) 219 008 € (PJ)	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la tarification de la Maison d'Accueil Spécialisé "Résidence des oliviers" à Coulommiers est fixée à compter du 1^{er} août 2008 à **Internat: 318,79 €** et **Accueil de jour: 319,12 €**.

Article 3 : Le forfait journalier d'un montant de 16 € est défalqué du prix de journée "internat" mentionné à l'article 2;

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} août 2008**.

Article 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis à la DRASSIF : 58 à 62, rue de Mouzaïa à PARIS - 75935 cedex 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est adressée, à compter de sa notification. Il s'agit d'un délai franc.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ainsi qu'à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Melun, le 16 juillet 2008

**Pour le Préfet de Seine-et-Marne,
et par Délégation,
Pour la Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Marie-Claude ZASLAVSKY**

1.5. DDTEFP (travail emploi formation professionnelle)

n° 2008-DDTEFP.RD-069-demande de dérogation, en date du 12 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS ROUSSEAU dont le siège social est situé 38 Rue des Jeûneurs à PARIS cedex -75081 - pour le personnel de son magasin HARRYLAND sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-069 du 13 juin 2008
relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement

dont l'activité est : la vente de prêt-à-porter.

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 12 mai 2008, au repos dominical formulée par la **SAS ROUSSEAU** dont le siège social est situé 38 Rue des Jeûneurs à PARIS cedex -75081 - pour le personnel de son magasin **HARRYLAND** sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de SERRIS en date du 14 mai 2008,

VU l'avis favorable de Madame la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 28 mai 2008,

VU l'avis favorable de Monsieur le Président de l'Union Départementale de la CGPME en date du 20 mai 2008,

VU l'avis favorable du Comité d'entreprise en date du 6 mai 2008,

VU la demande d'avis faite à l'inspection du travail en date du 12 mai 2008,

VU la demande d'avis faite aux Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, ainsi que Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 13 mai 2008, demandes restées sans réponse ;

Considérant, que l'entreprise demandeuse se situe dans une enceinte dite «La Vallée Village» à SERRIS gérée par la Société Value Retail qui offre des services aux enseignes installées (animation, expositions, accueil touristique et orientation, gardiennage, nettoyage, ...) contre une redevance en pourcentage du chiffre d'affaires ;

Considérant, que «La Vallée Village» s'inscrit dans le développement du secteur IV de Marne la Vallée résultant de la convention signée entre l'Etat et Disneyland ® resort Paris en 1987, qui prévoyait notamment de créer une destination touristique d'envergure internationale ;

Considérant que «La Vallée Village» se situe sur l'emprise territoriale de Disneyland ® resort Paris (Parcs d'attraction et hôtels) ;

Considérant, que les services et produits offerts par les enseignes commerciales de luxe dans «La Vallée Village» font partie de l'offre globale Disneyland ® resort Paris dans sa démarche de prospection commerciale comme le montrent les différents supports publicitaires rédigés en plus de dix langues ;

Considérant que Disneyland ® resort Paris développe en parallèle des parcs d'attraction, une offre en infrastructures de congrès et notamment pour la clientèle internationale intéressée par l'accès à des produits haut de gamme ;

Considérant qu'un service de navettes est organisé entre l'espace accueil de «La Vallée Village» et les hôtels de Disneyland ® resort Paris ;

Considérant que majoritairement les séjours de la clientèle tant au niveau du divertissement que des congrès englobent les jours de fin de semaine à la demande de la clientèle ;

Considérant, donc que cette clientèle composée de 13 millions de visiteurs en 2006 dont 60% de touristes étrangers se trouve de fait dans l'impossibilité de reporter ses achats sur d'autres jours de la semaine ;

Considérant les besoins de cette clientèle à majorité internationale, désireuse de trouver dans un temps limité, en guise de souvenir de son passage en France, les produits représentatifs de la mode européenne et du chic français ;

Considérant par ailleurs que l'ouverture du dimanche permettrait la réalisation d'un chiffre d'affaires important estimé à 20 à 30 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, dont l'absence porterait atteinte au fonctionnement normal de l'établissement comme l'attestent les documents présentés par la SAS **ROUSSEAU** ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Considérant qu'il n'est pas contesté que le site «La Vallée Village » bénéficie bien d'une affluence touristique et que les touristes s'attendent à trouver ouverts les enseignes de ce site, y compris le dimanche ;

Considérant qu'une telle offre de ce type de produits n'est pas en vente sur le territoire Français et à fortiori sur le territoire de Serris ;

Considérant dans ces conditions qu'il ne peut y avoir de distorsion de concurrence avec des commerces voisins ;

Considérant enfin que les différentes sociétés représentantes de marques connues se sont engagées à respecter une charte sociale prévoyant notamment le recours au volontariat des salariés pour le travail du dimanche, des compensations en matière de repos et de rémunération, des efforts spécifiques de formation et la stabilité de l'emploi par l'utilisation du CDI ;

Considérant donc que la fermeture le dimanche du magasin **HARRYLAND** porterait un préjudice certain à la clientèle compte tenu de la brièveté des séjours et porterait atteinte au bon fonctionnement de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1 : La SAS « **ROUSSEAU** » dont le siège social est situé 38 Rue des Jeûneurs à PARIS cedex -75081 - pour son magasin à l'enseigne « **HARRYLAND** » situé 3 cours de la Garonne la Vallée Village - 77700 - à SERRIS est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** pour une année à compter du **15 juin 2008 au 14 juin 2009 inclus**. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargée du contrôle de cet établissement.

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Commissaire Divisionnaire, le Chef de district de Police, le Commandant du groupe de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à Melun, le 13 juin 2008

P/ le Préfet, par Délégation

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

"-----"

n° 2008-DDTEFP.RD-073-demande de dérogation, en date du 6 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS ZV France dont le siège social est situé 55-57 Rue Saint Roch à PARIS - 75001 - pour le personnel de son magasin ZADIG ET VOLTAIRE sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village 77700 - SERRIS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-073 du 26 juin 2008

**relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement
dont l'activité est : la vente de prêt-à-porter homme, femme, enfant et accessoires.**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du **6 mai 2008**, au repos dominical formulée par la **SAS ZV France** dont le siège social est situé 55-57 Rue Saint Roch à PARIS - 75001 - pour le personnel de son magasin **ZADIG ET VOLTAIRE** sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village 77700 - SERRIS

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de SERRIS en date du 14 mai 2008,

VU l'avis favorable de Mme la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 21 mai 2008,

VU l'avis favorable de Monsieur le Président de l'Union Départementale de la CGPME en date du 26 mai 2008,

VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 24 avril 2008,

VU l'avis de l'inspection du travail en date du 3 juin 2008,

VU l'avis favorable du comité d'entreprise en date du 20 mai 2008,

VU la demande d'avis faite aux Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, en date du 6 mai 2008, demandes restées sans réponse ;

Considérant, que l'entreprise demandeuse se situe dans une enceinte dite «La Vallée Village» à SERRIS gérée par la Société Value Retail qui offre des services aux enseignes installées (animation, expositions, accueil touristique et orientation, gardiennage, nettoyage, ...) contre une redevance en pourcentage du chiffre d'affaires ;

Considérant, que «La Vallée Village» s'inscrit dans le développement du secteur IV de Marne la Vallée résultant de la convention signée entre l'Etat et Disneyland ® resort Paris en 1987, qui prévoyait notamment de créer une destination touristique d'envergure internationale ;

Considérant que «La Vallée Village» se situe sur l'emprise territoriale de Disneyland ® resort Paris (Parcs d'attraction et hôtels) ;

Considérant, que les services et produits offerts par les enseignes commerciales de luxe dans «La Vallée Village» font partie de l'offre globale Disneyland ® resort Paris dans sa démarche de prospection commerciale comme le montrent les différents supports publicitaires rédigés en plus de dix langues ;

Considérant que Disneyland ® resort Paris développe en parallèle des parcs d'attraction, une offre en infrastructures de congrès et notamment pour la clientèle internationale intéressée par l'accès à des produits haut de gamme ;

Considérant qu'un service de navettes est organisé entre l'espace accueil de «La Vallée Village» et les hôtels de Disneyland ® resort Paris ;

Considérant que majoritairement les séjours de la clientèle tant au niveau du divertissement que des congrès englobent les jours de fin de semaine à la demande de la clientèle ;

Considérant, donc que cette clientèle composée de 13 millions de visiteurs en 2006 dont 60% de touristes étrangers se trouve de fait dans l'impossibilité de reporter ses achats sur d'autres jours de la semaine ;

Considérant les besoins de cette clientèle à majorité internationale, désireuse de trouver dans un temps limité, en guise de souvenir de son passage en France, les produits représentatifs de la mode européenne et du chic français ;

Considérant par ailleurs que l'ouverture du dimanche permettrait la réalisation d'un chiffre d'affaires important estimé à 20 à 30 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, dont l'absence porterait atteinte au fonctionnement normal de l'établissement comme l'attestent les documents présentés par la société **ZV France**.

Considérant qu'il n'est pas contesté que le site «La Vallée Village » bénéficie bien d'une affluence touristique et que les touristes s'attendent à trouver ouverts les enseignes de ce site, y compris le dimanche ;

Considérant qu'une telle offre de ce type de produits n'est pas en vente sur le territoire Français et à fortiori sur le territoire de Serris ;

Considérant dans ces conditions qu'il ne peut y avoir de distorsion de concurrence avec des commerces voisins ;

Considérant enfin que les différentes sociétés représentantes de marques connues se sont engagées à respecter une charte sociale prévoyant notamment le recours au volontariat des salariés pour le travail du dimanche, des compensations en matière de repos et de rémunération, des efforts spécifiques de formation et la stabilité de l'emploi par l'utilisation du CDI ;

Considérant donc que la fermeture le dimanche du magasin **ZADIG ET VOLTAIRE** porterait un préjudice certain à la clientèle compte tenu de la brièveté des séjours et porterait atteinte au bon fonctionnement de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1 : La SAS « **ZV France** » dont le siège social est situé 55-57 Rue Saint Roch à PARIS -75001 - pour son magasin à l'enseigne « **ZADIG ET VOLTAIRE** » situé 3 cours de la Garonne la Vallée Village - 77700 - SERRIS est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** du 29 juin 2008 au 28 juin 2009 inclus pour une année. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargée du contrôle de cet établissement.

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Commissaire Divisionnaire, le Chef de district de Police, le Commandant du groupe de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à Melun, le 16 juillet 2008

P/ le Préfet, par Délégation

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

"-----"

n° 2008-DDTEFP.RD-072-demande de dérogation, en date du 27 mars 2008, au repos dominical formulée par la Société OPAC DE MEAUX dont le siège social est situé Boulevard des Cosmonautes à MEAUX (77100) pour la démolition du Bâtiment Fougère - Quartier La Pierre Collinet MEAUX - 77100

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-072 du 26 juin 2008

**relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement
dont l'activité est : aménagement, la construction et la démolition de logements sociaux.**

Le Préfet de Seine-et-Marne,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;
VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle Calédonie ;
VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 27 mars 2008, au repos dominical formulée par la Société **OPAC DE MEAUX** dont le siège social est situé Boulevard des Cosmonautes à MEAUX (77100) pour la démolition du Bâtiment Fougère - Quartier La Pierre Collinet MEAUX - 77100 -

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de MEAUX en date du 23 mai 2008 ;
VU l'avis favorable de Madame la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 16 avril 2008 ;
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 15 avril 2008 ;
VU l'avis favorable du comité d'entreprise en date du 21 février 2008 ;
VU l'avis de l'inspection du travail en date du 16 avril 2008 ;

Messieurs les Secrétaires Généraux des Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, ont été consultés le 14 avril 2008 pour avis.

Considérant l'objet de la demande : Mise en place d'un périmètre de sécurité pour l'évacuation des immeubles voisins du bâtiment Fougère – Quartier de la Pierre Collinet à MEAUX (77) dont la démolition interviendra le dimanche 29 juin 2008.

Considérant la nécessité d'effectuer cette opération le dimanche pour laquelle la présence de salariés de l'OPAC est indispensable à l'évacuation des locations le matin, l'accueil dans des centres d'hébergement pour le petit déjeuner et le déjeuner, vérification de l'état de sécurité des logements après la démolition de l'immeuble ; réinstallation des locataires dans leur logement.

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1 : La Société **OPAC DE MEAUX** située Boulevard des Cosmonautes à MEAUX (77100) est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** pour le **dimanche 29 juin 2008 UNIQUEMENT** et pour **les salariés listés**. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargé du contrôle de cet établissement.

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à MELUN, le 26 juin 2008

P/ le Préfet, par Délégation,

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

"" "

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

n° 2008-DDTEFP.RD-074-demande de dérogation, en date du 20 mai 2008, au repos dominical formulée par la EURL PORSCHE DESIGN OF France dont le siège social est situé 3 cours de la Garonne à SERRIS 77700 - pour le personnel de son magasin PORSCHE DESIGN sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-074 du 27 juin 2008 **relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement dont l'activité est : la vente de maroquinerie et articles de voyage.**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;
VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 20 mai 2008, au repos dominical formulée par la EURL **PORSCHE DESIGN OF France** dont le siège social est situé 3 cours de la Garonne à SERRIS 77700 - pour le personnel de son magasin **PORSCHE DESIGN** sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de SERRIS en date du 26 juin 2008,
VU l'avis favorable de Mme la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 29 mai 2008,
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de l'Union Départementale de la CGPME en date du 27 mai 2008,
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 3 juin 2008,
VU l'avis de l'inspection du travail en date du 29 mai 2008,

VU la demande d'avis faite aux Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, en date du 21 mai 2008, demandes restées sans réponse ;

Considérant, que l'entreprise demandeuse se situe dans une enceinte dite «La Vallée Village» à SERRIS gérée par la Société Value Retail qui offre des services aux enseignes installées (animation, expositions, accueil touristique et orientation, gardiennage, nettoyage, ...) contre une redevance en pourcentage du chiffre d'affaires ;

Considérant, que «La Vallée Village» s'inscrit dans le développement du secteur IV de Marne la Vallée résultant de la convention signée entre l'Etat et Disneyland ® resort Paris en 1987, qui prévoyait notamment de créer une destination touristique d'envergure internationale ;

Considérant que «La Vallée Village» se situe sur l'emprise territoriale de Disneyland ® resort Paris (Parcs d'attraction et hôtels) ;

Considérant, que les services et produits offerts par les enseignes commerciales de luxe dans «La Vallée Village» font partie de l'offre globale Disneyland ® resort Paris dans sa démarche de prospection commerciale comme le montrent les différents supports publicitaires rédigés en plus de dix langues ;

Considérant que Disneyland ® resort Paris développe en parallèle des parcs d'attraction, une offre en infrastructures de congrès et notamment pour la clientèle internationale intéressée par l'accès à des produits haut de gamme ;

Considérant qu'un service de navettes est organisé entre l'espace accueil de «La Vallée Village» et les hôtels de Disneyland ® resort Paris ;

Considérant que majoritairement les séjours de la clientèle tant au niveau du divertissement que des congrès englobent les jours de fin de semaine à la demande de la clientèle ;

Considérant, donc que cette clientèle composée de 13 millions de visiteurs en 2006 dont 60% de touristes étrangers se trouve de fait dans l'impossibilité de reporter ses achats sur d'autres jours de la semaine ;

Considérant les besoins de cette clientèle à majorité internationale, désireuse de trouver dans un temps limité, en guise de souvenir de son passage en France, les produits représentatifs de la mode européenne et du chic français ;

Considérant par ailleurs que l'ouverture du dimanche permettrait la réalisation d'un chiffre d'affaires important estimé à 20 à 30 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, dont l'absence porterait atteinte au fonctionnement normal de l'établissement comme l'attestent les documents présentés par la société **PORSCHE DESIGN OF France**.

Considérant qu'il n'est pas contesté que le site «La Vallée Village » bénéficie bien d'une affluence touristique et que les touristes s'attendent à trouver ouverts les enseignes de ce site, y compris le dimanche ;

Considérant qu'une telle offre de ce type de produits n'est pas en vente sur le territoire Français et à fortiori sur le territoire de Serris ;

Considérant dans ces conditions qu'il ne peut y avoir de distorsion de concurrence avec des commerces voisins ;

Considérant enfin que les différentes sociétés représentantes de marques connues se sont engagées à respecter une charte sociale prévoyant notamment le recours au volontariat des salariés pour le travail du dimanche, des compensations en matière de repos et de rémunération, des efforts spécifiques de formation et la stabilité de l'emploi par l'utilisation du CDI ;

Considérant donc que la fermeture le dimanche du magasin **PORSCHE DESIGN** porterait un préjudice certain à la clientèle compte tenu de la brièveté des séjours et porterait atteinte au bon fonctionnement de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1 : La EURL « **PORSCHE DESIGN OF France** » dont le siège social est situé 3 cours de la Garonne à SERRIS -77700 - pour son magasin à l'enseigne « **PORSCHE DESIGN** » est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** du **29 juin 2008 au 28 juin 2009 inclus** pour une année. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargée du contrôle de cet établissement.

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Commissaire Divisionnaire, le Chef de district de Police, le Commandant du groupe de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à Melun, le 27 juin 2008

P/ le Préfet, par Délégation

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

" ----- "

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

n° 2008-DDTEFP.RD-075-demande de dérogation, en date du 29 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS THIMEAU pour son établissement MAGIC RAMBO dont le siège social est situé 13 Rue Isaac Newton - Zi Nord Extension Ouest à MEAUX (77100) pour son personnel.

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-075 du 04 juillet 2008 **relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement dont l'activité est : la location et l'entretien d'articles de textiles (draps, housses de couette, nappes, torchons, linge de maison).**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;
VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle Calédonie ;
VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 29 mai 2008, au repos dominical formulée par la SAS THIMEAU pour son établissement MAGIC RAMBO dont le siège social est situé 13 Rue Isaac Newton - Zi Nord Extension Ouest à MEAUX (77100) pour son personnel.

VU l'avis favorable de Madame la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 11 juin 2008 ;
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 12 juin 2008 ;
VU l'avis favorable du comité d'entreprise en date du 29 mai 2008 ;
VU l'avis de l'inspection du travail en date du 2 juin 2008 ;
Le Conseil Municipal de la Mairie de Meaux n'a pas émis d'avis ;

Messieurs les Secrétaires Généraux des Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, ont été consultés le 4 juin 2008 pour avis.

Considérant l'activité de l'établissement : blanchisserie industrielle effectuant : l'entretien du linge d'établissements hôteliers majoritairement situés sur le parc de DISNEYLAND.

Considérant l'objet de la demande : dérogation au repos dominical pour : 38 agents ; dont 37 agents de production et un chef d'équipe détachés chez les clients hôteliers (Disneyland Paris et grands hôtels parisiens.

Considérant que tous ces clients hôteliers sont admis à donner le repos dominical hebdomadaire par roulement (L.3132-12 du code du travail).

Considérant en conséquence que ces établissements fonctionnent 7 jours sur 7.

Considérant l'impossibilité pour les hôtels de stocker le linge sale dans l'attente d'un ramassage.

Considérant en conséquence que pour effectuer le réapprovisionnement de ce linge dans les divers hôtels (ce qui représente environ 6 500 chambres) pour lesquels intervient MAGIC RAMBO

- 37 agents de production détachés sur un site et 1 chef d'équipe sont nécessaires, par roulement

Considérant que la livraison s'effectue avec les véhicules de moins de 7,5 tonnes (les plus de 7,5 tonnes ne bénéficient pas d'une autorisation de circuler le dimanche)

Considérant que la prestation fournie par MAGIC RAMBO à ses clients est contractuelle ; sa remise en cause aurait une incidence préjudiciable sur l'équilibre financier de l'entreprise.

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,
ARRETE

Article 1 : La SAS THIMEAU pour son établissement MAGIC RAMBO située 13 Rue Isaac Newton - Zi Nord Extension Ouest à MEAUX (77100) est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** pour du **6 juillet 2008 au 5 juillet 2009 inclus pour 38 salariés**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargé du contrôle de cet établissement.

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à MELUN, le 04 juillet 2008

P/ le Préfet, par Délégation,

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

"-----"

n° 2008-DDTEFP.RD-067-la demande de dérogation, en date du 29 avril 2008, au repos dominical formulée par la SARL BILLAUD dont le siège social est situé 51 Avenue Leclerc à CHOLET - 49300 -pour le personnel de son magasin NEWMAN sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-067 du 16 juillet 2008

**relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement
dont l'activité est : la vente d'habillement hommes, femmes.**

Le Préfet de Seine-et-Marne,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 29 avril 2008, au repos dominical formulée par la SARL BILLAUD dont le siège social est situé 51 Avenue Leclerc à CHOLET - 49300 -pour le personnel de son magasin NEWMAN sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de SERRIS en date du 14 mai 2008,

VU l'avis favorable de Madame la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 9 mai 2008,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU l'avis favorable de Monsieur le Président de l'Union Départementale de la CGPME en date du 6 mai 2008,
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 22 mai 2008,
VU l'avis de l'inspection du travail en date du 3 juin 2008,

VU la demande d'avis faite aux Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, en date du 29 avril 2008, demandes restées sans réponse ;

Considérant, que l'entreprise demandeuse se situe dans une enceinte dite «La Vallée Village» à SERRIS gérée par la Société Value Retail qui offre des services aux enseignes installées (animation, expositions, accueil touristique et orientation, gardiennage, nettoyage, ...) contre une redevance en pourcentage du chiffre d'affaires ;

Considérant, que «La Vallée Village» s'inscrit dans le développement du secteur IV de Marne la Vallée résultant de la convention signée entre l'Etat et Disneyland ® resort Paris en 1987, qui prévoyait notamment de créer une destination touristique d'envergure internationale ;

Considérant que «La Vallée Village» se situe sur l'emprise territoriale de Disneyland ® resort Paris (Parcs d'attraction et hôtels) ;

Considérant, que les services et produits offerts par les enseignes commerciales de luxe dans «La Vallée Village» font partie de l'offre globale Disneyland ® resort Paris dans sa démarche de prospection commerciale comme le montrent les différents supports publicitaires rédigés en plus de dix langues ;

Considérant que Disneyland ® resort Paris développe en parallèle des parcs d'attraction, une offre en infrastructures de congrès et notamment pour la clientèle internationale intéressée par l'accès à des produits haut de gamme ;

Considérant qu'un service de navettes est organisé entre l'espace accueil de «La Vallée Village» et les hôtels de Disneyland ® resort Paris ;

Considérant que majoritairement les séjours de la clientèle tant au niveau du divertissement que des congrès englobent les jours de fin de semaine à la demande de la clientèle ;

Considérant, donc que cette clientèle composée de 13 millions de visiteurs en 2006 dont 60% de touristes étrangers se trouve de fait dans l'impossibilité de reporter ses achats sur d'autres jours de la semaine ;

Considérant les besoins de cette clientèle à majorité internationale, désireuse de trouver dans un temps limité, en guise de souvenir de son passage en France, les produits représentatifs de la mode européenne et du chic français ;

Considérant par ailleurs que l'ouverture du dimanche permettrait la réalisation d'un chiffre d'affaires important estimé à 20 à 30 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, dont l'absence porterait atteinte au fonctionnement normal de l'établissement comme l'attestent les documents présentés par la SARL **BILLAUD** ;

Considérant qu'il n'est pas contesté que le site «La Vallée Village » bénéficie bien d'une affluence touristique et que les touristes s'attendent à trouver ouverts les enseignes de ce site, y compris le dimanche ;

Considérant qu'une telle offre de ce type de produits n'est pas en vente sur le territoire Français et a fortiori sur le territoire de Serris ;

Considérant dans ces conditions qu'il ne peut y avoir de distorsion de concurrence avec des commerces voisins ;

Considérant enfin que les différentes sociétés représentantes de marques connues se sont engagées à respecter une charte sociale prévoyant notamment le recours au volontariat des salariés pour le travail du dimanche, des compensations en matière de repos et de rémunération, des efforts spécifiques de formation et la stabilité de l'emploi par l'utilisation du CDI ;

Considérant donc que la fermeture le dimanche du magasin **NEWMAN** porterait un préjudice certain à la clientèle compte tenu de la brièveté des séjours et porterait atteinte au bon fonctionnement de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1 : La SARL « **BILLAUD** » dont le siège social est situé 51 Avenue Leclerc à CHOLET - 49300 - pour son magasin à l'enseigne « **NEWMAN** » situé 3 cours de la Garonne la Vallée Village -77700 - SERRIS est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **accordée** 15 juin 2008 au 14 juin 2009 inclus pour une année. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargée du contrôle de cet établissement.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Commissaire Divisionnaire, le Chef de district de Police, le Commandant du groupe de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à Melun, le 16 juillet 2008

P/ le Préfet, par Délégation
et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE :

auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité
Direction Générale du travail
Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail
Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3
39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

"-----"

n° 2008-DDTEFP.RD-068-demande de dérogation, en date du 30 avril 2008, au repos dominical formulée par la SARL FERAUD dont le siège social est situé 2 Rue Bassano à PARIS - 75116 - pour le personnel de son magasin FERAUD sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-068 du 16 juillet 2008

**relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement
dont l'activité est : la vente de prêt-à-porter féminin.**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 30 avril 2008, au repos dominical formulée par la SARL FERAUD dont le siège social est situé 2 Rue Bassano à PARIS - 75116 - pour le personnel de son magasin FERAUD sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de SERRIS en date du 14 mai 2008,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU l'avis favorable de Madame la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 09 mai 2008,
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de l'Union Départementale de la CGPME en date du 06 mai 2008,
VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 06 mai 2008,
VU l'avis de l'inspection du travail en date du 13 mai 2008,
VU la demande d'avis faite aux Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, en date du 30 avril 2008, demandes restées sans réponse ;

Considérant, que l'entreprise demandeuse se situe dans une enceinte dite «La Vallée Village» à SERRIS gérée par la Société Value Retail qui offre des services aux enseignes installées (animation, expositions, accueil touristique et orientation, gardiennage, nettoyage, ...) contre une redevance en pourcentage du chiffre d'affaires ;

Considérant, que «La Vallée Village» s'inscrit dans le développement du secteur IV de Marne la Vallée résultant de la convention signée entre l'Etat et Disneyland ® resort Paris en 1987, qui prévoyait notamment de créer une destination touristique d'envergure internationale ;

Considérant que «La Vallée Village» se situe sur l'emprise territoriale de Disneyland ® resort Paris (Parcs d'attraction et hôtels) ;

Considérant, que les services et produits offerts par les enseignes commerciales de luxe dans «La Vallée Village» font partie de l'offre globale Disneyland ® resort Paris dans sa démarche de prospection commerciale comme le montrent les différents supports publicitaires rédigés en plus de dix langues ;

Considérant que Disneyland ® resort Paris développe en parallèle des parcs d'attraction, une offre en infrastructures de congrès et notamment pour la clientèle internationale intéressée par l'accès à des produits haut de gamme ;

Considérant qu'un service de navettes est organisé entre l'espace accueil de «La Vallée Village» et les hôtels de Disneyland ® resort Paris ;

Considérant que majoritairement les séjours de la clientèle tant au niveau du divertissement que des congrès englobent les jours de fin de semaine à la demande de la clientèle ;

Considérant, donc que cette clientèle composée de 13 millions de visiteurs en 2006 dont 60% de touristes étrangers se trouve de fait dans l'impossibilité de reporter ses achats sur d'autres jours de la semaine ;

Considérant les besoins de cette clientèle à majorité internationale, désireuse de trouver dans un temps limité, en guise de souvenir de son passage en France, les produits représentatifs de la mode européenne et du chic français ;

Considérant par ailleurs que l'ouverture du dimanche permettrait la réalisation d'un chiffre d'affaires important estimé à 20 à 30 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, dont l'absence porterait atteinte au fonctionnement normal de l'établissement comme l'attestent les documents présentés par la SARL **FERAUD**.

Considérant qu'il n'est pas contesté que le site «La Vallée Village » bénéficie bien d'une affluence touristique et que les touristes s'attendent à trouver ouverts les enseignes de ce site, y compris le dimanche ;

Considérant qu'une telle offre de ce type de produits n'est pas en vente sur le territoire Français et a fortiori sur le territoire de Serris ;

Considérant dans ces conditions qu'il ne peut y avoir de distorsion de concurrence avec des commerces voisins ;

Considérant enfin que les différentes sociétés représentantes de marques connues se sont engagées à respecter une charte sociale prévoyant notamment le recours au volontariat des salariés pour le travail du dimanche, des compensations en matière de repos et de rémunération, des efforts spécifiques de formation et la stabilité de l'emploi par l'utilisation du CDI ;

Considérant donc que la fermeture le dimanche du magasin **FERAUD** porterait un préjudice certain à la clientèle compte tenu de la brièveté des séjours et porterait atteinte au bon fonctionnement de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1 : La SARL « **FERAUD** » dont le siège social est situé 2 Rue Bassano à PARIS -75116 - pour son magasin à l'enseigne « **FERAUD** » situé 3 cours de la Garonne la Vallée Village 77700 SERRIS est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** pour une année du **15 juin 2008 au 14 juin 2009 inclus**. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargée du contrôle de cet établissement.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Commissaire Divisionnaire, le Chef de district de Police, le Commandant du groupe de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à Melun, le 16 juillet 2008

P/ le Préfet, par Délégation

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

"-----"

n° 2008-DDTEFP.RD-070-demande de dérogation, en date du 10 avril 2008, au repos dominical formulée par la SA WARNER'S AIGLON dont le siège social est situé 66 Rue du Faubourg Saint Honoré à PARIS 75008 - pour le personnel de son magasin CALVIN KLEIN UNDERWEAR sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE SEINE-ET-MARNE**

**Arrêté Préfectoral n° 2008-DDTEFP.RD-070 du 16 juillet 2008
relatif au repos dominical du personnel salarié d'un Etablissement
dont l'activité est : la vente au détail de sous-vêtements homme et femme.**

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 3132-3, L 3132-20, R 3132-17 du Code du Travail ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République modifiée par le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de régions et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du Président de la République du 5 juillet 2007 portant nomination de M. Michel GUILLOT Préfet de Seine et Marne ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en date du 3 avril 2008, nommant Monsieur Philippe NICOLAS, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne à compter du 3 juin 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD-BCIDE 062 du 23 mai 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe NICOLAS, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine et Marne ;

VU la demande de dérogation, en date du 10 avril 2008, au repos dominical formulée par la SA WARNER'S AIGLON dont le siège social est situé 66 Rue du Faubourg Saint Honoré à PARIS 75008 - pour le personnel de son magasin CALVIN KLEIN UNDERWEAR sis 3 Cours de la Garonne La Vallée Village – 77700 SERRIS

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Mairie de SERRIS en date du 14 mai 2008,

VU l'avis favorable de Mme la Présidente du MEDEF de Seine et Marne en date du 18 avril 2008,

VU l'avis favorable de Monsieur le Président de l'Union Départementale de la CGPME en date du 17 avril 2008,

VU l'avis favorable de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne en date du 24 avril 2008,

VU l'avis défavorable de l'Union Départementale de la CFDT en date du 28 avril 2008,

VU l'avis de l'inspection du travail en date du 2 mai 2008,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

VU la demande d'avis faite aux Unions Départementales des Syndicats CFDT, FO, CGT, CFE/CGC et CFTC, en date du 11 avril 2008, demandes restées sans réponse ;

Considérant, que l'entreprise demandeuse se situe dans une enceinte dite «La Vallée Village» à SERRIS gérée par la Société Value Retail qui offre des services aux enseignes installées (animation, expositions, accueil touristique et orientation, gardiennage, nettoyage, ...) contre une redevance en pourcentage du chiffre d'affaires ;

Considérant, que «La Vallée Village» s'inscrit dans le développement du secteur IV de Marne la Vallée résultant de la convention signée entre l'Etat et Disneyland ® resort Paris en 1987, qui prévoyait notamment de créer une destination touristique d'envergure internationale ;

Considérant que «La Vallée Village» se situe sur l'emprise territoriale de Disneyland ® resort Paris (Parcs d'attraction et hôtels) ;

Considérant, que les services et produits offerts par les enseignes commerciales de luxe dans «La Vallée Village» font partie de l'offre globale Disneyland ® resort Paris dans sa démarche de prospection commerciale comme le montrent les différents supports publicitaires rédigés en plus de dix langues ;

Considérant que Disneyland ® resort Paris développe en parallèle des parcs d'attraction, une offre en infrastructures de congrès et notamment pour la clientèle internationale intéressée par l'accès à des produits haut de gamme ;

Considérant qu'un service de navettes est organisé entre l'espace accueil de «La Vallée Village» et les hôtels de Disneyland ® resort Paris ;

Considérant que majoritairement les séjours de la clientèle tant au niveau du divertissement que des congrès englobent les jours de fin de semaine à la demande de la clientèle ;

Considérant, donc que cette clientèle composée de 13 millions de visiteurs en 2006 dont 60% de touristes étrangers se trouve de fait dans l'impossibilité de reporter ses achats sur d'autres jours de la semaine ;

Considérant les besoins de cette clientèle à majorité internationale, désireuse de trouver dans un temps limité, en guise de souvenir de son passage en France, les produits représentatifs de la mode européenne et du chic français ;

Considérant par ailleurs que l'ouverture du dimanche permettrait la réalisation d'un chiffre d'affaires important estimé à 20 à 30 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, dont l'absence porterait atteinte au fonctionnement normal de l'établissement comme l'attestent les documents présentés par la SA **WARNER'S AIGLON**.

Considérant qu'il n'est pas contesté que le site «La Vallée Village » bénéficie bien d'une affluence touristique et que les touristes s'attendent à trouver ouverts les enseignes de ce site, y compris le dimanche ;

Considérant qu'une telle offre de ce type de produits n'est pas en vente sur le territoire Français et a fortiori sur le territoire de Serris ;

Considérant dans ces conditions qu'il ne peut y avoir de distorsion de concurrence avec des commerces voisins ;

Considérant enfin que les différentes sociétés représentantes de marques connues se sont engagées à respecter une charte sociale prévoyant notamment le recours au volontariat des salariés pour le travail du dimanche, des compensations en matière de repos et de rémunération, des efforts spécifiques de formation et la stabilité de l'emploi par l'utilisation du CDI ;

Considérant donc que la fermeture le dimanche du magasin **CALVIN KLEIN UNDERWEAR** porterait un préjudice certain à la clientèle compte tenu de la brièveté des séjours et porterait atteinte au bon fonctionnement de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne,
ARRETE

Article 1 : La SA « **WARNER'S AIGLON** » dont le siège social est situé 66 Rue du Faubourg Saint Honoré à PARIS -75008 - pour son magasin à l'enseigne « **CALVIN KLEIN UNDERWEAR** » situé 3 cours de la Garonne la Vallée Village 77700 SERRIS est **AUTORISÉE** à déroger au repos dominical.

Article 2 : La présente dérogation est **ACCORDÉE** pour une année à compter du 29 juin 2008 au 28 juin 2009 inclus. La liste du personnel amené à travailler durant cette période dans les locaux de l'entreprise sera communiquée à l'Inspection du Travail chargée du contrôle de cet établissement.

Article 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire ainsi qu'au repos hebdomadaire des salariés devront être respectées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Commissaire Divisionnaire, le Chef de district de Police, le Commandant du groupe de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la Préfecture.

Fait à Melun, le 16 juillet 2008

P/ le Préfet, par Délégation

Et par subdélégation

La Directrice Adjointe,

SIGNÉ

Roxane AUBERT

La présente dérogation peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois à compter de sa notification :

HIERARCHIQUE : auprès de M le Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction Générale du travail Sous-Direction des relations individuelles et collectives du travail

Bureau de la durée et des revenus du travail – RT3 39-43, quai André Citroën - 75935 PARIS Cedex 15

CONTENTIEUX :

auprès de M le Président du Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle 77008 MELUN Cedex

1.6. Voies navigables de France

95-DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DE MESURES COMMERCIALES EXCEPTIONNELLES EN FAVEUR DES TRANSPORTEURS FLUVIAUX DE MARCHANDISES

Voies navigables de France

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 23 AVRIL 2008 C.A. n° 95

DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DE MESURES COMMERCIALES EXCEPTIONNELLES EN FAVEUR DES TRANSPORTEURS FLUVIAUX DE MARCHANDISES

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960 modifié portant statut de Voies navigables de France,

Vu le décret n° 91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991,

Vu le relevé de décision de la réunion du 25 février 2008 entre VNF, le CAF et la CNBA, en présence de l'Etat -MEDAD

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1^{er} : CONDITIONS RELATIVES AU BENEFICE DES MESURES COMMERCIALES EXCEPTIONNELLES AU PROFIT DES TRANSPORTEURS FLUVIAUX DE MARCHANDISES

Voies navigables de France met en place des mesures commerciales exceptionnelles destinées aux entreprises de transport fluvial de marchandises dont le bateau, chargé ou affrété, a subi un arrêt de navigation de plus de 2 jours entre les 19 et 27 février 2008, du fait du mouvement social des agents du Service de la navigation de la Seine.

Afin de bénéficier de ces mesures, les transporteurs doivent :

-présenter à l'agence de St Quentin un dossier de demande comprenant notamment le justificatif d'arrêt fourni par le service de navigation de la Seine ou le justificatif de non exécution de l'affrètement de l'unité considérée fourni par le donneur d'ordre ;

-être à jour de leurs déclarations de transport et du règlement de leurs péages au jour du dépôt du dossier ;

-et disposer d'un titre de navigation en règle pour l'unité fluviale concernée.

Article 2 : MONTANT FORFAITAIRE VERSE AUX TRANSPORTEURS

Chaque transporteur remplissant les conditions prévues par l'article précédent reçoit un montant forfaitaire à la journée d'immobilisation, après application d'une franchise de deux jours :

tpl ≤ 600 tonnes

200 € / jour

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

601 tonnes ≤ tpl ≤ 900 tonnes 250 € / jour
tpl ≥ 901 tonnes 300 € / jour

La somme est versée par VNF sur justificatifs de l'arrêt de navigation subi par le bateau chargé ou affrété, à produire par l'entreprise de transport fluvial.

Article 3 : REMISE DES PEAGES MARCHANDISES FACTURES ENTRE LE 19 FEVRIER ET LE 12 MARS 2008 INCLUS

Sur demande de l'entreprise fluviale, les factures émises sont créditées d'un avoir correspondant à la période du 19 février au 12 mars 2008, pour tous les éléments de péage relatifs au droit d'accès au réseau, au taux à la tonne- kilomètres parcourus pour l'ensemble du trajet sur le réseau VNF et aux droits spéciaux de franchissement d'ouvrages, s'appliquant :

~~a-~~ à tout transport de marchandises, entre le 19 février et le 12 mars 2008 inclus, ayant une origine ou une destination dans le bassin de la Seine, c'est-à-dire dans la zone d'intervention du service de la navigation de la Seine (à l'exclusion des transports ayant leur origine et leur destination en Seine à l'aval de Suresnes ;

~~b-~~ quand l'origine et la destination ne sont pas situées dans le bassin de la Seine, à tout transport de marchandises en transit pour le trajet empruntant le bassin de la Seine.

Article 4 :

La présente délibération prend effet au 1^{er} mai 2008.

Article 5 :

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France et au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

François BORDRY

Jeanne-Marie ROGER

" "

96-DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION DU DISPOSITIF D' INDEMNISATION DES TRANSPORTEURS DE MARCHANDISES EN CAS D'IMMOBILISATION - méthode de calcul et taux – (C.A. n°96)

Voies navigables de France

C.A. n° 96

CONSEIL D' ADMINISTRATION SEANCE DU 25 JUIN 2008

DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION DU DISPOSITIF D' INDEMNISATION DES TRANSPORTEURS DE MARCHANDISES EN CAS D'IMMOBILISATION - méthode de calcul et taux – (C.A. n° 96)

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960 modifié portant statut de Voies navigables de France,

Vu le décret n° 91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991,

Vu la délibération du 27 juin 2007 fixant les conditions d'indemnisation des transporteurs et plaisanciers en cas d'interruption de navigation due à l'établissement,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 :

Les tableaux 1 et 2 concernant l'indemnisation pour immobilisation figurant à l'article 1^{er} de la délibération du 27 juin 2007 susvisée sont remplacés par les tableaux figurant en annexe à la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération prend effet au 1^{er} août 2008.

Article 3 :

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France et au recueil des actes administratifs des préfetures des départements concernés.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

François BORDRY

Jeanne-Marie ROGER

Annexe : taux journaliers d'indemnisation en cas d'immobilisation

Taux journaliers sur les voies de catégorie 1	
Cale générale / Automoteur ou pousseur + 1 barge	Page 3
Cale générale / Barge supplémentaire sans moteur	Page 10
Cale spécialisée / Automoteur ou pousseur + 1 barge	Page 17
Cale spécialisée / Barge supplémentaire sans moteur	Page 24
Taux journaliers sur les voies de catégorie 2, 3 & 4	
Cale générale / Automoteur ou pousseur + 1 barge	Page 31
Cale générale / Barge supplémentaire sans moteur	Page 38
Cale spécialisée / Automoteur ou pousseur + 1 barge	Page 45
Cale spécialisée / Barge supplémentaire sans moteur	Page 52

Voies de catégories 1

Cale générale / Automoteur ou pousseur + 1 barge Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	71	141	212	282	353	423	494	564	635	705	776	846	917	987
201 à 210	73	147	220	294	367	441	514	588	661	734	808	881	955	1028
211 à 220	76	153	229	305	382	458	534	611	687	763	840	916	992	1069
221 à 230	79	158	238	317	396	475	554	633	713	792	871	950	1029	1108
231 à 240	82	164	246	328	410	492	574	656	738	820	902	983	1065	1147
241 à 250	85	169	254	339	424	508	593	678	762	847	932	1016	1101	1186
251 à 260	87	175	262	350	437	524	612	699	787	874	961	1049	1136	1224
261 à 270	90	180	270	360	450	540	630	721	811	901	991	1081	1171	1261
271 à 280	93	185	278	371	463	556	649	741	834	927	1019	1112	1205	1298
281 à 290	95	191	286	381	476	572	667	762	857	953	1048	1143	1238	1334
291 à 300	98	196	293	391	489	587	685	782	880	978	1076	1173	1271	1369
301 à 310	100	201	301	401	501	602	702	802	903	1003	1103	1203	1304	1404
311 à 320	103	205	308	411	514	616	719	822	925	1027	1130	1233	1336	1438
321 à 330	105	210	316	421	526	631	736	841	947	1052	1157	1262	1367	1472
331 à 340	108	215	323	430	538	645	753	860	968	1076	1183	1291	1398	1506
341 à 350	110	220	330	440	550	659	769	879	989	1099	1209	1319	1429	1539
351 à 360	112	224	337	449	561	673	786	898	1010	1122	1234	1347	1459	1571
361 à 370	114	229	343	458	572	687	801	916	1030	1145	1259	1374	1488	1603
371 à 380	117	233	350	467	584	700	817	934	1051	1167	1284	1401	1518	1634
381 à 390	119	238	357	476	595	714	833	952	1071	1190	1309	1427	1546	1665
391 à 400	121	242	363	485	606	727	848	969	1090	1211	1333	1454	1575	1696
401 à 410	123	247	370	493	616	740	863	986	1110	1233	1356	1480	1603	1726
411 à 420	125	251	376	502	627	752	878	1003	1129	1254	1380	1505	1630	1756
421 à 430	128	255	383	510	638	765	893	1020	1148	1275	1403	1530	1658	1785
431 à 440	130	259	389	518	648	777	907	1037	1166	1296	1425	1555	1684	1814
441 à 450	132	263	395	526	658	790	921	1053	1184	1316	1448	1579	1711	1842
451 à 460	134	267	401	534	668	802	935	1069	1203	1336	1470	1603	1737	1871
461 à 470	136	271	407	542	678	814	949	1085	1220	1356	1492	1627	1763	1898
471 à 480	138	275	413	550	688	825	963	1100	1238	1376	1513	1651	1788	1926
481 à 490	139	279	418	558	697	837	976	1116	1255	1395	1534	1674	1813	1953
491 à 500	141	283	424	566	707	848	990	1131	1272	1414	1555	1697	1838	1979

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	143	287	430	573	716	860	1003	1146	1289	1433	1576	1719	1862	2006
511 à 520	145	290	435	580	726	871	1016	1161	1306	1451	1596	1741	1887	2032
521 à 530	147	294	441	588	735	882	1029	1176	1323	1470	1617	1763	1910	2057
531 à 540	149	298	446	595	744	893	1041	1190	1339	1488	1636	1785	1934	2083
541 à 550	151	301	452	602	753	903	1054	1204	1355	1506	1656	1807	1957	2108
551 à 560	152	305	457	609	762	914	1066	1219	1371	1523	1676	1828	1980	2133
561 à 570	154	308	462	616	770	924	1079	1233	1387	1541	1695	1849	2003	2157
571 à 580	156	312	467	623	779	935	1091	1246	1402	1558	1714	1870	2025	2181
581 à 590	158	315	473	630	788	945	1103	1260	1418	1575	1733	1890	2048	2205
591 à 600	159	318	478	637	796	955	1114	1274	1433	1592	1751	1910	2070	2229
601 à 610	161	322	483	643	804	965	1126	1287	1448	1609	1770	1930	2091	2252
611 à 620	163	325	488	650	813	975	1138	1300	1463	1625	1788	1950	2113	2275
621 à 630	164	328	492	657	821	985	1149	1313	1477	1642	1806	1970	2134	2298
631 à 640	166	332	497	663	829	995	1160	1326	1492	1658	1823	1989	2155	2321
641 à 650	167	335	502	669	837	1004	1172	1339	1506	1674	1841	2008	2176	2343
651 à 660	169	338	507	676	845	1014	1183	1352	1521	1689	1858	2027	2196	2365
661 à 670	171	341	512	682	853	1023	1194	1364	1535	1705	1876	2046	2217	2387
671 à 680	172	344	516	688	860	1032	1204	1377	1549	1721	1893	2065	2237	2409
681 à 690	174	347	521	694	868	1042	1215	1389	1562	1736	1910	2083	2257	2430

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0	
691 à 700	175	350	525	700	876	1051	1226	1401	1576	1751	1926	2101	2277	2452	
701 à 710	177	353	530	707	883	1060	1236	1413	1590	1766	1943	2120	2296	2473	
711 à 720	178	356	534	712	891	1069	1247	1425	1603	1781	1959	2137	2316	2494	
721 à 730	180	359	539	718	898	1078	1257	1437	1616	1796	1976	2155	2335	2514	
731 à 740	181	362	543	724	905	1086	1267	1449	1630	1811	1992	2173	2354	2535	
741 à 750	183	365	548	730	913	1095	1278	1460	1643	1825	2008	2190	2373	2555	
751 à 760	184	368	552	736	920	1104	1288	1472	1656	1840	2024	2208	2392	2576	
761 à 770	185	371	556	742	927	1112	1298	1483	1669	1854	2039	2225	2410	2596	
771 à 780	187	374	560	747	934	1121	1308	1494	1681	1868	2055	2242	2429	2615	
781 à 790	188	376	565	753	941	1129	1318	1506	1694	1882	2070	2259	2447	2635	
791 à 800	190	379	569	758	948	1138	1327	1517	1707	1896	2086	2275	2465	2655	
801 à 810	191	382	573	764	955	1146	1337	1528	1719	1910	2101	2292	2483	2674	
811 à 820	192	385	577	769	962	1154	1347	1539	1731	1924	2116	2308	2501	2693	
821 à 830	194	387	581	775	969	1162	1356	1550	1744	1937	2131	2325	2519	2712	
831 à 840	195	390	585	780	975	1171	1366	1561	1756	1951	2146	2341	2536	2731	
841 à 850	196	393	589	786	982	1179	1375	1571	1768	1964	2161	2357	2554	2750	
851 à 860	198	396	593	791	989	1187	1384	1582	1780	1978	2175	2373	2571	2769	
861 à 870	199	398	597	796	995	1195	1394	1593	1792	1991	2190	2389	2588	2787	
871 à 880	200	401	601	802	1002	1202	1403	1603	1804	2004	2205	2405	2605	2806	
881 à 890	202	403	605	807	1009	1210	1412	1614	1816	2017	2219	2421	2622	2824	
891 à 900	203	406	609	812	1015	1218	1421	1624	1827	2030	2233	2436	2639	2842	
901 à 950	209	419	628	838	1047	1257	1466	1675	1885	2094	2304	2513	2722	2932	
951 à 1000	216	431	647	863	1078	1294	1510	1725	1941	2157	2372	2588	2804	3019	
1001 à 1050	222	443	665	887	1109	1330	1552	1774	1996	2217	2439	2661	2883	3104	
1051 à 1100	228	455	683	911	1139	1366	1594	1822	2050	2277	2505	2733	2961	3188	
1101 à 1150	234	467	701	934	1168	1402	1635	1869	2103	2336	2570	2803	3037	3271	
1151 à 1200	239	479	718	958	1197	1437	1676	1916	2155	2394	2634	2873	3113	3352	
1201 à 1250	245	490	736	981	1226	1471	1716	1962	2207	2452	2697	2943	3188	3433	
1251 à 1300	251	502	753	1004	1255	1506	1757	2007	2258	2509	2760	3011	3262	3513	
1301 à 1350	257	513	770	1027	1283	1540	1796	2053	2310	2566	2823	3080	3336	3593	
1351 à 1400	262	525	787	1049	1312	1574	1836	2099	2361	2623	2886	3148	3410	3673	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	268	536	804	1072	1340	1608	1876	2144	2412	2680	2948	3216	3484	3752
1051 à 1500	274	547	821	1095	1368	1642	1916	2190	2463	2737	3011	3284	3558	3832
1501 à 1550	279	559	838	1118	1397	1676	1956	2235	2515	2794	3073	3353	3632	3912
1501 à 1600	285	570	855	1140	1426	1711	1996	2281	2566	2851	3136	3421	3707	3992
1601 à 1700	297	593	890	1187	1483	1780	2076	2373	2670	2966	3263	3560	3856	4153
1701 à 1800	308	617	925	1233	1541	1850	2158	2466	2775	3083	3391	3700	4008	4316
1801 à 1900	320	640	960	1280	1601	1921	2241	2561	2881	3201	3521	3841	4162	4482
1901 à 2000	332	664	996	1328	1661	1993	2325	2657	2989	3321	3653	3985	4317	4650
2001 à 2100	344	689	1033	1377	1721	2066	2410	2754	3099	3443	3787	4131	4476	4820
2101 à 2200	357	713	1070	1427	1783	2140	2497	2853	3210	3566	3923	4280	4636	4993
2201 à 2300	369	738	1108	1477	1846	2215	2584	2954	3323	3692	4061	4430	4800	5169
2301 à 2400	382	764	1146	1528	1910	2292	2674	3055	3437	3819	4201	4583	4965	5347
2401 à 2500	395	790	1185	1579	1974	2369	2764	3159	3554	3948	4343	4738	5133	5528
2501 à 2600	408	816	1224	1632	2040	2448	2855	3263	3671	4079	4487	4895	5303	5711
2601 à 2700	421	842	1264	1685	2106	2527	2948	3369	3791	4212	4633	5054	5475	5896
2701 à 2800	435	869	1304	1738	2173	2607	3042	3477	3911	4346	4780	5215	5649	6084
2801 à 2900	448	896	1344	1792	2241	2689	3137	3585	4033	4481	4929	5377	5825	6273
2901 à 3000	462	924	1385	1847	2309	2771	3232	3694	4156	4618	5080	5541	6003	6465

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	1058	1128	1199	1269	1340	1410	1481	1551	1622	1692	1763	1833	1904	1974
201 à 210	1102	1175	1249	1322	1396	1469	1542	1616	1689	1763	1836	1910	1983	2057
211 à 220	1145	1221	1298	1374	1450	1527	1603	1679	1756	1832	1908	1985	2061	2137
221 à 230	1188	1267	1346	1425	1504	1583	1663	1742	1821	1900	1979	2058	2138	2217
231 à 240	1229	1311	1393	1475	1557	1639	1721	1803	1885	1967	2049	2131	2213	2295
241 à 250	1271	1355	1440	1525	1609	1694	1779	1863	1948	2033	2118	2202	2287	2372
251 à 260	1311	1398	1486	1573	1661	1748	1835	1923	2010	2098	2185	2273	2360	2447
261 à 270	1351	1441	1531	1621	1711	1801	1891	1981	2071	2162	2252	2342	2432	2522
271 à 280	1390	1483	1576	1668	1761	1854	1946	2039	2132	2224	2317	2410	2502	2595
281 à 290	1429	1524	1619	1715	1810	1905	2000	2096	2191	2286	2381	2477	2572	2667
291 à 300	1467	1565	1662	1760	1858	1956	2054	2151	2249	2347	2445	2543	2640	2738
301 à 310	1504	1605	1705	1805	1905	2006	2106	2206	2307	2407	2507	2607	2708	2808
311 à 320	1541	1644	1747	1849	1952	2055	2158	2260	2363	2466	2569	2671	2774	2877
321 à 330	1578	1683	1788	1893	1998	2103	2209	2314	2419	2524	2629	2734	2840	2945
331 à 340	1613	1721	1828	1936	2043	2151	2259	2366	2474	2581	2689	2796	2904	3011
341 à 350	1649	1758	1868	1978	2088	2198	2308	2418	2528	2638	2748	2857	2967	3077
351 à 360	1683	1795	1908	2020	2132	2244	2357	2469	2581	2693	2805	2918	3030	3142
361 à 370	1717	1832	1946	2061	2175	2290	2404	2519	2633	2748	2862	2977	3091	3206
371 à 380	1751	1868	1985	2101	2218	2335	2452	2568	2685	2802	2919	3035	3152	3269
381 à 390	1784	1903	2022	2141	2260	2379	2498	2617	2736	2855	2974	3093	3212	3331
391 à 400	1817	1938	2059	2181	2302	2423	2544	2665	2786	2907	3029	3150	3271	3392
401 à 410	1849	1973	2096	2219	2343	2466	2589	2712	2836	2959	3082	3206	3329	3452
411 à 420	1881	2007	2132	2257	2383	2508	2634	2759	2885	3010	3135	3261	3386	3512
421 à 430	1913	2040	2168	2295	2423	2550	2678	2805	2933	3060	3188	3315	3443	3570
431 à 440	1944	2073	2203	2332	2462	2591	2721	2851	2980	3110	3239	3369	3498	3628
441 à 450	1974	2106	2237	2369	2501	2632	2764	2895	3027	3159	3290	3422	3553	3685
451 à 460	2004	2138	2271	2405	2539	2672	2806	2940	3073	3207	3340	3474	3608	3741
461 à 470	2034	2170	2305	2441	2576	2712	2848	2983	3119	3254	3390	3525	3661	3797
471 à 480	2063	2201	2338	2476	2613	2751	2889	3026	3164	3301	3439	3576	3714	3851
481 à 490	2092	2232	2371	2511	2650	2790	2929	3069	3208	3348	3487	3626	3766	3905
491 à 500	2121	2262	2404	2545	2686	2828	2969	3110	3252	3393	3535	3676	3817	3959
501 à 510	2149	2292	2436	2579	2722	2865	3009	3152	3295	3438	3582	3725	3868	4011

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	2177	2322	2467	2612	2757	2902	3048	3193	3338	3483	3628	3773	3918	4063
521 à 530	2204	2351	2498	2645	2792	2939	3086	3233	3380	3527	3674	3821	3968	4115
531 à 540	2232	2380	2529	2678	2827	2975	3124	3273	3422	3570	3719	3868	4017	4166
541 à 550	2258	2409	2559	2710	2861	3011	3162	3312	3463	3613	3764	3915	4065	4216
551 à 560	2285	2437	2590	2742	2894	3047	3199	3351	3504	3656	3808	3960	4113	4265
561 à 570	2311	2465	2619	2773	2927	3081	3236	3390	3544	3698	3852	4006	4160	4314
571 à 580	2337	2493	2649	2804	2960	3116	3272	3428	3583	3739	3895	4051	4207	4362
581 à 590	2363	2520	2678	2835	2993	3150	3308	3465	3623	3780	3938	4095	4253	4410
591 à 600	2388	2547	2706	2866	3025	3184	3343	3502	3662	3821	3980	4139	4298	4458
601 à 610	2413	2574	2735	2896	3056	3217	3378	3539	3700	3861	4022	4183	4343	4504
611 à 620	2438	2600	2763	2925	3088	3250	3413	3575	3738	3900	4063	4225	4388	4550
621 à 630	2462	2626	2791	2955	3119	3283	3447	3611	3775	3940	4104	4268	4432	4596
631 à 640	2486	2652	2818	2984	3150	3315	3481	3647	3813	3978	4144	4310	4476	4641
641 à 650	2510	2678	2845	3013	3180	3347	3515	3682	3849	4017	4184	4352	4519	4686
651 à 660	2534	2703	2872	3041	3210	3379	3548	3717	3886	4055	4224	4393	4562	4731
661 à 670	2558	2728	2899	3069	3240	3410	3581	3751	3922	4092	4263	4433	4604	4774
671 à 680	2581	2753	2925	3097	3269	3441	3613	3785	3958	4130	4302	4474	4646	4818
681 à 690	2604	2778	2951	3125	3298	3472	3646	3819	3993	4166	4340	4514	4687	4861

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0	
691 à 700	2627	2802	2977	3152	3327	3502	3678	3853	4028	4203	4378	4553	4728	4903	
701 à 710	2649	2826	3003	3179	3356	3533	3709	3886	4063	4239	4416	4592	4769	4946	
711 à 720	2672	2850	3028	3206	3384	3562	3741	3919	4097	4275	4453	4631	4809	4987	
721 à 730	2694	2874	3053	3233	3412	3592	3772	3951	4131	4310	4490	4670	4849	5029	
731 à 740	2716	2897	3078	3259	3440	3621	3802	3984	4165	4346	4527	4708	4889	5070	
741 à 750	2738	2920	3103	3285	3468	3650	3833	4016	4198	4381	4563	4746	4928	5111	
751 à 760	2759	2943	3127	3311	3495	3679	3863	4047	4231	4415	4599	4783	4967	5151	
761 à 770	2781	2966	3152	3337	3522	3708	3893	4079	4264	4449	4635	4820	5006	5191	
771 à 780	2802	2989	3176	3363	3549	3736	3923	4110	4297	4483	4670	4857	5044	5231	
781 à 790	2823	3011	3200	3388	3576	3764	3953	4141	4329	4517	4705	4894	5082	5270	
791 à 800	2844	3034	3223	3413	3603	3792	3982	4171	4361	4551	4740	4930	5120	5309	
801 à 810	2865	3056	3247	3438	3629	3820	4011	4202	4393	4584	4775	4966	5157	5348	
811 à 820	2886	3078	3270	3463	3655	3847	4040	4232	4425	4617	4809	5002	5194	5386	
821 à 830	2906	3100	3293	3487	3681	3875	4068	4262	4456	4650	4843	5037	5231	5425	
831 à 840	2926	3121	3317	3512	3707	3902	4097	4292	4487	4682	4877	5072	5267	5462	
841 à 850	2947	3143	3339	3536	3732	3929	4125	4322	4518	4714	4911	5107	5304	5500	
851 à 860	2967	3164	3362	3560	3758	3955	4153	4351	4549	4746	4944	5142	5340	5538	
861 à 870	2986	3186	3385	3584	3783	3982	4181	4380	4579	4778	4977	5177	5376	5575	
871 à 880	3006	3207	3407	3607	3808	4008	4209	4409	4610	4810	5010	5211	5411	5612	
881 à 890	3026	3228	3429	3631	3833	4034	4236	4438	4640	4841	5043	5245	5447	5648	
891 à 900	3045	3248	3451	3654	3857	4061	4264	4467	4670	4873	5076	5279	5482	5685	
901 à 950	3141	3351	3560	3770	3979	4188	4398	4607	4817	5026	5236	5445	5654	5864	
951 à 1000	3235	3450	3666	3882	4097	4313	4529	4744	4960	5176	5391	5607	5823	6038	
1001 à 1050	3326	3548	3770	3991	4213	4435	4657	4878	5100	5322	5544	5765	5987	6209	
1051 à 1100	3416	3644	3871	4099	4327	4555	4782	5010	5238	5466	5693	5921	6149	6376	
1101 à 1150	3504	3738	3972	4205	4439	4672	4906	5140	5373	5607	5841	6074	6308	6541	
1151 à 1200	3592	3831	4071	4310	4549	4789	5028	5268	5507	5747	5986	6226	6465	6704	
1201 à 1250	3678	3923	4169	4414	4659	4904	5149	5395	5640	5885	6130	6375	6621	6866	
1251 à 1300	3764	4015	4266	4517	4768	5019	5270	5521	5772	6022	6273	6524	6775	7026	
1301 à 1350	3850	4106	4363	4619	4876	5133	5389	5646	5903	6159	6416	6673	6929	7186	
1351 à 1400	3935	4197	4460	4722	4984	5247	5509	5771	6033	6296	6558	6820	7083	7345	
1401 à 1450	4020	4288	4556	4824	5092	5360	5628	5896	6164	6432	6700	6968	7236	7504	

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	4105	4379	4653	4927	5200	5474	5748	6021	6295	6569	6842	7116	7390	7664
1501 à 1550	4191	4470	4750	5029	5309	5588	5867	6147	6426	6706	6985	7264	7544	7823
1501 à 1600	4277	4562	4847	5132	5417	5702	5988	6273	6558	6843	7128	7413	7698	7983
1601 à 1700	4450	4746	5043	5340	5636	5933	6229	6526	6823	7119	7416	7713	8009	8306
1701 à 1800	4624	4933	5241	5549	5858	6166	6474	6783	7091	7399	7707	8016	8324	8632
1801 à 1900	4802	5122	5442	5762	6082	6402	6722	7043	7363	7683	8003	8323	8643	8963
1901 à 2000	4982	5314	5646	5978	6310	6642	6974	7306	7638	7971	8303	8635	8967	9299
2001 à 2100	5164	5509	5853	6197	6541	6886	7230	7574	7919	8263	8607	8951	9296	9640
2101 à 2200	5350	5706	6063	6420	6776	7133	7490	7846	8203	8560	8916	9273	9629	9986
2201 à 2300	5538	5907	6276	6646	7015	7384	7753	8122	8492	8861	9230	9599	9968	10338
2301 à 2400	5729	6111	6493	6875	7257	7639	8021	8403	8784	9166	9548	9930	10312	10694
2401 à 2500	5923	6318	6712	7107	7502	7897	8292	8687	9081	9476	9871	10266	10661	11056
2501 à 2600	6119	6527	6935	7343	7751	8159	8566	8974	9382	9790	10198	10606	11014	11422
2601 à 2700	6318	6739	7160	7581	8002	8423	8845	9266	9687	10108	10529	10950	11372	11793
2701 à 2800	6519	6953	7388	7822	8257	8691	9126	9560	9995	10430	10864	11299	11733	12168
2801 à 2900	6722	7170	7618	8066	8514	8962	9410	9858	10306	10755	11203	11651	12099	12547
2901 à 3000	6927	7388	7850	8312	8774	9236	9697	10159	10621	11083	11544	12006	12468	12930

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	2045	2116	2186	2257	2327	2398	2468	2539	2609	2680	2750	2821
201 à 210	2130	2203	2277	2350	2424	2497	2571	2644	2718	2791	2864	2938
211 à 220	2214	2290	2366	2443	2519	2595	2672	2748	2824	2901	2977	3053
221 à 230	2296	2375	2454	2533	2613	2692	2771	2850	2929	3008	3088	3167
231 à 240	2377	2459	2541	2623	2705	2787	2868	2950	3032	3114	3196	3278
241 à 250	2456	2541	2626	2710	2795	2880	2965	3049	3134	3219	3303	3388
251 à 260	2535	2622	2710	2797	2884	2972	3059	3147	3234	3321	3409	3496
261 à 270	2612	2702	2792	2882	2972	3062	3152	3242	3332	3422	3512	3603
271 à 280	2688	2780	2873	2966	3058	3151	3244	3336	3429	3522	3614	3707
281 à 290	2762	2858	2953	3048	3143	3239	3334	3429	3524	3620	3715	3810
291 à 300	2836	2934	3032	3129	3227	3325	3423	3520	3618	3716	3814	3912
301 à 310	2908	3009	3109	3209	3310	3410	3510	3610	3711	3811	3911	4012
311 à 320	2980	3082	3185	3288	3391	3493	3596	3699	3802	3904	4007	4110
321 à 330	3050	3155	3260	3365	3471	3576	3681	3786	3891	3996	4102	4207
331 à 340	3119	3227	3334	3442	3549	3657	3764	3872	3979	4087	4195	4302
341 à 350	3187	3297	3407	3517	3627	3737	3847	3956	4066	4176	4286	4396
351 à 360	3254	3366	3479	3591	3703	3815	3928	4040	4152	4264	4376	4489
361 à 370	3320	3435	3549	3664	3778	3893	4007	4122	4236	4351	4465	4580
371 à 380	3386	3502	3619	3736	3853	3969	4086	4203	4319	4436	4553	4670
381 à 390	3450	3569	3688	3807	3926	4045	4164	4282	4401	4520	4639	4758
391 à 400	3513	3634	3755	3877	3998	4119	4240	4361	4482	4603	4724	4846
401 à 410	3575	3699	3822	3945	4069	4192	4315	4439	4562	4685	4808	4932
411 à 420	3637	3762	3888	4013	4139	4264	4390	4515	4640	4766	4891	5017
421 à 430	3698	3825	3953	4080	4208	4335	4463	4590	4718	4845	4973	5100
431 à 440	3758	3887	4017	4146	4276	4405	4535	4665	4794	4924	5053	5183
441 à 450	3817	3948	4080	4211	4343	4475	4606	4738	4869	5001	5133	5264
451 à 460	3875	4008	4142	4276	4409	4543	4676	4810	4944	5077	5211	5345
461 à 470	3932	4068	4203	4339	4475	4610	4746	4881	5017	5153	5288	5424
471 à 480	3989	4127	4264	4402	4539	4677	4814	4952	5089	5227	5364	5502
481 à 490	4045	4184	4324	4463	4603	4742	4882	5021	5161	5300	5440	5579
491 à 500	4100	4242	4383	4524	4666	4807	4948	5090	5231	5373	5514	5655
501 à 510	4155	4298	4441	4585	4728	4871	5014	5158	5301	5444	5587	5731
511 à 520	4209	4354	4499	4644	4789	4934	5079	5224	5370	5515	5660	5805

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

521 à 530	4262	4409	4556	4703	4850	4997	5144	5290	5437	5584	5731	5878
531 à 540	4314	4463	4612	4761	4909	5058	5207	5356	5504	5653	5802	5951
541 à 550	4366	4517	4667	4818	4968	5119	5270	5420	5571	5721	5872	6022
551 à 560	4417	4570	4722	4874	5027	5179	5331	5484	5636	5788	5941	6093
561 à 570	4468	4622	4776	4930	5084	5239	5393	5547	5701	5855	6009	6163
571 à 580	4518	4674	4830	4986	5141	5297	5453	5609	5765	5920	6076	6232
581 à 590	4568	4725	4883	5040	5198	5355	5513	5670	5828	5985	6143	6300
591 à 600	4617	4776	4935	5094	5253	5413	5572	5731	5890	6049	6209	6368
601 à 610	4665	4826	4987	5148	5309	5469	5630	5791	5952	6113	6274	6435
611 à 620	4713	4876	5038	5201	5363	5526	5688	5851	6013	6176	6338	6501
621 à 630	4760	4925	5089	5253	5417	5581	5745	5909	6074	6238	6402	6566
631 à 640	4807	4973	5139	5305	5470	5636	5802	5968	6133	6299	6465	6631
641 à 650	4854	5021	5188	5356	5523	5690	5858	6025	6193	6360	6527	6695
651 à 660	4900	5068	5237	5406	5575	5744	5913	6082	6251	6420	6589	6758
661 à 670	4945	5115	5286	5456	5627	5798	5968	6139	6309	6480	6650	6821
671 à 680	4990	5162	5334	5506	5678	5850	6022	6194	6366	6539	6711	6883
681 à 690	5034	5208	5382	5555	5729	5902	6076	6250	6423	6597	6770	6944

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

		Nombres de jours d'immobilisation											
		14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
Port en lourd en Tonnes	691 à 700	5079	5254	5429	5604	5779	5954	6129	6304	6480	6655	6830	7005
	701 à 710	5122	5299	5476	5652	5829	6005	6182	6359	6535	6712	6889	7065
	711 à 720	5166	5344	5522	5700	5878	6056	6234	6412	6591	6769	6947	7125
	721 à 730	5208	5388	5568	5747	5927	6107	6286	6466	6645	6825	7005	7184
	731 à 740	5251	5432	5613	5794	5975	6156	6337	6519	6700	6881	7062	7243
	741 à 750	5293	5476	5658	5841	6023	6206	6388	6571	6753	6936	7118	7301
	751 à 760	5335	5519	5703	5887	6071	6255	6439	6623	6807	6991	7175	7359
	761 à 770	5376	5562	5747	5933	6118	6303	6489	6674	6860	7045	7230	7416
	771 à 780	5418	5604	5791	5978	6165	6352	6538	6725	6912	7099	7286	7472
	781 à 790	5458	5647	5835	6023	6211	6399	6588	6776	6964	7152	7340	7529
	791 à 800	5499	5688	5878	6068	6257	6447	6636	6826	7016	7205	7395	7585
	801 à 810	5539	5730	5921	6112	6303	6494	6685	6876	7067	7258	7449	7640
	811 à 820	5579	5771	5964	6156	6348	6541	6733	6925	7118	7310	7502	7695
	821 à 830	5618	5812	6006	6200	6393	6587	6781	6974	7168	7362	7556	7749
	831 à 840	5658	5853	6048	6243	6438	6633	6828	7023	7218	7413	7608	7804
	841 à 850	5697	5893	6089	6286	6482	6679	6875	7072	7268	7464	7661	7857
	851 à 860	5735	5933	6131	6329	6526	6724	6922	7120	7317	7515	7713	7911
	861 à 870	5774	5973	6172	6371	6570	6769	6968	7167	7367	7566	7765	7964
	871 à 880	5812	6012	6213	6413	6614	6814	7014	7215	7415	7616	7816	8017
	881 à 890	5850	6052	6253	6455	6657	6859	7060	7262	7464	7666	7867	8069
891 à 900	5888	6091	6294	6497	6700	6903	7106	7309	7512	7715	7918	8121	
901 à 950	6073	6283	6492	6702	6911	7120	7330	7539	7749	7958	8167	8377	
951 à 1000	6254	6470	6685	6901	7117	7332	7548	7764	7979	8195	8411	8626	
1001 à 1050	6431	6652	6874	7096	7318	7539	7761	7983	8205	8426	8648	8870	
1051 à 1100	6604	6832	7060	7287	7515	7743	7971	8198	8426	8654	8882	9109	
1101 à 1150	6775	7009	7242	7476	7710	7943	8177	8410	8644	8878	9111	9345	
1151 à 1200	6944	7183	7423	7662	7902	8141	8381	8620	8859	9099	9338	9578	
1201 à 1250	7111	7356	7602	7847	8092	8337	8582	8828	9073	9318	9563	9808	
1251 à 1300	7277	7528	7779	8030	8281	8532	8783	9034	9285	9536	9787	10037	
1301 à 1350	7443	7699	7956	8212	8469	8726	8982	9239	9496	9752	10009	10266	
1351 à 1400	7607	7870	8132	8394	8657	8919	9181	9444	9706	9968	10231	10493	
1401 à 1450	7772	8040	8308	8576	8844	9112	9380	9648	9916	10184	10452	10720	
1051 à 1500	7937	8211	8485	8758	9032	9306	9579	9853	10127	10401	10674	10948	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1501 à 1550	8103	8382	8661	8941	9220	9500	9779	10058	10338	10617	10897	11176
1501 à 1600	8268	8554	8839	9124	9409	9694	9979	10264	10549	10835	11120	11405
1601 à 1700	8603	8899	9196	9493	9789	10086	10382	10679	10976	11272	11569	11866
1701 à 1800	8941	9249	9557	9866	10174	10482	10790	11099	11407	11715	12024	12332
1801 à 1900	9283	9603	9924	10244	10564	10884	11204	11524	11844	12164	12485	12805
1901 à 2000	9631	9963	10295	10627	10960	11292	11624	11956	12288	12620	12952	13284
2001 à 2100	9984	10329	10673	11017	11361	11706	12050	12394	12739	13083	13427	13771
2101 à 2200	10343	10699	11056	11413	11769	12126	12483	12839	13196	13553	13909	14266
2201 à 2300	10707	11076	11445	11814	12184	12553	12922	13291	13660	14030	14399	14768
2301 à 2400	11076	11458	11840	12222	12604	12986	13368	13750	14132	14513	14895	15277
2401 à 2500	11451	11845	12240	12635	13030	13425	13820	14214	14609	15004	15399	15794
2501 à 2600	11830	12238	12646	13054	13462	13870	14277	14685	15093	15501	15909	16317
2601 à 2700	12214	12635	13056	13478	13899	14320	14741	15162	15583	16005	16426	16847
2701 à 2800	12602	13037	13472	13906	14341	14775	15210	15644	16079	16514	16948	17383
2801 à 2900	12995	13443	13891	14339	14787	15236	15684	16132	16580	17028	17476	17924
2901 à 3000	13392	13853	14315	14777	15239	15700	16162	16624	17086	17548	18009	18471

Voies de catégories 1

Cale générale / barge supplémentaire sans moteur

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	35	71	106	141	176	212	247	282	317	353	388	423	458	494
201 à 210	37	73	110	147	184	220	257	294	331	367	404	441	477	514
211 à 220	38	76	114	153	191	229	267	305	343	382	420	458	496	534
221 à 230	40	79	119	158	198	238	277	317	356	396	435	475	515	554
231 à 240	41	82	123	164	205	246	287	328	369	410	451	492	533	574
241 à 250	42	85	127	169	212	254	296	339	381	424	466	508	551	593
251 à 260	44	87	131	175	219	262	306	350	393	437	481	524	568	612
261 à 270	45	90	135	180	225	270	315	360	405	450	495	540	585	630
271 à 280	46	93	139	185	232	278	324	371	417	463	510	556	602	649
281 à 290	48	95	143	191	238	286	333	381	429	476	524	572	619	667
291 à 300	49	98	147	196	244	293	342	391	440	489	538	587	636	685
301 à 310	50	100	150	201	251	301	351	401	451	501	552	602	652	702
311 à 320	51	103	154	205	257	308	360	411	462	514	565	616	668	719
321 à 330	53	105	158	210	263	316	368	421	473	526	578	631	684	736
331 à 340	54	108	161	215	269	323	376	430	484	538	592	645	699	753
341 à 350	55	110	165	220	275	330	385	440	495	550	604	659	714	769
351 à 360	56	112	168	224	281	337	393	449	505	561	617	673	729	786
361 à 370	57	114	172	229	286	343	401	458	515	572	630	687	744	801
371 à 380	58	117	175	233	292	350	409	467	525	584	642	700	759	817
381 à 390	59	119	178	238	297	357	416	476	535	595	654	714	773	833
391 à 400	61	121	182	242	303	363	424	485	545	606	666	727	787	848
401 à 410	62	123	185	247	308	370	432	493	555	616	678	740	801	863
411 à 420	63	125	188	251	314	376	439	502	564	627	690	752	815	878
421 à 430	64	128	191	255	319	383	446	510	574	638	701	765	829	893
431 à 440	65	130	194	259	324	389	453	518	583	648	713	777	842	907
441 à 450	66	132	197	263	329	395	461	526	592	658	724	790	855	921
451 à 460	67	134	200	267	334	401	468	534	601	668	735	802	868	935
461 à 470	68	136	203	271	339	407	475	542	610	678	746	814	881	949
471 à 480	69	138	206	275	344	413	481	550	619	688	757	825	894	963
481 à 490	70	139	209	279	349	418	488	558	628	697	767	837	907	976

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

491 à 500	71	141	212	283	353	424	495	566	636	707	778	848	919	990
501 à 510	72	143	215	287	358	430	501	573	645	716	788	860	931	1003
511 à 520	73	145	218	290	363	435	508	580	653	726	798	871	943	1016
521 à 530	73	147	220	294	367	441	514	588	661	735	808	882	955	1029
531 à 540	74	149	223	298	372	446	521	595	669	744	818	893	967	1041
541 à 550	75	151	226	301	376	452	527	602	678	753	828	903	979	1054
551 à 560	76	152	228	305	381	457	533	609	685	762	838	914	990	1066
561 à 570	77	154	231	308	385	462	539	616	693	770	847	924	1001	1079
571 à 580	78	156	234	312	390	467	545	623	701	779	857	935	1013	1091
581 à 590	79	158	236	315	394	473	551	630	709	788	866	945	1024	1103
591 à 600	80	159	239	318	398	478	557	637	716	796	876	955	1035	1114
601 à 610	80	161	241	322	402	483	563	643	724	804	885	965	1046	1126
611 à 620	81	163	244	325	406	488	569	650	731	813	894	975	1056	1138
621 à 630	82	164	246	328	410	492	575	657	739	821	903	985	1067	1149
631 à 640	83	166	249	332	414	497	580	663	746	829	912	995	1077	1160
641 à 650	84	167	251	335	418	502	586	669	753	837	921	1004	1088	1172
651 à 660	84	169	253	338	422	507	591	676	760	845	929	1014	1098	1183
661 à 670	85	171	256	341	426	512	597	682	767	853	938	1023	1108	1194
671 à 680	86	172	258	344	430	516	602	688	774	860	946	1032	1118	1204
681 à 690	87	174	260	347	434	521	608	694	781	868	955	1042	1128	1215

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
691 à 700	88	175	263	350	438	525	613	700	788	876	963	1051	1138	1226
701 à 710	88	177	265	353	442	530	618	707	795	883	971	1060	1148	1236
711 à 720	89	178	267	356	445	534	623	712	802	891	980	1069	1158	1247
721 à 730	90	180	269	359	449	539	629	718	808	898	988	1078	1167	1257
731 à 740	91	181	272	362	453	543	634	724	815	905	996	1086	1177	1267
741 à 750	91	183	274	365	456	548	639	730	821	913	1004	1095	1186	1278
751 à 760	92	184	276	368	460	552	644	736	828	920	1012	1104	1196	1288
761 à 770	93	185	278	371	463	556	649	742	834	927	1020	1112	1205	1298
771 à 780	93	187	280	374	467	560	654	747	841	934	1027	1121	1214	1308
781 à 790	94	188	282	376	471	565	659	753	847	941	1035	1129	1223	1318
791 à 800	95	190	284	379	474	569	664	758	853	948	1043	1138	1232	1327
801 à 810	95	191	286	382	477	573	668	764	859	955	1050	1146	1241	1337
811 à 820	96	192	289	385	481	577	673	769	866	962	1058	1154	1250	1347
821 à 830	97	194	291	387	484	581	678	775	872	969	1066	1162	1259	1356
831 à 840	98	195	293	390	488	585	683	780	878	975	1073	1171	1268	1366
841 à 850	98	196	295	393	491	589	688	786	884	982	1080	1179	1277	1375
851 à 860	99	198	297	396	494	593	692	791	890	989	1088	1187	1286	1384
861 à 870	100	199	299	398	498	597	697	796	896	995	1095	1195	1294	1394
871 à 880	100	200	301	401	501	601	701	802	902	1002	1102	1202	1303	1403
881 à 890	101	202	303	403	504	605	706	807	908	1009	1109	1210	1311	1412
891 à 900	102	203	305	406	508	609	711	812	914	1015	1117	1218	1320	1421
901 à 950	105	209	314	419	524	628	733	838	942	1047	1152	1257	1361	1466
951 à 1000	108	216	323	431	539	647	755	863	970	1078	1186	1294	1402	1510
1001 à 1050	111	222	333	443	554	665	776	887	998	1109	1220	1330	1441	1552
1051 à 1100	114	228	342	455	569	683	797	911	1025	1139	1253	1366	1480	1594
1101 à 1150	117	234	350	467	584	701	818	934	1051	1168	1285	1402	1519	1635
1151 à 1200	120	239	359	479	599	718	838	958	1077	1197	1317	1437	1556	1676
1201 à 1250	123	245	368	490	613	736	858	981	1103	1226	1349	1471	1594	1716
1251 à 1300	125	251	376	502	627	753	878	1004	1129	1255	1380	1506	1631	1757
1301 à 1350	128	257	385	513	642	770	898	1027	1155	1283	1412	1540	1668	1796

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1351 à 1400	131	262	393	525	656	787	918	1049	1180	1312	1443	1574	1705	1836
1401 à 1450	134	268	402	536	670	804	938	1072	1206	1340	1474	1608	1742	1876
1051 à 1500	137	274	411	547	684	821	958	1095	1232	1368	1505	1642	1779	1916
1501 à 1550	140	279	419	559	698	838	978	1118	1257	1397	1537	1676	1816	1956
1501 à 1600	143	285	428	570	713	855	998	1140	1283	1426	1568	1711	1853	1996
1601 à 1700	148	297	445	593	742	890	1038	1187	1335	1483	1632	1780	1928	2076
1701 à 1800	154	308	462	617	771	925	1079	1233	1387	1541	1696	1850	2004	2158
1801 à 1900	160	320	480	640	800	960	1120	1280	1441	1601	1761	1921	2081	2241
1901 à 2000	166	332	498	664	830	996	1162	1328	1494	1661	1827	1993	2159	2325
2001 à 2100	172	344	516	689	861	1033	1205	1377	1549	1721	1894	2066	2238	2410
2101 à 2200	178	357	535	713	892	1070	1248	1427	1605	1783	1962	2140	2318	2497
2201 à 2300	185	369	554	738	923	1108	1292	1477	1661	1846	2031	2215	2400	2584
2301 à 2400	191	382	573	764	955	1146	1337	1528	1719	1910	2101	2292	2483	2674
2401 à 2500	197	395	592	790	987	1185	1382	1579	1777	1974	2172	2369	2567	2764
2501 à 2600	204	408	612	816	1020	1224	1428	1632	1836	2040	2244	2448	2652	2855
2601 à 2700	211	421	632	842	1053	1264	1474	1685	1895	2106	2316	2527	2738	2948
2701 à 2800	217	435	652	869	1086	1304	1521	1738	1956	2173	2390	2607	2825	3042
2801 à 2900	224	448	672	896	1120	1344	1568	1792	2016	2241	2465	2689	2913	3137
2901 à 3000	231	462	693	924	1154	1385	1616	1847	2078	2309	2540	2771	3002	3232

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	529	564	599	635	670	705	740	776	811	846	881	917	952	987
201 à 210	551	588	624	661	698	734	771	808	845	881	918	955	992	1028
211 à 220	572	611	649	687	725	763	801	840	878	916	954	992	1030	1069
221 à 230	594	633	673	713	752	792	831	871	910	950	990	1029	1069	1108
231 à 240	615	656	697	738	779	820	861	902	943	983	1024	1065	1106	1147
241 à 250	635	678	720	762	805	847	889	932	974	1016	1059	1101	1143	1186
251 à 260	656	699	743	787	830	874	918	961	1005	1049	1093	1136	1180	1224
261 à 270	675	721	766	811	856	901	946	991	1036	1081	1126	1171	1216	1261
271 à 280	695	741	788	834	880	927	973	1019	1066	1112	1158	1205	1251	1298
281 à 290	714	762	810	857	905	953	1000	1048	1095	1143	1191	1238	1286	1334
291 à 300	733	782	831	880	929	978	1027	1076	1125	1173	1222	1271	1320	1369
301 à 310	752	802	852	903	953	1003	1053	1103	1153	1203	1254	1304	1354	1404
311 à 320	771	822	873	925	976	1027	1079	1130	1182	1233	1284	1336	1387	1438
321 à 330	789	841	894	947	999	1052	1104	1157	1209	1262	1315	1367	1420	1472
331 à 340	807	860	914	968	1022	1076	1129	1183	1237	1291	1344	1398	1452	1506
341 à 350	824	879	934	989	1044	1099	1154	1209	1264	1319	1374	1429	1484	1539
351 à 360	842	898	954	1010	1066	1122	1178	1234	1290	1347	1403	1459	1515	1571
361 à 370	859	916	973	1030	1088	1145	1202	1259	1317	1374	1431	1488	1546	1603
371 à 380	876	934	992	1051	1109	1167	1226	1284	1343	1401	1459	1518	1576	1634
381 à 390	892	952	1011	1071	1130	1190	1249	1309	1368	1427	1487	1546	1606	1665
391 à 400	909	969	1030	1090	1151	1211	1272	1333	1393	1454	1514	1575	1635	1696
401 à 410	925	986	1048	1110	1171	1233	1295	1356	1418	1480	1541	1603	1664	1726
411 à 420	941	1003	1066	1129	1191	1254	1317	1380	1442	1505	1568	1630	1693	1756
421 à 430	956	1020	1084	1148	1211	1275	1339	1403	1466	1530	1594	1658	1721	1785
431 à 440	972	1037	1101	1166	1231	1296	1360	1425	1490	1555	1620	1684	1749	1814
441 à 450	987	1053	1119	1184	1250	1316	1382	1448	1513	1579	1645	1711	1777	1842
451 à 460	1002	1069	1136	1203	1269	1336	1403	1470	1537	1603	1670	1737	1804	1871
461 à 470	1017	1085	1153	1220	1288	1356	1424	1492	1559	1627	1695	1763	1831	1898
471 à 480	1032	1100	1169	1238	1307	1376	1444	1513	1582	1651	1719	1788	1857	1926
481 à 490	1046	1116	1186	1255	1325	1395	1465	1534	1604	1674	1744	1813	1883	1953
491 à 500	1060	1131	1202	1272	1343	1414	1485	1555	1626	1697	1767	1838	1909	1979

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	1074	1146	1218	1289	1361	1433	1504	1576	1648	1719	1791	1862	1934	2006
511 à 520	1088	1161	1234	1306	1379	1451	1524	1596	1669	1741	1814	1887	1959	2032
521 à 530	1102	1176	1249	1323	1396	1470	1543	1617	1690	1763	1837	1910	1984	2057
531 à 540	1116	1190	1265	1339	1413	1488	1562	1636	1711	1785	1860	1934	2008	2083
541 à 550	1129	1204	1280	1355	1430	1506	1581	1656	1731	1807	1882	1957	2033	2108
551 à 560	1142	1219	1295	1371	1447	1523	1599	1676	1752	1828	1904	1980	2056	2133
561 à 570	1156	1233	1310	1387	1464	1541	1618	1695	1772	1849	1926	2003	2080	2157
571 à 580	1169	1246	1324	1402	1480	1558	1636	1714	1792	1870	1948	2025	2103	2181
581 à 590	1181	1260	1339	1418	1496	1575	1654	1733	1811	1890	1969	2048	2126	2205
591 à 600	1194	1274	1353	1433	1512	1592	1672	1751	1831	1910	1990	2070	2149	2229
601 à 610	1206	1287	1367	1448	1528	1609	1689	1770	1850	1930	2011	2091	2172	2252
611 à 620	1219	1300	1381	1463	1544	1625	1706	1788	1869	1950	2031	2113	2194	2275
621 à 630	1231	1313	1395	1477	1559	1642	1724	1806	1888	1970	2052	2134	2216	2298
631 à 640	1243	1326	1409	1492	1575	1658	1741	1823	1906	1989	2072	2155	2238	2321
641 à 650	1255	1339	1423	1506	1590	1674	1757	1841	1925	2008	2092	2176	2259	2343
651 à 660	1267	1352	1436	1521	1605	1689	1774	1858	1943	2027	2112	2196	2281	2365
661 à 670	1279	1364	1449	1535	1620	1705	1790	1876	1961	2046	2131	2217	2302	2387
671 à 680	1290	1377	1463	1549	1635	1721	1807	1893	1979	2065	2151	2237	2323	2409
681 à 690	1302	1389	1476	1562	1649	1736	1823	1910	1996	2083	2170	2257	2344	2430

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	1313	1401	1489	1576	1664	1751	1839	1926	2014	2101	2189	2277	2364	2452
701 à 710	1325	1413	1501	1590	1678	1766	1855	1943	2031	2120	2208	2296	2385	2473
711 à 720	1336	1425	1514	1603	1692	1781	1870	1959	2048	2137	2227	2316	2405	2494
721 à 730	1347	1437	1527	1616	1706	1796	1886	1976	2065	2155	2245	2335	2425	2514
731 à 740	1358	1449	1539	1630	1720	1811	1901	1992	2082	2173	2263	2354	2444	2535
741 à 750	1369	1460	1551	1643	1734	1825	1916	2008	2099	2190	2282	2373	2464	2555
751 à 760	1380	1472	1564	1656	1748	1840	1932	2024	2116	2208	2300	2392	2484	2576
761 à 770	1390	1483	1576	1669	1761	1854	1947	2039	2132	2225	2317	2410	2503	2596
771 à 780	1401	1494	1588	1681	1775	1868	1962	2055	2148	2242	2335	2429	2522	2615
781 à 790	1412	1506	1600	1694	1788	1882	1976	2070	2165	2259	2353	2447	2541	2635
791 à 800	1422	1517	1612	1707	1801	1896	1991	2086	2181	2275	2370	2465	2560	2655
801 à 810	1432	1528	1623	1719	1814	1910	2005	2101	2196	2292	2387	2483	2578	2674
811 à 820	1443	1539	1635	1731	1828	1924	2020	2116	2212	2308	2405	2501	2597	2693
821 à 830	1453	1550	1647	1744	1840	1937	2034	2131	2228	2325	2422	2519	2615	2712
831 à 840	1463	1561	1658	1756	1853	1951	2048	2146	2244	2341	2439	2536	2634	2731
841 à 850	1473	1571	1670	1768	1866	1964	2063	2161	2259	2357	2455	2554	2652	2750
851 à 860	1483	1582	1681	1780	1879	1978	2077	2175	2274	2373	2472	2571	2670	2769
861 à 870	1493	1593	1692	1792	1891	1991	2091	2190	2290	2389	2489	2588	2688	2787
871 à 880	1503	1603	1704	1804	1904	2004	2104	2205	2305	2405	2505	2605	2706	2806
881 à 890	1513	1614	1715	1816	1916	2017	2118	2219	2320	2421	2522	2622	2723	2824
891 à 900	1523	1624	1726	1827	1929	2030	2132	2233	2335	2436	2538	2639	2741	2842
901 à 950	1571	1675	1780	1885	1990	2094	2199	2304	2408	2513	2618	2722	2827	2932
951 à 1000	1617	1725	1833	1941	2049	2157	2264	2372	2480	2588	2696	2804	2911	3019
1001 à 1050	1663	1774	1885	1996	2107	2217	2328	2439	2550	2661	2772	2883	2994	3104
1051 à 1100	1708	1822	1936	2050	2163	2277	2391	2505	2619	2733	2847	2961	3074	3188
1101 à 1150	1752	1869	1986	2103	2219	2336	2453	2570	2687	2803	2920	3037	3154	3271
1151 à 1200	1796	1916	2035	2155	2275	2394	2514	2634	2754	2873	2993	3113	3232	3352
1201 à 1250	1839	1962	2084	2207	2329	2452	2575	2697	2820	2943	3065	3188	3310	3433
1251 à 1300	1882	2007	2133	2258	2384	2509	2635	2760	2886	3011	3137	3262	3388	3513
1301 à 1350	1925	2053	2181	2310	2438	2566	2695	2823	2951	3080	3208	3336	3465	3593
1351 à 1400	1967	2099	2230	2361	2492	2623	2754	2886	3017	3148	3279	3410	3541	3673

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	2010	2144	2278	2412	2546	2680	2814	2948	3082	3216	3350	3484	3618	3752
1051 à 1500	2053	2190	2326	2463	2600	2737	2874	3011	3148	3284	3421	3558	3695	3832
1501 à 1550	2095	2235	2375	2515	2654	2794	2934	3073	3213	3353	3492	3632	3772	3912
1501 à 1600	2138	2281	2424	2566	2709	2851	2994	3136	3279	3421	3564	3707	3849	3992
1601 à 1700	2225	2373	2521	2670	2818	2966	3115	3263	3411	3560	3708	3856	4005	4153
1701 à 1800	2312	2466	2621	2775	2929	3083	3237	3391	3545	3700	3854	4008	4162	4316
1801 à 1900	2401	2561	2721	2881	3041	3201	3361	3521	3681	3841	4001	4162	4322	4482
1901 à 2000	2491	2657	2823	2989	3155	3321	3487	3653	3819	3985	4151	4317	4483	4650
2001 à 2100	2582	2754	2926	3099	3271	3443	3615	3787	3959	4131	4304	4476	4648	4820
2101 à 2200	2675	2853	3032	3210	3388	3566	3745	3923	4101	4280	4458	4636	4815	4993
2201 à 2300	2769	2954	3138	3323	3507	3692	3877	4061	4246	4430	4615	4800	4984	5169
2301 à 2400	2865	3055	3246	3437	3628	3819	4010	4201	4392	4583	4774	4965	5156	5347
2401 à 2500	2961	3159	3356	3554	3751	3948	4146	4343	4541	4738	4936	5133	5330	5528
2501 à 2600	3059	3263	3467	3671	3875	4079	4283	4487	4691	4895	5099	5303	5507	5711
2601 à 2700	3159	3369	3580	3791	4001	4212	4422	4633	4843	5054	5265	5475	5686	5896
2701 à 2800	3259	3477	3694	3911	4128	4346	4563	4780	4998	5215	5432	5649	5867	6084
2801 à 2900	3361	3585	3809	4033	4257	4481	4705	4929	5153	5377	5601	5825	6049	6273
2901 à 3000	3463	3694	3925	4156	4387	4618	4849	5080	5310	5541	5772	6003	6234	6465

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	1022	1058	1093	1128	1164	1199	1234	1269	1305	1340	1375	1410
201 à 210	1065	1102	1138	1175	1212	1249	1285	1322	1359	1396	1432	1469
211 à 220	1107	1145	1183	1221	1259	1298	1336	1374	1412	1450	1488	1527
221 à 230	1148	1188	1227	1267	1306	1346	1385	1425	1465	1504	1544	1583
231 à 240	1188	1229	1270	1311	1352	1393	1434	1475	1516	1557	1598	1639
241 à 250	1228	1271	1313	1355	1398	1440	1482	1525	1567	1609	1652	1694
251 à 260	1267	1311	1355	1398	1442	1486	1530	1573	1617	1661	1704	1748
261 à 270	1306	1351	1396	1441	1486	1531	1576	1621	1666	1711	1756	1801
271 à 280	1344	1390	1437	1483	1529	1576	1622	1668	1715	1761	1807	1854
281 à 290	1381	1429	1476	1524	1572	1619	1667	1715	1762	1810	1857	1905
291 à 300	1418	1467	1516	1565	1614	1662	1711	1760	1809	1858	1907	1956
301 à 310	1454	1504	1554	1605	1655	1705	1755	1805	1855	1905	1956	2006
311 à 320	1490	1541	1593	1644	1695	1747	1798	1849	1901	1952	2004	2055
321 à 330	1525	1578	1630	1683	1735	1788	1840	1893	1946	1998	2051	2103
331 à 340	1560	1613	1667	1721	1775	1828	1882	1936	1990	2043	2097	2151
341 à 350	1594	1649	1703	1758	1813	1868	1923	1978	2033	2088	2143	2198
351 à 360	1627	1683	1739	1795	1852	1908	1964	2020	2076	2132	2188	2244
361 à 370	1660	1717	1775	1832	1889	1946	2004	2061	2118	2175	2233	2290
371 à 380	1693	1751	1810	1868	1926	1985	2043	2101	2160	2218	2276	2335
381 à 390	1725	1784	1844	1903	1963	2022	2082	2141	2201	2260	2320	2379
391 à 400	1757	1817	1878	1938	1999	2059	2120	2181	2241	2302	2362	2423
401 à 410	1788	1849	1911	1973	2034	2096	2158	2219	2281	2343	2404	2466
411 à 420	1819	1881	1944	2007	2069	2132	2195	2257	2320	2383	2446	2508
421 à 430	1849	1913	1976	2040	2104	2168	2231	2295	2359	2423	2486	2550
431 à 440	1879	1944	2008	2073	2138	2203	2267	2332	2397	2462	2527	2591
441 à 450	1908	1974	2040	2106	2172	2237	2303	2369	2435	2501	2566	2632
451 à 460	1937	2004	2071	2138	2205	2271	2338	2405	2472	2539	2605	2672
461 à 470	1966	2034	2102	2170	2237	2305	2373	2441	2509	2576	2644	2712
471 à 480	1994	2063	2132	2201	2270	2338	2407	2476	2545	2613	2682	2751
481 à 490	2022	2092	2162	2232	2301	2371	2441	2511	2580	2650	2720	2790
491 à 500	2050	2121	2191	2262	2333	2404	2474	2545	2616	2686	2757	2828
501 à 510	2077	2149	2221	2292	2364	2436	2507	2579	2650	2722	2794	2865

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	2104	2177	2249	2322	2395	2467	2540	2612	2685	2757	2830	2902
521 à 530	2131	2204	2278	2351	2425	2498	2572	2645	2719	2792	2866	2939
531 à 540	2157	2232	2306	2380	2455	2529	2603	2678	2752	2827	2901	2975
541 à 550	2183	2258	2334	2409	2484	2559	2635	2710	2785	2861	2936	3011
551 à 560	2209	2285	2361	2437	2513	2590	2666	2742	2818	2894	2970	3047
561 à 570	2234	2311	2388	2465	2542	2619	2696	2773	2850	2927	3004	3081
571 à 580	2259	2337	2415	2493	2571	2649	2727	2804	2882	2960	3038	3116
581 à 590	2284	2363	2441	2520	2599	2678	2756	2835	2914	2993	3071	3150
591 à 600	2308	2388	2468	2547	2627	2706	2786	2866	2945	3025	3104	3184
601 à 610	2333	2413	2493	2574	2654	2735	2815	2896	2976	3056	3137	3217
611 à 620	2357	2438	2519	2600	2682	2763	2844	2925	3007	3088	3169	3250
621 à 630	2380	2462	2544	2626	2708	2791	2873	2955	3037	3119	3201	3283
631 à 640	2404	2486	2569	2652	2735	2818	2901	2984	3067	3150	3232	3315
641 à 650	2427	2510	2594	2678	2762	2845	2929	3013	3096	3180	3264	3347
651 à 660	2450	2534	2619	2703	2788	2872	2957	3041	3126	3210	3294	3379
661 à 670	2472	2558	2643	2728	2813	2899	2984	3069	3155	3240	3325	3410
671 à 680	2495	2581	2667	2753	2839	2925	3011	3097	3183	3269	3355	3441
681 à 690	2517	2604	2691	2778	2864	2951	3038	3125	3212	3298	3385	3472

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	2539	2627	2714	2802	2890	2977	3065	3152	3240	3327	3415	3502
701 à 710	2561	2649	2738	2826	2914	3003	3091	3179	3268	3356	3444	3533
711 à 720	2583	2672	2761	2850	2939	3028	3117	3206	3295	3384	3473	3562
721 à 730	2604	2694	2784	2874	2963	3053	3143	3233	3323	3412	3502	3592
731 à 740	2626	2716	2807	2897	2988	3078	3169	3259	3350	3440	3531	3621
741 à 750	2647	2738	2829	2920	3012	3103	3194	3285	3377	3468	3559	3650
751 à 760	2667	2759	2851	2943	3035	3127	3219	3311	3403	3495	3587	3679
761 à 770	2688	2781	2874	2966	3059	3152	3244	3337	3430	3522	3615	3708
771 à 780	2709	2802	2896	2989	3082	3176	3269	3363	3456	3549	3643	3736
781 à 790	2729	2823	2917	3011	3106	3200	3294	3388	3482	3576	3670	3764
791 à 800	2749	2844	2939	3034	3129	3223	3318	3413	3508	3603	3697	3792
801 à 810	2769	2865	2960	3056	3151	3247	3342	3438	3533	3629	3724	3820
811 à 820	2789	2886	2982	3078	3174	3270	3366	3463	3559	3655	3751	3847
821 à 830	2809	2906	3003	3100	3197	3293	3390	3487	3584	3681	3778	3875
831 à 840	2829	2926	3024	3121	3219	3317	3414	3512	3609	3707	3804	3902
841 à 850	2848	2947	3045	3143	3241	3339	3438	3536	3634	3732	3830	3929
851 à 860	2868	2967	3065	3164	3263	3362	3461	3560	3659	3758	3857	3955
861 à 870	2887	2986	3086	3186	3285	3385	3484	3584	3683	3783	3882	3982
871 à 880	2906	3006	3106	3207	3307	3407	3507	3607	3708	3808	3908	4008
881 à 890	2925	3026	3127	3228	3328	3429	3530	3631	3732	3833	3934	4034
891 à 900	2944	3045	3147	3248	3350	3451	3553	3654	3756	3857	3959	4061
901 à 950	3037	3141	3246	3351	3455	3560	3665	3770	3874	3979	4084	4188
951 à 1000	3127	3235	3343	3450	3558	3666	3774	3882	3990	4097	4205	4313
1001 à 1050	3215	3326	3437	3548	3659	3770	3881	3991	4102	4213	4324	4435
1051 à 1100	3302	3416	3530	3644	3758	3871	3985	4099	4213	4327	4441	4555
1101 à 1150	3388	3504	3621	3738	3855	3972	4088	4205	4322	4439	4556	4672
1151 à 1200	3472	3592	3711	3831	3951	4071	4190	4310	4430	4549	4669	4789
1201 à 1250	3556	3678	3801	3923	4046	4169	4291	4414	4536	4659	4782	4904
1251 à 1300	3639	3764	3890	4015	4140	4266	4391	4517	4642	4768	4893	5019
1301 à 1350	3721	3850	3978	4106	4235	4363	4491	4619	4748	4876	5004	5133
1351 à 1400	3804	3935	4066	4197	4328	4460	4591	4722	4853	4984	5115	5247
1401 à 1450	3886	4020	4154	4288	4422	4556	4690	4824	4958	5092	5226	5360

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	3969	4105	4242	4379	4516	4653	4790	4927	5063	5200	5337	5474
1501 à 1550	4051	4191	4331	4470	4610	4750	4889	5029	5169	5309	5448	5588
1501 à 1600	4134	4277	4419	4562	4704	4847	4990	5132	5275	5417	5560	5702
1601 à 1700	4301	4450	4598	4746	4895	5043	5191	5340	5488	5636	5785	5933
1701 à 1800	4470	4624	4779	4933	5087	5241	5395	5549	5704	5858	6012	6166
1801 à 1900	4642	4802	4962	5122	5282	5442	5602	5762	5922	6082	6242	6402
1901 à 2000	4816	4982	5148	5314	5480	5646	5812	5978	6144	6310	6476	6642
2001 à 2100	4992	5164	5336	5509	5681	5853	6025	6197	6369	6541	6714	6886
2101 à 2200	5171	5350	5528	5706	5885	6063	6241	6420	6598	6776	6955	7133
2201 à 2300	5353	5538	5723	5907	6092	6276	6461	6646	6830	7015	7199	7384
2301 à 2400	5538	5729	5920	6111	6302	6493	6684	6875	7066	7257	7448	7639
2401 à 2500	5725	5923	6120	6318	6515	6712	6910	7107	7305	7502	7700	7897
2501 à 2600	5915	6119	6323	6527	6731	6935	7139	7343	7547	7751	7955	8159
2601 à 2700	6107	6318	6528	6739	6949	7160	7371	7581	7792	8002	8213	8423
2701 à 2800	6301	6519	6736	6953	7170	7388	7605	7822	8040	8257	8474	8691
2801 à 2900	6498	6722	6946	7170	7394	7618	7842	8066	8290	8514	8738	8962
2901 à 3000	6696	6927	7158	7388	7619	7850	8081	8312	8543	8774	9005	9236

Voies de catégories 1

Cale spécialisée / automoteur ou pousseur + 1 barge

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	106	212	317	423	529	635	740	846	952	1058	1164	1269	1375	1481
201 à 210	110	220	331	441	551	661	771	881	992	1102	1212	1322	1432	1542
211 à 220	114	229	343	458	572	687	801	916	1030	1145	1259	1374	1488	1603
221 à 230	119	238	356	475	594	713	831	950	1069	1188	1306	1425	1544	1663
231 à 240	123	246	369	492	615	738	861	983	1106	1229	1352	1475	1598	1721
241 à 250	127	254	381	508	635	762	889	1016	1143	1271	1398	1525	1652	1779
251 à 260	131	262	393	524	656	787	918	1049	1180	1311	1442	1573	1704	1835
261 à 270	135	270	405	540	675	811	946	1081	1216	1351	1486	1621	1756	1891
271 à 280	139	278	417	556	695	834	973	1112	1251	1390	1529	1668	1807	1946
281 à 290	143	286	429	572	714	857	1000	1143	1286	1429	1572	1715	1857	2000
291 à 300	147	293	440	587	733	880	1027	1173	1320	1467	1614	1760	1907	2054
301 à 310	150	301	451	602	752	903	1053	1203	1354	1504	1655	1805	1956	2106
311 à 320	154	308	462	616	771	925	1079	1233	1387	1541	1695	1849	2004	2158
321 à 330	158	316	473	631	789	947	1104	1262	1420	1578	1735	1893	2051	2209
331 à 340	161	323	484	645	807	968	1129	1291	1452	1613	1775	1936	2097	2259
341 à 350	165	330	495	659	824	989	1154	1319	1484	1649	1813	1978	2143	2308
351 à 360	168	337	505	673	842	1010	1178	1347	1515	1683	1852	2020	2188	2357
361 à 370	172	343	515	687	859	1030	1202	1374	1546	1717	1889	2061	2233	2404
371 à 380	175	350	525	700	876	1051	1226	1401	1576	1751	1926	2101	2276	2452
381 à 390	178	357	535	714	892	1071	1249	1427	1606	1784	1963	2141	2320	2498
391 à 400	182	363	545	727	909	1090	1272	1454	1635	1817	1999	2181	2362	2544
401 à 410	185	370	555	740	925	1110	1295	1480	1664	1849	2034	2219	2404	2589
411 à 420	188	376	564	752	941	1129	1317	1505	1693	1881	2069	2257	2446	2634
421 à 430	191	383	574	765	956	1148	1339	1530	1721	1913	2104	2295	2486	2678
431 à 440	194	389	583	777	972	1166	1360	1555	1749	1944	2138	2332	2527	2721
441 à 450	197	395	592	790	987	1184	1382	1579	1777	1974	2172	2369	2566	2764
451 à 460	200	401	601	802	1002	1203	1403	1603	1804	2004	2205	2405	2605	2806
461 à 470	203	407	610	814	1017	1220	1424	1627	1831	2034	2237	2441	2644	2848
471 à 480	206	413	619	825	1032	1238	1444	1651	1857	2063	2270	2476	2682	2889
481 à 490	209	418	628	837	1046	1255	1465	1674	1883	2092	2301	2511	2720	2929
491 à 500	212	424	636	848	1060	1272	1485	1697	1909	2121	2333	2545	2757	2969

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	215	430	645	860	1074	1289	1504	1719	1934	2149	2364	2579	2794	3009
511 à 520	218	435	653	871	1088	1306	1524	1741	1959	2177	2395	2612	2830	3048
521 à 530	220	441	661	882	1102	1323	1543	1763	1984	2204	2425	2645	2866	3086
531 à 540	223	446	669	893	1116	1339	1562	1785	2008	2232	2455	2678	2901	3124
541 à 550	226	452	678	903	1129	1355	1581	1807	2033	2258	2484	2710	2936	3162
551 à 560	228	457	685	914	1142	1371	1599	1828	2056	2285	2513	2742	2970	3199
561 à 570	231	462	693	924	1156	1387	1618	1849	2080	2311	2542	2773	3004	3236
571 à 580	234	467	701	935	1169	1402	1636	1870	2103	2337	2571	2804	3038	3272
581 à 590	236	473	709	945	1181	1418	1654	1890	2126	2363	2599	2835	3071	3308
591 à 600	239	478	716	955	1194	1433	1672	1910	2149	2388	2627	2866	3104	3343
601 à 610	241	483	724	965	1206	1448	1689	1930	2172	2413	2654	2896	3137	3378
611 à 620	244	488	731	975	1219	1463	1706	1950	2194	2438	2682	2925	3169	3413
621 à 630	246	492	739	985	1231	1477	1724	1970	2216	2462	2708	2955	3201	3447
631 à 640	249	497	746	995	1243	1492	1741	1989	2238	2486	2735	2984	3232	3481
641 à 650	251	502	753	1004	1255	1506	1757	2008	2259	2510	2762	3013	3264	3515
651 à 660	253	507	760	1014	1267	1521	1774	2027	2281	2534	2788	3041	3294	3548
661 à 670	256	512	767	1023	1279	1535	1790	2046	2302	2558	2813	3069	3325	3581
671 à 680	258	516	774	1032	1290	1549	1807	2065	2323	2581	2839	3097	3355	3613
681 à 690	260	521	781	1042	1302	1562	1823	2083	2344	2604	2864	3125	3385	3646

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0	
691 à 700	263	525	788	1051	1313	1576	1839	2101	2364	2627	2890	3152	3415	3678	
701 à 710	265	530	795	1060	1325	1590	1855	2120	2385	2649	2914	3179	3444	3709	
711 à 720	267	534	802	1069	1336	1603	1870	2137	2405	2672	2939	3206	3473	3741	
721 à 730	269	539	808	1078	1347	1616	1886	2155	2425	2694	2963	3233	3502	3772	
731 à 740	272	543	815	1086	1358	1630	1901	2173	2444	2716	2988	3259	3531	3802	
741 à 750	274	548	821	1095	1369	1643	1916	2190	2464	2738	3012	3285	3559	3833	
751 à 760	276	552	828	1104	1380	1656	1932	2208	2484	2759	3035	3311	3587	3863	
761 à 770	278	556	834	1112	1390	1669	1947	2225	2503	2781	3059	3337	3615	3893	
771 à 780	280	560	841	1121	1401	1681	1962	2242	2522	2802	3082	3363	3643	3923	
781 à 790	282	565	847	1129	1412	1694	1976	2259	2541	2823	3106	3388	3670	3953	
791 à 800	284	569	853	1138	1422	1707	1991	2275	2560	2844	3129	3413	3697	3982	
801 à 810	286	573	859	1146	1432	1719	2005	2292	2578	2865	3151	3438	3724	4011	
811 à 820	289	577	866	1154	1443	1731	2020	2308	2597	2886	3174	3463	3751	4040	
821 à 830	291	581	872	1162	1453	1744	2034	2325	2615	2906	3197	3487	3778	4068	
831 à 840	293	585	878	1171	1463	1756	2048	2341	2634	2926	3219	3512	3804	4097	
841 à 850	295	589	884	1179	1473	1768	2063	2357	2652	2947	3241	3536	3830	4125	
851 à 860	297	593	890	1187	1483	1780	2077	2373	2670	2967	3263	3560	3857	4153	
861 à 870	299	597	896	1195	1493	1792	2091	2389	2688	2986	3285	3584	3882	4181	
871 à 880	301	601	902	1202	1503	1804	2104	2405	2706	3006	3307	3607	3908	4209	
881 à 890	303	605	908	1210	1513	1816	2118	2421	2723	3026	3328	3631	3934	4236	
891 à 900	305	609	914	1218	1523	1827	2132	2436	2741	3045	3350	3654	3959	4264	
901 à 950	314	628	942	1257	1571	1885	2199	2513	2827	3141	3455	3770	4084	4398	
951 à 1000	323	647	970	1294	1617	1941	2264	2588	2911	3235	3558	3882	4205	4529	
1001 à 1050	333	665	998	1330	1663	1996	2328	2661	2994	3326	3659	3991	4324	4657	
1051 à 1100	342	683	1025	1366	1708	2050	2391	2733	3074	3416	3758	4099	4441	4782	
1101 à 1150	350	701	1051	1402	1752	2103	2453	2803	3154	3504	3855	4205	4556	4906	
1151 à 1200	359	718	1077	1437	1796	2155	2514	2873	3232	3592	3951	4310	4669	5028	
1201 à 1250	368	736	1103	1471	1839	2207	2575	2943	3310	3678	4046	4414	4782	5149	
1251 à 1300	376	753	1129	1506	1882	2258	2635	3011	3388	3764	4140	4517	4893	5270	
1301 à 1350	385	770	1155	1540	1925	2310	2695	3080	3465	3850	4235	4619	5004	5389	
1351 à 1400	393	787	1180	1574	1967	2361	2754	3148	3541	3935	4328	4722	5115	5509	

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	402	804	1206	1608	2010	2412	2814	3216	3618	4020	4422	4824	5226	5628
1051 à 1500	411	821	1232	1642	2053	2463	2874	3284	3695	4105	4516	4927	5337	5748
1501 à 1550	419	838	1257	1676	2095	2515	2934	3353	3772	4191	4610	5029	5448	5867
1501 à 1600	428	855	1283	1711	2138	2566	2994	3421	3849	4277	4704	5132	5560	5988
1601 à 1700	445	890	1335	1780	2225	2670	3115	3560	4005	4450	4895	5340	5785	6229
1701 à 1800	462	925	1387	1850	2312	2775	3237	3700	4162	4624	5087	5549	6012	6474
1801 à 1900	480	960	1441	1921	2401	2881	3361	3841	4322	4802	5282	5762	6242	6722
1901 à 2000	498	996	1494	1993	2491	2989	3487	3985	4483	4982	5480	5978	6476	6974
2001 à 2100	516	1033	1549	2066	2582	3099	3615	4131	4648	5164	5681	6197	6714	7230
2101 à 2200	535	1070	1605	2140	2675	3210	3745	4280	4815	5350	5885	6420	6955	7490
2201 à 2300	554	1108	1661	2215	2769	3323	3877	4430	4984	5538	6092	6646	7199	7753
2301 à 2400	573	1146	1719	2292	2865	3437	4010	4583	5156	5729	6302	6875	7448	8021
2401 à 2500	592	1185	1777	2369	2961	3554	4146	4738	5330	5923	6515	7107	7700	8292
2501 à 2600	612	1224	1836	2448	3059	3671	4283	4895	5507	6119	6731	7343	7955	8566
2601 à 2700	632	1264	1895	2527	3159	3791	4422	5054	5686	6318	6949	7581	8213	8845
2701 à 2800	652	1304	1956	2607	3259	3911	4563	5215	5867	6519	7170	7822	8474	9126
2801 à 2900	672	1344	2016	2689	3361	4033	4705	5377	6049	6722	7394	8066	8738	9410
2901 à 3000	693	1385	2078	2771	3463	4156	4849	5541	6234	6927	7619	8312	9005	9697

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	1587	1692	1798	1904	2010	2116	2221	2327	2433	2539	2644	2750	2856	2962
201 à 210	1653	1763	1873	1983	2093	2203	2314	2424	2534	2644	2754	2864	2975	3085
211 à 220	1717	1832	1946	2061	2175	2290	2404	2519	2633	2748	2862	2977	3091	3206
221 à 230	1781	1900	2019	2138	2256	2375	2494	2613	2731	2850	2969	3088	3206	3325
231 à 240	1844	1967	2090	2213	2336	2459	2582	2705	2828	2950	3073	3196	3319	3442
241 à 250	1906	2033	2160	2287	2414	2541	2668	2795	2922	3049	3176	3303	3430	3557
251 à 260	1967	2098	2229	2360	2491	2622	2753	2884	3015	3147	3278	3409	3540	3671
261 à 270	2026	2162	2297	2432	2567	2702	2837	2972	3107	3242	3377	3512	3648	3783
271 à 280	2085	2224	2363	2502	2641	2780	2919	3058	3197	3336	3475	3614	3754	3893
281 à 290	2143	2286	2429	2572	2715	2858	3001	3143	3286	3429	3572	3715	3858	4001
291 à 300	2200	2347	2494	2640	2787	2934	3080	3227	3374	3520	3667	3814	3961	4107
301 à 310	2256	2407	2557	2708	2858	3009	3159	3310	3460	3610	3761	3911	4062	4212
311 à 320	2312	2466	2620	2774	2928	3082	3237	3391	3545	3699	3853	4007	4161	4315
321 à 330	2366	2524	2682	2840	2997	3155	3313	3471	3628	3786	3944	4102	4259	4417
331 à 340	2420	2581	2743	2904	3065	3227	3388	3549	3711	3872	4033	4195	4356	4517
341 à 350	2473	2638	2802	2967	3132	3297	3462	3627	3792	3956	4121	4286	4451	4616
351 à 360	2525	2693	2862	3030	3198	3366	3535	3703	3871	4040	4208	4376	4545	4713
361 à 370	2576	2748	2920	3091	3263	3435	3607	3778	3950	4122	4294	4465	4637	4809
371 à 380	2627	2802	2977	3152	3327	3502	3677	3853	4028	4203	4378	4553	4728	4903
381 à 390	2677	2855	3033	3212	3390	3569	3747	3926	4104	4282	4461	4639	4818	4996
391 à 400	2726	2907	3089	3271	3453	3634	3816	3998	4179	4361	4543	4724	4906	5088
401 à 410	2774	2959	3144	3329	3514	3699	3884	4069	4254	4439	4623	4808	4993	5178
411 à 420	2822	3010	3198	3386	3574	3762	3951	4139	4327	4515	4703	4891	5079	5267
421 à 430	2869	3060	3251	3443	3634	3825	4016	4208	4399	4590	4782	4973	5164	5355
431 à 440	2915	3110	3304	3498	3693	3887	4081	4276	4470	4665	4859	5053	5248	5442
441 à 450	2961	3159	3356	3553	3751	3948	4146	4343	4540	4738	4935	5133	5330	5527
451 à 460	3006	3207	3407	3608	3808	4008	4209	4409	4610	4810	5011	5211	5411	5612
461 à 470	3051	3254	3458	3661	3864	4068	4271	4475	4678	4881	5085	5288	5492	5695
471 à 480	3095	3301	3508	3714	3920	4127	4333	4539	4746	4952	5158	5364	5571	5777
481 à 490	3138	3348	3557	3766	3975	4184	4394	4603	4812	5021	5231	5440	5649	5858
491 à 500	3181	3393	3605	3817	4029	4242	4454	4666	4878	5090	5302	5514	5726	5938
501 à 510	3223	3438	3653	3868	4083	4298	4513	4728	4943	5158	5372	5587	5802	6017

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	3265	3483	3701	3918	4136	4354	4571	4789	5007	5224	5442	5660	5877	6095
521 à 530	3307	3527	3747	3968	4188	4409	4629	4850	5070	5290	5511	5731	5952	6172
531 à 540	3347	3570	3794	4017	4240	4463	4686	4909	5133	5356	5579	5802	6025	6248
541 à 550	3388	3613	3839	4065	4291	4517	4743	4968	5194	5420	5646	5872	6098	6323
551 à 560	3427	3656	3884	4113	4341	4570	4798	5027	5255	5484	5712	5941	6169	6398
561 à 570	3467	3698	3929	4160	4391	4622	4853	5084	5316	5547	5778	6009	6240	6471
571 à 580	3506	3739	3973	4207	4440	4674	4908	5141	5375	5609	5843	6076	6310	6544
581 à 590	3544	3780	4016	4253	4489	4725	4962	5198	5434	5670	5907	6143	6379	6615
591 à 600	3582	3821	4060	4298	4537	4776	5015	5253	5492	5731	5970	6209	6447	6686
601 à 610	3619	3861	4102	4343	4585	4826	5067	5309	5550	5791	6032	6274	6515	6756
611 à 620	3657	3900	4144	4388	4632	4876	5119	5363	5607	5851	6094	6338	6582	6826
621 à 630	3693	3940	4186	4432	4678	4925	5171	5417	5663	5909	6156	6402	6648	6894
631 à 640	3730	3978	4227	4476	4724	4973	5222	5470	5719	5968	6216	6465	6714	6962
641 à 650	3766	4017	4268	4519	4770	5021	5272	5523	5774	6025	6276	6527	6778	7029
651 à 660	3801	4055	4308	4562	4815	5068	5322	5575	5829	6082	6336	6589	6842	7096
661 à 670	3837	4092	4348	4604	4860	5115	5371	5627	5883	6139	6394	6650	6906	7162
671 à 680	3871	4130	4388	4646	4904	5162	5420	5678	5936	6194	6452	6711	6969	7227
681 à 690	3906	4166	4427	4687	4948	5208	5468	5729	5989	6250	6510	6770	7031	7291

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	3940	4203	4466	4728	4991	5254	5516	5779	6042	6304	6567	6830	7093	7355
701 à 710	3974	4239	4504	4769	5034	5299	5564	5829	6094	6359	6624	6889	7154	7418
711 à 720	4008	4275	4542	4809	5077	5344	5611	5878	6145	6412	6680	6947	7214	7481
721 à 730	4041	4310	4580	4849	5119	5388	5658	5927	6196	6466	6735	7005	7274	7543
731 à 740	4074	4346	4617	4889	5160	5432	5704	5975	6247	6519	6790	7062	7333	7605
741 à 750	4107	4381	4654	4928	5202	5476	5749	6023	6297	6571	6845	7118	7392	7666
751 à 760	4139	4415	4691	4967	5243	5519	5795	6071	6347	6623	6899	7175	7451	7727
761 à 770	4171	4449	4728	5006	5284	5562	5840	6118	6396	6674	6952	7230	7508	7787
771 à 780	4203	4483	4764	5044	5324	5604	5885	6165	6445	6725	7005	7286	7566	7846
781 à 790	4235	4517	4800	5082	5364	5647	5929	6211	6494	6776	7058	7340	7623	7905
791 à 800	4266	4551	4835	5120	5404	5688	5973	6257	6542	6826	7110	7395	7679	7964
801 à 810	4297	4584	4870	5157	5443	5730	6016	6303	6589	6876	7162	7449	7735	8022
811 à 820	4328	4617	4905	5194	5483	5771	6060	6348	6637	6925	7214	7502	7791	8080
821 à 830	4359	4650	4940	5231	5521	5812	6103	6393	6684	6974	7265	7556	7846	8137
831 à 840	4390	4682	4975	5267	5560	5853	6145	6438	6731	7023	7316	7608	7901	8194
841 à 850	4420	4714	5009	5304	5598	5893	6188	6482	6777	7072	7366	7661	7956	8250
851 à 860	4450	4746	5043	5340	5636	5933	6230	6526	6823	7120	7416	7713	8010	8306
861 à 870	4480	4778	5077	5376	5674	5973	6272	6570	6869	7167	7466	7765	8063	8362
871 à 880	4509	4810	5111	5411	5712	6012	6313	6614	6914	7215	7516	7816	8117	8417
881 à 890	4539	4841	5144	5447	5749	6052	6354	6657	6959	7262	7565	7867	8170	8472
891 à 900	4568	4873	5177	5482	5786	6091	6395	6700	7004	7309	7613	7918	8223	8527
901 à 950	4712	5026	5340	5654	5969	6283	6597	6911	7225	7539	7853	8167	8482	8796
951 à 1000	4852	5176	5499	5823	6146	6470	6793	7117	7440	7764	8087	8411	8734	9057
1001 à 1050	4989	5322	5655	5987	6320	6652	6985	7318	7650	7983	8316	8648	8981	9313
1051 à 1100	5124	5466	5807	6149	6490	6832	7174	7515	7857	8198	8540	8882	9223	9565
1101 à 1150	5257	5607	5957	6308	6658	7009	7359	7710	8060	8410	8761	9111	9462	9812
1151 à 1200	5387	5747	6106	6465	6824	7183	7542	7902	8261	8620	8979	9338	9697	10057
1201 à 1250	5517	5885	6253	6621	6988	7356	7724	8092	8460	8828	9195	9563	9931	10299
1251 à 1300	5646	6022	6399	6775	7152	7528	7905	8281	8657	9034	9410	9787	10163	10539
1301 à 1350	5774	6159	6544	6929	7314	7699	8084	8469	8854	9239	9624	10009	10394	10779
1351 à 1400	5902	6296	6689	7083	7476	7870	8263	8657	9050	9444	9837	10231	10624	11018
1401 à 1450	6030	6432	6834	7236	7638	8040	8442	8844	9246	9648	10050	10452	10854	11256

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	6158	6569	6979	7390	7800	8211	8621	9032	9443	9853	10264	10674	11085	11495
1501 à 1550	6286	6706	7125	7544	7963	8382	8801	9220	9639	10058	10477	10897	11316	11735
1501 à 1600	6415	6843	7271	7698	8126	8554	8981	9409	9837	10264	10692	11120	11547	11975
1601 à 1700	6674	7119	7564	8009	8454	8899	9344	9789	10234	10679	11124	11569	12014	12459
1701 à 1800	6937	7399	7862	8324	8787	9249	9711	10174	10636	11099	11561	12024	12486	12949
1801 à 1900	7203	7683	8163	8643	9123	9603	10084	10564	11044	11524	12004	12485	12965	13445
1901 à 2000	7472	7971	8469	8967	9465	9963	10461	10960	11458	11956	12454	12952	13450	13949
2001 à 2100	7746	8263	8779	9296	9812	10329	10845	11361	11878	12394	12911	13427	13944	14460
2101 à 2200	8025	8560	9095	9629	10164	10699	11234	11769	12304	12839	13374	13909	14444	14979
2201 à 2300	8307	8861	9415	9968	10522	11076	11630	12184	12737	13291	13845	14399	14953	15506
2301 à 2400	8594	9166	9739	10312	10885	11458	12031	12604	13177	13750	14323	14895	15468	16041
2401 à 2500	8884	9476	10069	10661	11253	11845	12438	13030	13622	14214	14807	15399	15991	16584
2501 à 2600	9178	9790	10402	11014	11626	12238	12850	13462	14074	14685	15297	15909	16521	17133
2601 à 2700	9476	10108	10740	11372	12003	12635	13267	13899	14530	15162	15794	16426	17057	17689
2701 à 2800	9778	10430	11081	11733	12385	13037	13689	14341	14993	15644	16296	16948	17600	18252
2801 à 2900	10082	10755	11427	12099	12771	13443	14115	14787	15460	16132	16804	17476	18148	18820
2901 à 3000	10390	11083	11775	12468	13161	13853	14546	15239	15931	16624	17317	18009	18702	19395

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	3067	3173	3279	3385	3491	3596	3702	3808	3914	4019	4125	4231
201 à 210	3195	3305	3415	3525	3636	3746	3856	3966	4076	4187	4297	4407
211 à 220	3320	3435	3549	3664	3778	3893	4007	4122	4236	4351	4465	4580
221 à 230	3444	3563	3681	3800	3919	4038	4156	4275	4394	4513	4631	4750
231 à 240	3565	3688	3811	3934	4057	4180	4303	4426	4549	4672	4794	4917
241 à 250	3685	3812	3939	4066	4193	4320	4447	4574	4701	4828	4955	5082
251 à 260	3802	3933	4064	4195	4326	4458	4589	4720	4851	4982	5113	5244
261 à 270	3918	4053	4188	4323	4458	4593	4728	4863	4998	5134	5269	5404
271 à 280	4032	4171	4310	4449	4588	4727	4866	5005	5144	5283	5422	5561
281 à 290	4144	4286	4429	4572	4715	4858	5001	5144	5287	5430	5572	5715
291 à 300	4254	4401	4547	4694	4841	4987	5134	5281	5427	5574	5721	5867
301 à 310	4363	4513	4663	4814	4964	5115	5265	5416	5566	5716	5867	6017
311 à 320	4469	4624	4778	4932	5086	5240	5394	5548	5702	5857	6011	6165
321 à 330	4575	4733	4890	5048	5206	5364	5521	5679	5837	5995	6152	6310
331 à 340	4679	4840	5001	5163	5324	5485	5647	5808	5969	6130	6292	6453
341 à 350	4781	4946	5110	5275	5440	5605	5770	5935	6100	6264	6429	6594
351 à 360	4881	5050	5218	5386	5555	5723	5891	6060	6228	6396	6565	6733
361 à 370	4981	5152	5324	5496	5668	5839	6011	6183	6355	6526	6698	6870
371 à 380	5078	5253	5429	5604	5779	5954	6129	6304	6479	6654	6829	7005
381 à 390	5175	5353	5532	5710	5888	6067	6245	6424	6602	6781	6959	7137
391 à 400	5270	5451	5633	5815	5996	6178	6360	6542	6723	6905	7087	7268
401 à 410	5363	5548	5733	5918	6103	6288	6473	6658	6843	7028	7213	7398
411 à 420	5456	5644	5832	6020	6208	6396	6584	6772	6961	7149	7337	7525
421 à 430	5547	5738	5929	6120	6312	6503	6694	6885	7077	7268	7459	7650
431 à 440	5636	5831	6025	6219	6414	6608	6802	6997	7191	7386	7580	7774
441 à 450	5725	5922	6120	6317	6515	6712	6909	7107	7304	7502	7699	7896
451 à 460	5812	6013	6213	6413	6614	6814	7015	7215	7416	7616	7816	8017
461 à 470	5898	6102	6305	6509	6712	6915	7119	7322	7526	7729	7932	8136
471 à 480	5983	6190	6396	6602	6809	7015	7221	7428	7634	7840	8047	8253
481 à 490	6067	6277	6486	6695	6904	7114	7323	7532	7741	7950	8160	8369
491 à 500	6150	6362	6574	6787	6999	7211	7423	7635	7847	8059	8271	8483
501 à 510	6232	6447	6662	6877	7092	7307	7521	7736	7951	8166	8381	8596
511 à 520	6313	6531	6748	6966	7184	7401	7619	7837	8054	8272	8490	8707

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

521 à 530	6393	6613	6834	7054	7274	7495	7715	7936	8156	8377	8597	8817
531 à 540	6471	6695	6918	7141	7364	7587	7810	8034	8257	8480	8703	8926
541 à 550	6549	6775	7001	7227	7453	7678	7904	8130	8356	8582	8808	9034
551 à 560	6626	6855	7083	7312	7540	7769	7997	8226	8454	8683	8911	9140
561 à 570	6702	6933	7164	7396	7627	7858	8089	8320	8551	8782	9013	9244
571 à 580	6777	7011	7245	7478	7712	7946	8180	8413	8647	8881	9114	9348
581 à 590	6852	7088	7324	7560	7797	8033	8269	8505	8742	8978	9214	9451
591 à 600	6925	7164	7403	7641	7880	8119	8358	8597	8835	9074	9313	9552
601 à 610	6998	7239	7480	7722	7963	8204	8445	8687	8928	9169	9411	9652
611 à 620	7070	7313	7557	7801	8045	8288	8532	8776	9020	9263	9507	9751
621 à 630	7141	7387	7633	7879	8125	8372	8618	8864	9110	9357	9603	9849
631 à 640	7211	7459	7708	7957	8205	8454	8703	8951	9200	9449	9697	9946
641 à 650	7280	7531	7783	8034	8285	8536	8787	9038	9289	9540	9791	10042
651 à 660	7349	7603	7856	8110	8363	8616	8870	9123	9377	9630	9883	10137
661 à 670	7417	7673	7929	8185	8440	8696	8952	9208	9464	9719	9975	10231
671 à 680	7485	7743	8001	8259	8517	8775	9033	9292	9550	9808	10066	10324
681 à 690	7552	7812	8073	8333	8593	8854	9114	9375	9635	9895	10156	10416

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	7618	7881	8143	8406	8669	8931	9194	9457	9719	9982	10245	10507
701 à 710	7683	7948	8213	8478	8743	9008	9273	9538	9803	10068	10333	10598
711 à 720	7748	8016	8283	8550	8817	9084	9351	9619	9886	10153	10420	10687
721 à 730	7813	8082	8352	8621	8890	9160	9429	9699	9968	10237	10507	10776
731 à 740	7877	8148	8420	8691	8963	9235	9506	9778	10049	10321	10593	10864
741 à 750	7940	8214	8487	8761	9035	9309	9582	9856	10130	10404	10678	10951
751 à 760	8002	8278	8554	8830	9106	9382	9658	9934	10210	10486	10762	11038
761 à 770	8065	8343	8621	8899	9177	9455	9733	10011	10289	10567	10846	11124
771 à 780	8126	8407	8687	8967	9247	9527	9808	10088	10368	10648	10928	11209
781 à 790	8187	8470	8752	9034	9317	9599	9881	10164	10446	10728	11011	11293
791 à 800	8248	8533	8817	9101	9386	9670	9955	10239	10524	10808	11092	11377
801 à 810	8308	8595	8881	9168	9454	9741	10027	10314	10600	10887	11173	11460
811 à 820	8368	8657	8945	9234	9522	9811	10099	10388	10677	10965	11254	11542
821 à 830	8427	8718	9009	9299	9590	9880	10171	10462	10752	11043	11334	11624
831 à 840	8486	8779	9072	9364	9657	9950	10242	10535	10827	11120	11413	11705
841 à 850	8545	8840	9134	9429	9723	10018	10313	10607	10902	11197	11491	11786
851 à 860	8603	8900	9196	9493	9790	10086	10383	10680	10976	11273	11570	11866
861 à 870	8661	8959	9258	9557	9855	10154	10453	10751	11050	11348	11647	11946
871 à 880	8718	9019	9319	9620	9921	10221	10522	10822	11123	11424	11724	12025
881 à 890	8775	9078	9380	9683	9985	10288	10591	10893	11196	11498	11801	12103
891 à 900	8832	9136	9441	9745	10050	10354	10659	10963	11268	11572	11877	12182
901 à 950	9110	9424	9738	10052	10366	10681	10995	11309	11623	11937	12251	12565
951 à 1000	9381	9704	10028	10351	10675	10998	11322	11645	11969	12292	12616	12939
1001 à 1050	9646	9979	10311	10644	10977	11309	11642	11974	12307	12640	12972	13305
1051 à 1100	9906	10248	10590	10931	11273	11614	11956	12298	12639	12981	13322	13664
1101 à 1150	10163	10513	10863	11214	11564	11915	12265	12616	12966	13317	13667	14017
1151 à 1200	10416	10775	11134	11493	11852	12212	12571	12930	13289	13648	14007	14367
1201 à 1250	10667	11034	11402	11770	12138	12506	12874	13241	13609	13977	14345	14713
1251 à 1300	10916	11292	11669	12045	12421	12798	13174	13551	13927	14303	14680	15056
1301 à 1350	11164	11549	11934	12319	12704	13089	13474	13858	14243	14628	15013	15398
1351 à 1400	11411	11805	12198	12592	12985	13379	13772	14166	14559	14953	15346	15740
1401 à 1450	11658	12060	12462	12864	13266	13668	14070	14473	14875	15277	15679	16081
1051 à 1500	11906	12316	12727	13138	13548	13959	14369	14780	15190	15601	16011	16422

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1501 à 1550	12154	12573	12992	13411	13830	14249	14668	15088	15507	15926	16345	16764
1501 à 1600	12403	12830	13258	13686	14113	14541	14969	15396	15824	16252	16680	17107
1601 à 1700	12904	13349	13794	14239	14684	15129	15574	16019	16464	16909	17354	17799
1701 à 1800	13411	13873	14336	14798	15261	15723	16186	16648	17111	17573	18035	18498
1801 à 1900	13925	14405	14885	15366	15846	16326	16806	17286	17766	18247	18727	19207
1901 à 2000	14447	14945	15443	15941	16439	16937	17436	17934	18432	18930	19428	19926
2001 à 2100	14976	15493	16009	16526	17042	17558	18075	18591	19108	19624	20141	20657
2101 à 2200	15514	16049	16584	17119	17654	18189	18724	19259	19794	20329	20864	21399
2201 à 2300	16060	16614	17168	17722	18275	18829	19383	19937	20491	21044	21598	22152
2301 à 2400	16614	17187	17760	18333	18906	19479	20052	20624	21197	21770	22343	22916
2401 à 2500	17176	17768	18360	18953	19545	20137	20729	21322	21914	22506	23099	23691
2501 à 2600	17745	18357	18969	19581	20192	20804	21416	22028	22640	23252	23864	24476
2601 à 2700	18321	18953	19585	20216	20848	21480	22112	22743	23375	24007	24639	25270
2701 à 2800	18904	19556	20207	20859	21511	22163	22815	23467	24119	24770	25422	26074
2801 à 2900	19493	20165	20837	21509	22181	22853	23526	24198	24870	25542	26214	26886
2901 à 3000	20087	20780	21473	22165	22858	23551	24243	24936	25629	26321	27014	27707

Voies de catégories 1

Cale spécialisée / barge supplémentaire sans moteur

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	53	106	159	212	264	317	370	423	476	529	582	635	688	740
201 à 210	55	110	165	220	275	331	386	441	496	551	606	661	716	771
211 à 220	57	114	172	229	286	343	401	458	515	572	630	687	744	801
221 à 230	59	119	178	238	297	356	416	475	534	594	653	713	772	831
231 à 240	61	123	184	246	307	369	430	492	553	615	676	738	799	861
241 à 250	64	127	191	254	318	381	445	508	572	635	699	762	826	889
251 à 260	66	131	197	262	328	393	459	524	590	656	721	787	852	918
261 à 270	68	135	203	270	338	405	473	540	608	675	743	811	878	946
271 à 280	70	139	209	278	348	417	487	556	626	695	765	834	904	973
281 à 290	71	143	214	286	357	429	500	572	643	714	786	857	929	1000
291 à 300	73	147	220	293	367	440	513	587	660	733	807	880	953	1027
301 à 310	75	150	226	301	376	451	527	602	677	752	827	903	978	1053
311 à 320	77	154	231	308	385	462	539	616	694	771	848	925	1002	1079
321 à 330	79	158	237	316	394	473	552	631	710	789	868	947	1025	1104
331 à 340	81	161	242	323	403	484	565	645	726	807	887	968	1049	1129
341 à 350	82	165	247	330	412	495	577	659	742	824	907	989	1072	1154
351 à 360	84	168	252	337	421	505	589	673	757	842	926	1010	1094	1178
361 à 370	86	172	258	343	429	515	601	687	773	859	945	1030	1116	1202
371 à 380	88	175	263	350	438	525	613	700	788	876	963	1051	1138	1226
381 à 390	89	178	268	357	446	535	625	714	803	892	981	1071	1160	1249
391 à 400	91	182	273	363	454	545	636	727	818	909	999	1090	1181	1272
401 à 410	92	185	277	370	462	555	647	740	832	925	1017	1110	1202	1295
411 à 420	94	188	282	376	470	564	658	752	847	941	1035	1129	1223	1317
421 à 430	96	191	287	383	478	574	669	765	861	956	1052	1148	1243	1339
431 à 440	97	194	292	389	486	583	680	777	875	972	1069	1166	1263	1360
441 à 450	99	197	296	395	494	592	691	790	888	987	1086	1184	1283	1382
451 à 460	100	200	301	401	501	601	701	802	902	1002	1102	1203	1303	1403
461 à 470	102	203	305	407	508	610	712	814	915	1017	1119	1220	1322	1424
471 à 480	103	206	309	413	516	619	722	825	928	1032	1135	1238	1341	1444
481 à 490	105	209	314	418	523	628	732	837	941	1046	1151	1255	1360	1465

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

491 à 500	106	212	318	424	530	636	742	848	954	1060	1166	1272	1379	1485
501 à 510	107	215	322	430	537	645	752	860	967	1074	1182	1289	1397	1504
511 à 520	109	218	327	435	544	653	762	871	980	1088	1197	1306	1415	1524
521 à 530	110	220	331	441	551	661	772	882	992	1102	1212	1323	1433	1543
531 à 540	112	223	335	446	558	669	781	893	1004	1116	1227	1339	1450	1562
541 à 550	113	226	339	452	565	678	790	903	1016	1129	1242	1355	1468	1581
551 à 560	114	228	343	457	571	685	800	914	1028	1142	1257	1371	1485	1599
561 à 570	116	231	347	462	578	693	809	924	1040	1156	1271	1387	1502	1618
571 à 580	117	234	351	467	584	701	818	935	1052	1169	1285	1402	1519	1636
581 à 590	118	236	354	473	591	709	827	945	1063	1181	1299	1418	1536	1654
591 à 600	119	239	358	478	597	716	836	955	1075	1194	1313	1433	1552	1672
601 à 610	121	241	362	483	603	724	845	965	1086	1206	1327	1448	1568	1689
611 à 620	122	244	366	488	609	731	853	975	1097	1219	1341	1463	1585	1706
621 à 630	123	246	369	492	616	739	862	985	1108	1231	1354	1477	1600	1724
631 à 640	124	249	373	497	622	746	870	995	1119	1243	1368	1492	1616	1741
641 à 650	126	251	377	502	628	753	879	1004	1130	1255	1381	1506	1632	1757
651 à 660	127	253	380	507	634	760	887	1014	1140	1267	1394	1521	1647	1774
661 à 670	128	256	384	512	639	767	895	1023	1151	1279	1407	1535	1663	1790
671 à 680	129	258	387	516	645	774	903	1032	1161	1290	1420	1549	1678	1807
681 à 690	130	260	391	521	651	781	911	1042	1172	1302	1432	1562	1693	1823

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0	
691 à 700	131	263	394	525	657	788	919	1051	1182	1313	1445	1576	1707	1839	
701 à 710	132	265	397	530	662	795	927	1060	1192	1325	1457	1590	1722	1855	
711 à 720	134	267	401	534	668	802	935	1069	1202	1336	1470	1603	1737	1870	
721 à 730	135	269	404	539	674	808	943	1078	1212	1347	1482	1616	1751	1886	
731 à 740	136	272	407	543	679	815	951	1086	1222	1358	1494	1630	1765	1901	
741 à 750	137	274	411	548	684	821	958	1095	1232	1369	1506	1643	1780	1916	
751 à 760	138	276	414	552	690	828	966	1104	1242	1380	1518	1656	1794	1932	
761 à 770	139	278	417	556	695	834	973	1112	1251	1390	1530	1669	1808	1947	
771 à 780	140	280	420	560	701	841	981	1121	1261	1401	1541	1681	1821	1962	
781 à 790	141	282	423	565	706	847	988	1129	1270	1412	1553	1694	1835	1976	
791 à 800	142	284	427	569	711	853	995	1138	1280	1422	1564	1707	1849	1991	
801 à 810	143	286	430	573	716	859	1003	1146	1289	1432	1576	1719	1862	2005	
811 à 820	144	289	433	577	721	866	1010	1154	1299	1443	1587	1731	1876	2020	
821 à 830	145	291	436	581	727	872	1017	1162	1308	1453	1598	1744	1889	2034	
831 à 840	146	293	439	585	732	878	1024	1171	1317	1463	1609	1756	1902	2048	
841 à 850	147	295	442	589	737	884	1031	1179	1326	1473	1621	1768	1915	2063	
851 à 860	148	297	445	593	742	890	1038	1187	1335	1483	1632	1780	1928	2077	
861 à 870	149	299	448	597	747	896	1045	1195	1344	1493	1643	1792	1941	2091	
871 à 880	150	301	451	601	752	902	1052	1202	1353	1503	1653	1804	1954	2104	
881 à 890	151	303	454	605	756	908	1059	1210	1362	1513	1664	1816	1967	2118	
891 à 900	152	305	457	609	761	914	1066	1218	1370	1523	1675	1827	1980	2132	
901 à 950	157	314	471	628	785	942	1099	1257	1414	1571	1728	1885	2042	2199	
951 à 1000	162	323	485	647	809	970	1132	1294	1456	1617	1779	1941	2103	2264	
1001 à 1050	166	333	499	665	832	998	1164	1330	1497	1663	1829	1996	2162	2328	
1051 à 1100	171	342	512	683	854	1025	1196	1366	1537	1708	1879	2050	2220	2391	
1101 à 1150	175	350	526	701	876	1051	1227	1402	1577	1752	1927	2103	2278	2453	
1151 à 1200	180	359	539	718	898	1077	1257	1437	1616	1796	1975	2155	2335	2514	
1201 à 1250	184	368	552	736	920	1103	1287	1471	1655	1839	2023	2207	2391	2575	
1251 à 1300	188	376	565	753	941	1129	1317	1506	1694	1882	2070	2258	2447	2635	
1301 à 1350	192	385	577	770	962	1155	1347	1540	1732	1925	2117	2310	2502	2695	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1351 à 1400	197	393	590	787	984	1180	1377	1574	1771	1967	2164	2361	2558	2754
1401 à 1450	201	402	603	804	1005	1206	1407	1608	1809	2010	2211	2412	2613	2814
1051 à 1500	205	411	616	821	1026	1232	1437	1642	1847	2053	2258	2463	2669	2874
1501 à 1550	210	419	629	838	1048	1257	1467	1676	1886	2095	2305	2515	2724	2934
1501 à 1600	214	428	642	855	1069	1283	1497	1711	1925	2138	2352	2566	2780	2994
1601 à 1700	222	445	667	890	1112	1335	1557	1780	2002	2225	2447	2670	2892	3115
1701 à 1800	231	462	694	925	1156	1387	1619	1850	2081	2312	2543	2775	3006	3237
1801 à 1900	240	480	720	960	1200	1441	1681	1921	2161	2401	2641	2881	3121	3361
1901 à 2000	249	498	747	996	1245	1494	1744	1993	2242	2491	2740	2989	3238	3487
2001 à 2100	258	516	775	1033	1291	1549	1807	2066	2324	2582	2840	3099	3357	3615
2101 à 2200	267	535	802	1070	1337	1605	1872	2140	2407	2675	2942	3210	3477	3745
2201 à 2300	277	554	831	1108	1384	1661	1938	2215	2492	2769	3046	3323	3600	3877
2301 à 2400	286	573	859	1146	1432	1719	2005	2292	2578	2865	3151	3437	3724	4010
2401 à 2500	296	592	888	1185	1481	1777	2073	2369	2665	2961	3257	3554	3850	4146
2501 à 2600	306	612	918	1224	1530	1836	2142	2448	2754	3059	3365	3671	3977	4283
2601 à 2700	316	632	948	1264	1579	1895	2211	2527	2843	3159	3475	3791	4106	4422
2701 à 2800	326	652	978	1304	1630	1956	2281	2607	2933	3259	3585	3911	4237	4563
2801 à 2900	336	672	1008	1344	1680	2016	2353	2689	3025	3361	3697	4033	4369	4705
2901 à 3000	346	693	1039	1385	1732	2078	2424	2771	3117	3463	3810	4156	4502	4849

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	793	846	899	952	1005	1058	1111	1164	1216	1269	1322	1375	1428	1481
201 à 210	826	881	936	992	1047	1102	1157	1212	1267	1322	1377	1432	1487	1542
211 à 220	859	916	973	1030	1088	1145	1202	1259	1317	1374	1431	1488	1546	1603
221 à 230	891	950	1009	1069	1128	1188	1247	1306	1366	1425	1484	1544	1603	1663
231 à 240	922	983	1045	1106	1168	1229	1291	1352	1414	1475	1537	1598	1660	1721
241 à 250	953	1016	1080	1143	1207	1271	1334	1398	1461	1525	1588	1652	1715	1779
251 à 260	983	1049	1114	1180	1246	1311	1377	1442	1508	1573	1639	1704	1770	1835
261 à 270	1013	1081	1148	1216	1283	1351	1418	1486	1554	1621	1689	1756	1824	1891
271 à 280	1043	1112	1182	1251	1321	1390	1460	1529	1599	1668	1738	1807	1877	1946
281 à 290	1072	1143	1215	1286	1357	1429	1500	1572	1643	1715	1786	1857	1929	2000
291 à 300	1100	1173	1247	1320	1394	1467	1540	1614	1687	1760	1834	1907	1980	2054
301 à 310	1128	1203	1279	1354	1429	1504	1580	1655	1730	1805	1880	1956	2031	2106
311 à 320	1156	1233	1310	1387	1464	1541	1618	1695	1772	1849	1926	2004	2081	2158
321 à 330	1183	1262	1341	1420	1499	1578	1656	1735	1814	1893	1972	2051	2130	2209
331 à 340	1210	1291	1371	1452	1533	1613	1694	1775	1855	1936	2017	2097	2178	2259
341 à 350	1236	1319	1401	1484	1566	1649	1731	1813	1896	1978	2061	2143	2226	2308
351 à 360	1262	1347	1431	1515	1599	1683	1767	1852	1936	2020	2104	2188	2272	2357
361 à 370	1288	1374	1460	1546	1632	1717	1803	1889	1975	2061	2147	2233	2319	2404
371 à 380	1313	1401	1488	1576	1664	1751	1839	1926	2014	2101	2189	2276	2364	2452
381 à 390	1338	1427	1517	1606	1695	1784	1874	1963	2052	2141	2230	2320	2409	2498
391 à 400	1363	1454	1545	1635	1726	1817	1908	1999	2090	2181	2271	2362	2453	2544
401 à 410	1387	1480	1572	1664	1757	1849	1942	2034	2127	2219	2312	2404	2497	2589
411 à 420	1411	1505	1599	1693	1787	1881	1975	2069	2163	2257	2352	2446	2540	2634
421 à 430	1434	1530	1626	1721	1817	1913	2008	2104	2199	2295	2391	2486	2582	2678
431 à 440	1458	1555	1652	1749	1846	1944	2041	2138	2235	2332	2429	2527	2624	2721
441 à 450	1481	1579	1678	1777	1875	1974	2073	2172	2270	2369	2468	2566	2665	2764
451 à 460	1503	1603	1704	1804	1904	2004	2104	2205	2305	2405	2505	2605	2706	2806
461 à 470	1525	1627	1729	1831	1932	2034	2136	2237	2339	2441	2542	2644	2746	2848
471 à 480	1547	1651	1754	1857	1960	2063	2166	2270	2373	2476	2579	2682	2785	2889
481 à 490	1569	1674	1778	1883	1988	2092	2197	2301	2406	2511	2615	2720	2824	2929
491 à 500	1591	1697	1803	1909	2015	2121	2227	2333	2439	2545	2651	2757	2863	2969

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	1612	1719	1827	1934	2042	2149	2256	2364	2471	2579	2686	2794	2901	3009
511 à 520	1633	1741	1850	1959	2068	2177	2286	2395	2503	2612	2721	2830	2939	3048
521 à 530	1653	1763	1874	1984	2094	2204	2315	2425	2535	2645	2755	2866	2976	3086
531 à 540	1674	1785	1897	2008	2120	2232	2343	2455	2566	2678	2789	2901	3013	3124
541 à 550	1694	1807	1920	2033	2145	2258	2371	2484	2597	2710	2823	2936	3049	3162
551 à 560	1714	1828	1942	2056	2171	2285	2399	2513	2628	2742	2856	2970	3085	3199
561 à 570	1733	1849	1964	2080	2196	2311	2427	2542	2658	2773	2889	3004	3120	3236
571 à 580	1753	1870	1986	2103	2220	2337	2454	2571	2688	2804	2921	3038	3155	3272
581 à 590	1772	1890	2008	2126	2244	2363	2481	2599	2717	2835	2953	3071	3190	3308
591 à 600	1791	1910	2030	2149	2269	2388	2507	2627	2746	2866	2985	3104	3224	3343
601 à 610	1810	1930	2051	2172	2292	2413	2534	2654	2775	2896	3016	3137	3258	3378
611 à 620	1828	1950	2072	2194	2316	2438	2560	2682	2803	2925	3047	3169	3291	3413
621 à 630	1847	1970	2093	2216	2339	2462	2585	2708	2832	2955	3078	3201	3324	3447
631 à 640	1865	1989	2114	2238	2362	2486	2611	2735	2859	2984	3108	3232	3357	3481
641 à 650	1883	2008	2134	2259	2385	2510	2636	2762	2887	3013	3138	3264	3389	3515
651 à 660	1901	2027	2154	2281	2408	2534	2661	2788	2914	3041	3168	3294	3421	3548
661 à 670	1918	2046	2174	2302	2430	2558	2686	2813	2941	3069	3197	3325	3453	3581
671 à 680	1936	2065	2194	2323	2452	2581	2710	2839	2968	3097	3226	3355	3484	3613
681 à 690	1953	2083	2213	2344	2474	2604	2734	2864	2995	3125	3255	3385	3515	3646

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	1970	2101	2233	2364	2496	2627	2758	2890	3021	3152	3284	3415	3546	3678
701 à 710	1987	2120	2252	2385	2517	2649	2782	2914	3047	3179	3312	3444	3577	3709
711 à 720	2004	2137	2271	2405	2538	2672	2805	2939	3073	3206	3340	3473	3607	3741
721 à 730	2021	2155	2290	2425	2559	2694	2829	2963	3098	3233	3368	3502	3637	3772
731 à 740	2037	2173	2309	2444	2580	2716	2852	2988	3123	3259	3395	3531	3667	3802
741 à 750	2053	2190	2327	2464	2601	2738	2875	3012	3149	3285	3422	3559	3696	3833
751 à 760	2070	2208	2346	2484	2621	2759	2897	3035	3173	3311	3449	3587	3725	3863
761 à 770	2086	2225	2364	2503	2642	2781	2920	3059	3198	3337	3476	3615	3754	3893
771 à 780	2102	2242	2382	2522	2662	2802	2942	3082	3222	3363	3503	3643	3783	3923
781 à 790	2117	2259	2400	2541	2682	2823	2964	3106	3247	3388	3529	3670	3811	3953
791 à 800	2133	2275	2418	2560	2702	2844	2986	3129	3271	3413	3555	3697	3840	3982
801 à 810	2149	2292	2435	2578	2722	2865	3008	3151	3295	3438	3581	3724	3868	4011
811 à 820	2164	2308	2453	2597	2741	2886	3030	3174	3318	3463	3607	3751	3896	4040
821 à 830	2180	2325	2470	2615	2761	2906	3051	3197	3342	3487	3633	3778	3923	4068
831 à 840	2195	2341	2487	2634	2780	2926	3073	3219	3365	3512	3658	3804	3951	4097
841 à 850	2210	2357	2505	2652	2799	2947	3094	3241	3388	3536	3683	3830	3978	4125
851 à 860	2225	2373	2522	2670	2818	2967	3115	3263	3412	3560	3708	3857	4005	4153
861 à 870	2240	2389	2538	2688	2837	2986	3136	3285	3434	3584	3733	3882	4032	4181
871 à 880	2255	2405	2555	2706	2856	3006	3157	3307	3457	3607	3758	3908	4058	4209
881 à 890	2269	2421	2572	2723	2875	3026	3177	3328	3480	3631	3782	3934	4085	4236
891 à 900	2284	2436	2589	2741	2893	3045	3198	3350	3502	3654	3807	3959	4111	4264
901 à 950	2356	2513	2670	2827	2984	3141	3298	3455	3613	3770	3927	4084	4241	4398
951 à 1000	2426	2588	2750	2911	3073	3235	3397	3558	3720	3882	4044	4205	4367	4529
1001 à 1050	2495	2661	2827	2994	3160	3326	3493	3659	3825	3991	4158	4324	4490	4657
1051 à 1100	2562	2733	2904	3074	3245	3416	3587	3758	3928	4099	4270	4441	4612	4782
1101 à 1150	2628	2803	2979	3154	3329	3504	3680	3855	4030	4205	4380	4556	4731	4906
1151 à 1200	2694	2873	3053	3232	3412	3592	3771	3951	4130	4310	4490	4669	4849	5028
1201 à 1250	2759	2943	3126	3310	3494	3678	3862	4046	4230	4414	4598	4782	4966	5149
1251 à 1300	2823	3011	3199	3388	3576	3764	3952	4140	4329	4517	4705	4893	5081	5270
1301 à 1350	2887	3080	3272	3465	3657	3850	4042	4235	4427	4619	4812	5004	5197	5389
1351 à 1400	2951	3148	3345	3541	3738	3935	4132	4328	4525	4722	4919	5115	5312	5509

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	3015	3216	3417	3618	3819	4020	4221	4422	4623	4824	5025	5226	5427	5628
1051 à 1500	3079	3284	3490	3695	3900	4105	4311	4516	4721	4927	5132	5337	5542	5748
1501 à 1550	3143	3353	3562	3772	3981	4191	4401	4610	4820	5029	5239	5448	5658	5867
1501 à 1600	3208	3421	3635	3849	4063	4277	4491	4704	4918	5132	5346	5560	5774	5988
1601 à 1700	3337	3560	3782	4005	4227	4450	4672	4895	5117	5340	5562	5785	6007	6229
1701 à 1800	3468	3700	3931	4162	4393	4624	4856	5087	5318	5549	5781	6012	6243	6474
1801 à 1900	3601	3841	4081	4322	4562	4802	5042	5282	5522	5762	6002	6242	6482	6722
1901 à 2000	3736	3985	4234	4483	4733	4982	5231	5480	5729	5978	6227	6476	6725	6974
2001 à 2100	3873	4131	4390	4648	4906	5164	5422	5681	5939	6197	6455	6714	6972	7230
2101 à 2200	4012	4280	4547	4815	5082	5350	5617	5885	6152	6420	6687	6955	7222	7490
2201 à 2300	4153	4430	4707	4984	5261	5538	5815	6092	6369	6646	6922	7199	7476	7753
2301 à 2400	4297	4583	4870	5156	5443	5729	6015	6302	6588	6875	7161	7448	7734	8021
2401 à 2500	4442	4738	5034	5330	5627	5923	6219	6515	6811	7107	7403	7700	7996	8292
2501 à 2600	4589	4895	5201	5507	5813	6119	6425	6731	7037	7343	7649	7955	8261	8566
2601 à 2700	4738	5054	5370	5686	6002	6318	6633	6949	7265	7581	7897	8213	8529	8845
2701 à 2800	4889	5215	5541	5867	6193	6519	6844	7170	7496	7822	8148	8474	8800	9126
2801 à 2900	5041	5377	5713	6049	6386	6722	7058	7394	7730	8066	8402	8738	9074	9410
2901 à 3000	5195	5541	5888	6234	6580	6927	7273	7619	7966	8312	8658	9005	9351	9697

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	1534	1587	1640	1692	1745	1798	1851	1904	1957	2010	2063	2116
201 à 210	1597	1653	1708	1763	1818	1873	1928	1983	2038	2093	2148	2203
211 à 220	1660	1717	1775	1832	1889	1946	2004	2061	2118	2175	2233	2290
221 à 230	1722	1781	1841	1900	1959	2019	2078	2138	2197	2256	2316	2375
231 à 240	1783	1844	1906	1967	2028	2090	2151	2213	2274	2336	2397	2459
241 à 250	1842	1906	1969	2033	2096	2160	2223	2287	2350	2414	2478	2541
251 à 260	1901	1967	2032	2098	2163	2229	2294	2360	2425	2491	2557	2622
261 à 270	1959	2026	2094	2162	2229	2297	2364	2432	2499	2567	2634	2702
271 à 280	2016	2085	2155	2224	2294	2363	2433	2502	2572	2641	2711	2780
281 à 290	2072	2143	2215	2286	2358	2429	2500	2572	2643	2715	2786	2858
291 à 300	2127	2200	2274	2347	2420	2494	2567	2640	2714	2787	2860	2934
301 à 310	2181	2256	2332	2407	2482	2557	2633	2708	2783	2858	2933	3009
311 à 320	2235	2312	2389	2466	2543	2620	2697	2774	2851	2928	3005	3082
321 à 330	2287	2366	2445	2524	2603	2682	2761	2840	2918	2997	3076	3155
331 à 340	2339	2420	2501	2581	2662	2743	2823	2904	2985	3065	3146	3227
341 à 350	2390	2473	2555	2638	2720	2802	2885	2967	3050	3132	3215	3297
351 à 360	2441	2525	2609	2693	2777	2862	2946	3030	3114	3198	3282	3366
361 à 370	2490	2576	2662	2748	2834	2920	3006	3091	3177	3263	3349	3435
371 à 380	2539	2627	2714	2802	2889	2977	3065	3152	3240	3327	3415	3502
381 à 390	2587	2677	2766	2855	2944	3033	3123	3212	3301	3390	3480	3569
391 à 400	2635	2726	2817	2907	2998	3089	3180	3271	3362	3453	3543	3634
401 à 410	2682	2774	2867	2959	3051	3144	3236	3329	3421	3514	3606	3699
411 à 420	2728	2822	2916	3010	3104	3198	3292	3386	3480	3574	3668	3762
421 à 430	2773	2869	2965	3060	3156	3251	3347	3443	3538	3634	3730	3825
431 à 440	2818	2915	3013	3110	3207	3304	3401	3498	3596	3693	3790	3887
441 à 450	2862	2961	3060	3159	3257	3356	3455	3553	3652	3751	3849	3948
451 à 460	2906	3006	3107	3207	3307	3407	3507	3608	3708	3808	3908	4008
461 à 470	2949	3051	3153	3254	3356	3458	3559	3661	3763	3864	3966	4068
471 à 480	2992	3095	3198	3301	3404	3508	3611	3714	3817	3920	4023	4127
481 à 490	3034	3138	3243	3348	3452	3557	3661	3766	3871	3975	4080	4184
491 à 500	3075	3181	3287	3393	3499	3605	3711	3817	3923	4029	4136	4242
501 à 510	3116	3223	3331	3438	3546	3653	3761	3868	3976	4083	4191	4298

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	3156	3265	3374	3483	3592	3701	3809	3918	4027	4136	4245	4354
521 à 530	3196	3307	3417	3527	3637	3747	3858	3968	4078	4188	4298	4409
531 à 540	3236	3347	3459	3570	3682	3794	3905	4017	4128	4240	4351	4463
541 à 550	3275	3388	3500	3613	3726	3839	3952	4065	4178	4291	4404	4517
551 à 560	3313	3427	3542	3656	3770	3884	3999	4113	4227	4341	4456	4570
561 à 570	3351	3467	3582	3698	3813	3929	4044	4160	4276	4391	4507	4622
571 à 580	3389	3506	3622	3739	3856	3973	4090	4207	4323	4440	4557	4674
581 à 590	3426	3544	3662	3780	3898	4016	4135	4253	4371	4489	4607	4725
591 à 600	3463	3582	3701	3821	3940	4060	4179	4298	4418	4537	4657	4776
601 à 610	3499	3619	3740	3861	3981	4102	4223	4343	4464	4585	4705	4826
611 à 620	3535	3657	3779	3900	4022	4144	4266	4388	4510	4632	4754	4876
621 à 630	3570	3693	3817	3940	4063	4186	4309	4432	4555	4678	4801	4925
631 à 640	3605	3730	3854	3978	4103	4227	4351	4476	4600	4724	4849	4973
641 à 650	3640	3766	3891	4017	4142	4268	4393	4519	4644	4770	4895	5021
651 à 660	3675	3801	3928	4055	4181	4308	4435	4562	4688	4815	4942	5068
661 à 670	3709	3837	3964	4092	4220	4348	4476	4604	4732	4860	4988	5115
671 à 680	3742	3871	4001	4130	4259	4388	4517	4646	4775	4904	5033	5162
681 à 690	3776	3906	4036	4166	4297	4427	4557	4687	4817	4948	5078	5208

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	3809	3940	4072	4203	4334	4466	4597	4728	4860	4991	5122	5254
701 à 710	3842	3974	4107	4239	4372	4504	4637	4769	4902	5034	5166	5299
711 à 720	3874	4008	4141	4275	4409	4542	4676	4809	4943	5077	5210	5344
721 à 730	3906	4041	4176	4310	4445	4580	4715	4849	4984	5119	5253	5388
731 à 740	3938	4074	4210	4346	4481	4617	4753	4889	5025	5160	5296	5432
741 à 750	3970	4107	4244	4381	4517	4654	4791	4928	5065	5202	5339	5476
751 à 760	4001	4139	4277	4415	4553	4691	4829	4967	5105	5243	5381	5519
761 à 770	4032	4171	4310	4449	4589	4728	4867	5006	5145	5284	5423	5562
771 à 780	4063	4203	4343	4483	4624	4764	4904	5044	5184	5324	5464	5604
781 à 790	4094	4235	4376	4517	4658	4800	4941	5082	5223	5364	5505	5647
791 à 800	4124	4266	4408	4551	4693	4835	4977	5120	5262	5404	5546	5688
801 à 810	4154	4297	4441	4584	4727	4870	5014	5157	5300	5443	5587	5730
811 à 820	4184	4328	4473	4617	4761	4905	5050	5194	5338	5483	5627	5771
821 à 830	4214	4359	4504	4650	4795	4940	5086	5231	5376	5521	5667	5812
831 à 840	4243	4390	4536	4682	4828	4975	5121	5267	5414	5560	5706	5853
841 à 850	4272	4420	4567	4714	4862	5009	5156	5304	5451	5598	5746	5893
851 à 860	4301	4450	4598	4746	4895	5043	5191	5340	5488	5636	5785	5933
861 à 870	4330	4480	4629	4778	4928	5077	5226	5376	5525	5674	5824	5973
871 à 880	4359	4509	4660	4810	4960	5111	5261	5411	5561	5712	5862	6012
881 à 890	4387	4539	4690	4841	4993	5144	5295	5447	5598	5749	5900	6052
891 à 900	4416	4568	4720	4873	5025	5177	5329	5482	5634	5786	5939	6091
901 à 950	4555	4712	4869	5026	5183	5340	5497	5654	5811	5969	6126	6283
951 à 1000	4690	4852	5014	5176	5337	5499	5661	5823	5984	6146	6308	6470
1001 à 1050	4823	4989	5156	5322	5488	5655	5821	5987	6154	6320	6486	6652
1051 à 1100	4953	5124	5295	5466	5636	5807	5978	6149	6320	6490	6661	6832
1101 à 1150	5081	5257	5432	5607	5782	5957	6133	6308	6483	6658	6833	7009
1151 à 1200	5208	5387	5567	5747	5926	6106	6285	6465	6645	6824	7004	7183
1201 à 1250	5333	5517	5701	5885	6069	6253	6437	6621	6805	6988	7172	7356
1251 à 1300	5458	5646	5834	6022	6211	6399	6587	6775	6964	7152	7340	7528
1301 à 1350	5582	5774	5967	6159	6352	6544	6737	6929	7122	7314	7507	7699
1351 à 1400	5706	5902	6099	6296	6493	6689	6886	7083	7280	7476	7673	7870
1401 à 1450	5829	6030	6231	6432	6633	6834	7035	7236	7437	7638	7839	8040

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	5953	6158	6363	6569	6774	6979	7185	7390	7595	7800	8006	8211
1501 à 1550	6077	6286	6496	6706	6915	7125	7334	7544	7753	7963	8172	8382
1501 à 1600	6201	6415	6629	6843	7057	7271	7484	7698	7912	8126	8340	8554
1601 à 1700	6452	6674	6897	7119	7342	7564	7787	8009	8232	8454	8677	8899
1701 à 1800	6706	6937	7168	7399	7630	7862	8093	8324	8555	8787	9018	9249
1801 à 1900	6963	7203	7443	7683	7923	8163	8403	8643	8883	9123	9363	9603
1901 à 2000	7223	7472	7722	7971	8220	8469	8718	8967	9216	9465	9714	9963
2001 à 2100	7488	7746	8005	8263	8521	8779	9037	9296	9554	9812	10070	10329
2101 à 2200	7757	8025	8292	8560	8827	9095	9362	9629	9897	10164	10432	10699
2201 à 2300	8030	8307	8584	8861	9138	9415	9691	9968	10245	10522	10799	11076
2301 à 2400	8307	8594	8880	9166	9453	9739	10026	10312	10599	10885	11172	11458
2401 à 2500	8588	8884	9180	9476	9772	10069	10365	10661	10957	11253	11549	11845
2501 à 2600	8872	9178	9484	9790	10096	10402	10708	11014	11320	11626	11932	12238
2601 à 2700	9160	9476	9792	10108	10424	10740	11056	11372	11688	12003	12319	12635
2701 à 2800	9452	9778	10104	10430	10756	11081	11407	11733	12059	12385	12711	13037
2801 à 2900	9746	10082	10418	10755	11091	11427	11763	12099	12435	12771	13107	13443
2901 à 3000	10044	10390	10736	11083	11429	11775	12122	12468	12814	13161	13507	13853

Voies de catégories 2, 3 & 4

Cale générale / automoteur ou pousseur + 1 barge

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	60	120	180	240	300	360	420	480	539	599	659	719	779	839
201 à 210	62	125	187	250	312	375	437	499	562	624	687	749	812	874
211 à 220	65	130	195	260	324	389	454	519	584	649	714	779	843	908
221 à 230	67	135	202	269	336	404	471	538	606	673	740	808	875	942
231 à 240	70	139	209	279	348	418	488	557	627	697	766	836	906	975
241 à 250	72	144	216	288	360	432	504	576	648	720	792	864	936	1008
251 à 260	74	149	223	297	371	446	520	594	669	743	817	892	966	1040
261 à 270	77	153	230	306	383	459	536	612	689	766	842	919	995	1072
271 à 280	79	158	236	315	394	473	551	630	709	788	867	945	1024	1103
281 à 290	81	162	243	324	405	486	567	648	729	810	891	972	1053	1134
291 à 300	83	166	249	332	416	499	582	665	748	831	914	997	1081	1164
301 à 310	85	170	256	341	426	511	597	682	767	852	938	1023	1108	1193
311 à 320	87	175	262	349	437	524	611	699	786	873	961	1048	1135	1223
321 à 330	89	179	268	358	447	536	626	715	805	894	983	1073	1162	1251
331 à 340	91	183	274	366	457	549	640	731	823	914	1006	1097	1188	1280
341 à 350	93	187	280	374	467	560	654	747	841	934	1028	1121	1214	1308
351 à 360	95	191	286	382	477	572	668	763	858	954	1049	1145	1240	1335
361 à 370	97	195	292	389	487	584	681	779	876	973	1071	1168	1265	1363
371 à 380	99	198	298	397	496	595	695	794	893	992	1092	1191	1290	1389
381 à 390	101	202	303	404	506	607	708	809	910	1011	1112	1213	1314	1416
391 à 400	103	206	309	412	515	618	721	824	927	1030	1133	1236	1339	1442
401 à 410	105	210	314	419	524	629	734	838	943	1048	1153	1258	1362	1467
411 à 420	107	213	320	426	533	640	746	853	959	1066	1173	1279	1386	1492
421 à 430	108	217	325	434	542	650	759	867	975	1084	1192	1301	1409	1517
431 à 440	110	220	330	441	551	661	771	881	991	1101	1211	1322	1432	1542
441 à 450	112	224	336	447	559	671	783	895	1007	1119	1231	1342	1454	1566
451 à 460	114	227	341	454	568	681	795	909	1022	1136	1249	1363	1476	1590
461 à 470	115	231	346	461	576	692	807	922	1037	1153	1268	1383	1498	1614
471 à 480	117	234	351	468	585	702	818	935	1052	1169	1286	1403	1520	1637
481 à 490	119	237	356	474	593	711	830	948	1067	1186	1304	1423	1541	1660
491 à 500	120	240	361	481	601	721	841	961	1082	1202	1322	1442	1562	1682

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	122	244	365	487	609	731	852	974	1096	1218	1340	1461	1583	1705
511 à 520	123	247	370	493	617	740	863	987	1110	1234	1357	1480	1604	1727
521 à 530	125	250	375	500	625	749	874	999	1124	1249	1374	1499	1624	1749
531 à 540	126	253	379	506	632	759	885	1012	1138	1265	1391	1517	1644	1770
541 à 550	128	256	384	512	640	768	896	1024	1152	1280	1408	1536	1664	1792
551 à 560	129	259	388	518	647	777	906	1036	1165	1295	1424	1554	1683	1813
561 à 570	131	262	393	524	655	786	917	1048	1179	1310	1441	1572	1703	1833
571 à 580	132	265	397	530	662	795	927	1059	1192	1324	1457	1589	1722	1854
581 à 590	134	268	402	536	669	803	937	1071	1205	1339	1473	1607	1740	1874
591 à 600	135	271	406	541	677	812	947	1083	1218	1353	1488	1624	1759	1894
601 à 610	137	273	410	547	684	820	957	1094	1231	1367	1504	1641	1778	1914
611 à 620	138	276	414	553	691	829	967	1105	1243	1381	1520	1658	1796	1934
621 à 630	140	279	419	558	698	837	977	1116	1256	1395	1535	1674	1814	1953
631 à 640	141	282	423	564	705	845	986	1127	1268	1409	1550	1691	1832	1973
641 à 650	142	285	427	569	711	854	996	1138	1280	1423	1565	1707	1849	1992
651 à 660	144	287	431	574	718	862	1005	1149	1292	1436	1580	1723	1867	2010
661 à 670	145	290	435	580	725	870	1015	1160	1304	1449	1594	1739	1884	2029
671 à 680	146	293	439	585	731	878	1024	1170	1316	1463	1609	1755	1901	2048
681 à 690	148	295	443	590	738	885	1033	1180	1328	1476	1623	1771	1918	2066

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0	
691 à 700	149	298	447	595	744	893	1042	1191	1340	1489	1637	1786	1935	2084	
701 à 710	150	300	450	601	751	901	1051	1201	1351	1501	1651	1802	1952	2102	
711 à 720	151	303	454	606	757	908	1060	1211	1363	1514	1665	1817	1968	2120	
721 à 730	153	305	458	611	763	916	1069	1221	1374	1527	1679	1832	1985	2137	
731 à 740	154	308	462	616	770	923	1077	1231	1385	1539	1693	1847	2001	2155	
741 à 750	155	310	465	621	776	931	1086	1241	1396	1551	1707	1862	2017	2172	
751 à 760	156	313	469	625	782	938	1095	1251	1407	1564	1720	1876	2033	2189	
761 à 770	158	315	473	630	788	946	1103	1261	1418	1576	1733	1891	2049	2206	
771 à 780	159	318	476	635	794	953	1112	1270	1429	1588	1747	1905	2064	2223	
781 à 790	160	320	480	640	800	960	1120	1280	1440	1600	1760	1920	2080	2240	
791 à 800	161	322	484	645	806	967	1128	1289	1451	1612	1773	1934	2095	2256	
801 à 810	162	325	487	649	812	974	1136	1299	1461	1623	1786	1948	2111	2273	
811 à 820	164	327	491	654	818	981	1145	1308	1472	1635	1799	1962	2126	2289	
821 à 830	165	329	494	659	823	988	1153	1317	1482	1647	1811	1976	2141	2305	
831 à 840	166	332	497	663	829	995	1161	1327	1492	1658	1824	1990	2156	2322	
841 à 850	167	334	501	668	835	1002	1169	1336	1503	1670	1837	2004	2171	2338	
851 à 860	168	336	504	672	841	1009	1177	1345	1513	1681	1849	2017	2185	2353	
861 à 870	169	338	508	677	846	1015	1185	1354	1523	1692	1862	2031	2200	2369	
871 à 880	170	341	511	681	852	1022	1192	1363	1533	1704	1874	2044	2215	2385	
881 à 890	171	343	514	686	857	1029	1200	1372	1543	1715	1886	2058	2229	2401	
891 à 900	173	345	518	690	863	1035	1208	1381	1553	1726	1898	2071	2243	2416	
901 à 950	178	356	534	712	890	1068	1246	1424	1602	1780	1958	2136	2314	2492	
951 à 1000	183	367	550	733	917	1100	1283	1466	1650	1833	2016	2200	2383	2566	
1001 à 1050	188	377	565	754	942	1131	1319	1508	1696	1885	2073	2262	2450	2639	
1051 à 1100	194	387	581	774	968	1161	1355	1549	1742	1936	2129	2323	2516	2710	
1101 à 1150	199	397	596	794	993	1191	1390	1589	1787	1986	2184	2383	2582	2780	
1151 à 1200	204	407	611	814	1018	1221	1425	1628	1832	2035	2239	2442	2646	2849	
1201 à 1250	208	417	625	834	1042	1251	1459	1667	1876	2084	2293	2501	2710	2918	
1251 à 1300	213	427	640	853	1066	1280	1493	1706	1920	2133	2346	2560	2773	2986	
1301 à 1350	218	436	654	873	1091	1309	1527	1745	1963	2181	2400	2618	2836	3054	
1351 à 1400	223	446	669	892	1115	1338	1561	1784	2007	2230	2453	2676	2899	3122	

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	228	456	683	911	1139	1367	1595	1822	2050	2278	2506	2734	2962	3189
1051 à 1500	233	465	698	931	1163	1396	1629	1861	2094	2326	2559	2792	3024	3257
1501 à 1550	237	475	712	950	1187	1425	1662	1900	2137	2375	2612	2850	3087	3325
1501 à 1600	242	485	727	969	1212	1454	1696	1939	2181	2424	2666	2908	3151	3393
1601 à 1700	252	504	756	1009	1261	1513	1765	2017	2269	2521	2774	3026	3278	3530
1701 à 1800	262	524	786	1048	1310	1572	1834	2096	2358	2621	2883	3145	3407	3669
1801 à 1900	272	544	816	1088	1360	1633	1905	2177	2449	2721	2993	3265	3537	3809
1901 à 2000	282	565	847	1129	1411	1694	1976	2258	2541	2823	3105	3387	3670	3952
2001 à 2100	293	585	878	1171	1463	1756	2048	2341	2634	2926	3219	3512	3804	4097
2101 à 2200	303	606	909	1213	1516	1819	2122	2425	2728	3032	3335	3638	3941	4244
2201 à 2300	314	628	941	1255	1569	1883	2197	2511	2824	3138	3452	3766	4080	4393
2301 à 2400	325	649	974	1299	1623	1948	2273	2597	2922	3246	3571	3896	4220	4545
2401 à 2500	336	671	1007	1342	1678	2014	2349	2685	3021	3356	3692	4027	4363	4699
2501 à 2600	347	693	1040	1387	1734	2080	2427	2774	3121	3467	3814	4161	4508	4854
2601 à 2700	358	716	1074	1432	1790	2148	2506	2864	3222	3580	3938	4296	4654	5012
2701 à 2800	369	739	1108	1478	1847	2216	2586	2955	3324	3694	4063	4433	4802	5171
2801 à 2900	381	762	1143	1524	1904	2285	2666	3047	3428	3809	4190	4571	4952	5332
2901 à 3000	393	785	1178	1570	1963	2355	2748	3140	3533	3925	4318	4710	5103	5495

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	899	959	1019	1079	1139	1199	1259	1319	1379	1439	1498	1558	1618	1678
201 à 210	936	999	1061	1124	1186	1249	1311	1373	1436	1498	1561	1623	1686	1748
211 à 220	973	1038	1103	1168	1233	1298	1363	1427	1492	1557	1622	1687	1752	1817
221 à 230	1009	1077	1144	1211	1279	1346	1413	1480	1548	1615	1682	1750	1817	1884
231 à 240	1045	1115	1184	1254	1324	1393	1463	1533	1602	1672	1742	1811	1881	1951
241 à 250	1080	1152	1224	1296	1368	1440	1512	1584	1656	1728	1800	1872	1944	2016
251 à 260	1114	1189	1263	1337	1412	1486	1560	1634	1709	1783	1857	1932	2006	2080
261 à 270	1148	1225	1301	1378	1455	1531	1608	1684	1761	1837	1914	1990	2067	2143
271 à 280	1182	1260	1339	1418	1497	1576	1654	1733	1812	1891	1969	2048	2127	2206
281 à 290	1215	1295	1376	1457	1538	1619	1700	1781	1862	1943	2024	2105	2186	2267
291 à 300	1247	1330	1413	1496	1579	1662	1746	1829	1912	1995	2078	2161	2244	2327
301 à 310	1279	1364	1449	1534	1620	1705	1790	1875	1961	2046	2131	2216	2302	2387
311 à 320	1310	1397	1485	1572	1659	1747	1834	1921	2009	2096	2183	2271	2358	2445
321 à 330	1341	1430	1520	1609	1698	1788	1877	1967	2056	2145	2235	2324	2414	2503
331 à 340	1371	1463	1554	1646	1737	1828	1920	2011	2103	2194	2285	2377	2468	2560
341 à 350	1401	1495	1588	1681	1775	1868	1962	2055	2149	2242	2335	2429	2522	2616
351 à 360	1431	1526	1622	1717	1812	1908	2003	2098	2194	2289	2385	2480	2575	2671
361 à 370	1460	1557	1654	1752	1849	1946	2044	2141	2238	2336	2433	2530	2628	2725
371 à 380	1488	1588	1687	1786	1885	1985	2084	2183	2282	2382	2481	2580	2679	2778
381 à 390	1517	1618	1719	1820	1921	2022	2123	2225	2326	2427	2528	2629	2730	2831
391 à 400	1545	1648	1750	1853	1956	2059	2162	2265	2368	2471	2574	2677	2780	2883
401 à 410	1572	1677	1782	1886	1991	2096	2201	2306	2410	2515	2620	2725	2830	2934
411 à 420	1599	1706	1812	1919	2025	2132	2239	2345	2452	2558	2665	2772	2878	2985
421 à 430	1626	1734	1842	1951	2059	2168	2276	2384	2493	2601	2710	2818	2926	3035
431 à 440	1652	1762	1872	1982	2093	2203	2313	2423	2533	2643	2753	2864	2974	3084
441 à 450	1678	1790	1902	2014	2125	2237	2349	2461	2573	2685	2797	2908	3020	3132
451 à 460	1704	1817	1931	2044	2158	2271	2385	2499	2612	2726	2839	2953	3066	3180
461 à 470	1729	1844	1959	2075	2190	2305	2420	2536	2651	2766	2881	2997	3112	3227
471 à 480	1754	1871	1988	2105	2221	2338	2455	2572	2689	2806	2923	3040	3157	3274
481 à 490	1778	1897	2015	2134	2253	2371	2490	2608	2727	2845	2964	3083	3201	3320
491 à 500	1803	1923	2043	2163	2283	2404	2524	2644	2764	2884	3004	3125	3245	3365
501 à 510	1827	1948	2070	2192	2314	2436	2557	2679	2801	2923	3044	3166	3288	3410

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	1850	1974	2097	2220	2344	2467	2590	2714	2837	2961	3084	3207	3331	3454
521 à 530	1874	1999	2124	2248	2373	2498	2623	2748	2873	2998	3123	3248	3373	3498
531 à 540	1897	2023	2150	2276	2403	2529	2656	2782	2908	3035	3161	3288	3414	3541
541 à 550	1920	2048	2176	2304	2432	2559	2687	2815	2943	3071	3199	3327	3455	3583
551 à 560	1942	2072	2201	2331	2460	2590	2719	2849	2978	3107	3237	3366	3496	3625
561 à 570	1964	2095	2226	2357	2488	2619	2750	2881	3012	3143	3274	3405	3536	3667
571 à 580	1986	2119	2251	2384	2516	2649	2781	2913	3046	3178	3311	3443	3576	3708
581 à 590	2008	2142	2276	2410	2544	2678	2812	2945	3079	3213	3347	3481	3615	3749
591 à 600	2030	2165	2300	2436	2571	2706	2842	2977	3112	3248	3383	3518	3654	3789
601 à 610	2051	2188	2325	2461	2598	2735	2871	3008	3145	3282	3418	3555	3692	3829
611 à 620	2072	2210	2348	2487	2625	2763	2901	3039	3177	3315	3453	3592	3730	3868
621 à 630	2093	2232	2372	2512	2651	2791	2930	3070	3209	3349	3488	3628	3767	3907
631 à 640	2114	2254	2395	2536	2677	2818	2959	3100	3241	3382	3523	3663	3804	3945
641 à 650	2134	2276	2418	2561	2703	2845	2987	3130	3272	3414	3557	3699	3841	3983
651 à 660	2154	2298	2441	2585	2729	2872	3016	3159	3303	3447	3590	3734	3877	4021
661 à 670	2174	2319	2464	2609	2754	2899	3044	3189	3334	3479	3623	3768	3913	4058
671 à 680	2194	2340	2486	2633	2779	2925	3071	3218	3364	3510	3656	3803	3949	4095
681 à 690	2213	2361	2509	2656	2804	2951	3099	3246	3394	3541	3689	3837	3984	4132

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	2233	2382	2531	2679	2828	2977	3126	3275	3424	3573	3721	3870	4019	4168
701 à 710	2252	2402	2552	2702	2853	3003	3153	3303	3453	3603	3753	3904	4054	4204
711 à 720	2271	2422	2574	2725	2877	3028	3180	3331	3482	3634	3785	3937	4088	4239
721 à 730	2290	2443	2595	2748	2901	3053	3206	3359	3511	3664	3817	3969	4122	4275
731 à 740	2309	2463	2616	2770	2924	3078	3232	3386	3540	3694	3848	4002	4156	4309
741 à 750	2327	2482	2637	2793	2948	3103	3258	3413	3568	3723	3879	4034	4189	4344
751 à 760	2346	2502	2658	2815	2971	3127	3284	3440	3597	3753	3909	4066	4222	4378
761 à 770	2364	2521	2679	2837	2994	3152	3309	3467	3624	3782	3940	4097	4255	4412
771 à 780	2382	2541	2699	2858	3017	3176	3335	3493	3652	3811	3970	4129	4287	4446
781 à 790	2400	2560	2720	2880	3040	3200	3360	3520	3680	3840	4000	4160	4320	4480
791 à 800	2418	2579	2740	2901	3062	3223	3385	3546	3707	3868	4029	4190	4352	4513
801 à 810	2435	2598	2760	2922	3085	3247	3409	3572	3734	3896	4059	4221	4383	4546
811 à 820	2453	2616	2780	2943	3107	3270	3434	3597	3761	3924	4088	4251	4415	4578
821 à 830	2470	2635	2799	2964	3129	3293	3458	3623	3788	3952	4117	4282	4446	4611
831 à 840	2487	2653	2819	2985	3151	3317	3482	3648	3814	3980	4146	4311	4477	4643
841 à 850	2505	2672	2838	3005	3172	3339	3506	3673	3840	4007	4174	4341	4508	4675
851 à 860	2522	2690	2858	3026	3194	3362	3530	3698	3866	4034	4203	4371	4539	4707
861 à 870	2538	2708	2877	3046	3215	3385	3554	3723	3892	4062	4231	4400	4569	4738
871 à 880	2555	2726	2896	3066	3237	3407	3577	3748	3918	4088	4259	4429	4600	4770
881 à 890	2572	2743	2915	3086	3258	3429	3601	3772	3944	4115	4287	4458	4630	4801
891 à 900	2589	2761	2934	3106	3279	3451	3624	3797	3969	4142	4314	4487	4659	4832
901 à 950	2670	2848	3026	3204	3382	3560	3738	3916	4094	4272	4450	4628	4806	4984
951 à 1000	2750	2933	3116	3300	3483	3666	3849	4033	4216	4399	4583	4766	4949	5133
1001 à 1050	2827	3016	3204	3393	3581	3770	3958	4147	4335	4524	4712	4901	5089	5278
1051 à 1100	2904	3097	3291	3484	3678	3871	4065	4259	4452	4646	4839	5033	5226	5420
1101 à 1150	2979	3177	3376	3574	3773	3972	4170	4369	4567	4766	4964	5163	5362	5560
1151 à 1200	3053	3256	3460	3663	3867	4071	4274	4478	4681	4885	5088	5292	5495	5699
1201 à 1250	3126	3335	3543	3752	3960	4169	4377	4585	4794	5002	5211	5419	5628	5836
1251 à 1300	3199	3413	3626	3839	4053	4266	4479	4693	4906	5119	5332	5546	5759	5972
1301 à 1350	3272	3490	3708	3927	4145	4363	4581	4799	5017	5235	5454	5672	5890	6108
1351 à 1400	3345	3568	3791	4014	4237	4460	4683	4905	5128	5351	5574	5797	6020	6243
1401 à 1450	3417	3645	3873	4101	4328	4556	4784	5012	5240	5467	5695	5923	6151	6379

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	3490	3722	3955	4188	4420	4653	4886	5118	5351	5583	5816	6049	6281	6514
1501 à 1550	3562	3800	4037	4275	4512	4750	4987	5225	5462	5700	5937	6175	6412	6650
1501 à 1600	3635	3878	4120	4362	4605	4847	5089	5332	5574	5816	6059	6301	6544	6786
1601 à 1700	3782	4034	4286	4539	4791	5043	5295	5547	5799	6051	6304	6556	6808	7060
1701 à 1800	3931	4193	4455	4717	4979	5241	5503	5765	6027	6289	6551	6813	7075	7338
1801 à 1900	4081	4354	4626	4898	5170	5442	5714	5986	6258	6530	6802	7075	7347	7619
1901 à 2000	4234	4517	4799	5081	5364	5646	5928	6210	6493	6775	7057	7340	7622	7904
2001 à 2100	4390	4682	4975	5268	5560	5853	6145	6438	6731	7023	7316	7609	7901	8194
2101 à 2200	4547	4850	5154	5457	5760	6063	6366	6669	6972	7276	7579	7882	8185	8488
2201 à 2300	4707	5021	5335	5649	5963	6276	6590	6904	7218	7532	7845	8159	8473	8787
2301 à 2400	4870	5194	5519	5844	6168	6493	6818	7142	7467	7791	8116	8441	8765	9090
2401 à 2500	5034	5370	5706	6041	6377	6712	7048	7384	7719	8055	8390	8726	9062	9397
2501 à 2600	5201	5548	5895	6241	6588	6935	7282	7628	7975	8322	8668	9015	9362	9709
2601 à 2700	5370	5728	6086	6444	6802	7160	7518	7876	8234	8592	8950	9308	9666	10024
2701 à 2800	5541	5910	6280	6649	7018	7388	7757	8126	8496	8865	9235	9604	9973	10343
2801 à 2900	5713	6094	6475	6856	7237	7618	7999	8380	8760	9141	9522	9903	10284	10665
2901 à 3000	5888	6280	6673	7065	7458	7850	8243	8635	9028	9420	9813	10205	10598	10990

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	1738	1798	1858	1918	1978	2038	2098	2158	2218	2278	2338	2398
201 à 210	1810	1873	1935	1998	2060	2123	2185	2248	2310	2372	2435	2497
211 à 220	1882	1946	2011	2076	2141	2206	2271	2336	2401	2465	2530	2595
221 à 230	1951	2019	2086	2153	2221	2288	2355	2423	2490	2557	2624	2692
231 à 240	2020	2090	2160	2229	2299	2369	2438	2508	2578	2647	2717	2787
241 à 250	2088	2160	2232	2304	2376	2448	2520	2592	2664	2736	2808	2880
251 à 260	2155	2229	2303	2377	2452	2526	2600	2675	2749	2823	2897	2972
261 à 270	2220	2297	2373	2450	2526	2603	2679	2756	2832	2909	2986	3062
271 à 280	2285	2363	2442	2521	2600	2678	2757	2836	2915	2994	3072	3151
281 à 290	2348	2429	2510	2591	2672	2753	2834	2915	2996	3077	3158	3239
291 à 300	2411	2494	2577	2660	2743	2826	2909	2992	3076	3159	3242	3325
301 à 310	2472	2557	2643	2728	2813	2898	2984	3069	3154	3239	3325	3410
311 à 320	2533	2620	2707	2795	2882	2969	3057	3144	3231	3319	3406	3493
321 à 330	2592	2682	2771	2861	2950	3039	3129	3218	3308	3397	3486	3576
331 à 340	2651	2743	2834	2925	3017	3108	3200	3291	3383	3474	3565	3657
341 à 350	2709	2802	2896	2989	3083	3176	3270	3363	3456	3550	3643	3737
351 à 360	2766	2862	2957	3052	3148	3243	3338	3434	3529	3625	3720	3815
361 à 370	2822	2920	3017	3114	3212	3309	3406	3504	3601	3698	3796	3893
371 à 380	2878	2977	3076	3175	3275	3374	3473	3572	3672	3771	3870	3969
381 à 390	2932	3033	3135	3236	3337	3438	3539	3640	3741	3842	3943	4045
391 à 400	2986	3089	3192	3295	3398	3501	3604	3707	3810	3913	4016	4119
401 à 410	3039	3144	3249	3354	3458	3563	3668	3773	3878	3982	4087	4192
411 à 420	3091	3198	3305	3411	3518	3624	3731	3838	3944	4051	4157	4264
421 à 430	3143	3251	3360	3468	3577	3685	3793	3902	4010	4118	4227	4335
431 à 440	3194	3304	3414	3524	3634	3745	3855	3965	4075	4185	4295	4405
441 à 450	3244	3356	3468	3580	3692	3803	3915	4027	4139	4251	4363	4475
451 à 460	3294	3407	3521	3634	3748	3861	3975	4089	4202	4316	4429	4543
461 à 470	3342	3458	3573	3688	3803	3919	4034	4149	4264	4380	4495	4610
471 à 480	3391	3508	3624	3741	3858	3975	4092	4209	4326	4443	4560	4677
481 à 490	3438	3557	3675	3794	3912	4031	4150	4268	4387	4505	4624	4742
491 à 500	3485	3605	3726	3846	3966	4086	4206	4326	4447	4567	4687	4807
501 à 510	3532	3653	3775	3897	4019	4140	4262	4384	4506	4627	4749	4871
511 à 520	3577	3701	3824	3947	4071	4194	4317	4441	4564	4687	4811	4934

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

521 à 530	3622	3747	3872	3997	4122	4247	4372	4497	4622	4747	4872	4997
531 à 540	3667	3794	3920	4047	4173	4299	4426	4552	4679	4805	4932	5058
541 à 550	3711	3839	3967	4095	4223	4351	4479	4607	4735	4863	4991	5119
551 à 560	3755	3884	4014	4143	4273	4402	4532	4661	4791	4920	5050	5179
561 à 570	3798	3929	4060	4191	4322	4453	4584	4715	4846	4977	5108	5239
571 à 580	3841	3973	4105	4238	4370	4503	4635	4768	4900	5032	5165	5297
581 à 590	3883	4016	4150	4284	4418	4552	4686	4820	4954	5088	5221	5355
591 à 600	3924	4060	4195	4330	4465	4601	4736	4871	5007	5142	5277	5413
601 à 610	3965	4102	4239	4376	4512	4649	4786	4923	5059	5196	5333	5469
611 à 620	4006	4144	4282	4420	4559	4697	4835	4973	5111	5249	5387	5526
621 à 630	4046	4186	4325	4465	4604	4744	4883	5023	5163	5302	5442	5581
631 à 640	4086	4227	4368	4509	4650	4791	4932	5072	5213	5354	5495	5636
641 à 650	4126	4268	4410	4552	4695	4837	4979	5121	5264	5406	5548	5690
651 à 660	4165	4308	4452	4595	4739	4883	5026	5170	5313	5457	5601	5744
661 à 670	4203	4348	4493	4638	4783	4928	5073	5218	5363	5508	5653	5798
671 à 680	4241	4388	4534	4680	4826	4973	5119	5265	5411	5558	5704	5850
681 à 690	4279	4427	4574	4722	4870	5017	5165	5312	5460	5607	5755	5902

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	4317	4466	4615	4763	4912	5061	5210	5359	5508	5656	5805	5954
701 à 710	4354	4504	4654	4804	4954	5105	5255	5405	5555	5705	5855	6005
711 à 720	4391	4542	4694	4845	4996	5148	5299	5451	5602	5753	5905	6056
721 à 730	4427	4580	4733	4885	5038	5191	5343	5496	5649	5801	5954	6107
731 à 740	4463	4617	4771	4925	5079	5233	5387	5541	5695	5849	6002	6156
741 à 750	4499	4654	4809	4965	5120	5275	5430	5585	5740	5896	6051	6206
751 à 760	4535	4691	4847	5004	5160	5317	5473	5629	5786	5942	6098	6255
761 à 770	4570	4728	4885	5043	5200	5358	5515	5673	5831	5988	6146	6303
771 à 780	4605	4764	4922	5081	5240	5399	5558	5716	5875	6034	6193	6352
781 à 790	4640	4800	4960	5120	5280	5439	5599	5759	5919	6079	6239	6399
791 à 800	4674	4835	4996	5157	5319	5480	5641	5802	5963	6124	6286	6447
801 à 810	4708	4870	5033	5195	5357	5520	5682	5845	6007	6169	6332	6494
811 à 820	4742	4905	5069	5232	5396	5560	5723	5887	6050	6214	6377	6541
821 à 830	4776	4940	5105	5270	5434	5599	5764	5928	6093	6258	6422	6587
831 à 840	4809	4975	5141	5306	5472	5638	5804	5970	6136	6301	6467	6633
841 à 850	4842	5009	5176	5343	5510	5677	5844	6011	6178	6345	6512	6679
851 à 860	4875	5043	5211	5379	5547	5716	5884	6052	6220	6388	6556	6724
861 à 870	4908	5077	5246	5415	5585	5754	5923	6092	6262	6431	6600	6769
871 à 880	4940	5111	5281	5451	5622	5792	5962	6133	6303	6473	6644	6814
881 à 890	4972	5144	5315	5487	5658	5830	6001	6173	6344	6516	6687	6859
891 à 900	5005	5177	5350	5522	5695	5867	6040	6213	6385	6558	6730	6903
901 à 950	5162	5340	5518	5696	5874	6052	6230	6408	6586	6764	6942	7120
951 à 1000	5316	5499	5682	5866	6049	6232	6416	6599	6782	6966	7149	7332
1001 à 1050	5466	5655	5843	6032	6220	6409	6597	6786	6974	7162	7351	7539
1051 à 1100	5614	5807	6001	6194	6388	6581	6775	6969	7162	7356	7549	7743
1101 à 1150	5759	5957	6156	6355	6553	6752	6950	7149	7347	7546	7745	7943
1151 à 1200	5902	6106	6309	6513	6716	6920	7123	7327	7531	7734	7938	8141
1201 à 1250	6044	6253	6461	6670	6878	7087	7295	7503	7712	7920	8129	8337
1251 à 1300	6186	6399	6612	6825	7039	7252	7465	7679	7892	8105	8319	8532
1301 à 1350	6326	6544	6762	6981	7199	7417	7635	7853	8071	8289	8508	8726
1351 à 1400	6466	6689	6912	7135	7358	7581	7804	8027	8250	8473	8696	8919
1401 à 1450	6606	6834	7062	7290	7518	7745	7973	8201	8429	8657	8885	9112
1051 à 1500	6747	6979	7212	7445	7677	7910	8143	8375	8608	8840	9073	9306

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1501 à 1550	6887	7125	7362	7600	7837	8075	8312	8550	8787	9025	9262	9500
1501 à 1600	7028	7271	7513	7755	7998	8240	8482	8725	8967	9209	9452	9694
1601 à 1700	7312	7564	7817	8069	8321	8573	8825	9077	9329	9582	9834	10086
1701 à 1800	7600	7862	8124	8386	8648	8910	9172	9434	9696	9958	10220	10482
1801 à 1900	7891	8163	8435	8707	8979	9251	9523	9796	10068	10340	10612	10884
1901 à 2000	8186	8469	8751	9033	9316	9598	9880	10162	10445	10727	11009	11292
2001 à 2100	8487	8779	9072	9365	9657	9950	10242	10535	10828	11120	11413	11706
2101 à 2200	8791	9095	9398	9701	10004	10307	10610	10913	11217	11520	11823	12126
2201 à 2300	9101	9415	9728	10042	10356	10670	10984	11297	11611	11925	12239	12553
2301 à 2400	9415	9739	10064	10389	10713	11038	11363	11687	12012	12336	12661	12986
2401 à 2500	9733	10069	10404	10740	11075	11411	11747	12082	12418	12754	13089	13425
2501 à 2600	10055	10402	10749	11096	11442	11789	12136	12483	12829	13176	13523	13870
2601 à 2700	10382	10740	11098	11456	11814	12172	12530	12888	13246	13604	13962	14320
2701 à 2800	10712	11081	11451	11820	12190	12559	12928	13298	13667	14037	14406	14775
2801 à 2900	11046	11427	11808	12188	12569	12950	13331	13712	14093	14474	14855	15236
2901 à 3000	11383	11775	12168	12560	12953	13345	13738	14130	14523	14915	15308	15700

Voies de catégories 2, 3 & 4

Cale générale / barge supplémentaire sans moteur

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	30	60	90	120	150	180	210	240	270	300	330	360	390	420
201 à 210	31	62	94	125	156	187	219	250	281	312	343	375	406	437
211 à 220	32	65	97	130	162	195	227	260	292	324	357	389	422	454
221 à 230	34	67	101	135	168	202	236	269	303	336	370	404	437	471
231 à 240	35	70	104	139	174	209	244	279	313	348	383	418	453	488
241 à 250	36	72	108	144	180	216	252	288	324	360	396	432	468	504
251 à 260	37	74	111	149	186	223	260	297	334	371	409	446	483	520
261 à 270	38	77	115	153	191	230	268	306	344	383	421	459	498	536
271 à 280	39	79	118	158	197	236	276	315	354	394	433	473	512	551
281 à 290	40	81	121	162	202	243	283	324	364	405	445	486	526	567
291 à 300	42	83	125	166	208	249	291	332	374	416	457	499	540	582
301 à 310	43	85	128	170	213	256	298	341	384	426	469	511	554	597
311 à 320	44	87	131	175	218	262	306	349	393	437	480	524	568	611
321 à 330	45	89	134	179	223	268	313	358	402	447	492	536	581	626
331 à 340	46	91	137	183	229	274	320	366	411	457	503	549	594	640
341 à 350	47	93	140	187	234	280	327	374	420	467	514	560	607	654
351 à 360	48	95	143	191	238	286	334	382	429	477	525	572	620	668
361 à 370	49	97	146	195	243	292	341	389	438	487	535	584	633	681
371 à 380	50	99	149	198	248	298	347	397	447	496	546	595	645	695
381 à 390	51	101	152	202	253	303	354	404	455	506	556	607	657	708
391 à 400	51	103	154	206	257	309	360	412	463	515	566	618	669	721
401 à 410	52	105	157	210	262	314	367	419	472	524	576	629	681	734
411 à 420	53	107	160	213	267	320	373	426	480	533	586	640	693	746
421 à 430	54	108	163	217	271	325	379	434	488	542	596	650	704	759
431 à 440	55	110	165	220	275	330	385	441	496	551	606	661	716	771
441 à 450	56	112	168	224	280	336	392	447	503	559	615	671	727	783
451 à 460	57	114	170	227	284	341	398	454	511	568	625	681	738	795
461 à 470	58	115	173	231	288	346	403	461	519	576	634	692	749	807
471 à 480	58	117	175	234	292	351	409	468	526	585	643	702	760	818
481 à 490	59	119	178	237	296	356	415	474	534	593	652	711	771	830
491 à 500	60	120	180	240	300	361	421	481	541	601	661	721	781	841

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	61	122	183	244	304	365	426	487	548	609	670	731	792	852
511 à 520	62	123	185	247	308	370	432	493	555	617	678	740	802	863
521 à 530	62	125	187	250	312	375	437	500	562	625	687	749	812	874
531 à 540	63	126	190	253	316	379	443	506	569	632	695	759	822	885
541 à 550	64	128	192	256	320	384	448	512	576	640	704	768	832	896
551 à 560	65	129	194	259	324	388	453	518	583	647	712	777	842	906
561 à 570	65	131	196	262	327	393	458	524	589	655	720	786	851	917
571 à 580	66	132	199	265	331	397	464	530	596	662	728	795	861	927
581 à 590	67	134	201	268	335	402	469	536	602	669	736	803	870	937
591 à 600	68	135	203	271	338	406	474	541	609	677	744	812	880	947
601 à 610	68	137	205	273	342	410	479	547	615	684	752	820	889	957
611 à 620	69	138	207	276	345	414	483	553	622	691	760	829	898	967
621 à 630	70	140	209	279	349	419	488	558	628	698	767	837	907	977
631 à 640	70	141	211	282	352	423	493	564	634	705	775	845	916	986
641 à 650	71	142	213	285	356	427	498	569	640	711	782	854	925	996
651 à 660	72	144	215	287	359	431	503	574	646	718	790	862	933	1005
661 à 670	72	145	217	290	362	435	507	580	652	725	797	870	942	1015
671 à 680	73	146	219	293	366	439	512	585	658	731	804	878	951	1024
681 à 690	74	148	221	295	369	443	516	590	664	738	812	885	959	1033

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
691 à 700	74	149	223	298	372	447	521	595	670	744	819	893	968	1042
701 à 710	75	150	225	300	375	450	525	601	676	751	826	901	976	1051
711 à 720	76	151	227	303	379	454	530	606	681	757	833	908	984	1060
721 à 730	76	153	229	305	382	458	534	611	687	763	840	916	992	1069
731 à 740	77	154	231	308	385	462	539	616	693	770	847	923	1000	1077
741 à 750	78	155	233	310	388	465	543	621	698	776	853	931	1008	1086
751 à 760	78	156	235	313	391	469	547	625	704	782	860	938	1016	1095
761 à 770	79	158	236	315	394	473	552	630	709	788	867	946	1024	1103
771 à 780	79	159	238	318	397	476	556	635	715	794	873	953	1032	1112
781 à 790	80	160	240	320	400	480	560	640	720	800	880	960	1040	1120
791 à 800	81	161	242	322	403	484	564	645	725	806	886	967	1048	1128
801 à 810	81	162	244	325	406	487	568	649	731	812	893	974	1055	1136
811 à 820	82	164	245	327	409	491	572	654	736	818	899	981	1063	1145
821 à 830	82	165	247	329	412	494	576	659	741	823	906	988	1070	1153
831 à 840	83	166	249	332	415	497	580	663	746	829	912	995	1078	1161
841 à 850	83	167	250	334	417	501	584	668	751	835	918	1002	1085	1169
851 à 860	84	168	252	336	420	504	588	672	756	841	925	1009	1093	1177
861 à 870	85	169	254	338	423	508	592	677	762	846	931	1015	1100	1185
871 à 880	85	170	256	341	426	511	596	681	767	852	937	1022	1107	1192
881 à 890	86	171	257	343	429	514	600	686	772	857	943	1029	1115	1200
891 à 900	86	173	259	345	431	518	604	690	777	863	949	1035	1122	1208
901 à 950	89	178	267	356	445	534	623	712	801	890	979	1068	1157	1246
951 à 1000	92	183	275	367	458	550	642	733	825	917	1008	1100	1191	1283
1001 à 1050	94	188	283	377	471	565	660	754	848	942	1037	1131	1225	1319
1051 à 1100	97	194	290	387	484	581	678	774	871	968	1065	1161	1258	1355
1101 à 1150	99	199	298	397	496	596	695	794	894	993	1092	1191	1291	1390
1151 à 1200	102	204	305	407	509	611	712	814	916	1018	1119	1221	1323	1425
1201 à 1250	104	208	313	417	521	625	729	834	938	1042	1146	1251	1355	1459
1251 à 1300	107	213	320	427	533	640	747	853	960	1066	1173	1280	1386	1493
1301 à 1350	109	218	327	436	545	654	763	873	982	1091	1200	1309	1418	1527
1351 à 1400	111	223	334	446	557	669	780	892	1003	1115	1226	1338	1449	1561

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	114	228	342	456	570	683	797	911	1025	1139	1253	1367	1481	1595
1051 à 1500	116	233	349	465	582	698	814	931	1047	1163	1280	1396	1512	1629
1501 à 1550	119	237	356	475	594	712	831	950	1069	1187	1306	1425	1544	1662
1501 à 1600	121	242	364	485	606	727	848	969	1091	1212	1333	1454	1575	1696
1601 à 1700	126	252	378	504	630	756	883	1009	1135	1261	1387	1513	1639	1765
1701 à 1800	131	262	393	524	655	786	917	1048	1179	1310	1441	1572	1703	1834
1801 à 1900	136	272	408	544	680	816	952	1088	1224	1360	1497	1633	1769	1905
1901 à 2000	141	282	423	565	706	847	988	1129	1270	1411	1553	1694	1835	1976
2001 à 2100	146	293	439	585	732	878	1024	1171	1317	1463	1610	1756	1902	2048
2101 à 2200	152	303	455	606	758	909	1061	1213	1364	1516	1667	1819	1970	2122
2201 à 2300	157	314	471	628	785	941	1098	1255	1412	1569	1726	1883	2040	2197
2301 à 2400	162	325	487	649	812	974	1136	1299	1461	1623	1786	1948	2110	2273
2401 à 2500	168	336	503	671	839	1007	1175	1342	1510	1678	1846	2014	2182	2349
2501 à 2600	173	347	520	693	867	1040	1214	1387	1560	1734	1907	2080	2254	2427
2601 à 2700	179	358	537	716	895	1074	1253	1432	1611	1790	1969	2148	2327	2506
2701 à 2800	185	369	554	739	923	1108	1293	1478	1662	1847	2032	2216	2401	2586
2801 à 2900	190	381	571	762	952	1143	1333	1524	1714	1904	2095	2285	2476	2666
2901 à 3000	196	393	589	785	981	1178	1374	1570	1766	1963	2159	2355	2551	2748

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	450	480	509	539	569	599	629	659	689	719	749	779	809	839
201 à 210	468	499	531	562	593	624	656	687	718	749	780	812	843	874
211 à 220	487	519	551	584	616	649	681	714	746	779	811	843	876	908
221 à 230	505	538	572	606	639	673	707	740	774	808	841	875	908	942
231 à 240	522	557	592	627	662	697	731	766	801	836	871	906	940	975
241 à 250	540	576	612	648	684	720	756	792	828	864	900	936	972	1008
251 à 260	557	594	631	669	706	743	780	817	854	892	929	966	1003	1040
261 à 270	574	612	651	689	727	766	804	842	880	919	957	995	1033	1072
271 à 280	591	630	670	709	748	788	827	867	906	945	985	1024	1063	1103
281 à 290	607	648	688	729	769	810	850	891	931	972	1012	1053	1093	1134
291 à 300	623	665	707	748	790	831	873	914	956	997	1039	1081	1122	1164
301 à 310	639	682	725	767	810	852	895	938	980	1023	1066	1108	1151	1193
311 à 320	655	699	742	786	830	873	917	961	1004	1048	1092	1135	1179	1223
321 à 330	670	715	760	805	849	894	939	983	1028	1073	1117	1162	1207	1251
331 à 340	686	731	777	823	868	914	960	1006	1051	1097	1143	1188	1234	1280
341 à 350	701	747	794	841	887	934	981	1028	1074	1121	1168	1214	1261	1308
351 à 360	715	763	811	858	906	954	1002	1049	1097	1145	1192	1240	1288	1335
361 à 370	730	779	827	876	925	973	1022	1071	1119	1168	1217	1265	1314	1363
371 à 380	744	794	843	893	943	992	1042	1092	1141	1191	1240	1290	1340	1389
381 à 390	758	809	859	910	961	1011	1062	1112	1163	1213	1264	1314	1365	1416
391 à 400	772	824	875	927	978	1030	1081	1133	1184	1236	1287	1339	1390	1442
401 à 410	786	838	891	943	996	1048	1100	1153	1205	1258	1310	1362	1415	1467
411 à 420	800	853	906	959	1013	1066	1119	1173	1226	1279	1333	1386	1439	1492
421 à 430	813	867	921	975	1030	1084	1138	1192	1246	1301	1355	1409	1463	1517
431 à 440	826	881	936	991	1046	1101	1156	1211	1267	1322	1377	1432	1487	1542
441 à 450	839	895	951	1007	1063	1119	1175	1231	1286	1342	1398	1454	1510	1566
451 à 460	852	909	965	1022	1079	1136	1193	1249	1306	1363	1420	1476	1533	1590
461 à 470	864	922	980	1037	1095	1153	1210	1268	1325	1383	1441	1498	1556	1614
471 à 480	877	935	994	1052	1111	1169	1228	1286	1345	1403	1461	1520	1578	1637
481 à 490	889	948	1008	1067	1126	1186	1245	1304	1363	1423	1482	1541	1601	1660
491 à 500	901	961	1022	1082	1142	1202	1262	1322	1382	1442	1502	1562	1622	1682
501 à 510	913	974	1035	1096	1157	1218	1279	1340	1400	1461	1522	1583	1644	1705

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	925	987	1049	1110	1172	1234	1295	1357	1419	1480	1542	1604	1665	1727
521 à 530	937	999	1062	1124	1187	1249	1312	1374	1437	1499	1561	1624	1686	1749
531 à 540	948	1012	1075	1138	1201	1265	1328	1391	1454	1517	1581	1644	1707	1770
541 à 550	960	1024	1088	1152	1216	1280	1344	1408	1472	1536	1600	1664	1728	1792
551 à 560	971	1036	1101	1165	1230	1295	1360	1424	1489	1554	1618	1683	1748	1813
561 à 570	982	1048	1113	1179	1244	1310	1375	1441	1506	1572	1637	1703	1768	1833
571 à 580	993	1059	1126	1192	1258	1324	1391	1457	1523	1589	1655	1722	1788	1854
581 à 590	1004	1071	1138	1205	1272	1339	1406	1473	1540	1607	1674	1740	1807	1874
591 à 600	1015	1083	1150	1218	1286	1353	1421	1488	1556	1624	1691	1759	1827	1894
601 à 610	1026	1094	1162	1231	1299	1367	1436	1504	1572	1641	1709	1778	1846	1914
611 à 620	1036	1105	1174	1243	1312	1381	1450	1520	1589	1658	1727	1796	1865	1934
621 à 630	1046	1116	1186	1256	1326	1395	1465	1535	1605	1674	1744	1814	1884	1953
631 à 640	1057	1127	1198	1268	1339	1409	1479	1550	1620	1691	1761	1832	1902	1973
641 à 650	1067	1138	1209	1280	1351	1423	1494	1565	1636	1707	1778	1849	1921	1992
651 à 660	1077	1149	1221	1292	1364	1436	1508	1580	1651	1723	1795	1867	1939	2010
661 à 670	1087	1160	1232	1304	1377	1449	1522	1594	1667	1739	1812	1884	1957	2029
671 à 680	1097	1170	1243	1316	1389	1463	1536	1609	1682	1755	1828	1901	1974	2048
681 à 690	1107	1180	1254	1328	1402	1476	1549	1623	1697	1771	1845	1918	1992	2066

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	1116	1191	1265	1340	1414	1489	1563	1637	1712	1786	1861	1935	2010	2084
701 à 710	1126	1201	1276	1351	1426	1501	1576	1651	1727	1802	1877	1952	2027	2102
711 à 720	1136	1211	1287	1363	1438	1514	1590	1665	1741	1817	1893	1968	2044	2120
721 à 730	1145	1221	1298	1374	1450	1527	1603	1679	1756	1832	1908	1985	2061	2137
731 à 740	1154	1231	1308	1385	1462	1539	1616	1693	1770	1847	1924	2001	2078	2155
741 à 750	1164	1241	1319	1396	1474	1551	1629	1707	1784	1862	1939	2017	2094	2172
751 à 760	1173	1251	1329	1407	1486	1564	1642	1720	1798	1876	1955	2033	2111	2189
761 à 770	1182	1261	1339	1418	1497	1576	1655	1733	1812	1891	1970	2049	2127	2206
771 à 780	1191	1270	1350	1429	1509	1588	1667	1747	1826	1905	1985	2064	2144	2223
781 à 790	1200	1280	1360	1440	1520	1600	1680	1760	1840	1920	2000	2080	2160	2240
791 à 800	1209	1289	1370	1451	1531	1612	1692	1773	1853	1934	2015	2095	2176	2256
801 à 810	1218	1299	1380	1461	1542	1623	1705	1786	1867	1948	2029	2111	2192	2273
811 à 820	1226	1308	1390	1472	1553	1635	1717	1799	1880	1962	2044	2126	2207	2289
821 à 830	1235	1317	1400	1482	1564	1647	1729	1811	1894	1976	2058	2141	2223	2305
831 à 840	1244	1327	1410	1492	1575	1658	1741	1824	1907	1990	2073	2156	2239	2322
841 à 850	1252	1336	1419	1503	1586	1670	1753	1837	1920	2004	2087	2171	2254	2338
851 à 860	1261	1345	1429	1513	1597	1681	1765	1849	1933	2017	2101	2185	2269	2353
861 à 870	1269	1354	1438	1523	1608	1692	1777	1862	1946	2031	2115	2200	2285	2369
871 à 880	1278	1363	1448	1533	1618	1704	1789	1874	1959	2044	2129	2215	2300	2385
881 à 890	1286	1372	1457	1543	1629	1715	1800	1886	1972	2058	2143	2229	2315	2401
891 à 900	1294	1381	1467	1553	1639	1726	1812	1898	1985	2071	2157	2243	2330	2416
901 à 950	1335	1424	1513	1602	1691	1780	1869	1958	2047	2136	2225	2314	2403	2492
951 à 1000	1375	1466	1558	1650	1741	1833	1925	2016	2108	2200	2291	2383	2475	2566
1001 à 1050	1414	1508	1602	1696	1791	1885	1979	2073	2168	2262	2356	2450	2545	2639
1051 à 1100	1452	1549	1645	1742	1839	1936	2033	2129	2226	2323	2420	2516	2613	2710
1101 à 1150	1489	1589	1688	1787	1887	1986	2085	2184	2284	2383	2482	2582	2681	2780
1151 à 1200	1526	1628	1730	1832	1934	2035	2137	2239	2341	2442	2544	2646	2748	2849
1201 à 1250	1563	1667	1772	1876	1980	2084	2188	2293	2397	2501	2605	2710	2814	2918
1251 à 1300	1600	1706	1813	1920	2026	2133	2240	2346	2453	2560	2666	2773	2880	2986
1301 à 1350	1636	1745	1854	1963	2072	2181	2290	2400	2509	2618	2727	2836	2945	3054
1351 à 1400	1672	1784	1895	2007	2118	2230	2341	2453	2564	2676	2787	2899	3010	3122
1401 à 1450	1709	1822	1936	2050	2164	2278	2392	2506	2620	2734	2848	2962	3075	3189

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	1745	1861	1977	2094	2210	2326	2443	2559	2675	2792	2908	3024	3141	3257
1501 à 1550	1781	1900	2019	2137	2256	2375	2494	2612	2731	2850	2969	3087	3206	3325
1501 à 1600	1818	1939	2060	2181	2302	2424	2545	2666	2787	2908	3029	3151	3272	3393
1601 à 1700	1891	2017	2143	2269	2395	2521	2648	2774	2900	3026	3152	3278	3404	3530
1701 à 1800	1965	2096	2227	2358	2490	2621	2752	2883	3014	3145	3276	3407	3538	3669
1801 à 1900	2041	2177	2313	2449	2585	2721	2857	2993	3129	3265	3401	3537	3673	3809
1901 à 2000	2117	2258	2399	2541	2682	2823	2964	3105	3246	3387	3529	3670	3811	3952
2001 à 2100	2195	2341	2487	2634	2780	2926	3073	3219	3365	3512	3658	3804	3951	4097
2101 à 2200	2274	2425	2577	2728	2880	3032	3183	3335	3486	3638	3789	3941	4093	4244
2201 à 2300	2354	2511	2667	2824	2981	3138	3295	3452	3609	3766	3923	4080	4237	4393
2301 à 2400	2435	2597	2759	2922	3084	3246	3409	3571	3733	3896	4058	4220	4383	4545
2401 à 2500	2517	2685	2853	3021	3188	3356	3524	3692	3860	4027	4195	4363	4531	4699
2501 à 2600	2601	2774	2947	3121	3294	3467	3641	3814	3988	4161	4334	4508	4681	4854
2601 à 2700	2685	2864	3043	3222	3401	3580	3759	3938	4117	4296	4475	4654	4833	5012
2701 à 2800	2770	2955	3140	3324	3509	3694	3879	4063	4248	4433	4617	4802	4987	5171
2801 à 2900	2857	3047	3238	3428	3618	3809	3999	4190	4380	4571	4761	4952	5142	5332
2901 à 3000	2944	3140	3336	3533	3729	3925	4121	4318	4514	4710	4906	5103	5299	5495

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	869	899	929	959	989	1019	1049	1079	1109	1139	1169	1199
201 à 210	905	936	968	999	1030	1061	1093	1124	1155	1186	1217	1249
211 à 220	941	973	1006	1038	1071	1103	1135	1168	1200	1233	1265	1298
221 à 230	976	1009	1043	1077	1110	1144	1178	1211	1245	1279	1312	1346
231 à 240	1010	1045	1080	1115	1149	1184	1219	1254	1289	1324	1358	1393
241 à 250	1044	1080	1116	1152	1188	1224	1260	1296	1332	1368	1404	1440
251 à 260	1077	1114	1152	1189	1226	1263	1300	1337	1374	1412	1449	1486
261 à 270	1110	1148	1187	1225	1263	1301	1340	1378	1416	1455	1493	1531
271 à 280	1142	1182	1221	1260	1300	1339	1379	1418	1457	1497	1536	1576
281 à 290	1174	1215	1255	1295	1336	1376	1417	1457	1498	1538	1579	1619
291 à 300	1205	1247	1288	1330	1372	1413	1455	1496	1538	1579	1621	1662
301 à 310	1236	1279	1321	1364	1407	1449	1492	1534	1577	1620	1662	1705
311 à 320	1266	1310	1354	1397	1441	1485	1528	1572	1616	1659	1703	1747
321 à 330	1296	1341	1386	1430	1475	1520	1564	1609	1654	1698	1743	1788
331 à 340	1326	1371	1417	1463	1508	1554	1600	1646	1691	1737	1783	1828
341 à 350	1355	1401	1448	1495	1541	1588	1635	1681	1728	1775	1822	1868
351 à 360	1383	1431	1478	1526	1574	1622	1669	1717	1765	1812	1860	1908
361 à 370	1411	1460	1508	1557	1606	1654	1703	1752	1800	1849	1898	1946
371 à 380	1439	1488	1538	1588	1637	1687	1737	1786	1836	1885	1935	1985
381 à 390	1466	1517	1567	1618	1668	1719	1769	1820	1871	1921	1972	2022
391 à 400	1493	1545	1596	1648	1699	1750	1802	1853	1905	1956	2008	2059
401 à 410	1520	1572	1624	1677	1729	1782	1834	1886	1939	1991	2044	2096
411 à 420	1546	1599	1652	1706	1759	1812	1866	1919	1972	2025	2079	2132
421 à 430	1572	1626	1680	1734	1788	1842	1897	1951	2005	2059	2113	2168
431 à 440	1597	1652	1707	1762	1817	1872	1927	1982	2037	2093	2148	2203
441 à 450	1622	1678	1734	1790	1846	1902	1958	2014	2070	2125	2181	2237
451 à 460	1647	1704	1760	1817	1874	1931	1988	2044	2101	2158	2215	2271
461 à 470	1671	1729	1786	1844	1902	1959	2017	2075	2132	2190	2247	2305
471 à 480	1695	1754	1812	1871	1929	1988	2046	2105	2163	2221	2280	2338
481 à 490	1719	1778	1838	1897	1956	2015	2075	2134	2193	2253	2312	2371
491 à 500	1743	1803	1863	1923	1983	2043	2103	2163	2223	2283	2343	2404
501 à 510	1766	1827	1888	1948	2009	2070	2131	2192	2253	2314	2375	2436
511 à 520	1789	1850	1912	1974	2035	2097	2159	2220	2282	2344	2405	2467

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

521 à 530	1811	1874	1936	1999	2061	2124	2186	2248	2311	2373	2436	2498
531 à 540	1834	1897	1960	2023	2086	2150	2213	2276	2339	2403	2466	2529
541 à 550	1856	1920	1984	2048	2112	2176	2240	2304	2368	2432	2496	2559
551 à 560	1877	1942	2007	2072	2136	2201	2266	2331	2395	2460	2525	2590
561 à 570	1899	1964	2030	2095	2161	2226	2292	2357	2423	2488	2554	2619
571 à 580	1920	1986	2053	2119	2185	2251	2318	2384	2450	2516	2582	2649
581 à 590	1941	2008	2075	2142	2209	2276	2343	2410	2477	2544	2611	2678
591 à 600	1962	2030	2097	2165	2233	2300	2368	2436	2503	2571	2639	2706
601 à 610	1983	2051	2119	2188	2256	2325	2393	2461	2530	2598	2666	2735
611 à 620	2003	2072	2141	2210	2279	2348	2417	2487	2556	2625	2694	2763
621 à 630	2023	2093	2163	2232	2302	2372	2442	2512	2581	2651	2721	2791
631 à 640	2043	2114	2184	2254	2325	2395	2466	2536	2607	2677	2748	2818
641 à 650	2063	2134	2205	2276	2347	2418	2490	2561	2632	2703	2774	2845
651 à 660	2082	2154	2226	2298	2370	2441	2513	2585	2657	2729	2800	2872
661 à 670	2102	2174	2247	2319	2391	2464	2536	2609	2681	2754	2826	2899
671 à 680	2121	2194	2267	2340	2413	2486	2559	2633	2706	2779	2852	2925
681 à 690	2140	2213	2287	2361	2435	2509	2582	2656	2730	2804	2877	2951

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	2158	2233	2307	2382	2456	2531	2605	2679	2754	2828	2903	2977
701 à 710	2177	2252	2327	2402	2477	2552	2627	2702	2778	2853	2928	3003
711 à 720	2195	2271	2347	2422	2498	2574	2650	2725	2801	2877	2952	3028
721 à 730	2214	2290	2366	2443	2519	2595	2672	2748	2824	2901	2977	3053
731 à 740	2232	2309	2386	2463	2540	2616	2693	2770	2847	2924	3001	3078
741 à 750	2250	2327	2405	2482	2560	2637	2715	2793	2870	2948	3025	3103
751 à 760	2267	2346	2424	2502	2580	2658	2736	2815	2893	2971	3049	3127
761 à 770	2285	2364	2443	2521	2600	2679	2758	2837	2915	2994	3073	3152
771 à 780	2302	2382	2461	2541	2620	2699	2779	2858	2938	3017	3096	3176
781 à 790	2320	2400	2480	2560	2640	2720	2800	2880	2960	3040	3120	3200
791 à 800	2337	2418	2498	2579	2659	2740	2820	2901	2982	3062	3143	3223
801 à 810	2354	2435	2516	2598	2679	2760	2841	2922	3003	3085	3166	3247
811 à 820	2371	2453	2534	2616	2698	2780	2862	2943	3025	3107	3189	3270
821 à 830	2388	2470	2552	2635	2717	2799	2882	2964	3046	3129	3211	3293
831 à 840	2404	2487	2570	2653	2736	2819	2902	2985	3068	3151	3234	3317
841 à 850	2421	2505	2588	2672	2755	2838	2922	3005	3089	3172	3256	3339
851 à 860	2438	2522	2606	2690	2774	2858	2942	3026	3110	3194	3278	3362
861 à 870	2454	2538	2623	2708	2792	2877	2962	3046	3131	3215	3300	3385
871 à 880	2470	2555	2640	2726	2811	2896	2981	3066	3152	3237	3322	3407
881 à 890	2486	2572	2658	2743	2829	2915	3001	3086	3172	3258	3344	3429
891 à 900	2502	2589	2675	2761	2847	2934	3020	3106	3193	3279	3365	3451
901 à 950	2581	2670	2759	2848	2937	3026	3115	3204	3293	3382	3471	3560
951 à 1000	2658	2750	2841	2933	3025	3116	3208	3300	3391	3483	3574	3666
1001 à 1050	2733	2827	2922	3016	3110	3204	3299	3393	3487	3581	3675	3770
1051 à 1100	2807	2904	3000	3097	3194	3291	3388	3484	3581	3678	3775	3871
1101 à 1150	2879	2979	3078	3177	3277	3376	3475	3574	3674	3773	3872	3972
1151 à 1200	2951	3053	3155	3256	3358	3460	3562	3663	3765	3867	3969	4071
1201 à 1250	3022	3126	3231	3335	3439	3543	3647	3752	3856	3960	4064	4169
1251 à 1300	3093	3199	3306	3413	3519	3626	3733	3839	3946	4053	4159	4266
1301 à 1350	3163	3272	3381	3490	3599	3708	3817	3927	4036	4145	4254	4363
1351 à 1400	3233	3345	3456	3568	3679	3791	3902	4014	4125	4237	4348	4460
1401 à 1450	3303	3417	3531	3645	3759	3873	3987	4101	4214	4328	4442	4556
1051 à 1500	3373	3490	3606	3722	3839	3955	4071	4188	4304	4420	4537	4653

Port en lourd en Tonnes

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1501 à 1550	3444	3562	3681	3800	3919	4037	4156	4275	4394	4512	4631	4750
1501 à 1600	3514	3635	3756	3878	3999	4120	4241	4362	4484	4605	4726	4847
1601 à 1700	3656	3782	3908	4034	4160	4286	4413	4539	4665	4791	4917	5043
1701 à 1800	3800	3931	4062	4193	4324	4455	4586	4717	4848	4979	5110	5241
1801 à 1900	3945	4081	4218	4354	4490	4626	4762	4898	5034	5170	5306	5442
1901 à 2000	4093	4234	4376	4517	4658	4799	4940	5081	5222	5364	5505	5646
2001 à 2100	4243	4390	4536	4682	4829	4975	5121	5268	5414	5560	5707	5853
2101 à 2200	4396	4547	4699	4850	5002	5154	5305	5457	5608	5760	5911	6063
2201 à 2300	4550	4707	4864	5021	5178	5335	5492	5649	5806	5963	6119	6276
2301 à 2400	4707	4870	5032	5194	5357	5519	5681	5844	6006	6168	6331	6493
2401 à 2500	4866	5034	5202	5370	5538	5706	5873	6041	6209	6377	6545	6712
2501 à 2600	5028	5201	5374	5548	5721	5895	6068	6241	6415	6588	6761	6935
2601 à 2700	5191	5370	5549	5728	5907	6086	6265	6444	6623	6802	6981	7160
2701 à 2800	5356	5541	5725	5910	6095	6280	6464	6649	6834	7018	7203	7388
2801 à 2900	5523	5713	5904	6094	6285	6475	6666	6856	7046	7237	7427	7618
2901 à 3000	5691	5888	6084	6280	6476	6673	6869	7065	7261	7458	7654	7850

Voies de catégories 2, 3 & 4

Cale spécialisée / Automoteur ou pousseur + 1 barge

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	90	180	270	360	450	539	629	719	809	899	989	1079	1169	1259
201 à 210	94	187	281	375	468	562	656	749	843	936	1030	1124	1217	1311
211 à 220	97	195	292	389	487	584	681	779	876	973	1071	1168	1265	1363
221 à 230	101	202	303	404	505	606	707	808	908	1009	1110	1211	1312	1413
231 à 240	104	209	313	418	522	627	731	836	940	1045	1149	1254	1358	1463
241 à 250	108	216	324	432	540	648	756	864	972	1080	1188	1296	1404	1512
251 à 260	111	223	334	446	557	669	780	892	1003	1114	1226	1337	1449	1560
261 à 270	115	230	344	459	574	689	804	919	1033	1148	1263	1378	1493	1608
271 à 280	118	236	354	473	591	709	827	945	1063	1182	1300	1418	1536	1654
281 à 290	121	243	364	486	607	729	850	972	1093	1215	1336	1457	1579	1700
291 à 300	125	249	374	499	623	748	873	997	1122	1247	1372	1496	1621	1746
301 à 310	128	256	384	511	639	767	895	1023	1151	1279	1407	1534	1662	1790
311 à 320	131	262	393	524	655	786	917	1048	1179	1310	1441	1572	1703	1834
321 à 330	134	268	402	536	670	805	939	1073	1207	1341	1475	1609	1743	1877
331 à 340	137	274	411	549	686	823	960	1097	1234	1371	1508	1646	1783	1920
341 à 350	140	280	420	560	701	841	981	1121	1261	1401	1541	1681	1822	1962
351 à 360	143	286	429	572	715	858	1002	1145	1288	1431	1574	1717	1860	2003
361 à 370	146	292	438	584	730	876	1022	1168	1314	1460	1606	1752	1898	2044
371 à 380	149	298	447	595	744	893	1042	1191	1340	1488	1637	1786	1935	2084
381 à 390	152	303	455	607	758	910	1062	1213	1365	1517	1668	1820	1972	2123
391 à 400	154	309	463	618	772	927	1081	1236	1390	1545	1699	1853	2008	2162
401 à 410	157	314	472	629	786	943	1100	1258	1415	1572	1729	1886	2044	2201
411 à 420	160	320	480	640	800	959	1119	1279	1439	1599	1759	1919	2079	2239
421 à 430	163	325	488	650	813	975	1138	1301	1463	1626	1788	1951	2113	2276
431 à 440	165	330	496	661	826	991	1156	1322	1487	1652	1817	1982	2148	2313
441 à 450	168	336	503	671	839	1007	1175	1342	1510	1678	1846	2014	2181	2349
451 à 460	170	341	511	681	852	1022	1193	1363	1533	1704	1874	2044	2215	2385
461 à 470	173	346	519	692	864	1037	1210	1383	1556	1729	1902	2075	2247	2420
471 à 480	175	351	526	702	877	1052	1228	1403	1578	1754	1929	2105	2280	2455
481 à 490	178	356	534	711	889	1067	1245	1423	1601	1778	1956	2134	2312	2490

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

491 à 500	180	361	541	721	901	1082	1262	1442	1622	1803	1983	2163	2343	2524
501 à 510	183	365	548	731	913	1096	1279	1461	1644	1827	2009	2192	2375	2557
511 à 520	185	370	555	740	925	1110	1295	1480	1665	1850	2035	2220	2405	2590
521 à 530	187	375	562	749	937	1124	1312	1499	1686	1874	2061	2248	2436	2623
531 à 540	190	379	569	759	948	1138	1328	1517	1707	1897	2086	2276	2466	2656
541 à 550	192	384	576	768	960	1152	1344	1536	1728	1920	2112	2304	2496	2687
551 à 560	194	388	583	777	971	1165	1360	1554	1748	1942	2136	2331	2525	2719
561 à 570	196	393	589	786	982	1179	1375	1572	1768	1964	2161	2357	2554	2750
571 à 580	199	397	596	795	993	1192	1391	1589	1788	1986	2185	2384	2582	2781
581 à 590	201	402	602	803	1004	1205	1406	1607	1807	2008	2209	2410	2611	2812
591 à 600	203	406	609	812	1015	1218	1421	1624	1827	2030	2233	2436	2639	2842
601 à 610	205	410	615	820	1026	1231	1436	1641	1846	2051	2256	2461	2666	2871
611 à 620	207	414	622	829	1036	1243	1450	1658	1865	2072	2279	2487	2694	2901
621 à 630	209	419	628	837	1046	1256	1465	1674	1884	2093	2302	2512	2721	2930
631 à 640	211	423	634	845	1057	1268	1479	1691	1902	2114	2325	2536	2748	2959
641 à 650	213	427	640	854	1067	1280	1494	1707	1921	2134	2347	2561	2774	2987
651 à 660	215	431	646	862	1077	1292	1508	1723	1939	2154	2370	2585	2800	3016
661 à 670	217	435	652	870	1087	1304	1522	1739	1957	2174	2391	2609	2826	3044
671 à 680	219	439	658	878	1097	1316	1536	1755	1974	2194	2413	2633	2852	3071
681 à 690	221	443	664	885	1107	1328	1549	1771	1992	2213	2435	2656	2877	3099

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0	
691 à 700	223	447	670	893	1116	1340	1563	1786	2010	2233	2456	2679	2903	3126	
701 à 710	225	450	676	901	1126	1351	1576	1802	2027	2252	2477	2702	2928	3153	
711 à 720	227	454	681	908	1136	1363	1590	1817	2044	2271	2498	2725	2952	3180	
721 à 730	229	458	687	916	1145	1374	1603	1832	2061	2290	2519	2748	2977	3206	
731 à 740	231	462	693	923	1154	1385	1616	1847	2078	2309	2540	2770	3001	3232	
741 à 750	233	465	698	931	1164	1396	1629	1862	2094	2327	2560	2793	3025	3258	
751 à 760	235	469	704	938	1173	1407	1642	1876	2111	2346	2580	2815	3049	3284	
761 à 770	236	473	709	946	1182	1418	1655	1891	2127	2364	2600	2837	3073	3309	
771 à 780	238	476	715	953	1191	1429	1667	1905	2144	2382	2620	2858	3096	3335	
781 à 790	240	480	720	960	1200	1440	1680	1920	2160	2400	2640	2880	3120	3360	
791 à 800	242	484	725	967	1209	1451	1692	1934	2176	2418	2659	2901	3143	3385	
801 à 810	244	487	731	974	1218	1461	1705	1948	2192	2435	2679	2922	3166	3409	
811 à 820	245	491	736	981	1226	1472	1717	1962	2207	2453	2698	2943	3189	3434	
821 à 830	247	494	741	988	1235	1482	1729	1976	2223	2470	2717	2964	3211	3458	
831 à 840	249	497	746	995	1244	1492	1741	1990	2239	2487	2736	2985	3234	3482	
841 à 850	250	501	751	1002	1252	1503	1753	2004	2254	2505	2755	3005	3256	3506	
851 à 860	252	504	756	1009	1261	1513	1765	2017	2269	2522	2774	3026	3278	3530	
861 à 870	254	508	762	1015	1269	1523	1777	2031	2285	2538	2792	3046	3300	3554	
871 à 880	256	511	767	1022	1278	1533	1789	2044	2300	2555	2811	3066	3322	3577	
881 à 890	257	514	772	1029	1286	1543	1800	2058	2315	2572	2829	3086	3344	3601	
891 à 900	259	518	777	1035	1294	1553	1812	2071	2330	2589	2847	3106	3365	3624	
901 à 950	267	534	801	1068	1335	1602	1869	2136	2403	2670	2937	3204	3471	3738	
951 à 1000	275	550	825	1100	1375	1650	1925	2200	2475	2750	3025	3300	3574	3849	
1001 à 1050	283	565	848	1131	1414	1696	1979	2262	2545	2827	3110	3393	3675	3958	
1051 à 1100	290	581	871	1161	1452	1742	2033	2323	2613	2904	3194	3484	3775	4065	
1101 à 1150	298	596	894	1191	1489	1787	2085	2383	2681	2979	3277	3574	3872	4170	
1151 à 1200	305	611	916	1221	1526	1832	2137	2442	2748	3053	3358	3663	3969	4274	
1201 à 1250	313	625	938	1251	1563	1876	2188	2501	2814	3126	3439	3752	4064	4377	
1251 à 1300	320	640	960	1280	1600	1920	2240	2560	2880	3199	3519	3839	4159	4479	
1301 à 1350	327	654	982	1309	1636	1963	2290	2618	2945	3272	3599	3927	4254	4581	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1351 à 1400	334	669	1003	1338	1672	2007	2341	2676	3010	3345	3679	4014	4348	4683
1401 à 1450	342	683	1025	1367	1709	2050	2392	2734	3075	3417	3759	4101	4442	4784
1051 à 1500	349	698	1047	1396	1745	2094	2443	2792	3141	3490	3839	4188	4537	4886
1501 à 1550	356	712	1069	1425	1781	2137	2494	2850	3206	3562	3919	4275	4631	4987
1501 à 1600	364	727	1091	1454	1818	2181	2545	2908	3272	3635	3999	4362	4726	5089
1601 à 1700	378	756	1135	1513	1891	2269	2648	3026	3404	3782	4160	4539	4917	5295
1701 à 1800	393	786	1179	1572	1965	2358	2752	3145	3538	3931	4324	4717	5110	5503
1801 à 1900	408	816	1224	1633	2041	2449	2857	3265	3673	4081	4490	4898	5306	5714
1901 à 2000	423	847	1270	1694	2117	2541	2964	3387	3811	4234	4658	5081	5505	5928
2001 à 2100	439	878	1317	1756	2195	2634	3073	3512	3951	4390	4829	5268	5707	6145
2101 à 2200	455	909	1364	1819	2274	2728	3183	3638	4093	4547	5002	5457	5911	6366
2201 à 2300	471	941	1412	1883	2354	2824	3295	3766	4237	4707	5178	5649	6119	6590
2301 à 2400	487	974	1461	1948	2435	2922	3409	3896	4383	4870	5357	5844	6331	6818
2401 à 2500	503	1007	1510	2014	2517	3021	3524	4027	4531	5034	5538	6041	6545	7048
2501 à 2600	520	1040	1560	2080	2601	3121	3641	4161	4681	5201	5721	6241	6761	7282
2601 à 2700	537	1074	1611	2148	2685	3222	3759	4296	4833	5370	5907	6444	6981	7518
2701 à 2800	554	1108	1662	2216	2770	3324	3879	4433	4987	5541	6095	6649	7203	7757
2801 à 2900	571	1143	1714	2285	2857	3428	3999	4571	5142	5713	6285	6856	7427	7999
2901 à 3000	589	1178	1766	2355	2944	3533	4121	4710	5299	5888	6476	7065	7654	8243

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	1349	1439	1528	1618	1708	1798	1888	1978	2068	2158	2248	2338	2428	2517
201 à 210	1405	1498	1592	1686	1779	1873	1967	2060	2154	2248	2341	2435	2528	2622
211 à 220	1460	1557	1654	1752	1849	1946	2044	2141	2238	2336	2433	2530	2628	2725
221 à 230	1514	1615	1716	1817	1918	2019	2120	2221	2322	2423	2523	2624	2725	2826
231 à 240	1567	1672	1776	1881	1985	2090	2194	2299	2403	2508	2612	2717	2821	2926
241 à 250	1620	1728	1836	1944	2052	2160	2268	2376	2484	2592	2700	2808	2916	3024
251 à 260	1672	1783	1894	2006	2117	2229	2340	2452	2563	2675	2786	2897	3009	3120
261 à 270	1722	1837	1952	2067	2182	2297	2411	2526	2641	2756	2871	2986	3100	3215
271 à 280	1772	1891	2009	2127	2245	2363	2481	2600	2718	2836	2954	3072	3190	3309
281 à 290	1822	1943	2065	2186	2308	2429	2550	2672	2793	2915	3036	3158	3279	3401
291 à 300	1870	1995	2120	2244	2369	2494	2618	2743	2868	2992	3117	3242	3366	3491
301 à 310	1918	2046	2174	2302	2429	2557	2685	2813	2941	3069	3197	3325	3452	3580
311 à 320	1965	2096	2227	2358	2489	2620	2751	2882	3013	3144	3275	3406	3537	3668
321 à 330	2011	2145	2280	2414	2548	2682	2816	2950	3084	3218	3352	3486	3620	3754
331 à 340	2057	2194	2331	2468	2605	2743	2880	3017	3154	3291	3428	3565	3702	3840
341 à 350	2102	2242	2382	2522	2662	2802	2943	3083	3223	3363	3503	3643	3783	3923
351 à 360	2146	2289	2432	2575	2718	2862	3005	3148	3291	3434	3577	3720	3863	4006
361 à 370	2190	2336	2482	2628	2774	2920	3066	3212	3358	3504	3650	3796	3942	4088
371 à 380	2233	2382	2530	2679	2828	2977	3126	3275	3423	3572	3721	3870	4019	4168
381 à 390	2275	2427	2578	2730	2882	3033	3185	3337	3488	3640	3792	3943	4095	4247
391 à 400	2317	2471	2626	2780	2935	3089	3244	3398	3552	3707	3861	4016	4170	4325
401 à 410	2358	2515	2672	2830	2987	3144	3301	3458	3616	3773	3930	4087	4244	4402
411 à 420	2399	2558	2718	2878	3038	3198	3358	3518	3678	3838	3998	4157	4317	4477
421 à 430	2439	2601	2764	2926	3089	3251	3414	3577	3739	3902	4064	4227	4389	4552
431 à 440	2478	2643	2808	2974	3139	3304	3469	3634	3800	3965	4130	4295	4460	4626
441 à 450	2517	2685	2853	3020	3188	3356	3524	3692	3859	4027	4195	4363	4531	4698
451 à 460	2555	2726	2896	3066	3237	3407	3578	3748	3918	4089	4259	4429	4600	4770
461 à 470	2593	2766	2939	3112	3285	3458	3631	3803	3976	4149	4322	4495	4668	4841
471 à 480	2631	2806	2981	3157	3332	3508	3683	3858	4034	4209	4384	4560	4735	4911
481 à 490	2668	2845	3023	3201	3379	3557	3735	3912	4090	4268	4446	4624	4802	4979
491 à 500	2704	2884	3065	3245	3425	3605	3786	3966	4146	4326	4507	4687	4867	5047

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	2740	2923	3105	3288	3471	3653	3836	4019	4201	4384	4567	4749	4932	5115
511 à 520	2775	2961	3146	3331	3516	3701	3886	4071	4256	4441	4626	4811	4996	5181
521 à 530	2811	2998	3185	3373	3560	3747	3935	4122	4310	4497	4684	4872	5059	5246
531 à 540	2845	3035	3225	3414	3604	3794	3983	4173	4363	4552	4742	4932	5121	5311
541 à 550	2879	3071	3263	3455	3647	3839	4031	4223	4415	4607	4799	4991	5183	5375
551 à 560	2913	3107	3302	3496	3690	3884	4079	4273	4467	4661	4855	5050	5244	5438
561 à 570	2947	3143	3340	3536	3732	3929	4125	4322	4518	4715	4911	5108	5304	5500
571 à 580	2980	3178	3377	3576	3774	3973	4172	4370	4569	4768	4966	5165	5363	5562
581 à 590	3012	3213	3414	3615	3816	4016	4217	4418	4619	4820	5021	5221	5422	5623
591 à 600	3045	3248	3451	3654	3857	4060	4262	4465	4668	4871	5074	5277	5480	5683
601 à 610	3077	3282	3487	3692	3897	4102	4307	4512	4717	4923	5128	5333	5538	5743
611 à 620	3108	3315	3523	3730	3937	4144	4351	4559	4766	4973	5180	5387	5595	5802
621 à 630	3139	3349	3558	3767	3977	4186	4395	4604	4814	5023	5232	5442	5651	5860
631 à 640	3170	3382	3593	3804	4016	4227	4438	4650	4861	5072	5284	5495	5707	5918
641 à 650	3201	3414	3628	3841	4054	4268	4481	4695	4908	5121	5335	5548	5762	5975
651 à 660	3231	3447	3662	3877	4093	4308	4524	4739	4954	5170	5385	5601	5816	6031
661 à 670	3261	3479	3696	3913	4131	4348	4566	4783	5000	5218	5435	5653	5870	6087
671 à 680	3291	3510	3730	3949	4168	4388	4607	4826	5046	5265	5485	5704	5923	6143
681 à 690	3320	3541	3763	3984	4206	4427	4648	4870	5091	5312	5534	5755	5976	6198

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	3349	3573	3796	4019	4242	4466	4689	4912	5136	5359	5582	5805	6029	6252
701 à 710	3378	3603	3828	4054	4279	4504	4729	4954	5180	5405	5630	5855	6081	6306
711 à 720	3407	3634	3861	4088	4315	4542	4769	4996	5223	5451	5678	5905	6132	6359
721 à 730	3435	3664	3893	4122	4351	4580	4809	5038	5267	5496	5725	5954	6183	6412
731 à 740	3463	3694	3925	4156	4386	4617	4848	5079	5310	5541	5772	6002	6233	6464
741 à 750	3491	3723	3956	4189	4422	4654	4887	5120	5353	5585	5818	6051	6283	6516
751 à 760	3518	3753	3987	4222	4457	4691	4926	5160	5395	5629	5864	6098	6333	6568
761 à 770	3546	3782	4018	4255	4491	4728	4964	5200	5437	5673	5909	6146	6382	6619
771 à 780	3573	3811	4049	4287	4526	4764	5002	5240	5478	5716	5955	6193	6431	6669
781 à 790	3600	3840	4080	4320	4560	4800	5040	5280	5519	5759	5999	6239	6479	6719
791 à 800	3626	3868	4110	4352	4593	4835	5077	5319	5560	5802	6044	6286	6527	6769
801 à 810	3653	3896	4140	4383	4627	4870	5114	5357	5601	5845	6088	6332	6575	6819
811 à 820	3679	3924	4170	4415	4660	4905	5151	5396	5641	5887	6132	6377	6622	6868
821 à 830	3705	3952	4199	4446	4693	4940	5187	5434	5681	5928	6175	6422	6669	6916
831 à 840	3731	3980	4229	4477	4726	4975	5224	5472	5721	5970	6218	6467	6716	6965
841 à 850	3757	4007	4258	4508	4759	5009	5260	5510	5760	6011	6261	6512	6762	7013
851 à 860	3782	4034	4287	4539	4791	5043	5295	5547	5800	6052	6304	6556	6808	7060
861 à 870	3808	4062	4315	4569	4823	5077	5331	5585	5838	6092	6346	6600	6854	7108
871 à 880	3833	4088	4344	4600	4855	5111	5366	5622	5877	6133	6388	6644	6899	7155
881 à 890	3858	4115	4372	4630	4887	5144	5401	5658	5916	6173	6430	6687	6944	7202
891 à 900	3883	4142	4401	4659	4918	5177	5436	5695	5954	6213	6471	6730	6989	7248
901 à 950	4005	4272	4539	4806	5073	5340	5607	5874	6141	6408	6675	6942	7209	7476
951 à 1000	4124	4399	4674	4949	5224	5499	5774	6049	6324	6599	6874	7149	7424	7699
1001 à 1050	4241	4524	4806	5089	5372	5655	5937	6220	6503	6786	7068	7351	7634	7916
1051 à 1100	4355	4646	4936	5226	5517	5807	6098	6388	6678	6969	7259	7549	7840	8130
1101 à 1150	4468	4766	5064	5362	5660	5957	6255	6553	6851	7149	7447	7745	8042	8340
1151 à 1200	4579	4885	5190	5495	5801	6106	6411	6716	7022	7327	7632	7938	8243	8548
1201 à 1250	4690	5002	5315	5628	5940	6253	6565	6878	7191	7503	7816	8129	8441	8754
1251 à 1300	4799	5119	5439	5759	6079	6399	6719	7039	7359	7679	7999	8319	8639	8958
1301 à 1350	4908	5235	5563	5890	6217	6544	6871	7199	7526	7853	8180	8508	8835	9162
1351 à 1400	5017	5351	5686	6020	6355	6689	7024	7358	7693	8027	8362	8696	9031	9365

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	5126	5467	5809	6151	6493	6834	7176	7518	7859	8201	8543	8885	9226	9568
1051 à 1500	5234	5583	5932	6281	6630	6979	7328	7677	8026	8375	8724	9073	9422	9771
1501 à 1550	5344	5700	6056	6412	6768	7125	7481	7837	8193	8550	8906	9262	9618	9975
1501 à 1600	5453	5816	6180	6544	6907	7271	7634	7998	8361	8725	9088	9452	9815	10179
1601 à 1700	5673	6051	6430	6808	7186	7564	7943	8321	8699	9077	9455	9834	10212	10590
1701 à 1800	5896	6289	6682	7075	7469	7862	8255	8648	9041	9434	9827	10220	10613	11006
1801 à 1900	6122	6530	6939	7347	7755	8163	8571	8979	9387	9796	10204	10612	11020	11428
1901 à 2000	6352	6775	7198	7622	8045	8469	8892	9316	9739	10162	10586	11009	11433	11856
2001 à 2100	6584	7023	7462	7901	8340	8779	9218	9657	10096	10535	10974	11413	11852	12291
2101 à 2200	6821	7276	7730	8185	8640	9095	9549	10004	10459	10913	11368	11823	12278	12732
2201 à 2300	7061	7532	8002	8473	8944	9415	9885	10356	10827	11297	11768	12239	12710	13180
2301 à 2400	7304	7791	8278	8765	9252	9739	10226	10713	11200	11687	12174	12661	13148	13635
2401 à 2500	7551	8055	8558	9062	9565	10069	10572	11075	11579	12082	12586	13089	13593	14096
2501 à 2600	7802	8322	8842	9362	9882	10402	10922	11442	11963	12483	13003	13523	14043	14563
2601 à 2700	8055	8592	9129	9666	10203	10740	11277	11814	12351	12888	13425	13962	14499	15036
2701 à 2800	8311	8865	9419	9973	10527	11081	11636	12190	12744	13298	13852	14406	14960	15514
2801 à 2900	8570	9141	9713	10284	10855	11427	11998	12569	13141	13712	14283	14855	15426	15997
2901 à 3000	8831	9420	10009	10598	11187	11775	12364	12953	13542	14130	14719	15308	15897	16485

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	2607	2697	2787	2877	2967	3057	3147	3237	3327	3417	3506	3596
201 à 210	2716	2809	2903	2997	3090	3184	3278	3371	3465	3559	3652	3746
211 à 220	2822	2920	3017	3114	3212	3309	3406	3504	3601	3698	3796	3893
221 à 230	2927	3028	3129	3230	3331	3432	3533	3634	3735	3836	3937	4038
231 à 240	3030	3135	3239	3344	3448	3553	3657	3762	3866	3971	4075	4180
241 à 250	3132	3240	3348	3456	3564	3672	3780	3888	3996	4104	4212	4320
251 à 260	3232	3343	3455	3566	3678	3789	3900	4012	4123	4235	4346	4458
261 à 270	3330	3445	3560	3675	3789	3904	4019	4134	4249	4364	4478	4593
271 à 280	3427	3545	3663	3781	3899	4018	4136	4254	4372	4490	4608	4727
281 à 290	3522	3644	3765	3886	4008	4129	4251	4372	4494	4615	4737	4858
291 à 300	3616	3741	3865	3990	4115	4239	4364	4489	4613	4738	4863	4987
301 à 310	3708	3836	3964	4092	4220	4347	4475	4603	4731	4859	4987	5115
311 à 320	3799	3930	4061	4192	4323	4454	4585	4716	4847	4978	5109	5240
321 à 330	3889	4023	4157	4291	4425	4559	4693	4827	4961	5095	5229	5364
331 à 340	3977	4114	4251	4388	4525	4662	4800	4937	5074	5211	5348	5485
341 à 350	4064	4204	4344	4484	4624	4764	4904	5044	5185	5325	5465	5605
351 à 360	4149	4292	4435	4578	4721	4865	5008	5151	5294	5437	5580	5723
361 à 370	4233	4379	4525	4671	4817	4963	5109	5255	5401	5547	5693	5839
371 à 380	4317	4465	4614	4763	4912	5061	5210	5359	5507	5656	5805	5954
381 à 390	4398	4550	4702	4853	5005	5157	5308	5460	5612	5764	5915	6067
391 à 400	4479	4634	4788	4943	5097	5251	5406	5560	5715	5869	6024	6178
401 à 410	4559	4716	4873	5030	5188	5345	5502	5659	5816	5974	6131	6288
411 à 420	4637	4797	4957	5117	5277	5437	5597	5757	5916	6076	6236	6396
421 à 430	4715	4877	5040	5202	5365	5527	5690	5853	6015	6178	6340	6503
431 à 440	4791	4956	5121	5286	5452	5617	5782	5947	6112	6278	6443	6608
441 à 450	4866	5034	5202	5370	5537	5705	5873	6041	6209	6376	6544	6712
451 à 460	4940	5111	5281	5451	5622	5792	5963	6133	6303	6474	6644	6814
461 à 470	5014	5187	5359	5532	5705	5878	6051	6224	6397	6570	6742	6915
471 à 480	5086	5261	5437	5612	5787	5963	6138	6314	6489	6664	6840	7015
481 à 490	5157	5335	5513	5691	5869	6046	6224	6402	6580	6758	6936	7114
491 à 500	5228	5408	5588	5769	5949	6129	6309	6490	6670	6850	7030	7211
501 à 510	5297	5480	5663	5845	6028	6211	6393	6576	6759	6941	7124	7307

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	5366	5551	5736	5921	6106	6291	6476	6661	6846	7031	7216	7401
521 à 530	5434	5621	5808	5996	6183	6371	6558	6745	6933	7120	7307	7495
531 à 540	5501	5690	5880	6070	6259	6449	6639	6828	7018	7208	7398	7587
541 à 550	5567	5759	5951	6143	6335	6527	6719	6911	7103	7295	7487	7678
551 à 560	5632	5826	6021	6215	6409	6603	6798	6992	7186	7380	7574	7769
561 à 570	5697	5893	6090	6286	6483	6679	6876	7072	7268	7465	7661	7858
571 à 580	5761	5959	6158	6357	6555	6754	6953	7151	7350	7549	7747	7946
581 à 590	5824	6025	6226	6426	6627	6828	7029	7230	7430	7631	7832	8033
591 à 600	5886	6089	6292	6495	6698	6901	7104	7307	7510	7713	7916	8119
601 à 610	5948	6153	6358	6563	6768	6974	7179	7384	7589	7794	7999	8204
611 à 620	6009	6216	6423	6631	6838	7045	7252	7460	7667	7874	8081	8288
621 à 630	6069	6279	6488	6697	6907	7116	7325	7535	7744	7953	8162	8372
631 à 640	6129	6341	6552	6763	6975	7186	7397	7609	7820	8031	8243	8454
641 à 650	6188	6402	6615	6829	7042	7255	7469	7682	7895	8109	8322	8536
651 à 660	6247	6462	6678	6893	7109	7324	7539	7755	7970	8186	8401	8616
661 à 670	6305	6522	6740	6957	7174	7392	7609	7827	8044	8261	8479	8696
671 à 680	6362	6582	6801	7020	7240	7459	7678	7898	8117	8337	8556	8775
681 à 690	6419	6640	6862	7083	7304	7526	7747	7968	8190	8411	8632	8854

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	6475	6698	6922	7145	7368	7592	7815	8038	8261	8485	8708	8931
701 à 710	6531	6756	6981	7207	7432	7657	7882	8107	8333	8558	8783	9008
711 à 720	6586	6813	7040	7267	7495	7722	7949	8176	8403	8630	8857	9084
721 à 730	6641	6870	7099	7328	7557	7786	8015	8244	8473	8702	8931	9160
731 à 740	6695	6926	7157	7388	7619	7849	8080	8311	8542	8773	9004	9235
741 à 750	6749	6982	7214	7447	7680	7912	8145	8378	8611	8843	9076	9309
751 à 760	6802	7037	7271	7506	7740	7975	8209	8444	8679	8913	9148	9382
761 à 770	6855	7091	7328	7564	7800	8037	8273	8510	8746	8982	9219	9455
771 à 780	6907	7146	7384	7622	7860	8098	8336	8575	8813	9051	9289	9527
781 à 790	6959	7199	7439	7679	7919	8159	8399	8639	8879	9119	9359	9599
791 à 800	7011	7253	7494	7736	7978	8220	8461	8703	8945	9187	9428	9670
801 à 810	7062	7306	7549	7793	8036	8280	8523	8767	9010	9254	9497	9741
811 à 820	7113	7358	7603	7849	8094	8339	8585	8830	9075	9320	9566	9811
821 à 830	7163	7410	7657	7904	8151	8398	8645	8892	9139	9386	9633	9880
831 à 840	7213	7462	7711	7960	8208	8457	8706	8955	9203	9452	9701	9950
841 à 850	7263	7514	7764	8015	8265	8515	8766	9016	9267	9517	9768	10018
851 à 860	7313	7565	7817	8069	8321	8573	8825	9078	9330	9582	9834	10086
861 à 870	7362	7615	7869	8123	8377	8631	8885	9139	9392	9646	9900	10154
871 à 880	7410	7666	7921	8177	8432	8688	8943	9199	9455	9710	9966	10221
881 à 890	7459	7716	7973	8230	8488	8745	9002	9259	9516	9774	10031	10288
891 à 900	7507	7766	8025	8283	8542	8801	9060	9319	9578	9837	10095	10354
901 à 950	7743	8010	8277	8544	8811	9078	9345	9612	9879	10147	10414	10681
951 à 1000	7974	8249	8524	8799	9074	9349	9624	9899	10173	10448	10723	10998
1001 à 1050	8199	8482	8765	9047	9330	9613	9896	10178	10461	10744	11026	11309
1051 à 1100	8420	8711	9001	9291	9582	9872	10163	10453	10743	11034	11324	11614
1101 à 1150	8638	8936	9234	9532	9830	10128	10425	10723	11021	11319	11617	11915
1151 à 1200	8853	9159	9464	9769	10075	10380	10685	10990	11296	11601	11906	12212
1201 à 1250	9067	9379	9692	10005	10317	10630	10942	11255	11568	11880	12193	12506
1251 à 1300	9278	9598	9918	10238	10558	10878	11198	11518	11838	12158	12478	12798
1301 à 1350	9489	9816	10144	10471	10798	11125	11452	11780	12107	12434	12761	13089
1351 à 1400	9700	10034	10368	10703	11037	11372	11706	12041	12375	12710	13044	13379
1401 à 1450	9910	10251	10593	10935	11276	11618	11960	12302	12643	12985	13327	13668

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	10120	10469	10818	11167	11516	11865	12214	12563	12912	13261	13610	13959
1501 à 1550	10331	10687	11043	11400	11756	12112	12468	12824	13181	13537	13893	14249
1501 à 1600	10542	10906	11269	11633	11996	12360	12723	13087	13451	13814	14178	14541
1601 à 1700	10968	11347	11725	12103	12481	12859	13238	13616	13994	14372	14751	15129
1701 à 1800	11399	11792	12186	12579	12972	13365	13758	14151	14544	14937	15330	15723
1801 à 1900	11836	12244	12653	13061	13469	13877	14285	14693	15101	15510	15918	16326
1901 à 2000	12280	12703	13127	13550	13973	14397	14820	15244	15667	16091	16514	16937
2001 à 2100	12730	13169	13608	14047	14486	14925	15364	15803	16242	16681	17120	17558
2101 à 2200	13187	13642	14097	14551	15006	15461	15915	16370	16825	17280	17734	18189
2201 à 2300	13651	14122	14593	15063	15534	16005	16476	16946	17417	17888	18358	18829
2301 à 2400	14122	14609	15096	15583	16070	16557	17044	17531	18018	18505	18992	19479
2401 à 2500	14599	15103	15606	16110	16613	17117	17620	18123	18627	19130	19634	20137
2501 à 2600	15083	15603	16123	16643	17164	17684	18204	18724	19244	19764	20284	20804
2601 à 2700	15573	16110	16647	17184	17721	18258	18795	19332	19869	20406	20943	21480
2701 à 2800	16068	16622	17176	17730	18284	18839	19393	19947	20501	21055	21609	22163
2801 à 2900	16569	17140	17711	18283	18854	19425	19997	20568	21139	21711	22282	22853
2901 à 3000	17074	17663	18252	18840	19429	20018	20607	21196	21784	22373	22962	23551

Voies de catégories 2, 3 & 4

Cale spécialisée / barge supplémentaire sans moteur

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (1 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0
<200	45	90	135	180	225	270	315	360	405	450	495	539	584	629
201 à 210	47	94	140	187	234	281	328	375	421	468	515	562	609	656
211 à 220	49	97	146	195	243	292	341	389	438	487	535	584	633	681
221 à 230	50	101	151	202	252	303	353	404	454	505	555	606	656	707
231 à 240	52	104	157	209	261	313	366	418	470	522	575	627	679	731
241 à 250	54	108	162	216	270	324	378	432	486	540	594	648	702	756
251 à 260	56	111	167	223	279	334	390	446	501	557	613	669	724	780
261 à 270	57	115	172	230	287	344	402	459	517	574	632	689	746	804
271 à 280	59	118	177	236	295	354	414	473	532	591	650	709	768	827
281 à 290	61	121	182	243	304	364	425	486	547	607	668	729	789	850
291 à 300	62	125	187	249	312	374	436	499	561	623	686	748	810	873
301 à 310	64	128	192	256	320	384	448	511	575	639	703	767	831	895
311 à 320	66	131	197	262	328	393	459	524	590	655	721	786	852	917
321 à 330	67	134	201	268	335	402	469	536	603	670	737	805	872	939
331 à 340	69	137	206	274	343	411	480	549	617	686	754	823	891	960
341 à 350	70	140	210	280	350	420	490	560	631	701	771	841	911	981
351 à 360	72	143	215	286	358	429	501	572	644	715	787	858	930	1002
361 à 370	73	146	219	292	365	438	511	584	657	730	803	876	949	1022
371 à 380	74	149	223	298	372	447	521	595	670	744	819	893	968	1042
381 à 390	76	152	228	303	379	455	531	607	683	758	834	910	986	1062
391 à 400	77	154	232	309	386	463	541	618	695	772	850	927	1004	1081
401 à 410	79	157	236	314	393	472	550	629	707	786	865	943	1022	1100
411 à 420	80	160	240	320	400	480	560	640	720	800	879	959	1039	1119
421 à 430	81	163	244	325	406	488	569	650	732	813	894	975	1057	1138
431 à 440	83	165	248	330	413	496	578	661	743	826	909	991	1074	1156
441 à 450	84	168	252	336	419	503	587	671	755	839	923	1007	1091	1175
451 à 460	85	170	256	341	426	511	596	681	767	852	937	1022	1107	1193
461 à 470	86	173	259	346	432	519	605	692	778	864	951	1037	1124	1210
471 à 480	88	175	263	351	438	526	614	702	789	877	965	1052	1140	1228
481 à 490	89	178	267	356	445	534	622	711	800	889	978	1067	1156	1245
491 à 500	90	180	270	361	451	541	631	721	811	901	991	1082	1172	1262

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

501 à 510	91	183	274	365	457	548	639	731	822	913	1005	1096	1187	1279
511 à 520	93	185	278	370	463	555	648	740	833	925	1018	1110	1203	1295
521 à 530	94	187	281	375	468	562	656	749	843	937	1031	1124	1218	1312
531 à 540	95	190	285	379	474	569	664	759	854	948	1043	1138	1233	1328
541 à 550	96	192	288	384	480	576	672	768	864	960	1056	1152	1248	1344
551 à 560	97	194	291	388	486	583	680	777	874	971	1068	1165	1262	1360
561 à 570	98	196	295	393	491	589	688	786	884	982	1080	1179	1277	1375
571 à 580	99	199	298	397	497	596	695	795	894	993	1093	1192	1291	1391
581 à 590	100	201	301	402	502	602	703	803	904	1004	1105	1205	1305	1406
591 à 600	101	203	304	406	507	609	710	812	913	1015	1116	1218	1319	1421
601 à 610	103	205	308	410	513	615	718	820	923	1026	1128	1231	1333	1436
611 à 620	104	207	311	414	518	622	725	829	932	1036	1140	1243	1347	1450
621 à 630	105	209	314	419	523	628	733	837	942	1046	1151	1256	1360	1465
631 à 640	106	211	317	423	528	634	740	845	951	1057	1162	1268	1374	1479
641 à 650	107	213	320	427	533	640	747	854	960	1067	1174	1280	1387	1494
651 à 660	108	215	323	431	539	646	754	862	969	1077	1185	1292	1400	1508
661 à 670	109	217	326	435	544	652	761	870	978	1087	1196	1304	1413	1522
671 à 680	110	219	329	439	548	658	768	878	987	1097	1207	1316	1426	1536
681 à 690	111	221	332	443	553	664	775	885	996	1107	1217	1328	1439	1549

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (2 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation														
	0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	5,5	6,0	6,5	7,0	
691 à 700	112	223	335	447	558	670	781	893	1005	1116	1228	1340	1451	1563	
701 à 710	113	225	338	450	563	676	788	901	1013	1126	1239	1351	1464	1576	
711 à 720	114	227	341	454	568	681	795	908	1022	1136	1249	1363	1476	1590	
721 à 730	114	229	343	458	572	687	801	916	1030	1145	1259	1374	1488	1603	
731 à 740	115	231	346	462	577	693	808	923	1039	1154	1270	1385	1501	1616	
741 à 750	116	233	349	465	582	698	815	931	1047	1164	1280	1396	1513	1629	
751 à 760	117	235	352	469	586	704	821	938	1055	1173	1290	1407	1525	1642	
761 à 770	118	236	355	473	591	709	827	946	1064	1182	1300	1418	1536	1655	
771 à 780	119	238	357	476	595	715	834	953	1072	1191	1310	1429	1548	1667	
781 à 790	120	240	360	480	600	720	840	960	1080	1200	1320	1440	1560	1680	
791 à 800	121	242	363	484	604	725	846	967	1088	1209	1330	1451	1571	1692	
801 à 810	122	244	365	487	609	731	852	974	1096	1218	1339	1461	1583	1705	
811 à 820	123	245	368	491	613	736	858	981	1104	1226	1349	1472	1594	1717	
821 à 830	124	247	371	494	618	741	865	988	1112	1235	1359	1482	1606	1729	
831 à 840	124	249	373	497	622	746	871	995	1119	1244	1368	1492	1617	1741	
841 à 850	125	250	376	501	626	751	877	1002	1127	1252	1377	1503	1628	1753	
851 à 860	126	252	378	504	630	756	883	1009	1135	1261	1387	1513	1639	1765	
861 à 870	127	254	381	508	635	762	888	1015	1142	1269	1396	1523	1650	1777	
871 à 880	128	256	383	511	639	767	894	1022	1150	1278	1405	1533	1661	1789	
881 à 890	129	257	386	514	643	772	900	1029	1157	1286	1415	1543	1672	1800	
891 à 900	129	259	388	518	647	777	906	1035	1165	1294	1424	1553	1683	1812	
901 à 950	134	267	401	534	668	801	935	1068	1202	1335	1469	1602	1736	1869	
951 à 1000	137	275	412	550	687	825	962	1100	1237	1375	1512	1650	1787	1925	
1001 à 1050	141	283	424	565	707	848	990	1131	1272	1414	1555	1696	1838	1979	
1051 à 1100	145	290	436	581	726	871	1016	1161	1307	1452	1597	1742	1887	2033	
1101 à 1150	149	298	447	596	745	894	1043	1191	1340	1489	1638	1787	1936	2085	
1151 à 1200	153	305	458	611	763	916	1069	1221	1374	1526	1679	1832	1984	2137	
1201 à 1250	156	313	469	625	782	938	1094	1251	1407	1563	1720	1876	2032	2188	
1251 à 1300	160	320	480	640	800	960	1120	1280	1440	1600	1760	1920	2080	2240	
1301 à 1350	164	327	491	654	818	982	1145	1309	1472	1636	1800	1963	2127	2290	
1351 à 1400	167	334	502	669	836	1003	1171	1338	1505	1672	1840	2007	2174	2341	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1401 à 1450	171	342	513	683	854	1025	1196	1367	1538	1709	1879	2050	2221	2392
1051 à 1500	174	349	523	698	872	1047	1221	1396	1570	1745	1919	2094	2268	2443
1501 à 1550	178	356	534	712	891	1069	1247	1425	1603	1781	1959	2137	2316	2494
1501 à 1600	182	364	545	727	909	1091	1272	1454	1636	1818	1999	2181	2363	2545
1601 à 1700	189	378	567	756	946	1135	1324	1513	1702	1891	2080	2269	2458	2648
1701 à 1800	197	393	590	786	983	1179	1376	1572	1769	1965	2162	2358	2555	2752
1801 à 1900	204	408	612	816	1020	1224	1429	1633	1837	2041	2245	2449	2653	2857
1901 à 2000	212	423	635	847	1059	1270	1482	1694	1905	2117	2329	2541	2752	2964
2001 à 2100	219	439	658	878	1097	1317	1536	1756	1975	2195	2414	2634	2853	3073
2101 à 2200	227	455	682	909	1137	1364	1592	1819	2046	2274	2501	2728	2956	3183
2201 à 2300	235	471	706	941	1177	1412	1648	1883	2118	2354	2589	2824	3060	3295
2301 à 2400	243	487	730	974	1217	1461	1704	1948	2191	2435	2678	2922	3165	3409
2401 à 2500	252	503	755	1007	1259	1510	1762	2014	2265	2517	2769	3021	3272	3524
2501 à 2600	260	520	780	1040	1300	1560	1820	2080	2340	2601	2861	3121	3381	3641
2601 à 2700	268	537	805	1074	1342	1611	1879	2148	2416	2685	2953	3222	3490	3759
2701 à 2800	277	554	831	1108	1385	1662	1939	2216	2493	2770	3047	3324	3601	3879
2801 à 2900	286	571	857	1143	1428	1714	2000	2285	2571	2857	3142	3428	3714	3999
2901 à 3000	294	589	883	1178	1472	1766	2061	2355	2649	2944	3238	3533	3827	4121

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (3 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
<200	674	719	764	809	854	899	944	989	1034	1079	1124	1169	1214	1259
201 à 210	702	749	796	843	890	936	983	1030	1077	1124	1171	1217	1264	1311
211 à 220	730	779	827	876	925	973	1022	1071	1119	1168	1217	1265	1314	1363
221 à 230	757	808	858	908	959	1009	1060	1110	1161	1211	1262	1312	1363	1413
231 à 240	784	836	888	940	993	1045	1097	1149	1202	1254	1306	1358	1411	1463
241 à 250	810	864	918	972	1026	1080	1134	1188	1242	1296	1350	1404	1458	1512
251 à 260	836	892	947	1003	1059	1114	1170	1226	1282	1337	1393	1449	1504	1560
261 à 270	861	919	976	1033	1091	1148	1206	1263	1321	1378	1435	1493	1550	1608
271 à 280	886	945	1004	1063	1123	1182	1241	1300	1359	1418	1477	1536	1595	1654
281 à 290	911	972	1032	1093	1154	1215	1275	1336	1397	1457	1518	1579	1640	1700
291 à 300	935	997	1060	1122	1184	1247	1309	1372	1434	1496	1559	1621	1683	1746
301 à 310	959	1023	1087	1151	1215	1279	1343	1407	1470	1534	1598	1662	1726	1790
311 à 320	983	1048	1114	1179	1245	1310	1376	1441	1507	1572	1638	1703	1769	1834
321 à 330	1006	1073	1140	1207	1274	1341	1408	1475	1542	1609	1676	1743	1810	1877
331 à 340	1028	1097	1166	1234	1303	1371	1440	1508	1577	1646	1714	1783	1851	1920
341 à 350	1051	1121	1191	1261	1331	1401	1471	1541	1611	1681	1752	1822	1892	1962
351 à 360	1073	1145	1216	1288	1359	1431	1502	1574	1645	1717	1788	1860	1932	2003
361 à 370	1095	1168	1241	1314	1387	1460	1533	1606	1679	1752	1825	1898	1971	2044
371 à 380	1116	1191	1265	1340	1414	1488	1563	1637	1712	1786	1861	1935	2009	2084
381 à 390	1138	1213	1289	1365	1441	1517	1593	1668	1744	1820	1896	1972	2048	2123
391 à 400	1158	1236	1313	1390	1467	1545	1622	1699	1776	1853	1931	2008	2085	2162
401 à 410	1179	1258	1336	1415	1493	1572	1651	1729	1808	1886	1965	2044	2122	2201
411 à 420	1199	1279	1359	1439	1519	1599	1679	1759	1839	1919	1999	2079	2159	2239
421 à 430	1219	1301	1382	1463	1544	1626	1707	1788	1870	1951	2032	2113	2195	2276
431 à 440	1239	1322	1404	1487	1569	1652	1735	1817	1900	1982	2065	2148	2230	2313
441 à 450	1258	1342	1426	1510	1594	1678	1762	1846	1930	2014	2097	2181	2265	2349
451 à 460	1278	1363	1448	1533	1618	1704	1789	1874	1959	2044	2129	2215	2300	2385
461 à 470	1297	1383	1470	1556	1642	1729	1815	1902	1988	2075	2161	2247	2334	2420
471 à 480	1315	1403	1491	1578	1666	1754	1841	1929	2017	2105	2192	2280	2368	2455
481 à 490	1334	1423	1512	1601	1689	1778	1867	1956	2045	2134	2223	2312	2401	2490
491 à 500	1352	1442	1532	1622	1713	1803	1893	1983	2073	2163	2253	2343	2434	2524
501 à 510	1370	1461	1553	1644	1735	1827	1918	2009	2101	2192	2283	2375	2466	2557

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

511 à 520	1388	1480	1573	1665	1758	1850	1943	2035	2128	2220	2313	2405	2498	2590
521 à 530	1405	1499	1593	1686	1780	1874	1967	2061	2155	2248	2342	2436	2530	2623
531 à 540	1423	1517	1612	1707	1802	1897	1992	2086	2181	2276	2371	2466	2561	2656
541 à 550	1440	1536	1632	1728	1824	1920	2016	2112	2208	2304	2400	2496	2591	2687
551 à 560	1457	1554	1651	1748	1845	1942	2039	2136	2233	2331	2428	2525	2622	2719
561 à 570	1473	1572	1670	1768	1866	1964	2063	2161	2259	2357	2456	2554	2652	2750
571 à 580	1490	1589	1688	1788	1887	1986	2086	2185	2284	2384	2483	2582	2682	2781
581 à 590	1506	1607	1707	1807	1908	2008	2109	2209	2309	2410	2510	2611	2711	2812
591 à 600	1522	1624	1725	1827	1928	2030	2131	2233	2334	2436	2537	2639	2740	2842
601 à 610	1538	1641	1743	1846	1948	2051	2154	2256	2359	2461	2564	2666	2769	2871
611 à 620	1554	1658	1761	1865	1968	2072	2176	2279	2383	2487	2590	2694	2797	2901
621 à 630	1570	1674	1779	1884	1988	2093	2198	2302	2407	2512	2616	2721	2825	2930
631 à 640	1585	1691	1796	1902	2008	2114	2219	2325	2431	2536	2642	2748	2853	2959
641 à 650	1600	1707	1814	1921	2027	2134	2241	2347	2454	2561	2667	2774	2881	2987
651 à 660	1616	1723	1831	1939	2046	2154	2262	2370	2477	2585	2693	2800	2908	3016
661 à 670	1631	1739	1848	1957	2065	2174	2283	2391	2500	2609	2718	2826	2935	3044
671 à 680	1645	1755	1865	1974	2084	2194	2304	2413	2523	2633	2742	2852	2962	3071
681 à 690	1660	1771	1881	1992	2103	2213	2324	2435	2545	2656	2767	2877	2988	3099

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (4 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation													
	7,5	8,0	8,5	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5	14,0
691 à 700	1675	1786	1898	2010	2121	2233	2344	2456	2568	2679	2791	2903	3014	3126
701 à 710	1689	1802	1914	2027	2139	2252	2365	2477	2590	2702	2815	2928	3040	3153
711 à 720	1703	1817	1930	2044	2158	2271	2385	2498	2612	2725	2839	2952	3066	3180
721 à 730	1717	1832	1946	2061	2175	2290	2404	2519	2633	2748	2862	2977	3091	3206
731 à 740	1731	1847	1962	2078	2193	2309	2424	2540	2655	2770	2886	3001	3117	3232
741 à 750	1745	1862	1978	2094	2211	2327	2444	2560	2676	2793	2909	3025	3142	3258
751 à 760	1759	1876	1994	2111	2228	2346	2463	2580	2697	2815	2932	3049	3166	3284
761 à 770	1773	1891	2009	2127	2246	2364	2482	2600	2718	2837	2955	3073	3191	3309
771 à 780	1786	1905	2025	2144	2263	2382	2501	2620	2739	2858	2977	3096	3215	3335
781 à 790	1800	1920	2040	2160	2280	2400	2520	2640	2760	2880	3000	3120	3240	3360
791 à 800	1813	1934	2055	2176	2297	2418	2538	2659	2780	2901	3022	3143	3264	3385
801 à 810	1826	1948	2070	2192	2313	2435	2557	2679	2800	2922	3044	3166	3288	3409
811 à 820	1840	1962	2085	2207	2330	2453	2575	2698	2821	2943	3066	3189	3311	3434
821 à 830	1853	1976	2100	2223	2347	2470	2594	2717	2841	2964	3088	3211	3335	3458
831 à 840	1866	1990	2114	2239	2363	2487	2612	2736	2860	2985	3109	3234	3358	3482
841 à 850	1878	2004	2129	2254	2379	2505	2630	2755	2880	3005	3131	3256	3381	3506
851 à 860	1891	2017	2143	2269	2395	2522	2648	2774	2900	3026	3152	3278	3404	3530
861 à 870	1904	2031	2158	2285	2412	2538	2665	2792	2919	3046	3173	3300	3427	3554
871 à 880	1916	2044	2172	2300	2428	2555	2683	2811	2939	3066	3194	3322	3450	3577
881 à 890	1929	2058	2186	2315	2443	2572	2701	2829	2958	3086	3215	3344	3472	3601
891 à 900	1941	2071	2200	2330	2459	2589	2718	2847	2977	3106	3236	3365	3495	3624
901 à 950	2003	2136	2270	2403	2537	2670	2804	2937	3071	3204	3338	3471	3605	3738
951 à 1000	2062	2200	2337	2475	2612	2750	2887	3025	3162	3300	3437	3574	3712	3849
1001 à 1050	2120	2262	2403	2545	2686	2827	2969	3110	3251	3393	3534	3675	3817	3958
1051 à 1100	2178	2323	2468	2613	2758	2904	3049	3194	3339	3484	3629	3775	3920	4065
1101 à 1150	2234	2383	2532	2681	2830	2979	3128	3277	3426	3574	3723	3872	4021	4170
1151 à 1200	2290	2442	2595	2748	2900	3053	3206	3358	3511	3663	3816	3969	4121	4274
1201 à 1250	2345	2501	2657	2814	2970	3126	3283	3439	3595	3752	3908	4064	4221	4377
1251 à 1300	2400	2560	2720	2880	3039	3199	3359	3519	3679	3839	3999	4159	4319	4479
1301 à 1350	2454	2618	2781	2945	3109	3272	3436	3599	3763	3927	4090	4254	4417	4581
1351 à 1400	2508	2676	2843	3010	3177	3345	3512	3679	3846	4014	4181	4348	4515	4683
1401 à 1450	2563	2734	2905	3075	3246	3417	3588	3759	3930	4101	4271	4442	4613	4784

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

1051 à 1500	2617	2792	2966	3141	3315	3490	3664	3839	4013	4188	4362	4537	4711	4886
1501 à 1550	2672	2850	3028	3206	3384	3562	3740	3919	4097	4275	4453	4631	4809	4987
1501 à 1600	2726	2908	3090	3272	3454	3635	3817	3999	4181	4362	4544	4726	4908	5089
1601 à 1700	2837	3026	3215	3404	3593	3782	3971	4160	4350	4539	4728	4917	5106	5295
1701 à 1800	2948	3145	3341	3538	3734	3931	4127	4324	4520	4717	4914	5110	5307	5503
1801 à 1900	3061	3265	3469	3673	3877	4081	4286	4490	4694	4898	5102	5306	5510	5714
1901 à 2000	3176	3387	3599	3811	4023	4234	4446	4658	4870	5081	5293	5505	5716	5928
2001 à 2100	3292	3512	3731	3951	4170	4390	4609	4829	5048	5268	5487	5707	5926	6145
2101 à 2200	3410	3638	3865	4093	4320	4547	4775	5002	5229	5457	5684	5911	6139	6366
2201 à 2300	3530	3766	4001	4237	4472	4707	4943	5178	5413	5649	5884	6119	6355	6590
2301 à 2400	3652	3896	4139	4383	4626	4870	5113	5357	5600	5844	6087	6331	6574	6818
2401 à 2500	3776	4027	4279	4531	4783	5034	5286	5538	5789	6041	6293	6545	6796	7048
2501 à 2600	3901	4161	4421	4681	4941	5201	5461	5721	5981	6241	6501	6761	7021	7282
2601 à 2700	4027	4296	4564	4833	5101	5370	5638	5907	6175	6444	6712	6981	7249	7518
2701 à 2800	4156	4433	4710	4987	5264	5541	5818	6095	6372	6649	6926	7203	7480	7757
2801 à 2900	4285	4571	4856	5142	5428	5713	5999	6285	6570	6856	7142	7427	7713	7999
2901 à 3000	4416	4710	5005	5299	5593	5888	6182	6476	6771	7065	7360	7654	7948	8243

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (5 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
<200	1304	1349	1394	1439	1484	1528	1573	1618	1663	1708	1753	1798
201 à 210	1358	1405	1452	1498	1545	1592	1639	1686	1732	1779	1826	1873
211 à 220	1411	1460	1508	1557	1606	1654	1703	1752	1800	1849	1898	1946
221 à 230	1464	1514	1565	1615	1665	1716	1766	1817	1867	1918	1968	2019
231 à 240	1515	1567	1620	1672	1724	1776	1829	1881	1933	1985	2038	2090
241 à 250	1566	1620	1674	1728	1782	1836	1890	1944	1998	2052	2106	2160
251 à 260	1616	1672	1727	1783	1839	1894	1950	2006	2062	2117	2173	2229
261 à 270	1665	1722	1780	1837	1895	1952	2010	2067	2124	2182	2239	2297
271 à 280	1713	1772	1832	1891	1950	2009	2068	2127	2186	2245	2304	2363
281 à 290	1761	1822	1882	1943	2004	2065	2125	2186	2247	2308	2368	2429
291 à 300	1808	1870	1933	1995	2057	2120	2182	2244	2307	2369	2431	2494
301 à 310	1854	1918	1982	2046	2110	2174	2238	2302	2366	2429	2493	2557
311 à 320	1900	1965	2031	2096	2162	2227	2293	2358	2424	2489	2555	2620
321 à 330	1944	2011	2078	2145	2212	2280	2347	2414	2481	2548	2615	2682
331 à 340	1988	2057	2126	2194	2263	2331	2400	2468	2537	2605	2674	2743
341 à 350	2032	2102	2172	2242	2312	2382	2452	2522	2592	2662	2732	2802
351 à 360	2075	2146	2218	2289	2361	2432	2504	2575	2647	2718	2790	2862
361 à 370	2117	2190	2263	2336	2409	2482	2555	2628	2701	2774	2847	2920
371 à 380	2158	2233	2307	2382	2456	2530	2605	2679	2754	2828	2903	2977
381 à 390	2199	2275	2351	2427	2503	2578	2654	2730	2806	2882	2958	3033
391 à 400	2240	2317	2394	2471	2549	2626	2703	2780	2857	2935	3012	3089
401 à 410	2279	2358	2437	2515	2594	2672	2751	2830	2908	2987	3065	3144
411 à 420	2319	2399	2479	2558	2638	2718	2798	2878	2958	3038	3118	3198
421 à 430	2357	2439	2520	2601	2682	2764	2845	2926	3008	3089	3170	3251
431 à 440	2395	2478	2561	2643	2726	2808	2891	2974	3056	3139	3221	3304
441 à 450	2433	2517	2601	2685	2769	2853	2936	3020	3104	3188	3272	3356
451 à 460	2470	2555	2641	2726	2811	2896	2981	3066	3152	3237	3322	3407
461 à 470	2507	2593	2680	2766	2853	2939	3025	3112	3198	3285	3371	3458
471 à 480	2543	2631	2718	2806	2894	2981	3069	3157	3244	3332	3420	3508
481 à 490	2579	2668	2756	2845	2934	3023	3112	3201	3290	3379	3468	3557
491 à 500	2614	2704	2794	2884	2974	3065	3155	3245	3335	3425	3515	3605
501 à 510	2649	2740	2831	2923	3014	3105	3197	3288	3379	3471	3562	3653
511 à 520	2683	2775	2868	2961	3053	3146	3238	3331	3423	3516	3608	3701

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

521 à 530	2717	2811	2904	2998	3092	3185	3279	3373	3466	3560	3654	3747
531 à 540	2750	2845	2940	3035	3130	3225	3319	3414	3509	3604	3699	3794
541 à 550	2783	2879	2975	3071	3167	3263	3359	3455	3551	3647	3743	3839
551 à 560	2816	2913	3010	3107	3205	3302	3399	3496	3593	3690	3787	3884
561 à 570	2848	2947	3045	3143	3241	3340	3438	3536	3634	3732	3831	3929
571 à 580	2880	2980	3079	3178	3278	3377	3476	3576	3675	3774	3874	3973
581 à 590	2912	3012	3113	3213	3314	3414	3514	3615	3715	3816	3916	4016
591 à 600	2943	3045	3146	3248	3349	3451	3552	3654	3755	3857	3958	4060
601 à 610	2974	3077	3179	3282	3384	3487	3589	3692	3794	3897	4000	4102
611 à 620	3005	3108	3212	3315	3419	3523	3626	3730	3833	3937	4041	4144
621 à 630	3035	3139	3244	3349	3453	3558	3663	3767	3872	3977	4081	4186
631 à 640	3065	3170	3276	3382	3487	3593	3699	3804	3910	4016	4121	4227
641 à 650	3094	3201	3308	3414	3521	3628	3734	3841	3948	4054	4161	4268
651 à 660	3123	3231	3339	3447	3554	3662	3770	3877	3985	4093	4200	4308
661 à 670	3152	3261	3370	3479	3587	3696	3805	3913	4022	4131	4239	4348
671 à 680	3181	3291	3400	3510	3620	3730	3839	3949	4059	4168	4278	4388
681 à 690	3209	3320	3431	3541	3652	3763	3874	3984	4095	4206	4316	4427

Tableau des montants d'indemnisation (en euros) en cas d'immobilisation (6 / 6)

	Nombres de jours d'immobilisation											
	14,5	15,0	15,5	16,0	16,5	17,0	17,5	18,0	18,5	19,0	19,5	20,0
691 à 700	3238	3349	3461	3573	3684	3796	3907	4019	4131	4242	4354	4466
701 à 710	3265	3378	3491	3603	3716	3828	3941	4054	4166	4279	4391	4504
711 à 720	3293	3407	3520	3634	3747	3861	3974	4088	4201	4315	4429	4542
721 à 730	3320	3435	3549	3664	3778	3893	4007	4122	4236	4351	4465	4580
731 à 740	3348	3463	3578	3694	3809	3925	4040	4156	4271	4386	4502	4617
741 à 750	3374	3491	3607	3723	3840	3956	4073	4189	4305	4422	4538	4654
751 à 760	3401	3518	3636	3753	3870	3987	4105	4222	4339	4457	4574	4691
761 à 770	3427	3546	3664	3782	3900	4018	4137	4255	4373	4491	4609	4728
771 à 780	3454	3573	3692	3811	3930	4049	4168	4287	4406	4526	4645	4764
781 à 790	3480	3600	3720	3840	3960	4080	4200	4320	4440	4560	4680	4800
791 à 800	3505	3626	3747	3868	3989	4110	4231	4352	4472	4593	4714	4835
801 à 810	3531	3653	3775	3896	4018	4140	4262	4383	4505	4627	4749	4870
811 à 820	3556	3679	3802	3924	4047	4170	4292	4415	4538	4660	4783	4905
821 à 830	3582	3705	3829	3952	4076	4199	4323	4446	4570	4693	4817	4940
831 à 840	3607	3731	3855	3980	4104	4229	4353	4477	4602	4726	4850	4975
841 à 850	3632	3757	3882	4007	4132	4258	4383	4508	4633	4759	4884	5009
851 à 860	3656	3782	3908	4034	4161	4287	4413	4539	4665	4791	4917	5043
861 à 870	3681	3808	3935	4062	4188	4315	4442	4569	4696	4823	4950	5077
871 à 880	3705	3833	3961	4088	4216	4344	4472	4600	4727	4855	4983	5111
881 à 890	3729	3858	3987	4115	4244	4372	4501	4630	4758	4887	5015	5144
891 à 900	3753	3883	4012	4142	4271	4401	4530	4659	4789	4918	5048	5177
901 à 950	3872	4005	4139	4272	4406	4539	4673	4806	4940	5073	5207	5340
951 à 1000	3987	4124	4262	4399	4537	4674	4812	4949	5087	5224	5362	5499
1001 à 1050	4100	4241	4382	4524	4665	4806	4948	5089	5231	5372	5513	5655
1051 à 1100	4210	4355	4501	4646	4791	4936	5081	5226	5372	5517	5662	5807
1101 à 1150	4319	4468	4617	4766	4915	5064	5213	5362	5511	5660	5808	5957
1151 à 1200	4427	4579	4732	4885	5037	5190	5343	5495	5648	5801	5953	6106
1201 à 1250	4533	4690	4846	5002	5159	5315	5471	5628	5784	5940	6097	6253
1251 à 1300	4639	4799	4959	5119	5279	5439	5599	5759	5919	6079	6239	6399
1301 à 1350	4745	4908	5072	5235	5399	5563	5726	5890	6053	6217	6381	6544
1351 à 1400	4850	5017	5184	5351	5519	5686	5853	6020	6188	6355	6522	6689
1401 à 1450	4955	5126	5297	5467	5638	5809	5980	6151	6322	6493	6663	6834
1051 à 1500	5060	5234	5409	5583	5758	5932	6107	6281	6456	6630	6805	6979

1501 à 1550	5165	5344	5522	5700	5878	6056	6234	6412	6590	6768	6947	7125
1501 à 1600	5271	5453	5635	5816	5998	6180	6362	6544	6725	6907	7089	7271
1601 à 1700	5484	5673	5862	6051	6241	6430	6619	6808	6997	7186	7375	7564
1701 à 1800	5700	5896	6093	6289	6486	6682	6879	7075	7272	7469	7665	7862
1801 à 1900	5918	6122	6326	6530	6734	6939	7143	7347	7551	7755	7959	8163
1901 à 2000	6140	6352	6563	6775	6987	7198	7410	7622	7834	8045	8257	8469
2001 à 2100	6365	6584	6804	7023	7243	7462	7682	7901	8121	8340	8560	8779
2101 à 2200	6594	6821	7048	7276	7503	7730	7958	8185	8412	8640	8867	9095
2201 à 2300	6826	7061	7296	7532	7767	8002	8238	8473	8708	8944	9179	9415
2301 à 2400	7061	7304	7548	7791	8035	8278	8522	8765	9009	9252	9496	9739
2401 à 2500	7300	7551	7803	8055	8307	8558	8810	9062	9313	9565	9817	10069
2501 à 2600	7542	7802	8062	8322	8582	8842	9102	9362	9622	9882	10142	10402
2601 à 2700	7786	8055	8323	8592	8860	9129	9397	9666	9934	10203	10471	10740
2701 à 2800	8034	8311	8588	8865	9142	9419	9696	9973	10250	10527	10804	11081
2801 à 2900	8284	8570	8856	9141	9427	9713	9998	10284	10570	10855	11141	11427
2901 à 3000	8537	8831	9126	9420	9715	10009	10303	10598	10892	11187	11481	11775

2. Avis et communications

2.1. Préfecture - Direction des Actions Interministérielles et du Développement Durable

Mutation et prolongation pour une période de 5 ans du permis de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit "Permis de Nemours" au profit des sociétés Lundin International et Toréador Energy France

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DES POLITIQUES TERRITORIALES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Par arrêté du Ministre de l'écologie, de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire en date du 16 juin 2008 (J.O. du 26 juin 2008), la mutation et la prolongation, pour une période de cinq ans, du permis de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit "Permis de Nemours" (départements de la Seine-et-Marne et du Loiret) est autorisée au profit des sociétés Lundin International et Toréador Energy France conjointes et solidaires, sans que cette autorisation implique approbation des conditions financières de la mutation. L'engagement financier souscrit pour cette nouvelle période de cinq ans est de 2 450 000 €.

NOTA : le texte complet de l'arrêté peut être consulté au ministère de l'écologie, de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire, Direction des ressources énergétiques et minérales, sous-direction des mines et des matières premières, bureau de la législation minière - 61 boulevard Vincent-Auriol - 75703 Paris cedex 13, ainsi que dans les bureaux de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France, 10 rue Crillon à Paris (4^e).

""

Décisions de la Commission départementale d'équipement commercial

Réunie le **26 juin 2008**, la Commission Départementale d'Equipement Commercial (CDEC) **a accordé** à la SCI PROVINS CERA, l'autorisation de créer un magasin d'articles de sport et loisirs de 2520 m² de surface de vente, à l'enseigne DECATHLON à PROVINS - 24, rue de Champbenoist en zone de redynamisation urbaine (ZRU).

Le texte de cette décision est affiché pendant **deux mois** à la mairie de PROVINS en application de l'article R.752-31 du Code de Commerce.

Réunie le **26 juin 2008**, la Commission Départementale d'Equipement Commercial (CDEC) **a refusé** à Mme Nathalie RETAUX l'autorisation d'augmenter de 4277 m² la surface de vente de la jardinerie « Les Jardins de Provence » à GREZ SUR LOING – RN 7- (projet visant à porter la surface de vente de cette jardinerie à 9980 m²).

Le texte de cette décision est affiché pendant **deux mois** à la mairie de GREZ SUR LOING en application de l'article R.752-31 du Code de Commerce.

"-----"

décision accordant délégation de signature à M. Pierre Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative et délégué départemental adjoint du centre national pour le développement du sport

C.N.D.S.

Le Délégué départemental pour la Seine-et-Marne
PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

Direction des actions interministérielles
et du développement durable
Bureau de la coordination interministérielle
et du développement économique

DECISION

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code du sport (partie réglementaire) et notamment les articles R.411-11 à R.411-21 et R.411-24,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU la circulaire du 31 mars 2006 de Monsieur le directeur général du centre national pour le développement du sport,

VU le décret du 5 juillet 2007 nommant Monsieur Michel GUILLOT, préfet du département de Seine-et-Marne,

VU l'arrêté ministériel en date du 7 juillet 2008 nommant Monsieur Pierre Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Seine-et-Marne par intérim à compter du 30 juin 2008,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une délégation est donnée à Monsieur Pierre Philippe CAMPOCASSO, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative et délégué départemental adjoint du centre national pour le développement du sport à l'effet de signer, au nom du préfet de Seine-et-Marne, délégué départemental du centre national pour le développement du sport, les actes suivants :

1 - Concernant les actes et courriers relatifs à la gestion de la part territoriale :

L'attribution et le reversement des concours financiers sur la part territoriale et la signature des conventions y afférentes (article R.411-21 du code du sport),

La transmission au directeur général de l'établissement des décisions d'attribution ou de reversement de subventions de la part territoriale en vue de leur mise en paiement ou de leur recouvrement, ainsi que la signature de toutes les attestations exigées à cette occasion par le règlement général de l'établissement (art.R.411-21 dernier alinéa ; règlement général, article 5-3 et 5-4),

Plus généralement, tout courrier, acte, attestation, certificat ou pièce comptable lié à la gestion de la part territoriale, sous réserve des compétences du conseil d'administration et du directeur général du CNDS.

2 – Concernant les actes et courriers relatifs à la gestion des subventions d'équipements sportifs :

La signature des accusés de réception des dossiers complets, valant autorisation de commencer les travaux, la demande de pièces complémentaires ou le refus de délivrer l'accusé de réception si le projet considéré n'est pas susceptible de recevoir un financement du CNDS ; la prorogation des accusés de réception (règlement général, article 4-2-6),

L'émission de l'avis du délégué de l'établissement sur les dossiers transmis au directeur général du CNDS (règlement général, article 4-2-6),

La transmission au directeur général du CNDS des dossiers complets de subvention (règlement général, article 4-2-6),

La transmission au directeur général du CNDS des propositions de mise en paiement ou de mise en recouvrement de subventions d'équipement sportif, ainsi que la signature de toutes les attestations exigées à cette occasion par le règlement général de l'établissement (règlement général, article 5-2),

Plus généralement, tout courrier, acte, attestation, certificat ou pièce comptable lié à la gestion des subventions d'équipement sportif, sous réserve des compétences du conseil d'administration et du directeur général du CNDS.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article R.411-11 du code du sport et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre Philippe CAMPOCASSO, délégué départemental adjoint du CNDS, les délégations de signature visées à l'article premier sont consenties aux fonctionnaires de la direction départementale de la jeunesse et des sports suivants :

Monsieur Philippe BAYLAC, Inspecteur de la jeunesse et des sports,
Monsieur Joseph de TARRAGON, Inspecteur de la jeunesse et des sports.

ARTICLE 3 : La présente décision annule celle prise le 29 août 2007.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et le directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative, délégué départemental adjoint du CNDS, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne et affiché dans les locaux de la direction départementale de la jeunesse et des sports.

Melun, le 10 juillet 2008
Le Préfet de Seine-et-Marne
Délégué départemental du CNDS
signé :
Michel GUILLOT

2.2. Cliniques et centres hospitaliers

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE INFIRMIER
(Centre Hospitalier Interdépartemental « FONDATION VALLEE » 94 257 GENTILLY Cedex)

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE INFIRMIER
(Centre Hospitalier Interdépartemental « FONDATION VALLEE » 94 257 GENTILLY Cedex)

Un concours sur titres interne pour le recrutement d'un Cadre de Santé Infirmier est ouvert au Centre Hospitalier Interdépartemental « FONDATION VALLEE » 94 257 GENTILLY Cedex, le 15 Janvier 2009, en application de l'article 2 du décret 2001 – 1375 du 31 Décembre 2001 et de l'arrêté du 19 Avril 2002.

Un délai de deux mois est imparti aux intéressés à compter de la date de publication de cet avis pour faire acte de candidature auprès de Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Interdépartemental « FONDATION VALLEE » - 7, Rue Benserade – 94 257 GENTILLY Cedex.

Le présent avis sera, affiché dans les locaux du Centre Hospitalier Interdépartemental « FONDATION VALLEE », préfectures et sous-préfectures de la Région Ile de France, et sera inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures des départements de la région Ile de France.

"" "

AVIS PORTANT ORGANISATION D'UN CONCOURS SUR TITRES D'INFIRMIERS (CENTRE HOSPITALIER MARC JACQUET 77011 MELUN CEDEX)

CENTRE HOSPITALIER MARC JACQUET 77011 MELUN CEDEX
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Poste 6151

AVIS PORTANT ORGANISATION D'UN CONCOURS SUR TITRES D'INFIRMIERS (CENTRE HOSPITALIER MARC JACQUET 77011 MELUN CEDEX)

Vu, la Loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifiée,

Vu, la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Hospitalière, modifiée,

Vu, le Décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 portant statuts des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière modifié,

Vu, l'Arrêté du 10 juin 2004 fixant la liste des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux délivrés par les Etats membres de l'Union européenne ou autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, mentionné à l'article L.4311-3 du code de la santé publique,

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE SEINE ET MARNE
RAA n°29 du 16 juillet 2008

Vu, la Circulaire DH/8D/89.282 du 9 février 1989 relative à l'application du décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière,

UN CONCOURS SUR TITRES
en vue de pourvoir
TROIS POSTES d'INFIRMIERS

sera organisé dans l'Etablissement
le 25 JUILLET 2008

Peuvent faire acte de candidatures les agents titulaires :

soit du **diplôme d'Etat d'infirmier**

soit d'**une autorisation d'exercer la profession d'infirmier**

soit d'**une autorisation d'exercer la profession d'infirmier sans limitation dans le service où ils sont affectés**

soit du **diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique**

Les candidatures écrites devront parvenir à la Direction des Ressources Humaines, AVANT LE 23 JUILLET 2008 MINUIT, accompagnées :

**d'un curriculum vitae détaillé
de la photocopie du diplôme**

Fait à Melun, le 8 juillet 2008
Le Directeur Du Centre Hospitalier de Melun,
Michel PALLOT